

Karl MARX et Friedrich ENGELS

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Une anthologie de Marx-Engels sur :
La dictature du prolétariat.

Introduction, traduction et notes
de Roger DANGEVILLE
(1979)

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca
Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Karl MARX et Friedrich ENGELS

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT.

Une anthologie de Marx-Engels sur : La dictature du prolétariat.

Introduction, traduction et notes de Roger DANGEVILLE. (1979)

Traduction inédite réalisée par Roger Dangeville, jamais publiée. Une publication originale des Classiques des sciences sociales avec l'autorisation des ayant-droits.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 25 octobre 2010 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Un immense merci à tous ceux qui ont réalisé la saisie numérique de la traduction de cette œuvre réalisée par son mari, Roger Dangeville en 1979, à partir de ses notes manuscrites.

Jean-Marie Tremblay,
Sociologue
Fondateur, Les Classiques des sciences sociales
25 octobre 2010.

Table des matières

Avertissement

Présentation

Double solution aux mêmes conditions historiques
Rôle spécifique de l'État prolétarien
Liaison entre pays arriérés et métropoles avancées
Défaillance bourgeoise dans les pays arriérés
Réformes bourgeoises et interventions despotiques du prolétariat
Praxis et théorisation des mesures de transition au communisme
Expérience d'hier, armes pour demain
Programme en vue de la conquête du pouvoir dans un pays arriéré
Dictature égale contrôle
Stades du socialisme et communisme de guerre

TEXTES DE MARX-ENGELS

I. PRAXIS ET THÉORIE DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

1. MARX ET LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Révolution et moyens dictatoriaux
Dictature du prolétariat et Parti de classe
L'Internationale et la conquête du pouvoir

2. TENTATIVES DE CONQUÊTE DU POUVOIR À L'AUBE DU CAPITALISME

Tentatives communistes durant la révolution bourgeoise
Perspective de bond par-dessus le capitalisme: l'exemple du communisme primitif en Russie
Mesures politiques de préparation à la lutte de classe contre la bourgeoisie
Phases de développement de la révolution à l'échelle de l'Allemagne
Programme révolutionnaire international dans les conditions de 1848

3. SOCIÉTÉS DE CLASSE ET DRESSAGE DE L'HOMME

Despotisme de fabrique
De l'autorité dans la production

Ruine de l'individu par le capitalisme
 Despotisme bureaucratique
 Dénouement de l'opposition entre liberté et nécessité

II. EXEMPLE HISTORIQUE DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

PRÉLIMINAIRE

Du communisme aliéné au communisme insurgé
 Guerre et paix
 Au centre: la dictature du prolétariat
 Rupture politique et transition économique

TEXTES DE MARX-ENGELS

LA COMMUNE DE PARIS DE 1871

Universalité du processus révolutionnaire
 Leviers pour changer la guerre impérialiste en guerre civile
 Guerre sans merci entre les classes
 Enseignements politiques et militaires
 Révolution et autorité
 Organisation militaire de l'État du travail
 Conquête et destruction de l'État
 La république n'est possible que si elle est ouvertement sociale
 Alliance avec la paysannerie: conquête de la démocratie
 Les mesures de la Commune
 Programme économique de la Commune

III. TRANSITION ÉCONOMIQUE À LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

PRÉLIMINAIRE

Succession chronologique des mesures de transition

1. Mise en place de la base économique (pays attardés)
2. Dans les pays développés: destruction du capitalisme

Le moyen discriminatoire du temps
 La lutte pour la conquête du temps libre
 La révolution dans les pays développés
 Programme révolutionnaire IMMÉDIAT dans les pays développés

3. Du stade inférieur au stade supérieur du communisme

TEXTES DE MARX-ENGELS

1. ABOLITION DE L'ANTAGONISME ENTRE AGRICULTURE ET INDUSTRIE, ENTRE CAMPAGNE ET VILLE

Marx et la nationalisation du sol
Programme de transition dans l'agriculture

2. VERS L'ABOLITION DES CLASSES

Éloge funèbre du capitalisme
Vers l'élimination du travail salarié

3. CRITIQUE DU PROGRAMME DE GOTHA

Stades du communisme inférieur et supérieur

Karl Marx, Friedrich Engels

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Sous la mystification démocratique avec ses valeurs abstraites de liberté, égalité, etc., se dissimule le despotisme bourgeois. C'est l'analyse scientifique de la dynamique des forces économiques et sociales, tout comme l'expérience des affrontements de classes qui a conduit Marx et Engels au principe de la dictature du prolétariat et à déterminer les mesures de transition vers la société future.

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Avertissement

[Retour à la table des matières](#)

Cet ouvrage qui aurait dû paraître aux Editions Maspero en 1979 n'a finalement pas pu être publié. Il est mis ici pour la première fois à la disposition du lecteur.

Les idées exposées dans ce recueil – malgré l'apposition de nom d'auteurs, d'ailleurs parfaitement interchangeables – sont une œuvre collective impersonnelle, en dehors de toute propriété privée intellectuelle, la pire forme de propriété.

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

PRÉSENTATION ¹

« Pourquoi combattrions-nous pour la dictature du prolétariat, si le pouvoir politique était impuissant à intervenir dans l'économie ? La violence, c'est-à-dire la puissance de l'État, est aussi une force économique. »

Engels à Conrad Schmidt, 27-10-1890.

Double solution aux mêmes conditions historiques

[Retour à la table des matières](#)

Les superstructures, parce qu'elles représentent une domination de classe, divergent plus ou moins de la base économique : cette distorsion est faible aux périodes révolutionnaires qui font faire un pas en avant à l'humanité ; elle ne cesse de croître sous le capitalisme et de diminuer toujours davantage dans la phase inférieure du socialisme. Les révolutions successives, avec leurs interventions despotiques et leurs actions de force contre les superstructures surannées qui ex-

¹ Ce recueil sur *la Dictature du prolétariat* précède la publication des textes de Marx-Engels sur *la Société communiste* qui se développe déjà au sein de la base économique du capitalisme et sert de levier pour les efforts révolutionnaires du prolétariat et de point de référence pour les mesures de transition au communisme. Du point de vue méthodologique, nous commençons, dans cette *Présentation*, par déterminer quel est le rapport entre la lutte politique révolutionnaire et l'œuvre économique du travail ouvrier au sein de la base productive, afin de définir quelle est la marge de jeu et l'efficacité en retour de l'action ou de la violence politique sur les rapports communistes enfouis dans le giron du mode de production capitaliste. On pourra établir ainsi quel peut être l'effet des mesures de transition décrétées par le Parti communiste à la tête de l'État de la dictature du prolétariat, et quelle en est la base de classe.

priment le maximum d'antagonismes et de conflits de classe, s'avèrent donc nécessaires et inévitables.

L'action politique trouve sa raison d'être dans les contradictions, au sein de la base économique existante, entre les intérêts de la classe dominante et ceux de la classe dominée – et la politique disparaîtra quand il n'y aura plus ces oppositions. C'est la raison pour laquelle l'État et la dictature sont liés nécessairement à certains stades du complexe et difficile cheminement de l'humanité. Et le prolétariat lui-même, au soir de sa victoire, devra ériger son propre État de classe, parce que les antagonismes au sein de la base productive et donc aussi de la société ne s'effacent pas du jour au lendemain. Selon l'expression de Lénine, durant toute une longue phase encore subsistent des éléments, des parcelles, des morceaux et de capitalisme et de socialisme ².

Dans les deux cas, l'État est synonyme d'oppression et d'iniquités, de violence et d'inhumanité, et il implique l'existence de conditions d'exploitation et d'inégalités, bien qu'un abîme sépare l'État bourgeois et l'État prolétarien, car le premier exprime la tendance à conserver le plus possible l'exploitation et l'oppression, voire à les aggraver, tandis que le second a la volonté politique farouche opposée d'en accélérer la destruction. Cette différence de nature est totale, non fractionnable : on ne peut la réaliser par morceaux, ni la couper en tranches.

Le bond révolutionnaire de la conquête du pouvoir est qualitatif. La quantité de forces productives nouvelles, bloquées par le conservatisme des superstructures de contrainte surannées, a produit une qualité nouvelle de forces productives qui, avec la victoire de la révolution, prennent un essor quantitatif nouveau. Ces renversements complets d'orientation sont conditionnés dans les sociétés de classe par la révolution politique, acte dictatorial par excellence : ils s'appuient sur les superstructures de l'État nouveau qui déblaie la voie à la progression lente, gra-

² Lénine, en dialecticien éminent à l'audace inouïe, allait jusqu'à dire que le socialisme n'existait qu'au plan politique en Russie et au plan économique en Allemagne : « Le socialisme est impossible sans la technique du grand capitalisme, conçue d'après le dernier mot de la science moderne... L'histoire a suivi des chemins si particuliers qu'elle a donné naissance, en 1918, à *deux moitiés de socialisme*, séparées et voisines comme deux futurs pous-sins sous la coquille commune de l'impérialisme international. L'Allemagne et la Russie incarnent en 1918, avec une évidence particulière la réalisation matérielle des CONDITIONS du socialisme – des conditions productives, économiques et sociales, D'UNE PART, et des conditions politiques, D'AUTRE PART » (Cf. *L'Impôt en Nature*, in *Œuvres*, t. 32, p.354 et 355).

duelle de l'économie à partir d'un niveau supérieur. C'est parce que ce changement politique est total, fondamental, condition sine qua non d'un nouvel essor supérieur de l'humanité que les communistes sont totalitaires en politique, et ce n'est pas pour nous un terme offensant. Les bourgeois le sont tout autant que nous, et ils appliquent tous les jours le principe : mors tua vita mea, car dans la question du pouvoir, ce qui joue est le tout ou rien, l'inexorable ou bien toi ou bien moi - partout et toujours. C'est là que réside tout Marx, revendiqué par tout Lénine³. La question de l'État est centrale, et la conquête du pouvoir un impératif incontournable du parti communiste. Mais l'État n'est pas un fétiche pour Marx et la dictature n'est qu'un point de passage, car l'humanité progressera par évolutions successives lorsque seront abolies les différences de classes – et avec elles l'État et les superstructures politiques qui s'opposent à la société et au travail créateur.

Si la différence politique est complète, quelle est alors la différence économique ? C'est une bêtise grosse comme une montagne de répondre que, sous l'État bourgeois, tout est économie capitaliste, car c'est fermer les yeux sur les innombrables vestiges de modes de production précapitalistes ainsi que sur les rapports communistes déjà enfouis au sein du capitalisme. Et il en va de même sous l'État prolétarien qui implique même l'existence d'éléments communistes, capitalistes, etc., ces derniers devant être éliminés au fur et à mesure.

³ Ce recueil de Marx-Engels sur la dictature du prolétariat ne surgit pas *ex novo*. Il arrive, au contraire, après des débats historiques sur ce sujet par définition brûlant. Il ne s'agit donc pas d'être complet, mais *plutôt d'ajouter ces textes parfois inédits aux notions fondamentales*. Nous renvoyons par ailleurs aux textes classiques de Marx-Engels sur *les Luttes de classes* (1848-49 et 1871), à *l'Antidühring*, aux dernières pages de *la Misère de la Philosophie*, ainsi qu'aux recueils sur *le Mouvement ouvrier français*, sur *les Utopistes* et *l'Utopisme et Communauté de l'avenir*, pour ce qui est de la société communiste que se fixe comme but la dictature du prolétariat. Par ailleurs, nous ne produisons pas les passages sur l'État et la Commune de Paris que commente brillamment Lénine dans *l'État et la Révolution* (*Œuvres*, t. 25, p.413-531). On ne peut dire mieux que lui – et nous le tenons donc pour un acquis auquel on ne peut que renvoyer le lecteur soucieux de ces problèmes vitaux. On trouvera, en outre, une étude, dans le prolongement marxiste le plus strict, sur la question de la violence révolutionnaire dans l'opuscule intitulé *Force, violence et dictature dans la lutte de classe*, traduction française Ed. Programme communiste.

Rôle spécifique de l'État prolétarien

[Retour à la table des matières](#)

L'État de la dictature du prolétariat est lié à une phase tout à fait déterminée de l'évolution des forces productives, et c'est ce qui explique aussi bien sa nature que sa fonction qui sont toutes deux éminemment transitoires. Selon l'expression de Marx : « Entre la société capitaliste et la société communiste, se situe la période de transformation révolutionnaire de l'une en l'autre. À cette période correspond évidemment une phase de transition politique, où l'État ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat » (cf. la Critique du programme de Gotha).

Pour bien saisir la spécificité de l'État de la dictature du prolétariat, il faut considérer sa genèse. Il convient de parler, dans les pays capitalistes développés dans lesquels nous vivons, de conquête du pouvoir, pourvu qu'on l'entende comme conquête d'un État nouveau qui implique au préalable la destruction de l'État bourgeois. Le processus n'est donc ni légal, ni pacifique, mais violent, armé, révolutionnaire. Le marxisme ne considère pas l'État comme une nécessité éternelle pour relier les hommes entre eux, à l'opposé de la conception bourgeoise. La conquête du pouvoir est en réalité un moyen pour amorcer une dynamique de la force et de la violence dirigées vers l'avenir en vue d'emporter les entraves et les obstacles des institutions qui s'opposent au développement ultérieur des forces productives. Il y aurait une double erreur à penser que la conquête du pouvoir puisse s'encadrer dans un événement parlementaire même accompagné de combats de rues et d'une guerre extérieure. En effet, 1/ cela conduirait au pire conservatisme, puisque la conquête du pouvoir ne serait pas révolutionnaire, c'est-à-dire apte à balayer par la violence les rapports bourgeois et à initier une dynamique violente de changements économiques ; 2/ cela reviendrait à admettre que l'État passe des mains d'une classe à l'autre, en étant une institution ouverte à des contenus sociaux opposés, donc qu'il est au-dessus des classes et de leurs luttes historiques – ce qui mène à un respect craintif de la légalité et à l'apologie vulgaire de l'ordre constitué.

L'extinction de l'État est au centre de la doctrine de la dictature du prolétariat, parce qu'il fait partie des superstructures de violence qui ne sont donc pas de façon directe, mais indirecte seulement – par leur effet – des facteurs économiques ; en un mot, il n'a plus de raison d'être quand la société n'a plus besoin de ce moyen qui est lié à la domination de classe. Sans la dictature du prolétariat, on ne pourrait abolir le salariat, les rapports de classe en général et le prolétariat lui-même. L'État qui organise la violence, la répression et intervient despotiquement dans les rapports de production, réduira progressivement par la force le domaine de l'économie privée, ce qui permettra d'en extirper les chaînes du salariat qui pèsent sur le travail ouvrier et celui-ci, du même coup, se développera en producteur communautaire librement associé. Pour être plus précis, disons qu'avant d'abolir ainsi le travail salarié, il a fallu le généraliser, de force encore, pour tous, en en diminuant la charge par tête d'ouvrier – ce qui est un premier pas vers la réduction du salariat avec la suppression des classes non productives (bourgeois, propriétaires fonciers, parasites, oisifs, improductifs, etc.) non pas physiquement, mais économiquement, en les contraignant à participer au travail productif.

La clé du révolutionnement économique est politique: dans le parti qui détient les principes et le but de la société sans classes du communisme, et dans l'État, violence organisée, comme moyen pour le parti d'imposer le révolutionnement économique. Le parti assure le changement qualitatif, totalitaire, d'orientation de la dynamique sociale vers le socialisme, avec la conquête du pouvoir qu'il prépare, organise et réalise lui-même en brisant d'abord l'État adverse, puis en prenant la tête du nouvel État de la dictature du prolétariat. Quant à l'État, il sert de moyen transitoire pour briser les entraves de l'économie privée, en tenant compte des rapports de force et du possible, car l'économie progresse graduellement.

Dans ces conditions, il saute aux yeux qu'aussi longtemps qu'existe l'État existant aussi des rapports bourgeois (cf. la référence au droit bourgeois du stade inférieur du socialisme, dont parle Marx dans le programme de Gotha). La concomitance économique (et non politique, domaine totalitaire et exclusif s'il en est) entre capitalisme et socialisme subsistera donc au cours d'une phase très longue de la dictature du prolétariat. Elle sera surtout prononcée aux débuts de son cours historique, où l'on se trouve dans un milieu heurté, divisé en « phases » hétérogènes, pouvant évoluer avec des petits pas, des pas plus grands en avant, et même parfois en arrière. Ce sont les infantiles anarchistes qui veulent que tout se fasse

en un jour... et tout recommence – comme le montre l'expérience des révolutions qui lâchent le pouvoir au soir de sa conquête.

Le parti qui assure l'orientation de l'État prolétarien vers le socialisme, repose donc sur une théorie et des principes. Dans la période de transition, il défend l'immutabilité de la voie, mais non sa rectilignité ou son absence de hauts et de bas, d'avances et de reculs, voire de tournants difficiles. Ses lignes directrices ne naissent pas de la tête, des caprices du chef ou des assemblées suprêmes. Le chef du parti n'a pas dans ses mains un volant et devant soi l'arbitraire de la direction en vue: c'est le conducteur d'un train ou d'un tramway. Sa force est qu'il sait que la voie est déterminée, bien qu'elle ne soit pas du tout en ligne droite partout ; il sait par quelles stations (phases) il doit passer ainsi que le but où il va, avec des courbes, des hauts et des bas. Il lui arrive même, dans des conditions historiques particulièrement tragiques de la lutte des classes, de s'arrêter, voire de reculer sur ses rails sous la pression adverse, mais il garde en tête la direction et il repart de plus belle.

En termes mathématiques, on dira : de l'État bourgeois à l'État prolétarien, la dérivée du passage est infinie au plan politique, alors qu'au plan économique elle est finie et peut être nulle à un moment donné – il faut même avoir l'audace de dire négative.

Trotsky illustre par un exemple facile le fait que les motifs économiques ne coïncident pas avec les nécessités politiques. C'est une monstruosité de détruire des installations productives, mais il faut néanmoins le faire parfois pour des raisons politiques (militaires, par exemple). Si nous sommes menacés durant la guerre par le danger d'être encerclés et étouffés par des gardes blanches, je fais sauter le pont qui entretient les communications. Or, détruire des ponts, des routes et des chemins de fer signifie chuter ensuite à un niveau plus bas de forces productives.

Certains posent la même problématique en disant que la tactique est souple, et ils l'entendent au sens de libre, improvisable. Il n'en est absolument rien. Elle est liée aux principes, et elle-même est rigide. Face à ceux qui veulent que la tactique soit, disons, plastique, nous dirons qu'elle est dure comme l'acier. Un exemple : l'épée de Lénine, dans la lutte, pliait souvent, mais, quand elle se redressait, elle allait droit au cœur de l'ennemi, tandis que les partisans de la tactique souple et malléable sont comme le tas de merde qui tombe, et s'affaisse.

Ainsi Lénine, à une période où le parlementarisme était encore juvénile, mit en œuvre en Russie une tactique consistant à entrer dans la chambre des députés – non pas pour conquérir et grignoter de l'intérieur les institutions de l'État existant, voire pour arriver à quelque strapontin dans le gouvernement bourgeois, mais pour y faire entendre le son de la révolution, et préparer les masses à l'assaut contre l'État capitaliste et à la dissolution par la force de l'assemblée parlementaire⁴. Il en était de même pour le « principe » bourgeois (toujours bafoué par ses porte-parole) de l'autodétermination des nations : cette revendication vise à briser l'oppression impérialiste et à libérer l'initiative révolutionnaire des masses. Il en est ainsi encore pour l'utilisation de l'arme de l'État en général, arme qu'il faut manier sous la dictature du prolétariat de telle sorte que l'on puisse à la fin jeter l'État au rebut de l'histoire.

C'est ce principe qui est au centre du rapport entre État et parti. L'État est l'appareil de violence lié aux rapports de force entre socialisme et capitalisme, c'est une violence temporaire dans une société où se mêlent diverses « phases » historiques. Il est donc une force hétérogène, évoluant selon le développement des forces productives et les aléas de la lutte de classes : il est l'expression de la « conquête de la démocratie », c'est une force de compromis sous la direction du parti – et le compromis cesse avec la victoire du communisme et la fin de l'État. L'illustration en est, par exemple, l'alliance avec la paysannerie dans un État dirigé par la classe ouvrière. Le but en est double : ce n'est qu'avec cette masse numériquement la plus nombreuse dans la nation, qu'il est possible d'arriver au pouvoir, puis de régner, pour battre la contre-révolution intérieure et extérieure. Selon l'évolution historique, ou bien le prolétariat qui dispose de l'arme de l'État reprendra la lutte contre la paysannerie riche, moyenne et même les petits paysans propriétaires, ou bien le procès économique aura permis de hausser cette classe au

⁴ Autre exemple : Marx et Engels pouvaient justifier en Allemagne une politique ou tactique social-*démocrate* aussi longtemps que le démocratisme bourgeois était encore progressif. Dans les pays attardés, Marx parle ainsi du « prolétariat démocrate », parce qu'il faut passer nécessairement par l'étape bourgeoise tant que l'attaque contre le capitalisme ne peut s'effectuer de manière frontale. La voie est encore longue avant le point d'abolition de la démocratie qui correspond au communisme sans institutions politiques, ni État. Ici encore, le train ou tramway fait un long tournant, mais le terme en est clair.

niveau social du libre producteur associé, atteint par le prolétariat salarié de l'industrie et de l'agriculture ⁵.

En somme, l'État suit toutes les vicissitudes de la lutte des classes alors que le Parti incarne le programme et les principes irréfragables, le fil ou radar entre passé, présent et avenir. Il est communiste dès sa naissance, et son caractère de classe lui vient de ce qu'il représente le prolétariat qui produit d'abord la base économique du communisme au sein de la société capitaliste, puis en est le fossoyeur, tandis qu'elle accouche du socialisme. Le parti accompagne – ou mieux – précède le prolétariat et son État dictatorial dans tout ce procès qui va de sa naissance à son abolition en passant par ses métamorphoses révolutionnaires.

Il importe de bien distinguer entre parti et État, ne serait-ce que pour avoir une idée claire du processus de transition économique au socialisme. L'État en est l'instrument, avec les mesures de transition économique-politiques qu'il impose. L'État de classe est – par « actualité » et non par « décision » - national, mieux, géographiquement déterminé ⁶. Le parti, en revanche, est international – et ce fait

⁵ Cf. *infra* la Commune et ses rapports avec la paysannerie, ainsi que *Dialogue avec les Morts*, chapitre les « Vingt ans » de bons rapports de Lénine avec la paysannerie, p.133-135. Selon la formule de Lénine, ces bons rapports devaient permettre de tenir jusqu'à la victoire des partis prolétariens dans les pays plus développés. Le détour est immense, mais les compromis *économiques* - deux pas en avant, un en arrière, etc. - auraient permis de tenir l'essentiel – la victoire *politique* de la révolution mondiale au maillon le plus faible de la chaîne bourgeoise, avec l'orientation socialiste de l'Octobre russe.

⁶ Il est évident que les nations disparaîtront toutes à la fin, lorsque l'humanité sera unifiée en un seul ensemble. C'est une utopie de croire que le capitalisme puisse surmonter les nations, ne serait-ce qu'en créant des ensembles plus vastes, la petite Europe par exemple, parce que le capital est jungle des nationalismes et de l'impérialisme. Il ne s'agit donc pas de faire un chapitre nouveau du programme de parti sur le thème de la systématisation à partir de zéro de tous les peuples homogènes en un nouvel ordre politique, géographique, d'États, organisé par la violence ou le consensus mutuel. L'unification de toute l'humanité ne peut se faire que sous le socialisme, avec l'abolition de l'État géographiquement circonscrit et limité, c'est-à-dire avec l'extinction de toute violence et limitation étatique. Il est donc erroné de penser que ce sera l'État socialiste qui unifiera l'humanité en un seul ensemble : l'État, aussi longtemps qu'il existe, est synonyme, au contraire, de limitations et d'entraves. En somme, le mot d'ordre « À bas les frontières » n'a de sens qu'à partir du moment où le socialisme (sans État) est une *réalité* : ce n'est pas une *méthode* d'organisation de l'humanité par les institutions politiques, car celles-ci présupposent des frontières.

Les mots d'ordre d'*autodétermination des peuples* de Lénine ne sont donc nullement des formules d'organisation définitive. Et il en est de même de celles sur *la paix sans annexions*, le droit d'une nation de se séparer de l'hégémonie de l'autre. Ce sont des moyens de libérer les masses de l'emprise de l'impérialisme et du colonialisme, de leur rendre l'initiative, pour les amener à une révolution socialiste qui transforme effectivement les rapports économiques et sociaux qui les enserrent. Ainsi, Lénine écrivait-il, par exemple sur les propositions à tous les peuples d'une paix démocratique, fondée sur le renoncement complet à

détermine sa nature. Si l'État contingent s'éteindra, quand il n'y aura plus ni politique, ni classes, nous ne pourrons plus accoler au parti le terme de classe ou de politique. Mieux, du moment que l'État de la dictature aura aboli pour toujours les autres partis, il n'est pas exact non plus de l'appeler parti, parce que ce mot vient de part - et qu'une partie en suppose toujours une autre. Le parti survivra néanmoins, sous une autre forme, parce qu'il est communiste, c'est-à-dire anticipe la théorie, les principes et le but communistes – et ce, en plus et indépendamment du stade « actuel » de la lutte de classes mondiale.

C'est grâce au parti que l'État prolétarien peut s'éteindre, car les rapports communistes, défendus et élaborés par le parti, existent avant et après l'État de la dictature : ils déterminent le devenir de celui-ci. L'État est un instrument d'oppression des classes – en l'occurrence de la bourgeoisie surannée – et il s'éteint quand il a rempli ses fonctions, quand les classes n'existent plus. Ce n'est qu'à ce moment-là que le parti et le communisme triomphent. La discussion est tout autre qu'académique : c'est le parti à la tête de l'État prolétarien qui lui fixe le but et les principes du communisme qui feront qu'il sera aboli à la fin.

Voici un exemple historique, négatif certes mais clair : dans cette dualité entre le Parti (ou mieux l'Internationale) et l'État, Staline représentait l'État – et il a eu, hélas, le dessus sur le Parti. Soit dit cependant entre parenthèses, c'est le rapport des forces qui a évolué ainsi, après des défaites successives ; Staline n'est qu'un prête-nom, et le marxisme ne fait pas de la criminologie individuelle une explication historique. En Russie donc, l'État, au lieu de se dégonfler, n'a fait que se dilater monstrueusement. Ce simple fait, soixante ans après la révolution, suffirait à faire comprendre à ceux qui le voudraient que le socialisme est mort dans les institutions de ce pays : le parti qui permet à l'État de se dissoudre quand les rapports communistes se diffusent à la production et à la distribution, qui perdent de plus en plus leur caractère de classe, a été évincé de la direction du pays de la révolution d'Octobre.

Le parti qui naît avec le communisme, créé dans la base économique par le prolétariat et triomphant avec l'abolition des classes et de l'État, ne s'éteindra pas.

toute espèce d'annexions et de contributions, qu'elles « créeraient entre les ouvriers des pays belligérants une entière confiance réciproque et *amèneraient inévitablement des soulèvements du prolétariat contre les gouvernements impérialistes* qui s'opposeraient à la paix proposée » (LENINE, *la 7ème Conférence de Russie du POSD(b)R*, in *Œuvres*, t.24, p.275).

Peut-être, dans ces temps lointains, ne s'appellera-t-il plus parti, mais il vivra comme l'organe unique, le « cerveau » d'une société libre de forces de classes, en simple organe de recherche et d'étude sociale coïncidant avec les grands organismes de recherche scientifique de la société nouvelle.

Liaison entre pays arriérés et métropoles avancées

[Retour à la table des matières](#)

S'il y a distorsion entre base économique et superstructures, c'est qu'une classe intervient dans les rapports de production et de distribution, en vue d'y faire prévaloir ses intérêts. Le moyen concentré de ces « interventions despotiques » est l'État, dont la forme change selon les besoins et les rapports de force d'une complexité extrême dans la société. Parce qu'instrument concret de la domination de classe, l'État n'a pas de forme unique qui corresponde à chaque mode de production – par exemple, la monarchie absolue pour le féodalisme, la république libérale pour le capitalisme. Ses formes fluctuent, au contraire, tout au long de la lutte des classes, de l'évolution économique (jeunesse, maturité, sénilité) du mode de production et selon les rapports impérialistes de dépendance des États etc.

Il est, par exemple, deux situations possibles : l'État capitaliste qui garantit la domination bourgeoise sur les ouvriers, alors que la base économique renferme déjà toutes les forces productives développées pour asseoir le socialisme (Angleterre dès le milieu du XIXe siècle, aux yeux de Marx) ; l'État de la dictature du prolétariat dans un pays encore largement précapitaliste, où il faut donc encore développer de larges secteurs du mode de production bourgeois.

Aussi, Marx n'hésitait-il pas à proposer aux communistes de conquérir le pouvoir en Allemagne, pays attardé en 1848, alors que le socialisme y était impossible au plan économique, puisque le capitalisme lui-même n'y était qu'à ses tout premiers débuts. En conséquence, son programme passait par des mesures essentiellement bourgeoises – développement du système monétaire et mercantile, du crédit, des banques, multiplication des fabriques, contrôle sur les capitalistes et les financiers, etc. - dans l'attente de la jonction du pays arriéré avec la révolution des pays avancés, la France et, plus encore, l'Angleterre. En effet, « ce n'est qu'au moment où les chartistes seront à la tête du gouvernement anglais que la révolu-

tion passera du domaine de l'utopie [de la politique] à celui de la réalité [économie] » ⁷. En d'autres termes, par l'extension de la révolution à la forteresse anglaise, la révolution politique du prolétariat allemand aurait trouvé sa base économique pour passer au socialisme avec l'aide fraternelle en forces productives des ouvriers anglais. En effet, jusque vers la fin du siècle dernier, l'Angleterre était le seul pays européen à disposer d'une base économique capitaliste assez développée pour pouvoir passer au socialisme en économie : « Si le landlordisme et le capitalisme ont leur siège en Angleterre, par contrecoup, les conditions matérielles y sont aussi les plus mûres pour leur destruction » ⁸.

Un cas semblable à celui de l'Allemagne de 1847 a été la Russie de 1917, où le parti bolchévik a instauré la dictature du prolétariat, alors que l'économie, pour la plus grande partie féodale, ne connaissait que quelques points concentrés de capitalisme. De même, la bourgeoisie américaine a fait sa révolution capitaliste alors que l'impérialisme anglais avait diffusé, dans plus de la moitié du territoire – chez les Sudistes qui étaient les plus riches, les mieux armés et dominaient l'État central – l'esclavage qui correspond à un mode de production tout à fait archaïque, séparé de la révolution bourgeoise par tout un mode de production, le féodalisme. La révolution politique, avec la violence armée, s'était avéré là aussi un puissant agent de transformation économique, qui permit un « bond » historique formidable – en s'appuyant sur la base capitaliste. Bien qu'encore relativement peu développée au Nord, la bourgeoisie américaine parvint – grâce à sa révolution anti-impérialiste – à faire passer rapidement le Sud esclavagiste à son mode de production bourgeois ⁹.

⁷ Cf. MARX, *le Mouvement révolutionnaire*, 1-1-1849, in *Werke*, t. 6, p.150.

⁸ Cf. MARX, *Circulaire du Conseil général de l'A.I.T. au Conseil fédéral de la Suisse romande*, 1-1-1870, in *Werke*, t. 16, p.386. Marx répète, 30 ans après la révolution de 1848-49, que « l'Angleterre seule peut servir de levier à une révolution sérieuse dans l'économie, si l'initiative révolutionnaire partait cette fois de la France » (*ibid.*).

⁹ Cf. MARX-ENGELS, *la Guerre civile aux États-Unis*, Ed. 10/18. On trouvera le parallèle entre le bond américain et la révolution double de Russie en 1917 dans le texte *Dialogue avec les Morts*, chapitre sur les Révolutions qui ont à remplir des tâches que leur a léguées le passé (en langue italienne : *Dialogato coi Morti*, Ed. Filo del Tempo, p.II-XVIII et 196-199). Marx a établi – pour la Russie, dont une énorme fraction de l'économie et de la population se trouvait dans des rapports de production proches du communisme archaïque – l'hypothèse d'un bond par-dessus le capitalisme, si la révolution prolétarienne de Russie effectuait sa jonction avec celle d'Europe centrale, et notamment d'Allemagne. Nous ne faisons que citer ici pour mémoire cette hypothèse qui pouvait se réaliser seulement dans des conditions de temps strictement déterminées en Russie, et renvoyons le lecteur au recueil de

Défaillance bourgeoise dans les pays arriérés

[Retour à la table des matières](#)

Le prolétariat et la bourgeoisie étant enfants des mêmes rapports de production, ils ont en commun des intérêts historiques contre les classes féodales qui freinent leur essor. Comme le notent Marx-Engels, la bourgeoisie doit prendre, au début de son règne, des mesures progressives pour toute la société moderne, y compris donc le prolétariat. Cependant, comme ils le soulignent aussitôt, la bourgeoisie, plutôt timorée, s'avère toujours plus défaillante dans la révolution – et le prolétariat juvénile doit asséner les coups les plus rudes aux puissances féodales, en se substituant parfois même directement aux bourgeois. Cela n'a rien d'étrange, puisque les capitalistes exploitent la classe ouvrière non seulement économiquement, mais encore politiquement et socialement : au soir de la victoire, ils s'emparent des fruits de la révolution, en assurant leur fonction de direction, très lacunaire par ailleurs.

Mais, comme le notait Engels de façon classique, il arrive un moment où la bourgeoisie ne cherche plus à jouer son rôle révolutionnaire dans les pays et continents précapitalistes. Et une question brûlante se pose depuis plus d'un siècle. Là où la classe bourgeoise est hors d'état d'être ce protagoniste de l'histoire qu'elle fut en Europe et dans certains des pays occupés par la race blanche, là où elle ne parvient pas à conduire les mémorables luttes sociales victorieuses, qui vont des libertés communales aux grandes révolutions nationales et aux guerres de systématisation de l'Europe, et furent comme en Amérique de véritables guerres civiles, créant le parterre mondial de l'ordre capitaliste – là où ce drame n'a pas été joué, qu'en sera-t-il du rôle historique de la classe ouvrière ?

MARX-ENGELS, *la Russie*, Ed. 10/18, p.236-278. Le texte central en est les trois projets de lettre de Marx à Véra Zassoulitch, écrits en français et reproduits in *l'Homme et la Société*, n°5, p.165-179. Pour ce qui est de la même solution en ce qui concerne les pays coloniaux, cf. MARX-ENGELS, *la Chine*, section II, *Bond par-dessus le capitalisme*, p.61-141, Ed. 10/18, 1973. La Troisième Internationale en a fait son programme du Congrès de Bakou qui tenta de faire la jonction entre la Russie soviétique, le prolétariat des métropoles avancées et les peuples de couleur, cf. *Manifestes, Thèses et résolutions des 4 premiers Congrès mondiaux de l'Internationale Communiste*, Réimpression F. Maspero, 1969, p.60.

Le prolétariat s'arrogera-t-il la mission colossale sans son prologue historique bourgeois qu'il haïra et aimera dès sa naissance, avec l'alternative atroce : je ne peux vivre ni avec toi, ni sans toi ? Je ne peux, ô bourgeoisie, avancer sur une autre route que celle du sillon fécond que tu as ouvert dans les guerres civiles qui ont déchiré le ventre de l'Europe ; je ne peux respirer sans ta culture et ta technique, mais je ne peux davantage vivre et parvenir à la vie véritable sans démasquer ta nature négrière, sans me convulser contre ton exploitation, et enfin renverser ton ordre et tes institutions, à l'avènement desquels tu sacrifias la vie de millions de combattants.

À cette angoissante question que pose Marx lui-même, il est une seule échappatoire: que la révolution socialiste triomphe dans les pays avancés et apporte son aide fraternelle aux pays arriérés sous la direction de leur prolétariat. Sinon, il faut passer sous les fourches caudines du capitalisme. Certes, le prolétariat révolutionnaire peut se substituer à la bourgeoisie en tant que classe physique : le tsar lui-même a fait construire le transsibérien avec du capital occidental ou a décrété la réforme agraire de 1861. Or, il ne peut passer au socialisme sans la base économique du capitalisme qu'il est obligé de développer lui-même, en se substituant à la bourgeoisie, MAIS sans sa domination politique et idéologique – avec des superstructures de contrainte différentes. Voilà la dure vérité qui ne cesse aujourd'hui d'être vérité révolutionnaire.

Parce que le socialisme est scientifique, et non pas utopique, il n'avait pas d'autre voie à proposer au prolétariat allemand et russe etc., et Marx dut lui-même, en tant que chef du parti communiste de l'Allemagne révolutionnaire de 1848-49, lutter physiquement dans ce but. Devant les défaillances répétées de la bourgeoisie allemande (1525, 1793, 1806, etc.), Marx proposa au prolétariat de la relayer le plus rapidement possible en 1848 (cf. les dernières pages du Manifeste) – et sa prévision ne fut pas démentie : la bourgeoisie allemande, assoiffée d'affaires, ne prospère vraiment qu'à l'ombre du bras séculier d'une autre classe qui règne pour elle : Bismarck, Hitler ou le protecteur américain, voire russe.

Les mesures qu'aurait dues prendre en 1848 le prolétariat allemand en l'absence de la bourgeoisie partagent dans une large mesure celles que l'histoire impose alors au capitalisme qui représente par rapport aux conditions prébourgeoises un pas en avant de l'humanité. Les superstructures de violence épousent alors étroitement l'évolution des forces productives pour soutenir leur essor – et, selon l'ex-

pression d'Engels, l'exploitation ne pèse guère alors aux yeux des prolétaires ¹⁰. Les interventions despotiques balaient vigoureusement les entraves des corporations, du servage, etc. devant les manufactures et autres entreprises capitalistes : les masses petite-bourgeoises des campagnes sont le plus durement touchées. Les réformes sont alors révolutionnaires, et ce n'est qu'au fur et à mesure, bien après, que le cours de l'économie entre en contradiction de plus en plus criante avec les superstructures de la domination bourgeoise, celles-ci devenant de plus en plus conservatrices, et donc totalitaires. Le temps des réformes est passé, et les sociaux-démocrates qui continuent de les prôner deviennent des renégats et des traîtres à leur classe.

Pour un marxiste, le déterminisme économique n'est nullement contredit par le fait qu'un pouvoir politique socialiste s'appuie sur une économie non encore socialiste. Car si l'économie en était au niveau socialiste, c'est-à-dire était sortie des formes capitalistes et mercantiles, il n'y aurait plus d'État ni de structures politiques. Ils seraient exclus par l'essor économique lui-même. Celui qui se perdrait dans cette difficulté n'aurait rien compris à la notion d'État, de superstructures et de dictature. Le marxisme n'opposerait pas aux anarchistes que la violence et l'État dictatoriaux sont nécessaires après le renversement de l'État bourgeois, s'il n'était pas d'ores et déjà établi par toute une longue expérience historique, théorisée par Marx-Engels et Lénine que - pour une période toute autre que brève, même dans les pays ultra-industrialisés - le prolétariat sera la classe politique dominante au gouvernement, tandis qu'en économie il sera encore la classe ouvrière exploitée. Il produira encore longtemps du surtravail à la différence de son travail nécessaire : 1/ pour appuyer la révolution mondiale qui ne triomphera qu'à la seconde, voire troisième vague (dont chacune peut être séparée de l'autre par des décennies), lorsqu'aura été emportée la forteresse du capitalisme impérialiste, aujourd'hui les USA ; 2/ pour relever les ruines et aider le prolétariat des pays attar-

¹⁰ Cf. MARX-ENGELS, *les Utopistes*, PCM (Petite collection Maspero), p.13 : « Tant que le mode de production se trouve dans le cours ascendant de son développement, il est acclamé même par ceux qui sont désavantagés par le mode de distribution existant. Cela a été le cas des ouvriers anglais lors de l'apparition de la grande industrie » (ENGELS, *Antidürring*). Pour ce qui est de l'Angleterre, Engels fait coïncider cette époque avec l'action d'Owen et l'essor du chartisme où les ouvriers anglais arrachèrent diverses améliorations sociales et luttèrent plus que jamais: « applaudir » n'est pas, pour lui, assister aux événements en spectateur ébahi.

dés, et 3/ pour préparer et ordonner les forces productives en vue d'assurer cette abondance qui permet de « donner à chacun selon ses besoins ».

Est-ce à dire que l'État du prolétariat prendra les mêmes mesures que la bourgeoisie ? Il n'en est rien, parce que d'emblée, une différence qualitative intervient avec la nature nouvelle, prolétarienne, de l'État. Ne serait-ce que parce que les exploités et les classes oisives sont écartés du pouvoir et des décisions économiques, toute l'orientation de l'économie change complètement.

Même si l'économie reste encore soumise, dans les pays économiquement atardés, aux lois mercantiles et monétaires, celles-ci sont transgressées si besoin est, parfois fondamentalement par le prolétariat au pouvoir, alors que ces mêmes lois poussent aveuglément les bourgeois vers la recherche du profit et l'accumulation maximale, liée à la paupérisation des larges masses qui se manifeste surtout dans les pays dépendants. Même si le point de départ, et donc aussi le niveau des forces productives, est extrêmement bas, de sorte qu'il faut – tant que la révolution reste isolée dans un seul pays – prendre des mesures de contenu essentiellement bourgeois, la dictature du prolétariat interviendra despotiquement pour satisfaire avant tout les besoins essentiels ¹¹. Les intérêts des producteurs prévaudront d'emblée sur ceux des classes oisives, rentières et improductives, qui absorbaient

¹¹ L'État de la dictature n'en prônera pas pour autant un « socialisme romantique » ou « capitalisme populaire », en opérant un transfert du profit aux masses *populaires*. Ce serait contraire à l'intérêt *de classe* du prolétariat, ainsi qu'au développement même des forces productives. Une économie qui mange tout le profit périclité au niveau petit-bourgeois, alors qu'une économie où domine le prolétariat produit une plus-value pléthorique au bénéfice de la société – ce qui ne signifie pas qu'il faut rechercher le taux d'investissement maximal, mais que l'on élimine, autant que possible, les points arriérés de l'économie, en les haussant rapidement à un niveau supérieur par les mesures de transition adéquates. Il ne s'agit pas de tirer encore plus de la carcasse des ouvriers, mais de hausser les catégories précapitalistes de travailleurs au niveau des ouvriers modernes ou de leur productivité, en étendant à une fraction toujours croissante de la population les procédés et rapports modernes de production. La pire solution est toujours *populaire*, celle qui laisse stagner la masse de la population dans son arriération et pèse uniquement sur les prolétaires des quelques branches qui elles-mêmes ne peuvent pas avancer. La classe révolutionnaire utilisera franchement le mode de production moderne du capitalisme dans les pays atardés, plutôt que les moyens petit-bourgeois de la production.

Ainsi, les ouvriers russes d'aujourd'hui sont-ils mal fournis, non pas à cause de leurs conditions propres et de leur productivité élevée due à l'utilisation franche du capitalisme, mais des conditions précapitalistes de l'agriculture kolkhozienne avec ses méthodes « populaires » petite-bourgeoises, qui font stagner les forces productives dans les parcelles travaux des lopins et jardins privés. Ces porcs de kolkhoziens mangent eux-mêmes les moyens de subsistance plutôt que de les envoyer à la ville, mais n'hésitent pas à éponger une part énorme de la plus-value des ouvriers industriels, en se faisant construire des routes, des écoles, des relais de télévision, des lignes de chemin de fer, etc.

le produit d'industries entières et devront maintenant participer activement à la production. On infléchira donc, de façon très nette, les choix économiques et la distribution dans l'intérêt collectif des masses laborieuses – même si leur révolution prévaut, s'il le faut, sur leurs intérêts immédiats, non par choix délibéré mais par nécessité imposée par la lutte des classes.

Le premier acte révolutionnaire des ouvriers est déjà de faire sauter les superstructures qui entravent l'essor des forces productives. Par définition donc, la classe du travail a pris l'initiative dans la société et l'économie, et pousse vers des procédés productifs qui sortent paysans et petits bourgeois de leur quiétude et léthargie séculaires.

Réformes bourgeoises et interventions despotiques du prolétariat

[Retour à la table des matières](#)

Avec les données que l'étude du capitalisme a pu fournir jusque vers 1890, on ne pouvait affirmer scientifiquement qu'il fallait exclure une interprétation d'évolution gradualiste et réformiste de la voie au socialisme, ni, dans la pratique politique, qu'il fallait considérer sans autre forme de procès comme traître celui qui soutenait qu'il était possible à la classe ouvrière d'arriver au pouvoir par la voie légale (bien entendu avec les moyens et les méthodes classistes ¹² et non possibilistes, c'est-à-dire d'entrée dans les gouvernements bourgeois). Marx et Engels eux-mêmes ont reconnu cette éventualité (mais avec des batailles avant, et plus encore après la prise du pouvoir, contre la réaction intérieure et extérieure de la bourgeoisie etc.) dans certains cas historiquement très circonscrits (quelques occasions en Angleterre, en Allemagne, aux USA par exemple, et jamais en France,

¹² Ainsi, à l'époque du chartisme qui se proposait la conquête légale du pouvoir, les ouvriers appuyèrent les réformes démocratiques par des grèves et des manifestations violentes, et Engels était sceptique sur l'efficacité des moyens de conquête pacifique : « La seule idée qui animait à la fois les ouvriers et les chartistes était celle d'une *révolution pacifique par la voie légale*, ce qui représente une contradiction dans les termes, une impossibilité pratique : ils échouèrent à vouloir l'exécuter. Et, de fait, la première mesure qui leur était commune à tous – l'arrêt de travail dans les fabriques – était déjà *violente et illégale* », cf. ENGELS, *les Crises anglaises*, in *la Gazette rhénane*, 9-12-1842. Cf. également *Fil du Temps*, n°11, sur *la Crise actuelle et la stratégie révolutionnaire*, p.142-146, sur *le Chartisme et la violence dans l'étape « pacifique »*.

etc. - sans parler de pays secondaires comme la Hollande qui étaient pratiquement hors du mouvement général) ¹³. En témoigne leur position vis-à-vis du chartisme et de la social-démocratie allemande, etc. Cependant, pour leur part, ils rejetaient l'étiquette de social-démocrate en s'en tenant à celle de communiste. Les marxistes de la tendance de gauche soutinrent, dès le début de l'étape impérialiste vers la fin du XIXe siècle, que la société capitaliste devait désormais subir le heurt révolutionnaire, et ne pouvait même plus être réformée par une législation limitant progressivement les privilèges patronaux ¹⁴. Au reste, confirmant la thèse de Marx de 1852 ¹⁵, l'expérience de la Commune avait déjà démontré que ce heurt de la guerre civile devait conduire à la destruction préalable de l'État bourgeois et à la formation d'un État prolétarien, celui-ci constituant la force indispensable pour opprimer la bourgeoisie vaincue durant le long et complexe processus de son élimination sociale: cf. l'État et la Révolution de Lénine.

Marx aussi bien que Lénine ont expliqué que la mutation d'une structure productive ne saurait être instantanée, mais qu'elle s'effectuerait par une série de modifications graduelles ; au début de celles-ci, ils ont placé la révolution politique. C'est sur cette vision scientifique que se fonde, chez Marx et Lénine, la doctrine de l'inévitabilité de la dictature de classe. Cet État, en une dynamique violente, interviendra par des mesures despotiques – plutôt que par des réformes – pour détruire tous les vestiges de la forme capitaliste – après avoir constaté son exis-

¹³ Pour ce qui est de l'hypothèse de Marx-Engels applicable à l'Angleterre, etc. dans les conditions du siècle dernier en ce qui concerne la violence et l'État, cf. LENINE, *l'État et la révolution*, in *Œuvres*, t. 25, p.449, et pour ce qui est de la tactique SOCIAL-DEMOCRATE au sein du capitalisme jeune, cf. MARX-ENGELS, *la Social-démocratie allemande*, Ed. 10/18, 1975, p.20-27, 301-339. En ce qui concerne les petits pays séparés du reste du monde par la muraille de Chine de leurs frontières datant d'autres temps ou artificiellement créées par la contre-révolution, cf. MARX-ENGELS, *la Belgique*, Editions *Fil du Temps*, 1977, p.164-165 (note) et chapitre sur *les Petits pays, entraves à la révolution*, p.261-267.

¹⁴ Ainsi, Rosa Luxemburg affirmait-elle le point de vue de Marx-Engels face au révisionnisme et réformisme de Bernstein : « Les institutions démocratiques (...) ont terminé leur rôle dans le développement de la société bourgeoise (...). On peut faire les mêmes remarques à propos de toute la machine politique et administrative de l'État (...). Cette transformation, historiquement inséparable du développement de la démocratie, est aujourd'hui si complètement achevée que les composantes purement démocratiques de la société, le suffrage universel, le régime républicain, pourraient être supprimées sans que l'administration, les finances, l'organisation militaire eussent besoin de revenir aux formes antérieures à la Révolution de Mars 1848 en Allemagne ». Cf. *Réforme sociale ou révolution?*, in *Œuvres*, t. I, PCM, p.68.

¹⁵ Cf. MARX-ENGELS, *la Commune de 1871*, Ed. 10/18, p.217-249.

tence. C'est pour cela que le prolétariat conservera l'armée, l'État, la loi, sans lesquels il devrait recommencer à chaque instant la bataille.

Quand le capitalisme sera définitivement écrasé, la société ne procédera plus par révolutions, ni même par réformes légalement coactives. L'antithèse entre réforme et révolution est propre à l'histoire de l'économie privée mercantile, capitaliste. Qui parle de réforme accepte de vivre encore dans la préhistoire du capitalisme. Déclarer avoir déjà édifié le socialisme et projeter de grandes réformes d'État, est historiquement absurde. La force qui agit et dirige ce pouvoir n'a pour fonction ni de révolutionner ni de réformer le capitalisme, mais de le défendre, le servir et tenter de l'éterniser – c'est ce qui est le cas aujourd'hui en Russie, par exemple. L'horreur qu'il faut éprouver vis-à-vis de ces réformes est plus forte que celle que suscitèrent les réformistes du XIXe siècle: ceux-ci promirent de changer, à l'aide d'emplâtres, le visage de la société capitaliste, mais au moins n'essayèrent-ils pas de raconter qu'ils l'avaient changé – et ils n'invitèrent pas les révolutionnaires à lui faire risette.

Praxis et théorisation des mesures de transition au communisme

[Retour à la table des matières](#)

Selon Engels, on ne saurait confondre réforme bourgeoise et mesure prolétarienne : « La différence est bel et bien centrale. Tant que les classes possédantes restent au pouvoir, toute étatisation, par exemple, est simple réaménagement formel du mode d'exploitation, et non son abolition » ¹⁶ - comme c'est le cas lorsque le prolétariat est à la tête de l'État.

Les mesures de transition du prolétariat se distinguent, par ailleurs, des réformes bourgeoises en ce qu'elles sont essentiellement fluides, dynamiques, destinées à pousser les masses et l'appareil économique dans le mouvement, alors que les réformes bourgeoises sont faites pour assurer – toujours, par un côté du moins – un avantage au capital, donc une assurance, ce qui gonfle les superstructures juridiques, administratives qui s'alourdissent au fur et à mesure, au point d'étouf-

¹⁶ Cf. Engels à M. Oppenheim, 24-3-1891.

fer la vie économique et sociale – jusqu'à la crise qui en débloque une partie pour un cycle aboutissant à... une crise plus grave encore.

En somme, la bourgeoisie peut réformer dans deux situations historiques : 1/ au cours de la révolution, mais alors les interventions despotiques gênent bientôt la bourgeoisie qui arrête le processus pour éviter d'être débordée par des éléments plus avancés qu'elle et pour s'en approprier les fruits: sa révolution est partielle et elle dévore ses enfants, les trop audacieux Danton et Robespierre ; 2/ quand la bourgeoisie est installée au pouvoir, les réformes sont imposées de force par les ouvriers, et la bourgeoisie s'acharne à les contrecarrer - cf. par exemple, la réduction des heures de travail – ou elles vont grossir l'arsenal des lois dans l'intérêt monétaire ou, pire encore, politique bourgeois. De plus, une réforme appliquée par la bourgeoisie est autant que possible isolée et partielle, alors que les interventions prolétariennes s'intègrent dans un ensemble cohérent et systématique où l'une s'articule et s'appuie sur l'autre: leur mode d'application a un caractère organique – et les masses ne paient plus un lourd tribut aux classes dominantes qui sont obnubilées par leurs intérêts particuliers.

Au reste, Engels voit – sans doute à l'exemple de l'Allemagne à l'industrialisation impétueuse du dernier tiers du XIXe siècle – que les réformes bourgeoises s'imposent spontanément à la classe au pouvoir, en l'occurrence au hobereau semi-bourgeois Bismarck – et l'on a, à la fin, pour effet irrémédiable la ruine du mode de production capitaliste: « Dans la mesure où la révolution économique s'effectuera plus vite et de façon plus incisive, dans cette mesure s'imposeront aussi avec nécessité des interventions qui, apparemment destinées seulement à porter remède aux disparités devenues intolérables par leur ampleur même, mineront dans leurs effets les bases du mode de production actuel » ¹⁷. Chez la bourgeoisie, ce mouvement est aveugle et infiniment sinueux: il s'effectue, selon l'expression de Marx, sous la pression d'une loi de la nature. C'est en partant de l'analyse rigoureusement scientifique de ces phénomènes que Marx en est arrivé à en déduire, au plan théorique, un système rationnel (*durchdacht*, imprégné de pensée, dirait-on en allemand) qui correspond à la loi pure de ces mouvements historiques, débarrassés de leurs éléments troubles et hétérogènes, de leurs méandres et

¹⁷ Ibid.

sinuosités, bref de leurs impuretés qui compliquent le procès à l'extrême et le rendent infiniment douloureux aux masses.

Déjà au plan politique, le prolétariat, dès sa naissance, était contraint d'intervenir de manière plus ou moins consciente et systématique, anticipant encore la société communiste supérieure où la production et la distribution seront réglées à l'avance par un plan collectif qui permettra à l'humanité de contrôler et de dominer son destin.

Marx s'est indubitablement appuyé sur les luttes de classe du prolétariat français au cours des années 1793 où celui-ci fut temporairement au pouvoir et systématisa ses interventions despotiques dans le sous-sol économique en un ensemble politique cohérent et organique ¹⁸. Peu avant la révolution allemande et européenne de 1848, il en déduisait sa théorie de la révolution permanente qui commence dans les conditions attardées d'un pays pour déboucher, en liaison avec les autres pays révolutionnaires, dans le communisme.

C'est de cette synthèse que Marx-Engels tirèrent leur schéma stratégique qu'ils appliquèrent à la révolution européenne de 1848-49, en liant l'action du prolétariat attardé d'Allemagne et d'Europe centrale à celle des ouvriers avancés de Paris et de Londres ¹⁹.

« Le triomphe de la classe ouvrière ne dépend pas seulement de l'Angleterre [pays capitaliste le plus avancé]; il ne pourra être ASSURE [et c'est alors que se réalise en économie le socialisme du stade inférieur] que

¹⁸ « Dans les périodes inévitables de pénurie provoquée par la crise révolutionnaire à l'intérieur, ainsi que par la guerre aux frontières et même dans les provinces du pays, il n'était pas possible d'assurer la nourriture et les fournitures par le mécanisme de l'argent, cher aux bourgeois. Il fallait couvrir les besoins essentiels en premier : ravitaillement et fourniture de l'armée et de la population. Seuls les coups de force du parti plébéien et des bras nus pouvaient permettre d'assurer les conditions de survie aux masses exploitées les plus pauvres, et du même coup ils défendaient les intérêts de toute la nation. Sous cette pression, la bourgeoisie s'aperçut qu'il était possible d'agir sur les prix par une contrainte de plus en plus sévère, et l'action directe des faubouriens força l'Assemblée à faire exécuter ces lois. » Le lecteur trouvera un exposé détaillé de ces mesures dans le chapitre intitulé *Terreur et transformations économiques et sociales*, in *Le Marxisme et la question militaire, Fil du Temps* n°10, p.182-194.

¹⁹ Cf. MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, Ed. de l'Herne, chap. *la Révolution de 1848-49*, p.191-321.

par la coopération au moins de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne »²⁰.

La révolution d'Octobre fut confrontée à des problèmes identiques, et le parti bolchévique leur apporta les mêmes solutions, comme Lénine le déclara lui-même. C'est dans cette continuité que se manifeste le parti communiste. En effet, cet organe n'aurait pas de raison historique d'exister s'il n'était pas possible de résoudre les questions avec des données de principe. Principe est une notion temporelle et signifie résoudre les problèmes de 1979 avec des solutions tirées des batailles de 1917, comme Lénine a résolu ceux de 1917 avec les données de 1848-1860 et, mieux, avec les données de toute l'histoire systématisées dans ces années en théorie de parti du prolétariat mondial. Dans ces conditions, le marxisme s'oppose directement à l'opportunisme. Celui-ci se définit au sens non pas moral mais encore temporel, car la faute opportuniste est toujours d'agir sous la suggestion des événements immédiats, actuels, modernes, c'est-à-dire qu'il veut résoudre la question avec des données de la dernière minute et sous leur pression – ce qui est diamétralement opposé à la solution de principe. Ce n'est pas par hasard qu'une société sénile et en dissolution fait proliférer les partis qui vivent sur le dernier événement de la nuit.

Mais, dira-t-on, cette stratégie de la révolution permanente, de la prise en charge par le prolétariat des tâches de la bourgeoisie, a fait faillite puisque finalement le prolétariat a été battu. Il n'en est rien, puisque sa volonté et son programme immédiat ont été exécutés par ceux-là mêmes qui les ont vaincus, et la base économique du socialisme s'est développée : « La révolution de 1848 a fait exécuter, en somme, la tâche de la bourgeoisie par des combattants prolétariens sous l'enseigne du prolétariat ». Et dans la phrase suivante, Engels explique que les bourgeois furent contraints, malgré eux, à exécuter la volonté des révolutionnaires qu'ils avaient pourtant battus à plate couture : « Elle a réalisé, par le truchement de Napoléon III et de Bismarck, ses exécuteurs testamentaires, l'indépendance de l'Italie, de l'Allemagne et de la Hongrie » (Préface polonaise de 1892 du Manifeste). Même si ce fut en sens bourgeois, l'histoire avait donc fait un pas en avant grâce au prolétariat révolutionnaire. Si la bourgeoisie ne l'avait pas réalisé à la fin,

²⁰ Cf. ENGELS, le Socialisme utopique etc., in Werke, t. 19, p.544. Cf. également MARX-ENGELS, le Mouvement ouvrier français, PCM, 1974, tome 1, chapitres sur la Révolution permanente en France et la Révolution permanente à l'échelle internationale, p.26-36.

la révolution socialiste serait encore plus lointaine qu'elle ne l'est déjà. « Au cours de leur évolution, les hommes doivent commencer par produire eux-mêmes les conditions matérielles de la société nouvelle, et nul effort de l'esprit ni de la volonté ne peut les soustraire à cette destinée » ²¹.

Le même argument réfute aussi la thèse de Kautsky qui prétendait que le parti bolchévique ne devait pas prendre le pouvoir en Russie en 1917 : s'il ne l'avait pas fait, il n'y aurait pas eu de développement de la grande industrie dans ce pays, donc pas de base économique du socialisme aujourd'hui, puisque la grande industrie ne se développe que lorsque les entraves féodales sont brisées, et depuis toujours c'est le prolétariat qui s'est chargé de le faire – sous l'égide ou non de la bourgeoisie ²². On ne comprend rien au socialisme si l'on n'arrive pas à admettre que le prolétariat a besoin, autant que la bourgeoisie – sinon plus qu'elle – de l'économie capitaliste, parce que celle-ci engendre le communisme dans son sein. Cela explique que Marx a pu sans paradoxe affirmer au siècle dernier que la Russie féodale, arriérée, représente l'ennemi numéro un du prolétariat, derrière l'Angleterre. En attaquant la Russie tsariste, le prolétariat russe pouvait encore faire avancer ce pays d'un pas vers le socialisme, si l'économie bourgeoise s'y développait ; enfin, le rempart russe était la principale défense du capitalisme anglais et européen contre le prolétariat. Or donc, même battue aujourd'hui, la révolution prolétarienne de 1917 a bouleversé la Russie : « Ce capitalisme d'État actuel investit d'autant plus qu'il n'y a pas de bourgeoisie, comme personne physique, pour consommer. La plus-value produite n'a donc pas à aller en partie dans sa jouissance personnelle, en déduction des investissements nouveaux. Rien n'est prélevé pour les villas, les collections et fantaisies privées; tout est réinvesti. C'est la raison aussi pour laquelle le salaire et le niveau de vie des prolétaires russes restent rivés, sans bouger, à un bas niveau. Ce qui engloutit tout, c'est construire, armer, reconstruire, industrialiser. Dans les années héroïques, nous avons tué les bourgeois en Russie et ailleurs, mais non pour faire le socialisme (impossible dans la seule Russie arriérée au plan économique). Nous l'avons fait pour avoir le plus

²¹ Cf. MARX, la Critique moralisante et la morale criticisante, in *Werke*, t. 4, p.339.

²² « Dans le meilleur des cas, la bourgeoisie est une classe qui n'a rien d'héroïque. Même ses conquêtes les plus éclatantes, en Angleterre du XVIIe siècle et en France du XVIIIe siècle, elle ne les a pas arrachées de haute lutte ; c'est la masse du peuple – les ouvriers et les paysans – qui a combattu pour elle » (Cf. ENGELS, *La « Crise » en Prusse*, in *Werke*, t. 18, p. 291).

vite possible le capitalisme. L'histoire connaît ses voies. Si nous avons su que la révolution russe prendrait cette tournure dans son parcours ultérieur, nous nous serions battus tout autant pour elle, et nous l'aurions approuvée tout aussi chaudement » ²³.

Quel a été ce résultat révolutionnaire bourgeois ? « Quand nous avons dénoncé les falsifications moscouitaires du léninisme et du marxisme, nous n'avons jamais oublié que Moscou travaille cependant en sens révolutionnaire - en ouvrant la porte au capitalisme jusqu'à l'Himalaya et aux Mers Jaunes » ²⁴.

« La révolution triomphe, même si elle est battue » ²⁵ - c'est ce que suggérait à Marx le déterminisme de l'évolution économique et sociale, puisque les révolutionnaires ne prennent jamais les armes pour des buts abstraits, fantaisistes, mais uniquement sous la pression de besoins irrépressibles qui les poussent dans la rue, les places et les actions illégales.

Si la révolution est contenue, différée ou retenue pendant toute une période, elle n'en éclatera ensuite que plus violemment encore – sur un espace géographique plus large. C'est parce qu'au cours de plus d'un siècle un autre 1848 n'est pas venu, malgré la puissante tentative de 1917-20 de révolution permanente à l'échelle internationale qui embrasa toute l'Europe, que nous sommes convaincus qu'un jour d'une époque non lointaine, maintenant que la crise historique prévue depuis des décennies a éclaté ²⁶, cette même révolution ne gagnera pas seulement un

²³ Cf. *Struttura economica e sociale della Russia*, §26, Ed. Programma Comunista.

²⁴ Cf. Lénine et la Question agraire, traduction française in *Fil du Temps*, n°7.

²⁵ Cf. MARX, *la Politique britannique*, 8-3-1853, in *Werke*, t. 8, p.528.

²⁶ Cf. MARX-ENGELS, *la Crise*, Ed. 10/18, p.397 note 29 : « Cette prévision de la crise – ou du tournant historique – de 1975 est le fait de tout le courant communiste resté fidèle à la vision selon laquelle on ne change pas le capitalisme sans la classique révolution internationale. On peut la relier à certaines intuitions de Lénine parlant, par exemple, de « plusieurs générations enchaînées » au cas où la révolution russe et européenne serait battue, puis à la polémique de 1926 contre Staline. Trotsky y parlait de la possibilité de tenir 50 ans même si la révolution était battue : « Trotsky parlait à ce sujet de 50 ans, ce qui nous aurait conduit à 1976, date approximative de la prochaine grande crise générale du système capitaliste que nous prévoyons ». (*Dialogue avec les morts*, Ed. *Il Programma Comunista*, p. 132.) Un travail collectif intense de parti sur *le Cours historique du capitalisme mondial* dans les années 1957-1962 accumula des données statistiques sur les courbes de production des capitalismes dominants, afin de corroborer économiquement l'intuition politique, née de la lutte de classe ainsi que du pronostic fait en 1945, à savoir qu'une longue période d'essor capitaliste allait suivre la seconde guerre impérialiste. Tout le mouvement anti-impérialiste des peuples de couleur fut évalué dans la perspective selon laquelle « les cinquante ans perdus par nous, Blancs, battus dans les années 1920, pourraient être compensés

continent, mais certainement – en tant que prime au retard – deux continents et plus.

Ceux qui ne comprennent pas que la Russie économiquement arriérée faisait un pas en avant essentiel vers la société communiste future en développant le capitalisme d'État n'entendent rien à Marx, ni à Lénine. Il fallait y prendre le pouvoir, en outre, pour amorcer la révolution internationale car la chaîne des États et des économies capitalistes rompt non pas à ses maillons centraux les plus puissants, mais aux « plus faibles », qui relancent et favorisent ensuite la révolution dans les autres pays. S'il est tout à fait possible de prendre le pouvoir dans un pays attardé, il serait en revanche tout à fait absurde de vouloir y instaurer le socialisme dans l'économie. La révolution y serait socialiste, parce que le prolétariat s'y érige en classe dominante et dirige l'État et la politique qui va au-delà de la République bourgeoise, étant l'avant-garde de la révolution internationale. En somme, dans un tel pays, le prolétariat s'appuie sur deux pieds – l'un, disons, politique, et l'autre économique. Le premier est celui du prolétariat de l'industrie, le second celui de l'écrasante majorité petite-bourgeoise paysanne de la population. Le premier campe dans le socialisme au plan politique, le second lui est extérieur. Le premier est politique grâce à deux conditions : la prise du pouvoir par le parti prolétarien et le contrôle de l'État sur la grande industrie qui est soit aux mains de capitalistes privés, soit de capitaux contrôlés par l'État, ou un mélange des deux.

Expérience d'hier, armes pour demain

[Retour à la table des matières](#)

Une fois que l'histoire a spontanément fait prendre aux prolétaires, même dans les révolutions bourgeoises, des mesures despotiques pour accélérer le processus révolutionnaire et la dynamique économique, Marx les théorise en un ensemble d'interventions cohérentes que le prolétariat d'autres pays à la veille de révolutions peut à son tour proposer comme programme avant même le feu des événements.

grâce au mouvement d'accélération de la crise décisive par nos frères jaunes et noirs » (cf. *Sur le texte de Lénine, « la Maladie infantile du communisme »* Ed. Programme Communiste, p. 21) ».

Ainsi Engels parlait-il de « mesures qui PREPARENT LE CHAMP DE BATAILLE EN FAVEUR DU PROLETARIAT » ²⁷.

Selon l'expression de Lénine: « Les Soviets de députés ouvriers et soldats doivent prendre le pouvoir, mais non pour créer une république bourgeoise du type habituel ou pour passer directement au socialisme. C'est impossible... Nous ne pouvons être partisans d' « introduire » le socialisme; ce serait la pire des absurdités. Nous devons préconiser le socialisme. La majorité de la population est formée en Russie de paysans qui ne peuvent en aucune façon désirer le socialisme. Mais que pourraient-ils objecter à la création dans chaque village d'une banque qui leur permettrait d'améliorer leur exploitation? » ²⁸.

En somme, la stratégie révolutionnaire est d'une grande audace : les mesures de transition mercantiles et monétaires, c'est-à-dire bourgeoises, qui préparent les bases économiques du socialisme, peuvent servir de tremplin au prolétariat,

²⁷ Cf. Engels à J.Weydemeyer, 12-4-1853.

Il importe de distinguer entre programme proposé avant et après la conquête du pouvoir, non parce que le contenu en est autre – au contraire –, mais parce que ce programme lancé bien avant l'assaut au pouvoir peut accélérer la victoire, voire en être la condition (ce qui met encore en évidence le rôle primordial du parti comme facteur révolutionnaire). C'est Marx qui soulignait l'importance fondamentale des rapports entre la Commune ouvrière de Paris et la paysannerie pour l'extension de la révolution de 1871 à l'ensemble du pays, et c'est Lénine qui, en défendant les *mêmes* thèses, s'attacha la paysannerie et rendit possible le renversement du tsarisme. Si nous avons mis en évidence les « mesures de transition » du programme ouvrier *avant* la conquête du pouvoir, ce n'est donc pas par académisme.

²⁸ Cf. LENINE, *la 7ème conférence etc.*, in *Œuvres*, t. 24, p.240-241.

Le marxisme tient le plus grand compte de l'évolution réelle pour ses mesures de contrôle et d'interventions dans l'économie pays arriérés : la nationalisation des banques y joue un rôle important, décisif, mais *le prolétariat lui-même ne peut l'utiliser qu'aussi longtemps que cette arme est révolutionnaire*. Il n'a pas le pouvoir magique – contrairement à ce que pensait Staline – de rendre progressif et socialiste tout ce qu'il touche. Au contraire, les mesures de transition tendent, pour Marx, à se dépasser elles-mêmes en suscitant des formes nouvelles, obtenues à partir des premiers résultats.

On peut donc se poser la question : où commence l'économie socialiste (ou première phase du communisme) et où finissent les mesures bourgeoises (révolutionnaires dans les conditions arriérées, et elles seules) que peut et doit prendre le prolétariat dans des circonstances bien déterminées ? *Le stade inférieur du communisme commence*, le prolétariat ayant conquis l'État, *au niveau dont le capitalisme le plus avancé s'est rapproché*. La Russie d'aujourd'hui éclaire cette définition *a contrario* : le programme réel des plans quinquennaux des Républiques Soviétiques consistant à *rattraper l'Europe et l'Amérique*, donc à suivre le modèle capitaliste le plus développé, la Russie ne se trouve par conséquent pas dans le socialisme, mais est lancée dans l'édification d'un *capitalisme développé* – ce que confirme l'essor croissant de l'argent, du salariat, du marché, des échanges « fructueux » avec les autres pays capitalistes, et la politique strictement bourgeoise et impérialiste de l'État russe. La même chose s'applique à la Chine qui souffre d'un retard économique par rapport à la Russie – simple différence quantitative.

d'abord pour conquérir le pouvoir et s'y maintenir, puis pour amorcer et favoriser la révolution internationale. C'est ainsi que la politique socialiste s'appuie sur l'industrie lourde, toute capitaliste qu'elle soit, pour assurer au pouvoir les armes de la guerre de classe et de la guerre civile face à la contre-révolution interne et externe. Ce que l'on pourrait tenir pour un « détour » par l'économie mercantile et monétaire devient un moyen de tenir bon et d'accélérer le processus de la révolution permanente à l'échelle mondiale ²⁹. La jonction économique se fera avec la victoire de la révolution dans un (ou un groupe de) pays avancés. Toute la stratégie de la révolution de 1848 était basée sur cette dialectique ³⁰ - comme celle de 1917-1920 en Russie et en Allemagne.

Programme en vue de la conquête du pouvoir dans un pays arriéré

[Retour à la table des matières](#)

L'une des revendications que le prolétariat peut avancer avant la révolution pour préparer l'assaut du pouvoir aussi bien que pour intervenir ensuite dans les rapports économiques pour les transformer est la nécessité du contrôle. Face à l'effondrement de l'économie qui échappe des mains des classes dirigeantes au cours de la crise révolutionnaire, le mot d'ordre du contrôle s'impose pour distinguer la nouvelle économie politique de l'ancienne qui fait faillite ³¹. Ce mot d'or-

²⁹ Ce détour immense par le capitalisme (l'économie monétaire et mercantile) est au fond une alliance avec le diable... bourgeois. Politique léniniste ? Absolument pas. Marx lui-même écrivait on ne peut plus clairement : « En politique, on peut s'allier avec le diable lui-même pour atteindre un but déterminé – seulement, il faut être certain qu'on roule le diable et non l'inverse » (Cf. MARX, *Kossuth, Mazzini et Louis-Napoléon*, in *New York Tribune*, 1-12-1852).

³⁰ Cf. MARX-ENGELS, *Ecrits militaires*, L'Herne, p.185-298.

³¹ Au moment de la création de l'Internationale, avant la vague révolutionnaire qui devait aboutir à la systématisation des nations modernes en Europe occidentale, méridionale et centrale, ainsi qu'à la Commune de Paris, Marx prépara un formulaire d'enquête statistique d'une dizaine de pages adressé à tous les ouvriers organisés des pays modernes. Marx, dans ses explications introductives, écrit qu'il s'agit de l'« œuvre première qui s'impose à la démocratie socialiste pour PREPARER LA RENOVATION SOCIALE ». Ces questions orientaient les masses et les travailleurs eux-mêmes sur les problèmes de la production, de l'économie et de la société, en leur demandant des comptes précis sur la qualité, la grandeur, la situation de leur entreprise, avec la description minutieuse des procédés de travail, du produit, de l'emploi et du genre de la main-d'œuvre, des locaux, des machines, des services de sécurité, des contrats de travail et de rémunération, des formes d'organisation des travail-

dre prépare le prolétariat à affronter les tâches économiques, en même temps qu'il initie les masses aux problèmes brûlants de la société. Ce qui commande en outre la possibilité d'intervenir despotiquement dans les rapports économiques et sociaux est le contrôle préalable de toutes les activités, le recensement de ce dont on dispose en capacités productives (force de travail, machines, installations etc.), en produits du travail ou de la terre susceptibles d'être distribués soit pour la consommation, soit pour la production. Au cours de la révolution, la nécessité du contrôle s'impose impérieusement aux forces révolutionnaires, et tout d'abord pour survivre et se défendre contre les forces ennemies, sous forme militaire qui est la plus contraignante, urgente et concentrée, avec une hiérarchie de priorités, où choix, décision et action ne sont pas séparées – comme en philosophie.

Le contrôle, né des besoins immédiats, est fondamental pour le prolétariat qui défend les intérêts des larges masses plus paupérisées que jamais au cours des guerres et crises sociales, et auxquelles il faut assurer l'essentiel – ce qui implique un système de répartition plus juste que celui qui s'opère par l'argent, et amorce un changement dans le mode de distribution et donc aussi de production.

Dans la Catastrophe imminente etc. ³², Lénine décrit comment la bourgeoisie est elle-même contrainte périodiquement, aux moments de graves catastrophes et crises, d'instaurer un « communisme de guerre » (rationnement et contrôle strict, voire égalitaire). De cette base matérielle, il fait le tremplin pour renverser cette même bourgeoisie, et instaurer un contrôle du peuple tout entier sur la distribution et la production, en vue de lancer la révolution. Il note d'abord que les bourgeois ont bonne mine de critiquer notre « communisme de caserne », eux qui aboutissent périodiquement à de longues périodes de rationnement franc et ouvert, qui ponctuent le rationnement permanent des masses pauvres par le « détour » de l'argent.

La critique de ce « communisme de guerre bourgeois » permet enfin à Lénine de distinguer ce qui sépare ce système borné du contrôle prolétarien pour préparer le communisme. Le rationnement bourgeois porte sur les produits, peu nombreux,

leurs, des grèves, des liaisons avec les autres entreprises, etc., l'Internationale étant chargée de faire le recensement général. La révolution devait disposer de la sorte d'une comptabilité complète des ressources, forces productives, etc. en valeur d'usage, dont elle pouvait disposer dans les divers pays et régions. Nous avons reproduit in extenso cette *Statistique ouvrière* dans MARX-ENGELS, *le Syndicalisme*, tome 2, p.181-190.

³² Cf. *Œuvres*, t. 25, p.376-379.

de consommation indispensable et conserve le rationnement, plus odieux encore, au moyen de l'argent. Le maximum de consommation n'existe que pour le pain, le sucre, l'huile, la viande, les cigarettes, il n'est pas fixé pour tous les produits, tant s'en faut. On ne touche pas aux objets de « luxe », puisque « de toute façon il y en a peu », et ils sont hors de portée des bourses populaires. Ainsi, en Allemagne, le pain blanc ne figurait pas dans le rationnement, et les riches dérogent constamment aux « normes » de consommation. Dans les villes d'eaux, le pain blanc est donné à volonté aux malades ou aux riches qui font leur cure, sans parler des denrées de choix, rares et raffinées. L'État capitaliste procède, en outre, à un rationnement bureaucratique : il craint de développer l'initiative des ouvriers et d'« attiser » leurs exigences. L'État de siège pèse autant sur eux que sur l'ennemi, les rouspéteurs étant assimilés à la cinquième colonne. En somme, le peuple est soumis à une surveillance féroce, et les bourgeois, avec leurs profits de guerre, échappent à tout contrôle. La réglementation de la « vie économique » est limitée au maximum, sous le despotisme renforcé de la bureaucratie, car le risque est grand qu'avec les ravages croissants de la guerre et la famine, le peuple réclame une distribution plus juste, voire exige que la production soit adaptée à la satisfaction des besoins fondamentaux.

Dans les guerres, « ces mères des révolutions modernes », l'idée de planification non monétaire ni mercantile s'impose donc non seulement aux esprits, mais dans les faits – comme nécessité économique et sociale. Aussi Lénine proposait-il la réglementation de la consommation non pas comme mesure socialiste, mais comme levier pour conquérir le pouvoir. Le mot d'ordre en était : en présence des calamités inouïes qui accablent les masses, il ne suffit pas d'instaurer la carte de pain. Ce qu'il faudrait d'abord, c'est le groupement forcé de la population entière en des sociétés de consommation. Ce serait une sorte de conquête de la « démocratie »³³, avec l'initiative des masses qui permet la liquidation de l'oligarchie au

³³ Dans *les Principes du Communisme* de 1847, où Engels prévoit le programme du parti communiste pour les principaux pays d'Europe, il définit, répondant à la question 18, ce qu'est la *dictature du prolétariat* dans les conditions de maturité inégale du capitalisme des années 1840. Dans les pays arriérés, cette dictature est démocratique (liée avec la classe paysanne), c'est-à-dire exigera sans doute une seconde lutte pour assurer la victoire complète et unique au prolétariat pur : cf. *Manifeste du Parti communiste*, Ed. Sociales, Classiques du marxisme, p.217-19.

Dans *les Luites de classes en France*, Marx confronte cette vision de 1847, sur cette dictature SOCIALE-DEMOCRATE de la République rouge, avec les événements de 1848-49 : « Seule, la chute du capital peut promouvoir le paysan, seul, un gouvernement anticapitalis-

pouvoir et de l'oppression des profiteurs et exploiters, car c'est le seul moyen de réaliser intégralement le contrôle de la consommation.

Or, « celui-ci a pour corollaire, d'abord, le service de travail pour les riches, qui seraient tenus de remplir gratuitement, dans ces sociétés de consommation, des fonctions de secrétaires ou tout autre emploi analogue ; ensuite, le partage égal des produits de consommation, afin que les charges de la guerre soient réparties d'une façon vraiment égale ; enfin, l'organisation du contrôle pour que les classes pauvres contrôlent la consommation des riches » - ce contrôle a, en somme, pour conséquence la révolution.

Puisque Lénine évoque ici la question de l'obligation pour tous de travailler, qui est aussi contenue dans les programmes de transition de 1848 etc. de Marx-Engels, il faut dissiper de graves équivoques à son sujet. En fait, cette mesure n'est pas du communisme, mais constitue seulement un pas, une transition nécessaire, vers lui. Ici encore les bourgeois ont bonne mine de critiquer ce qui est au fond une mesure capitaliste, comme il ressort clairement du fait qu'ils contraignent les masses à travailler ou... à crever de faim, sans parler de ce qu'ils extraient leurs profits de ce travail toujours plus généralisé d'autrui. Dans un programme ouvrier, cette obligation est d'abord édictée pour tous sans exception, bourgeois et rentiers y compris – ce qui explique leur rage. Ensuite, elle est conçue dans l'intérêt de la classe ouvrière – et non à la gloire du travail – en vue de réduire les heures de travail pour tous, puisque la production dispose de plus de bras. Certes, l'économie de ce pays arriéré a toujours besoin de beaucoup de main-d'œuvre, mais elle est moins exploitée individuellement qu'auparavant. Sans cette réduction de la peine, on tourne le dos au socialisme et on retourne vers le capitalisme : au lieu des samedis communistes de Lénine, on a le stakhanovisme à la Staline ³⁴.

te, prolétarien, peut le faire sortir de sa misère économique, de sa dégradation sociale. La République constitutionnelle, c'est la dictature de ses exploiters coalisés, la République socialiste, la République rouge, c'est la dictature de ses alliés » (Ed. Sociales, 1970, p.140).

³⁴ Les samedis communistes étaient réservés aux camarades du parti qui donnaient gratuitement quelques heures de leur travail pour aider la révolution en danger, et ils n'ont rien en commun avec l'odieux système stakhanoviste de Staline qui rétribue grassement les ouvriers avides de stimulants matériels.

Précisons ici, à l'occasion, le sens du terme *émulation* qui a eu un triste destin après Lénine. Celui-ci part de la réfutation de la thèse ultra-banale qui fait dire aux bourgeois de tous les pays et de tous les temps que la production socialiste est une utopie, car disent-ils : « Supprimez l'intérêt individuel, l'appât du gain, l'envie d'améliorer son sort par rapport à

L'obligation de travail pour tous n'est pas un moyen de gonfler la production, comme dans le capitalisme ; elle permet d'introduire un début de réglementation de la vie et de la production sociales d'après un certain plan d'ensemble qui est toujours moins oppresseur – même si l'économie reste encore enserrée dans le carcan mercantile et monétaire – que l'anarchie et la jungle du libéralisme, où le gaspillage, le mépris du travail qui échappe à toute réglementation, atteignent leur comble.

C'est encore Lénine qui explique le sens de cette mesure de transition du gouvernement ouvrier en l'opposant à la politique bourgeoise. Aux périodes de haute prospérité, les pays capitalistes même les plus privilégiés poussent tout le monde au travail, les jeunes et les femmes sont plus nombreux que jamais dans les fabriques. Au cours de la guerre, les forces valides sont enrôlées obligatoirement dans la production ou les forces armées militaires ou paramilitaires – en Allemagne hitlérienne aussi bien qu'en Angleterre churchillienne, sans parler de la France pétainiste qui retourne d'abord aux travaux champêtres, et imite ensuite ses deux voisins, « ami » et « ennemi ». Nous ne parlons pas des périodes de chômage qui sont les pires pour les... travailleurs : « Les junkers (grands propriétaires fonciers) et les capitalistes instituent en Allemagne le service de travail obligatoire qui devient fatalement un bagne militaire pour les ouvriers. Mais considérez la même institution, et réfléchissez à la portée qu'elle aurait dans un État démocratique révolutionnaire [démocratique pour Lénine n'est pas communiste, mais correspond

celui de son prochain – et la production s'arrêtera ; personne ne voudra plus travailler, car la société vit grâce à la compétition, la concurrence, l'émulation entre ses membres – ce que les communistes veulent supprimer précisément ». En vérité, la réponse est simple : dans la société actuelle, 95% des hommes se crèvent à travailler, non parce qu'ils peuvent espérer améliorer leur condition, mais parce que, réellement, s'ils ne le faisaient pas, leur condition EMPIRERAIT ENCORE, et ils tomberaient au bas de l'échelle économique au point de crever de faim.

La stimulation et l'émulation naissent du besoin, de la misère, de l'angoisse, et non pas de l'envie du voisin ou du désir d'entrer en compétition avec lui. De toutes manières, s'il y a compétition, c'est pour rouler l'autre et non pour faire mieux que lui dans un but... social. Lénine faisait observer que l'émulation était un fait social en Russie arriérée où les masses étaient tirées d'une léthargie séculaire qui confinait à l'indolence complète, et qu'en les portant au feu des expériences sociales, la révolution agissait comme un stimulant, et non comme un narcotique, de l'activité laborieuse. En outre, il s'agissait de passer non pas à une économie privée (avec des intérêts particuliers privés) mais à une économie associée – et c'est pourquoi Lénine n'a jamais parlé de récompenses en argent données par l'État, ou d'autres avantages et honneurs excitants. Cf. LENINE, *les Tâches immédiates du pouvoir des Soviets*, in *Œuvres*, t. 27, p.243-287, ainsi que *Struttura economica e sociale della Russia d'oggi*, Ed. Il Programma Comunista, p.370-371.

à un stade inférieur de coexistence de plusieurs classes dans l'évolution. N.d.Tr.]. Le service de travail obligatoire institué, réglé et dirigé par les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, ce n'est pas encore le socialisme, mais ce n'est déjà plus le capitalisme » (l.c. p.391). Si l'on n'est plus dans le capitalisme dans le cas évoqué par Lénine, ce n'est pas que l'on soit déjà dans le communisme ou le socialisme au plan économique, bien que la différence qualitative (des orientations sociales) soit déjà complète par rapport au capitalisme, puisque le prolétariat exerce sa dictature avec une politique visant à l'abolition des privilèges de classes.

Dictature égale contrôle

[Retour à la table des matières](#)

Pour autant que la valeur d'échange, l'argent et le marché reculent dans l'État ouvrier, le contrôle sur les valeurs d'usage gagne en importance. Or, le contrôle est lié à l'institution politique qui l'exerce ³⁵. Tout gouvernement révolutionnaire

³⁵ Les banques ne sont pas seulement de puissants moyens de centralisation et de direction de l'économie, en sens révolutionnaire ou contre-révolutionnaire. Elles permettent à l'État de contrôler tous les mouvements de capitaux et de valeurs – sans enlever, le cas échéant, un sou à aucun propriétaire ou déposant. La nationalisation des banques permet d'organiser le contrôle de toute la vie économique, de la production et de la répartition des principaux produits : cf. LENINE, *la Catastrophe imminente*, p.356-67. La comptabilité serait ainsi simplifiée et unifiée ; les directeurs qui résisteraient perdraient leurs sinécures et l'occasion de se livrer à des opérations malhonnêtes.

Premier avantage : éliminer les spéculations et profits personnels ; second avantage : l'État obtiendrait pour l'industrie et sa défense les milliards nécessaires sans payer grassement les parasites privés pour le « service rendu ». Ce serait un premier pas vers l'élimination des profiteurs individuels ; un second (qui est le prolongement du premier, mais implique le prolétariat à la tête de l'État pour être mené à terme) serait la transformation de tous les banquiers, financiers et autres opérateurs économiques en employés qui travailleraient et seraient salariés par les ouvriers qui les contrôleraient. Ce dernier pas romprait avec l'économie de l'intérêt privé opposé à l'intérêt général. L'oligarchie financière aurait cessé de piller l'État et les masses. C'est avec la concentration bancaire que les pays bourgeois très développés réalisent leur pleine domination de classe : ils réglementent la vie économique de façon à créer un *bagne totalitaire* pour les ouvriers (et en partie pour les paysans), et un *paradis* pour les banquiers et les capitalistes.

En somme, la concentration et la centralisation du système monétaire peut être le fait de la classe dominante capitaliste – et Lénine le signalait dès 1917 en Allemagne et aux États-Unis -, ou bien un point de transition pour le prolétariat révolutionnaire. Qui plus est, dans un pays arriéré, elle peut être revendiquée avant la conquête du pouvoir comme moyen d'attaquer l'oligarchie dominante et servir de tremplin au prolétariat ; comme après la conquête du pouvoir pour élaborer une sorte de capitalisme monopoliste d'État, et effectuer « un pas, ou des pas en avant VERS le socialisme ».

prolétarien met au premier plan le contrôle, parce qu'il anticipe d'emblée et de très loin déjà le mode de répartition du communisme supérieur au sens où la distribution – et aussi la production – s'effectue non plus selon les critères de rentabilité, de marché, d'argent et de profit, de la démente production pour la production, mais selon les besoins humains, les plus essentiels d'abord, et plus raffinés ensuite.

Le contrôle, pour être efficace au plan économique, a deux présuppositions essentielles : 1/ il faut que le pays où il s'effectue ait déjà atteint un certain niveau de développement économique et social qui permette un inventaire des biens et produise un excédent appréciable par rapport aux besoins immédiats des producteurs, qui, au niveau économique le plus bas de satisfaction des besoins élémentaires de l'homme, sont parcellaires, dispersés et autosuffisants ; 2/ que le « contrôleur » dispose des armes, c'est-à-dire du pouvoir. Lénine fait remarquer que ceux qui l'oublieraient sombrent dans le ridicule – ce que le contrôlé lui-même met en évidence en disant : « Contrôle-moi à ton aise, pendant que je garde les canons. Gave-toi de contrôle! » ³⁶

Dès lors que le capital, qui commande péremptoirement tout le travail, les services et le produit d'autrui dans l'infeste société mercantile et monétaire, a cessé d'imposer sa loi, parce que l'économie s'est effondrée, soit dans la guerre, soit dans la crise révolutionnaire, il ne reste plus qu'un facteur pour réagir contre la jungle de l'arbitraire et du chaos – la discipline. Et l'histoire d'un pays traversé par

³⁶ Cf. LENINE, *la 7ème Conférence* etc., in *Œuvres*, t. 24, p.230.

Toujours dans *la Catastrophe imminente* etc., Lénine souligne que la nationalisation des banques par le prolétariat dans un pays arriéré implique et suscite d'autres mesures pour jouer son rôle efficacement et se développer elle-même dans un sens toujours plus révolutionnaire. La nationalisation de la terre va de pair avec celle des banques, car il serait oiseux de « dominer le sol sans dominer les banques ». Ensuite, si les rapports monétaires et mercantiles doivent non seulement subsister, étant le faible développement économique du pays, mais encore être développés, cette mesure va de pair avec la cartellisation forcée des industries et syndicats patronaux (charbon, fer, pétrole, sucre, etc.), avec le contrôle ouvrier, la suppression du secret commercial et l'organisation des masses en sociétés de consommation (p.358-391).

Les *assurances* doivent être nationalisées en même temps que les banques, après leur fusion en une seule et leur mise sous contrôle de l'Etat. Déjà, tout le travail y est fait par des employés. La *cartellisation forcée* permet de résoudre la question du contrôle *et* du pouvoir : qui est le contrôleur et qui est le contrôlé, c'est-à-dire quelle classe exerce le contrôle et *quelle classe le subit* ? Elle constitue un moyen pour l'Etat de stimuler l'essor du capitalisme qui mène toujours et partout à l'organisation de la lutte des classes sur une base rationnelle.

les pires catastrophes sociales cycliques qu'est l'Allemagne a démontré que ce facteur permet de surmonter la pénurie et les désastres mieux que l'individualisme obtus des pays latins, par exemple. Lénine l'explique d'un mot : « Cette discipline ne tombe pas du ciel, elle n'est pas le fruit de vœux pieux: elle découle des conditions matérielles de la grande production, ET UNIQUEMENT DE CES CONDITIONS » ³⁷.

Et cette discipline n'étant plus mercantile, Lénine l'appelle « communiste » : « L'organisation communiste du travail social, dont le socialisme constitue le premier pas, repose et reposera de plus sur la discipline consciente et librement consentie des travailleurs eux-mêmes qui ont secoué le joug des grands propriétaires fonciers ainsi que des capitalistes » (ibid.).

Mais au moment de la révolution nous sommes encore loin de l'homme du communisme supérieur qui n'a plus besoin d'être discipliné par les moyens matériels extérieurs de l'économie, l'argent, qui fait que le travailleur vend lui-même sa force de travail et se soumet au procès de production dictatorial du capital, puis au marchand qui lui vend sa pitance, enfin au flic et au juriste qui maintiennent cet ordre infâme, sans parler du curé et du député, etc. qui lui expliquent que c'est ce qu'il a choisi librement, le meilleur des mondes possibles. Lénine a déjà dans les yeux cet homme nouveau du communisme, issu de la dictature non mercantile du prolétariat : « Discipline des producteurs conscients et unis, sur lesquels ne pèse aucun joug et qui ne connaissent aucun autre pouvoir que celui de leur propre union, de leur propre avant-garde plus consciente, audacieuse, unie, révolutionnaire et ferme » (ibid., p.427).

Comme le notait justement Lénine, la discipline est fille de la grande industrie, et non de la morale ou de la coercition brutale. Et son jugement est plus que confirmé aujourd'hui par l'industrie surdéveloppée : l'homme, coupé de tous ses liens avec l'espèce, se retrouve seul, mutilé, sans force ni initiative, solitaire dans la foule et la concurrence ; socialement, il est discipliné, même s'il se veut sottement original alors qu'il est fabriqué à un bon milliard d'exemplaires, réglé comme du papier à musique, robotisé, mécanisé et manipulé par la grande production en série et les usines de psychologie modernes, made in USA, qui inondent le monde entier de leur merde.

³⁷ Cf. LENINE, *la Grande Initiative*, in *Œuvres*, t. 29, p.424.

Stades du socialisme et communisme de guerre

[Retour à la table des matières](#)

Il reste un point à considérer – celui du communisme de guerre, qu'il faut distinguer nettement des stades successifs de la révolution permanente dans un pays attardé ou du premier stade du socialisme dans un pays avancé. C'est d'autant plus nécessaire que le communisme de guerre a de fortes chances de s'imposer à l'avenir encore. Déjà la Commune de Paris a connu ces terribles épreuves, mais celles-ci risquent d'être le sort de toutes les révolutions futures, puisque le capitalisme impose des destructions toujours pires à mesure qu'il vieillit – ce qui confirme encore la thèse marxiste du capitalisme catastrophique.

En principe, les mesures de transition au socialisme, prônées par Marx ou Engels de 1848 à 1875 et même 1891, s'appliquent à une économie qui a surmonté les troubles de la guerre civile et évolue « rationnellement », c'est-à-dire selon les normes économiques et non les exigences politiques de la défense prioritaire du pouvoir. Le communisme de guerre, lui, correspond à une phase où il s'agit avant tout de survivre et de défendre la révolution. Les dispositions prises dans ces circonstances n'ont rien à voir avec les mesures de transition au socialisme, voire avec le programme de préparation de la révolution. Il faut donc les distinguer soigneusement – et ce d'autant plus que rares ont été ceux qui ont compris que, par rapport à la situation de communisme de guerre, la Nouvelle politique économique (NEP) de Lénine n'a pas vraiment constitué un pas en arrière. Leur étonnement vient de ce qu'ils ont un point de vue anarchiste : ils croient que la révolution introduit aussitôt le socialisme, alors qu'en réalité le socialisme, en économie, dépend du niveau de production réel atteint par le pays de la révolution.

L'homme véritablement social et épanoui ne peut être que le fruit de la révolution sociale engendrée par un très haut niveau des forces productives. Si celles-ci font défaut ou si elles sont ruinées à l'échelle d'un pays ou d'un continent et que les rapports mercantiles et monétaires sont éliminés, tout ce que l'on peut réaliser, c'est le communisme de guerre. Le pouvoir d'État n'est pas un *deus ex machina* : il agit à partir de la base de l'économie qu'il influence en retour. Il ne construit pas le

socialisme, mais balaie les rapports sociaux devant la progression des forces productives.

Dans un pays arriéré, par exemple, où le prolétariat est au pouvoir, il y a deux phases en général où la distribution s'effectue de manière égalitaire : 1/ celle du communisme de guerre, né de la catastrophe de la guerre, des destructions de la guerre civile, etc., mais cette phase n'est pas nécessaire pour parvenir au communisme ; 2/ celle du socialisme inférieur où l'argent est aboli et remplacé par le système des bons de travail.

Il importe de faire nettement la différence, ne serait-ce que pour expliquer que le temps n'est pas encore venu alors d'introduire la distribution égalitaire du socialisme inférieur, faute d'une base économique adéquate, celle où le capital et la rente foncière sont déjà évincés et où il ne faut plus rémunérer qu'un seul facteur de la production, le travail humain – ce qui implique le plus haut développement auquel puisse parvenir le mode de production bourgeois ³⁸.

³⁸ Dans un pays arriéré, la révolution politique est d'autant plus « facile » que la révolution économique est complexe et difficile.

Dans un tel pays – par exemple la Russie de 1917 – la centralisation *politique* étant très poussée, voire concentrée en un lieu et quelques mains, il suffit de l'attaquer au cœur pour que tout le pays tombe politiquement aux mains du prolétariat et de son parti. Cependant, ce pays échappe totalement à la centralisation économique des activités productives quotidiennes : le marché lui-même n'y est qu'embryonnaire, et les échanges ne s'effectuent pas entre toutes les régions de la nation. Qui plus est, le pays lui-même n'est rattaché à l'économie mondiale que par des liens économiques sporadiques, fortuits, dictés davantage par des raisons politiques et militaires qu'économiques. Cet isolement favorise certes le processus révolutionnaire initial, la conquête du pouvoir politique, mais crée à terme un rapport de forces très difficile pour le parti ouvrier au pouvoir : « Après la première révolution socialiste du prolétariat qui a renversé la bourgeoisie dans un seul pays, arriéré, le prolétariat même de ce pays *reste encore longtemps plus faible que la bourgeoisie* – d'abord simplement à cause des relations internationales étendues de cette dernière, ensuite à cause du renouvellement spontané et continu, de la régénération du capitalisme et de la bourgeoisie par les petits producteurs de marchandises au sein même du pays qui a renversé sa bourgeoisie » (cf. *la Maladie infantile* etc., in *Œuvres*, t. 31, p.66).

Au reste, comment aboutir au socialisme qui suppose *l'épanouissement de l'homme*, si les *conditions matérielles épanouies* n'existent pas encore ; si l'écrasante majorité de la population vit dans l'isolement barbare autosuffisant ? Comme Marx, Lénine pose l'homme socialiste sur une solide base industrielle : « Le capitalisme laisse nécessairement en héritage au socialisme, d'une part les vieilles distinctions professionnelles et corporatives, qui se sont établies durant des siècles entre travailleurs, et d'autre part des syndicats qui ne peuvent se développer et n'évolueront que très lentement, pendant des années et des années, en des syndicats d'industrie plus larges, *moins corporatifs*, s'étendant à des industries entières, et non pas simplement à des corporations, des corps de métiers et des professions. Par l'intermédiaire de ces syndicats d'industrie, on supprimera *plus tard* la division du travail entre les hommes : on passera à l'éducation, à l'instruction et à la formation d'hommes *universelle-*

Pour mieux éclaircir ce point particulièrement difficile des mesures de transition au communisme, nous prendrons un exemple historique qui met en évidence les différences spécifiques des phases successives de la révolution permanente dans un pays arriéré – celui de la Russie des glorieuses années 20.

L'ensemble des mesures intitulées communisme de guerre – et elles portent bien ce nom – s'explique par le contexte historique, politique et militaire. Mais, si l'on veut les considérer sous l'aspect économique, elles relèvent du stade du communisme non pas inférieur mais supérieur. C'était en Russie de 1920, pour employer une formule moderne, un « pont aérien » lancé vers l'onde de la révolution de l'Occident développé, vers un futur qui refluera à la suite de la défaite de la révolution en Europe centrale.

Il faut donc expliquer ce point économiquement, en sachant qu'une forme de production et de société peut apparaître avant ou après son temps comme phase précaire ; par exemple, de nos jours un régime esclavagiste de la part d'une bande de forbans, ou un régime de rationnement socialiste à partir de calculs mathématiques dans une cité médiévale ou bourgeoise assiégée – Arras ou Paris.

Considérons donc le pain que l'on distribue sans demander de l'argent en échange à Moscou, ou le tramway où chacun monte et descend comme il veut. Lorsqu'on répartit la ration de pain dans les quartiers, on ne demande pas à celui qui la reçoit s'il a travaillé ou s'il peut en fournir la preuve, voire s'il a un ticket – ce qui n'est pas possible dans les moments difficiles. On voit qu'il a faim, et on lui donne sa ration – comme au soldat en service –, et il est libre de s'en aller ensuite. La délivrance du pain est un acte qui se déroule entre la société et l'individu, et elle ne s'établit pas autrement que pour l'usage de l'énergie électrique du tramway : on ne compte pas les voyages effectués dans la journée, pas plus qu'on n'en demande la raison. Mettre sur pied une organisation pour cela serait trop difficile dans une situation tendue à l'extrême. L'individu que l'on vient de transporter ou de rassasier dans ces conditions peut généralement décider lui-même – sans qu'il y ait de liens avec ce qui précède ou ce qui suivra – s'il va s'en aller au travail, creuser une tranchée à la périphérie de la ville ou ramasser l'arme de quelqu'un qui vient d'être tué pour continuer la lutte contre les Blancs.

ment développés, universellement préparés et sachant tout faire » (*ibid.*, p.44-45). Cf. MARX-ENGELS, *le Syndicalisme*, PCM, 1972, tome I, p.108-110.

Toutefois, ce système qui a surmonté toute mesure mercantile au plan individuel aussi bien que social, s'il répond économiquement à la forme du communisme supérieur - « à chacun selon ses besoins, de chacun selon ses capacités » - n'est possible qu'au moyen de mécanismes de coercition et d'oppression à la tête desquels se trouvent la dictature, la terreur rouge, la guerre civile en permanence, organisées par l'avant-garde des ouvriers, le parti communiste. La farine pour le pain est là, parce que les détachements d'ouvriers armés de la ville sont allés à la campagne pour la prendre de force aux paysans qui en ont de trop par rapport à la pénurie qui règne dans l'armée et la ville. S'il est possible d'éviter qu'un chacal accapare des rations de pain ou abuse d'une façon ou d'une autre des services sociaux non payés ni contrôlés, c'est que la première patrouille venue d'ouvriers armés peut l'arrêter, le juger sommairement et le punir sur place, sans autre forme de procès. Ce n'est pas une habitude historique (que l'on a coutume d'appeler conscience) formée au cours des générations, qui limite les besoins et exalte les capacités, mais la force révolutionnaire en explosion immédiate qui n'a pas le loisir de calculer les pourcentages d'erreurs et les préjudices supportés par le fantasme de la personne humaine.

Le système du bon de travail est beaucoup plus complexe et il implique une organisation sociale qui – comme Marx l'a expliqué – doit évoluer de façon pacifique et sans effusion de sang, même s'il s'agit d'une société tout juste sortie du sein capitaliste. Il implique donc une ultime application du droit de distribution, c'est-à-dire de droit bourgeois. Or, cela était très en avance sur les possibilités d'une économie telle que la russe, où en 1921 prévalaient encore des formes sociales d'une échelle plus basse non seulement que le capitalisme d'État, mais encore le capitalisme privé lui-même, voire la petite production mercantile : le simple contrôle statistique était alors encore du domaine du rêve ³⁹.

³⁹ Aucun contrôle, ni direction centrale, ni donc planification n'est possible pour une économie de petits producteurs parcellaires tant que ceux-ci forment la masse écrasante de la nation. Au reste, cette économie est pratiquement autosuffisante et ne jette pour ainsi dire aucun excédent ou surproduit sur le marché, sauf occasionnellement, localement et saisonnièrement, car il ne s'y fait pas de production de plus-value. On ne saurait socialiser pareilles conditions de production et de vie, car comment contrôler des millions et des millions d'îlots économiques épars et clos qui ne pratiquent eux-mêmes aucun compte monétaire et mercantile? Il n'y a là rien à socialiser. Tout ce qu'il y a à faire, c'est de hausser lentement et graduellement cette économie parcellaire atomisée à un niveau moléculaire où peut commencer un lien et une structuration économiques élémentaires. Car, comme le dit Lénine : « La petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour,

Dans le système des « bons de travail », tous les produits vont directement à la société et ne font pas l'objet d'un échange ni entre producteurs, ni entre individus particuliers ou associés. Cependant, la société calcule combien de temps-travail ils représentent (ce dont on ne se préoccupera plus du tout dans le stade supérieur du communisme, comme on ne s'en préoccupait pas non plus dans la glorieuse période des Communes assiégées de Paris ou de Russie). Elle en fait le total qu'elle met en concordance avec la somme des heures de travail que chacun a donné à la production. Pour chaque heure de travail, l'individu pourra retirer une partie équivalente du produit social, après déduction des aliquotes pour les frais sociaux, etc.

Supposons que l'on applique le système des bons de travail en donnant du pain, par exemple, sans violer le principe du travail égal en fonction du temps. On pourra établir que dans la journée – mettons de six heures – le pain représente une heure. Si le bon de la journée a donc six marques, le pain correspondra à l'une de ces six marques. L'organisation de ce système suppose que la société sache combien il y a de kilos de pain et combien il y a d'heures de travail pour établir quel est le rapport entre ces deux quantités, une fois que l'on a écarté les nombreuses autres incidences qui entrent en jeu. Au préalable, tout cela implique, on le voit, qu'il n'y ait plus de marché du pain, ni de pain revendable comme marchandise, ni de monnaie échangée contre du temps de travail, c'est-à-dire de salariat.

Cela, on ne l'a jamais vu en Russie, et rien ne le laissait entrevoir non plus, tout le travail étant exprimé en monnaie, et toute cette monnaie étant exprimée dans sa forme capital. Aussi dans les années 1920, durant le communisme de

chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions » (*la Maladie infantile du communisme*, p.18). Le seul moyen pour commencer à la centraliser, c'est le marché, puisqu'il n'est pas question de supprimer la masse des petits producteurs, inclassables et incontrôlables économiquement : « il faut faire bon ménage avec eux. On peut (et on doit) les transformer, les rééduquer – mais seulement par un travail d'organisation très long, très lent et très prudent. Qui plus est, ils entourent de toute part le prolétariat d'une ambiance petite-bourgeoise ; ils l'en pénètrent, ils l'en corrompent, ils suscitent constamment au sein du prolétariat des récidives de défauts propres à la petite bourgeoisie – manque de caractère, dispersion, individualisme, alternance d'enthousiasme et d'abattement ». Et Lénine de tirer la conclusion suivante : s'il est relativement facile de conquérir le pouvoir dans un tel pays, il est infiniment difficile d'y poursuivre la révolution socialiste et de la mener à son terme au plan de l'économie (*ibid.* p.59).

« Il est mille fois plus facile de vaincre la grande bourgeoisie centralisée que de « vaincre » les millions et les millions de petits propriétaires, car ceux-ci – de par leur activité économique quotidienne, traditionnelle, *invisible, insaisissable et dissolvante* – suscitent précisément les conditions propices à la bourgeoisie, qui restaurent la bourgeoisie » (*ibid.*, p.39).

guerre, n'a-t-on jamais posé la question du stade inférieur du communisme (c'est-à-dire de la consommation égale pour un temps de travail égal sur la base d'une économie hautement productive), parce qu'on avait affaire à des marxistes, et non à des fous enivrés par le feu et les flammes du mouvement historique révolutionnaire. Or donc, le rapport entre « tant de droit à du pain pour tant de devoir de travail » sera sanctionné par un État prolétarien faisant encore usage de l'obligation bourgeoise du droit et du devoir que, dans les programmes de Gotha et d'Erfurt, Marx et Engels tinrent à opposer à la bourde lassaléenne du droit au fruit intégral de son propre travail, l'égalité de devoir de pair avec l'égalité de droit, comment poser ce rapport de l'égalité entre tant de pain contre tant de travail, quand la majorité de la population – pour ne pas parler de tout le reste – produisait le pain et le mangeait avant même qu'il soit pesé ⁴⁰ ?

La question de la comptabilité n'est pas simplement formelle. Elle évolue selon le développement économique atteint par la société. Dans le livre II du *Capital* ⁴¹, Marx explique qu'elle aura une importance accrue dans le communisme supérieur, cependant pour des raisons totalement contraires à ce que suggère la pratique capitaliste où elle envahit tout à la suite de l'argent qui a besoin de mesurer même des choses qui n'ont aucune utilité pratique. Au fond, cette comptabilité communiste n'a que le nom en commun avec la capitaliste, car c'est le prolongement – de qualité nouvelle – du contrôle de la dictature du prolétariat qui s'est lui-même substitué à la dictature de l'argent, des banques et de la finance. Elle n'a rien à voir non plus avec ce qu'elle était dans les sociétés mercantiles, car elle ne porte plus sur l'argent.

Soit dit en passant, cela constituera une énorme diminution des faux frais de production. En effet, comme le dit Marx, sous le capitalisme tout produit doit exister doublement pour être marchandise, c'est-à-dire article conforme à ses rè-

⁴⁰ Le bon de travail naît quand meurt la monnaie qui peut s'accumuler. Or, au moment de *l'Impôt en Nature*, qui justifia la NEP, il y avait le marché, l'échange de produits possédés par des particuliers, et ce, en tant que formes progressives, tandis que les premières formes de communisme supérieur achevaient leur course lumineuse, puisque la production se serait éteinte si l'on n'avait pas clos la phase historique de la guerre civile locale menée en permanence, avec ses réquisitions, la mise au mur des *spéculateurs* livrés à la vindicte du peuple. Et c'est ainsi que – comme Lénine l'a prôné en maître insurpassé – la Russie est montée, et non descendue, dans l'échelle des formes économiques de la seule façon historiquement possible, en l'absence de l'incendie révolutionnaire en Europe développée.

⁴¹ Cf. MARX, *le Capital* II, Ed. Sociales, tome I, p.124.

gles de distribution : une fois sous forme de produit (valeur d'usage), une autre sous celle de la marchandise (valeur d'échange). Ce n'est pas la fabrication de monnaie (extraction des métaux précieux, frappe, etc.) qui constitue la plus grande part des faux frais de ce système monétaire, car pour fonctionner jour après jour on dilapide des masses inouïes de forces productives, de main-d'œuvre, d'installations immobilières, de machines les plus sophistiquées, etc., avec le réseau bancaire, financier, etc. qui enserre jusqu'au dernier hameau.

On sait que, de nos jours, les frais de circulation mercantile dépassent les coûts de production des denrées. C'est dire que, du simple fait de l'élimination du système de comptabilité monétaire, les heures de travail de la société pourraient être réduites de plus de la moitié dans la société non mercantile du communisme, et ce, sans dommage – au contraire.

Pourquoi, cependant, la comptabilité gagnera-t-elle encore en importance sous le communisme ? Répondre à cette question permet, en opposition aux conditions actuelles, de mieux définir les caractéristiques de l'économie communiste – si l'on peut encore parler alors d'économie, car il s'agit plutôt d'un métabolisme, échange naturel entre l'espèce humaine et la nature en un rapport qui accroît et multiplie les forces et possibilités de l'une comme de l'autre ⁴². Or donc, bien que son poids et son efficacité y seront multipliés, la comptabilité y sera réduite à un minimum technique dérisoire : on ne comptera plus qu'en grandeurs physiques les matières premières et auxiliaires, le nombre de producteurs et de consommateurs, d'en-

⁴² Sous le communisme, la comptabilité, ayant perdu tout caractère mercantile, n'aura plus de caractère intéressé, inquisiteur, pointilleux post festum, puisqu'elle ne sera plus faite en liaison avec un organisme de pression et d'oppression, l'État et les comptes de surveillance et de contrôle ayant disparu, et, auparavant, l'exécutif n'étant plus séparé depuis longtemps déjà de l'organe qui décide. Etant désormais directement attachée à la valeur d'usage, la comptabilité se fondra avec la science en général ou, mieux, avec les mathématiques. En effet, celles-ci ayant elles-mêmes conquis une valeur d'usage physique, chimique, biologique, etc. avec l'unification de la science, exprimeront le langage sous sa forme dialectique rigoureuse qui mêle logique et poésie, nous dirions presque magie scientifique, pour fournir la *clé* du monde en devenir et en création: cf. le chapitre intitulé très suggestivement *la FECONDITE du nombre*, sur la fusion de la technique, de l'art et des mathématiques, in *le Fil du Temps* n°13 consacré au *Marxisme et la Question philosophique*. Pythagore avait une intuition plus juste de ces mathématiques que nos savants d'aujourd'hui, lorsqu'il les comparait à la musique dont une note (un chiffre pour les mathématiques) fournit la clé pour reproduire tous les chants et en créer de nouveaux. Cf. MARX, *Manuscrits mathématiques*, (à paraître). Ces mathématiques expriment chez Marx la dialectique de vie de cette société supérieure, débarrassée du moteur et du critère de toutes choses qu'était la valeur dans les sociétés mercantiles et monétaires.

fants, de vieillards, ainsi que les produits, la brosse à chaussures par exemple, dont il n'y aura plus cent variétés différentes, celle qui fait le meilleur usage s'imposant aussi bien à l'un qu'à l'autre, dès lors que les hommes ne mettent plus leur point d'honneur à se distinguer... par leurs objets personnels, si l'on peut dire. En somme, il n'y aura plus que des chiffres de mètres cubes, de tonnes, de calories, de kilowatts et autres grandeurs et unités ayant un clair sens physique accessible à tous. Bref, au lieu d'être monétaire, la comptabilité sera physique. Le cancer bureaucratique et ses effets néfastes, liés pour ce qui est de leurs causes non tant à l'État qu'au mercantilisme qui exaspère les intérêts individuels et les oppose entre eux et à la société, seront purement et simplement éliminés.

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

TEXTES
DE MARX-ENGELS ⁴³

[Retour à la table des matières](#)

⁴³ Dans cette première partie des textes de Marx-Engels sur *la Dictature du prolétariat*, nous illustrerons d'abord comment Marx et Engels ont constamment défendu la nécessité de la dictature du prolétariat, et des moyens qu'elle implique, tout au long de leur activité de parti. Nous considérerons ensuite les premières tentatives historiques du prolétariat pour s'emparer du pouvoir au cours même de la révolution bourgeoise ou peu après son triomphe. C'est de ces luttes héroïques à l'aube du capitalisme que Marx a tiré sa théorie de la dictature du prolétariat, qu'il a prônée dès avant la révolution de 1848 pour laquelle il a élaboré le programme immédiat à appliquer par le prolétariat en cas de victoire, en y assurant les fonctions de prévision, d'organisation et de direction qui sont celles du parti.

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

I. PRAXIS ET THÉORIE DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Pour ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent. Des historiens bourgeois avaient décrit bien avant moi l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient étudié l'anatomie économique. Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est la preuve 1/ que l'existence des classes se rattache à des phases spécifiques du développement historique de la production; 2/ que la lutte des classes aboutit nécessairement à la dictature du prolétariat ; et 3/ que cette dictature elle-même ne constitue qu'une transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes.

Marx à J. Weydemeyer, 5-3-1852.

[Retour à la table des matières](#)

I. PRAXIS ET THÉORIE DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

1. Marx et la dictature du prolétariat

[Retour à la table des matières](#)

La division du travail implique du même coup la contradiction entre l'intérêt de l'individu privé ou de la famille singulière et l'intérêt commun de tous les individus liés par des relations mutuelles ⁴⁴. Or, cet intérêt collectif ne peut exister seulement dans la représentation comme « intérêt universel », mais il existe d'abord dans la réalité sous forme de dépendance réciproque des individus qui se partagent le travail...

C'est justement cette contradiction entre l'intérêt particulier et l'intérêt collectif qui amène l'intérêt collectif à prendre, en tant qu'*État*, une forme indépendante, séparée des intérêts réels de l'individu et de l'ensemble et à faire en même temps figure de *communauté illusoire*, mais toujours sur la base concrète des liens existants dans chaque conglomérat de familles et de tribus, tels que liens de la chair et du sang, langage, division du travail à une plus grande échelle et autres intérêts - et parmi ces intérêts nous trouvons en particulier les intérêts des *classes* déjà

⁴⁴ Cf. MARX-ENGELS, *l'Idéologie allemande*, in *Werke*, t. 3, p.34.

La théorie marxiste naît d'un bloc dans ces premiers écrits de 1845 qui donnent sous une forme abstraite la définition des tâches historiques du prolétariat, et se placent d'emblée du point de vue du but final du mouvement communiste : la société sans classes et sans État, et l'abolition de la division du travail qui en constitue la base. La démarche est strictement scientifique et révolutionnaire : « Le communisme n'est pour nous ni un *état* qui doit être créé, ni un *idéal* sur lequel la réalité doit se régler. Nous appelons communisme le mouvement *réel* qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes ». La prévision initiale peut être précisée toujours plus grâce aux leçons, consignées systématiquement par Marx-Engels, Lénine... de l'expérience des luttes prolétariennes ultérieures, particulièrement lors de la révolution de 1848 puis de la Commune en ce qui concerne la doctrine de la dictature du prolétariat (on en a un rapide aperçu dans les citations qui suivent).

conditionnées par la division du travail, qui se dégagent dans tout groupement de ce genre et dont l'une domine toutes les autres.

Il s'ensuit que toutes les luttes à l'INTÉRIEUR de l'État – la lutte entre la démocratie, l'aristocratie et la monarchie, la lutte pour le droit de vote, etc., etc. – ne sont que des formes *illusoires* sous lesquelles sont menées les luttes réelles des différentes classes entre elles ; et il s'ensuit également que toute classe qui se bat pour la domination – comme c'est le cas du prolétariat, même si sa domination a en vue d'abolir toute la forme sociale surannée et le pouvoir en général – doit commencer par conquérir d'abord le pouvoir politique pour faire valoir ses intérêts comme étant l'intérêt universel – ce à quoi il est contraint dans une première phase.

Le socialisme utopique n'est l'expression théorique du prolétariat qu'aussi longtemps que celui-ci n'est pas encore assez mûr pour développer son propre mouvement historique par lui-même ⁴⁵. *L'utopisme*, le *socialisme des doctrinaires*, subordonnait l'ensemble du mouvement à l'un de ses moments particuliers et posait à la place de la production sociale communautaire l'activité cérébrale du penseur individuel, dont l'imagination éliminait la lutte révolutionnaire des classes avec ses exigences au moyen de petits artifices ou de grosses sentimentalités ⁴⁶.

⁴⁵ Cf. MARX, Luites de classes en France (1848-49), in Werke, t. 7 p.88-89.

⁴⁶ Comme le souligne Lénine: « Chez Marx, on ne trouve pas la moindre trace d'utopisme au sens où il poétise et imagine une « nouvelle » société. Non, il étudie – comme en un procès naturel et historique – la *naissance* de la nouvelle société à partir de l'ancienne ; il en étudie les formes de transition de l'une à l'autre. Il s'en tient aux expériences réelles du mouvement des masses prolétariennes et en tire les leçons pratiques » (*l'Etat et la Révolution*, in *Œuvres*, t. 25, p.438).

Les utopistes qui ne pouvaient s'appuyer sur le développement matériel des forces productives pour revendiquer le socialisme, se fondaient sur les aspirations humaines pour prôner un monde plus juste et moral. Le communisme moderne a abandonné toute formulation éthico-juridique. Il ne se *fonde* que sur l'économie, dont il déduit l'évolution et la nature des superstructures. Pour définir, par exemple, les rapports sociaux, il n'en recherche pas la qualité juridique au sens de la propriété privée ou collective, mais de l'appropriation économique à partir du mode de production. Aussi serait-il superficiel d'entendre le communisme comme passage de la *propriété privée* à la *propriété collective*. Comme on le sait, toute forme de propriété privée n'est pas capitaliste ; ainsi en est-il de la propriété privée parcellaire de l'artisan, du paysan parcellaire, etc. qui possèdent leurs instruments, leur métier et donc leur produit – ce qui exclut même la propriété privée capitaliste où la richesse implique que le produit du travail du non-propriétaire (salarié) soit approprié par l'oisif qui empêche la plus-value. Ce n'est que cette forme de propriété (qui implique la non-propriété

Au fond, le socialisme doctrinaire idéalise les conditions de la société, dont il reproduit une image sans ombre, en cherchant à faire triompher son idéal contre la réalité de cette société. Aujourd'hui le prolétariat abandonne ce socialisme à la petite bourgeoisie, tandis que la lutte des différents chefs socialistes entre eux fait ressortir clairement que la revendication obstinée de telle ou telle mesure particulière qu'ils prônent avec obstination n'est qu'un point de transition entre autres du révolutionnement de la société.

Dans l'intervalle, le prolétariat se regroupe de plus en plus autour du socialisme révolutionnaire, autour du communisme pour lequel la bourgeoisie elle-même a inventé le nom de *Blanqui*. Ce socialisme est *la déclaration de la révolution permanente avec la dictature révolutionnaire de classe du prolétariat* en tant que point nécessaire de transition pour parvenir à *l'abolition de toutes les différences de classe en général*, à l'abolition de tous les rapports de production sur lesquels se fondent les classes, à l'abolition de tous les rapports sociaux qui correspondent à ce mode de production, au révolutionnement de toutes les idées qui émanent de ces rapports sociaux.

Depuis 1845, Marx et moi, nous avons pensé que *l'une* des conséquences finales de la future révolution prolétarienne sera l'extinction progressive des organisations politiques appelées du nom d'*État*⁴⁷. De tout temps, le but essentiel de cet organisme a été de maintenir et de garantir par la violence armée l'assujettissement économique de la majorité ouvrière par la minorité fortunée. Avec la disparition de cette minorité fortunée disparaît aussi la nécessité d'un pouvoir armé d'oppression ou État. Mais en même temps, nous avons toujours pensé que, pour parvenir à ce résultat et à d'autres, bien plus importants encore pour la future révolution sociale, la classe ouvrière devait d'abord s'emparer du pouvoir politique de l'État, afin d'écraser grâce à lui la résistance de la classe capitaliste et de réorgani-

du grand nombre, donc la grande industrie) qui se présente comme la prémisse pour passer au communisme.

En somme, l'expression courante « propriété privée des moyens de production » se traduit pour plus de clarté par « appropriation privée des produits du travail associé d'autrui », la propriété des moyens de production ne servant au capitaliste qu'à empêcher les résultats du travail ouvrier.

⁴⁷ Cf. Engels à Ph. Van Patten, 18-4-1883.

ser les structures sociales. C'est ce que l'on peut lire déjà dans le *Manifeste communiste* de 1847⁴⁸.

Les anarchistes mettent les choses sens dessus dessous. Ils déclarent que la révolution prolétarienne doit commencer en abolissant l'organisation politique de l'État. Or, la seule organisation dont le prolétariat dispose après sa victoire, c'est précisément l'État. Certes, cet État doit subir des changements très considérables avant de pouvoir remplir ses nouvelles fonctions, mais le détruire à ce moment-là, ce serait détruire le seul organe grâce auquel *le prolétariat victorieux puisse précisément faire valoir la domination qu'il vient de conquérir pour écraser ses adversaires capitalistes et entreprendre le révolutionnement économique de la société*, faute de quoi toute victoire devra s'achever par une nouvelle défaite et par un massacre général des ouvriers, comme ce fut le cas de la Commune de Paris⁴⁹.

⁴⁸ Cf. chapitre II, fin. Engels fait évidemment allusion aux fameuses interventions *despotiques* dans les rapports de production que le prolétariat prend contre la bourgeoisie en faisant usage de sa domination politique. Nous avons reproduit ce passage plus loin.

⁴⁹ Les découvertes scientifiques de Marx, depuis les écrits de sa prime jeunesse jusqu'au *Capital*, etc., sur la société communiste après la transition de la dictature du prolétariat - but de tous ses efforts - ont obtenu une éclatante confirmation expérimentale dans le soulèvement de la Commune qui tenta de réaliser le programme social défini à l'avance par Marx.

Dans son ouvrage fondamental sur *l'Etat et la Révolution*, Lénine définit *par opposition* la conception marxiste du passage au socialisme : « Les utopistes se sont occupés à « découvrir » les formes politiques où devait se produire la transformation socialiste de la société. Les anarchistes ont éludé la question des formes politiques en général. Les opportunistes de la social-démocratie contemporaine ont accepté les formes politiques bourgeoises de l'Etat démocratique parlementaire comme une limite que l'on ne saurait franchir ; ils se sont brisé le front à prier devant ce « fétiche », et ils ont qualifié d'anarchisme toute tentative de démolir ces formes ». Ces définitions permettent *a contrario* de mieux saisir la conception marxiste. D'abord, Lénine souligne que Marx a déduit scientifiquement dès le début la nécessité de la phase transitoire de dictature du prolétariat, et qu'il a pu par la suite en préciser les formes en partant strictement de l'observation de la lutte des classes en acte, notamment lors des révolutions de 1848 et de 1871. Il faut ensuite remarquer que les diverses conceptions utopiste, anarchiste et social-démocrate se complètent : les utopistes, se fiant à la seule volonté politique des gouvernants en place pour réaliser leur modèle de société, ignorent complètement que le communisme est le mouvement économique même de la société moderne, qui tend à outrepasser d'ores et déjà les limites de la société capitaliste surannée ; les anarchistes ignorent que les masses doivent - en faisant converger leur action avec le mouvement matériel vers le communisme - abattre l'Etat politique qui coiffe les anciennes formes de production de classe et opposer de nouvelles formes politiques de violence aux vestiges de cet Etat et des rapports d'appropriation privée ; quant aux sociaux-démocrates, ils font la synthèse de ces deux déviations, au sens où ils ont le fétichisme des formes politiques bourgeoises existantes et, comme les anarchistes, ils ne peuvent dépasser les formes de production et d'appropriation existantes du fait qu'ils ne leur opposent pas d'autres forces politiques révolutionnaires pour les abattre. Il n'est pas besoin d'insister sur

Révolution et moyens dictatoriaux

[Retour à la table des matières](#)

Pourquoi les antiautoritaires ne se bornent-ils pas à crier contre l'autorité politique, l'État ⁵⁰ ? Tous les socialistes sont d'accord sur le fait que l'État politique et, avec lui, l'autorité politique disparaîtront à la suite de la révolution sociale future, autrement dit que les fonctions publiques perdront leur caractère politique et se transformeront en simples administrations veillant aux véritables intérêts sociaux. Mais les antiautoritaires demandent que l'État politique autoritaire soit aboli d'un seul coup, avant même que ne soient supprimées les conditions sociales qui l'ont fait naître. Ils réclament que le premier acte de la révolution sociale soit l'abolition de l'autorité.

Ont-ils jamais vu une révolution, ces messieurs ?

Une révolution est certainement la chose la plus autoritaire qui soit, c'est l'acte par lequel une fraction de la population impose sa volonté à l'autre au moyen de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires s'il en est ; et le parti victorieux, s'il ne veut pas avoir combattu en vain, doit continuer à dominer avec la *terreur* que ses armes inspirent aux réactionnaires. La Commune de Paris eût-elle pu se maintenir un seul jour si elle n'avait pas usé de l'autorité d'un peuple en armes contre la bourgeoisie ? Ne faut-il pas, au contraire, la critiquer de ce qu'elle ait fait trop peu usage de son autorité ?

Donc, de deux choses l'une : ou bien les antiautoritaires ne savent pas ce qu'ils disent et, dans ce cas, ils ne font que semer la confusion, ou bien ils le savent et, dans ce cas, ils trahissent la cause du prolétariat. De toute façon, ils servent la réaction.

le fait que, pour Lénine, les formes politiques révolutionnaires ainsi que l'Etat de la dictature du prolétariat n'étaient que des phénomènes transitoires qui entraient en veilleuse avec l'abolition des derniers vestiges des classes.

⁵⁰ Cf. ENGELS, in *Almanacco repubblicano*, décembre 1873, in *Werke*, t. 18, p. 308.

Nous ne prétendons pas ici mentionner tous les passages où Marx-Engels ont parlé de la nécessité de la dictature tout au long de leur vie. Il ne s'agit pas d'accumuler des preuves pour convaincre ceux qui veulent croire ou ne veulent pas croire, mais d'éclairer les raisons objectives pour lesquelles l'avènement du communisme implique la violence, la dictature, en un mot, la révolution.

Toute cette affaire n'était ni préparée, ni organisée, ni dirigée ⁵¹. On n'avait pas fixé de but aux grèves, et on ne s'était pas concerté sur l'action à mener. C'est ce qui explique que les grévistes hésitèrent dès que les autorités firent preuve de la moindre résistance, et que les ouvriers furent incapables de surmonter leur respect de la loi...

C'est pourquoi une force militaire et policière minimale suffit à tenir les masses en échec. On a vu à Manchester comment des milliers d'ouvriers furent encadrés et cernés sur une place par quatre ou cinq dragons qui tenaient les issues !

Le principe de la « révolution légale » avait tout paralysé. C'est ainsi que l'entreprise échoua. Tous les ouvriers reprirent le travail lorsque leurs maigres économies furent dépensées et qu'il ne leur resta plus rien à manger.

La seule chose qui fut et reste utile dans tout cela pour les sans-réserves, c'est la conscience qu'*une révolution par des voies légales est impossible, et que seule une révolution violente des rapports aberrants de la présente société – c'est-à-dire un renversement radical de l'aristocratie foncière et industrielle – peuvent améliorer la situation matérielle des prolétaires.*

Déjà la bourgeoisie centralise considérablement ⁵². Loin d'en être désavantagé, le prolétariat se trouve mis en état par cette *centralisation* de s'unifier, de se sentir comme classe, de s'approprier dans la démocratie une conception politique adéquate et, pour finir, de vaincre la bourgeoisie. Le prolétariat démocrate n'a pas seulement besoin de la centralisation amorcée par la bourgeoisie, il devra la pousser bien plus avant.

Pendant le court moment où le prolétariat a été à la tête de l'État durant la Révolution française – lors du règne de la Montagne – il a réalisé la centralisation

⁵¹ Cf. ENGELS, *les Crises anglaises*, 9-12-1842, in *Werke*, t. 5, p.402.

C'est de l'expérience des luttes du prolétariat international – en Angleterre des années 1840, comme en France en 1793, ou encore à l'échelle de l'Europe en 1848-49 - , et non d'opinions personnelles, que le parti Marx- Engels a tiré ses prévisions et directives en vue de la victoire de la révolution future, à savoir la revendication des moyens illégaux, de la terreur, de la centralisation, etc.

⁵² ENGELS , *La Guerre civile suisse*, in *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 14-11-1847, in *Werke*, t. 4, p.396-97.

par tous les moyens, avec la grenaille et la guillotine. S'il revient maintenant au pouvoir, le prolétariat démocratique devra centraliser non seulement chaque pays pour lui-même, mais encore tous les pays civilisés dans leur ensemble, et ce, aussi rapidement que possible.

Pour ce qui est de l'État, toute la situation fluctuante après une révolution exige une dictature, et même une dictature énergique ⁵³. Depuis le début, nous avons reproché à Camphausen de ne pas agir de façon dictatoriale, de ne pas briser et extirper immédiatement les vestiges des institutions surannées. Et tandis qu'il se berçait d'illusions constitutionnelles, le parti vaincu de la réaction renforçait ses positions au sein de la bureaucratie et de l'armée et se risquait même, çà et là, à reprendre la lutte.

À supposer que la contre-révolution tiendrait dans toute l'Europe par les *armes*, elle mourrait dans toute l'Europe par l'*argent* ⁵⁴. La fatalité qui annulerait la victoire serait la *faillite* européenne – la *faillite* de l'État. Les pointes des baïonnettes se brisent aux piques de l'« économie » comme de l'amadou qui s'effrite. Mais l'évolution n'attend pas l'échéance de ces traites que les États européens ont tirées sur la nouvelle société.

À Paris sera donnée la réplique décisive aux journées de juin. Lorsque la République rouge vaincra à Paris, les armées des différents pays seront projetées de l'intérieur vers les frontières et se déverseront à l'extérieur : la *puissance réelle* des partis en lutte se révélera, dès lors, dans toute sa pureté. Nous nous souviendrons alors de Juin et d'Octobre 1848 – et nous crierons à notre tour : *Malheur aux vaincus !*

⁵³ Cf. MARX, *la Crise et la contre-révolution*, 14-9-1849, in *Werke*, t. 5, p.402.

Les révolutionnaires succombent le plus souvent par excès d'honnêteté, par magnanimité, indulgence, etc. (voir la Commune) ; la contre-révolution enseigne rudement aux prolétaires qu'il leur faut agir énergiquement en revendiquant les méthodes radicales prônées par le Parti, qui a tiré les leçons des défaites dans les luttes du passé.

Ainsi Engels écrit-il à Marx le 20-7-1851 : « Les gaillards sont de plus en plus enclins à admettre la nécessité d'une domination du prolétariat usant transitoirement de la terreur » (in *Werke*, t. 27, p.287).

⁵⁴ Cf. MARX, *la Nouvelle Gazette rhénane*, 19-5-1849, in *Werke*, t. 6, p.505.

A la fin de cet article, Marx lie la violence révolutionnaire à la perspective du soulèvement révolutionnaire de la classe ouvrière en France et à une guerre mondiale consécutive.

Les vains massacres depuis les journées de Juin et d'Octobre, les longs sacrifices depuis Février et Mars, le cannibalisme même de la contre-révolution forgeront chez les peuples la conviction qu'il n'existe qu'*un seul* moyen de concentrer, d'*abrég*er et de simplifier les souffrances d'une vieille société agonisante et les douleurs sanglantes de l'accouchement d'une société nouvelle : *le terrorisme révolutionnaire*.

Dans ces conditions, à quoi bon vos phrases hypocrites en vue de trouver l'impossible prétexte pour nous condamner ?

Nous sommes sans pitié, et nous ne vous demandons pas de nous ménager. Lorsque ce sera notre tour, nous ne chercherons pas d'excuses à notre terrorisme. Mais, les terroristes royalistes, les terroristes par la grâce de Dieu et du Droit, s'ils sont brutaux, méprisables et vulgaires dans la pratique, sont lâches, sournois et hypocrites en théorie ; bref, dans les deux cas, ils n'ont pas d'honneur.

Dictature du prolétariat et Parti de classe

*Statuts de la Ligue des communistes*⁵⁵

Article 1. - Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, l'abolition de la vieille société bourgeoise, fondée sur les antagonismes de classe, et l'instauration d'une société nouvelle, sans classes et sans propriété privée.

Article 2. - Les conditions d'adhésion sont :

⁵⁵ Cf. *Werke*, t. 4, p.596.

Tout au cours de leur longue activité de parti, dès la fondation de la Ligue des communistes en 1847, Marx et Engels n'ont cessé de le répéter : le parti de classe est l'organe qui prépare le prolétariat à la conquête du pouvoir et à l'exercice de la dictature pour renverser les obstacles à l'essor des forces productives des producteurs associés.

Ne serait-ce que pour forger des militants, le parti doit tendre à créer en son sein un milieu farouchement anti-bourgeois (qui se distingue totalement des attitudes en apparence anticonformistes, mais en réalité sous-bourgeoises, des gauchistes, etc.) en ce qu'il annonce déjà dans une large mesure les caractères de la société communiste.

Le camarade, le militant communiste et révolutionnaire est celui qui a su oublier, renier, s'arracher de l'esprit et du cœur la classification dans laquelle l'a rangé l'état-civil de cette société en putréfaction, c'est celui qui se voit et s'intègre dans la perspective millénaire qui unit nos ancêtres des tribus en lutte contre les bêtes féroces aux membres la communauté future, vivant dans la fraternité et la joyeuse harmonie de l'homme social.

- a) un mode de vie et une activité conformes à ce but ;
- b) une énergie révolutionnaire et un zèle propagandiste ;
- c) faire profession de communisme ;
- d) s'abstenir de participer à toute société politique ou nationale anti-communiste, et informer le Comité supérieur de l'inscription à une société quelconque...

*Déclaration de principe de la Société universelle
des communistes révolutionnaires* ⁵⁶

Article 1. - Le but de l'association est la déchéance de toutes les classes privilégiées, de soumettre ces classes à la dictature des prolétaires, en maintenant la révolution en permanence jusqu'à la réalisation du communisme, qui doit être la dernière forme de constitution de la famille humaine.

Article 2. - Pour contribuer à la réalisation de ce but, l'association formera des liens de solidarité entre toutes les fractions du parti communiste révolutionnaire en faisant disparaître, conformément au principe de la fraternité républicaine, les divisions en nationalités.

Article 3. - Le comité fondateur de l'association est constitué en Comité central, et établira, partout où ce sera nécessaire à la réalisation de l'œuvre, des comités qui correspondront avec le Comité central...

Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes ⁵⁷. Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême, l'abolition des classes. La coalition des forces ouvrières déjà obtenue par les luttes économiques doit aussi servir de levier aux mains de cette classe, dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploiters. Les seigneurs de la terre et les seigneurs du capital se serviront

⁵⁶ Cf. *Werke*, t. 7, p.553-554, avril 1850.

L'élément communiste par excellence dans le capitalisme, c'est le parti communiste. Il lutte à la tête du prolétariat pour le communisme qu'il incarne sous sa forme la plus haute possible dans les conditions des sociétés de classe. Il ne se laisse donc pas définir par des règles bureaucratiques, mais seulement par son être, son programme qui préfigure à grands traits l'irruption de la société communiste de l'espèce humaine libérée et consciente. Comme le révolutionnaire Prométhée avait volé à Jupiter le secret du feu, le parti du prolétariat moderne a volé la connaissance des caractères de la société communiste. Telle est sa première arme qui n'a rien à voir avec une stérile analyse de la nature de la société dominée par le capital, avec son écœurante chronique au jour le jour.

⁵⁷ Cf. Engels à F.A. Sorge, 21-9-1872.

toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques, et asservir le travail. La conquête du pouvoir politique devient donc le premier devoir du prolétariat.

Comme tout parti politique tend à s'assurer la domination de l'État, le Parti ouvrier social-démocrate allemand s'efforce nécessairement d'instaurer sa domination qui est celle de la classe ouvrière, soit une « domination de classe »⁵⁸. Qui plus est, depuis les chartistes anglais, *tout* véritable parti prolétarien prône une politique de classe, l'organisation du prolétariat comme parti politique indépendant en tant que condition première de sa lutte, et la dictature du prolétariat en tant que but immédiat de sa lutte. En déclarant cela « absurde », Mülberger s'est placé lui-même hors du mouvement prolétarien et a pris rang dans la sphère du socialisme petit-bourgeois.

L'Internationale et la conquête du pouvoir

Etant donné les conditions actuelles, le grand devoir de la classe ouvrière est de conquérir le pouvoir politique⁵⁹. Il semble que les ouvriers en prennent conscience. On assiste, en effet, à une reprise du mouvement aussi bien ici en Allemagne, qu'en France et en Italie, où l'on tente pareillement de restaurer le parti ouvrier. Un élément de son succès, c'est le nombre. Toutefois, le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par une claire conscience commune. L'expérience du passé a amplement démontré que si l'on dédaigne de nouer ce lien fraternel entre les travailleurs des différents pays pour les entraîner à faire front ensemble dans leurs luttes pour l'émancipation, la sanction en sera l'échec commun de ces assauts désordonnés. C'est cette conviction qui A POUSSÉ LES TRAVAILLEURS DES DIFFERENTS PAYS À FONDER *l'Association internationale* à l'occasion de l'assemblée publique tenue le 28 septembre 1864 à St. Martin's Hall⁶⁰.

⁵⁸ Cf. ENGELS, *la Question du Logement*, 10-1-1887, Ed. Sociales, p.98.

⁵⁹ Cf. MARX, Adresse inaugurale de l'Association internationale de travailleurs, in *Werke*, t. 16, p.12-13.

⁶⁰ Cette création de la 1^{ère} Internationale par les ouvriers eux-mêmes illustre la thèse centrale de Marx selon laquelle le parti, qui fait hausser le prolétariat, de classe exploitée par le capital, en classe pour elle-même, consciente et révolutionnaire parce qu'organisée en vue de

A propos de l'Internationale, Marx dit que le grand succès qui a couronné jusqu'alors ses efforts, est dû à des circonstances qui dépassent le pouvoir de ses membres eux-mêmes ⁶¹. La fondation de l'Internationale elle-même a été le résultat de telles circonstances et n'est pas due aux efforts des hommes qui se sont attachés à cette œuvre. Ce n'est donc pas le fruit d'une poignée de politiciens habiles: tous les politiciens du monde réunis n'auraient pu créer les conditions et les circonstances qui furent nécessaires pour assurer le succès de l'Internationale...

Le dernier mouvement a été le plus grand de tous ceux qui se sont produits jusqu'ici, et il ne peut y avoir deux opinions à son égard: la Commune a été la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière. Il y a eu de nombreux malentendus sur la Commune. Celle-ci ne devait pas asseoir une nouvelle forme de domination de classe. Lorsque les présentes conditions d'oppression seront éliminées grâce au transfert des moyens de production aux travailleurs productifs et à l'obligation faite à tous les individus physiquement aptes de travailler pour vivre, on aura détruit l'unique raison d'être d'une quelconque domination de classe et d'oppression.

Mais avant de réaliser un changement socialiste, il faut une dictature du prolétariat, dont une condition première est l'armée prolétarienne. Les classes ouvrières devront conquérir sur le champ de bataille le droit à leur propre émancipation. La tâche de l'Internationale est d'organiser et de concerter les forces ouvrières dans le combat qui les attend ⁶².

son émancipation, est créé par le prolétariat en lutte, ce qui est le premier maillon essentiel de l'émancipation de la classe ouvrière en tant que « l'œuvre de la classe ouvrière elle-même » (Statuts de l'A.I.T.).

⁶¹ Cf. MARX, Discours à l'occasion du 7^e anniversaire de la Première Internationale, 1871.

⁶² Si la conquête du pouvoir par le prolétariat est forcément nationale par la forme (en tout cas au début), la révolution communiste est par nature internationale, tout comme le prolétariat, et cela s'exprime dans son parti qui doit diriger la dictature « nationale » en la subordonnant à la stratégie internationale. C'est en ce sens que l'on peut écrire, en rapport avec le pouvoir prolétarien en Russie et la Troisième Internationale : « Les marxistes ont toujours été pour l'attaque révolutionnaire même dans un seul pays, pour ce qui est de la stratégie politique en vue de la conquête du pouvoir. Pour ce qui est de la transformation de la structure sociale en socialisme - définie avec l'expression erronée de « construction du socialisme », alors qu'il s'agit de destruction du capitalisme - elle a toujours été considérée comme une proposition possible *même dans un seul pays*. Mais sous deux conditions d'évidence cristalline chez Marx et Lénine : premièrement, que le capitalisme dans ce pays existe pleinement ; deuxièmement, que le prolétariat vainqueur de ce pays sache appliquer la consigne : « Nous ne sommes pas venus pour porter la paix, mais la guerre ! », c'est-à-dire reste solidement lié à l'Internationale et à la lutte révolutionnaire du prolétariat du reste du monde » Cf. *Struttu-*

I. PRAXIS ET THÉORIE
DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

2. Tentatives de conquête du pouvoir
à l'aube du capitalisme

*Tentatives communistes
durant la révolution bourgeoise*

[Retour à la table des matières](#)

Dès sa naissance, la bourgeoisie est bâtie de son antagoniste: les capitalistes ne peuvent exister sans travailleurs salariés, et à mesure que le bourgeois des corporations médiévales devenait le bourgeois moderne, le compagnon des corporations et le journalier délié des liens féodaux devenaient le prolétaire, même si, dans l'ensemble, la bourgeoisie pouvait prétendre représenter également, *dans la lutte contre la noblesse*, les intérêts des diverses classes laborieuses de ce temps-là, on vit cependant, à chaque grande révolution bourgeoise, éclater des soulèvements autonomes de la classe qui était la devancière plus ou moins développée du prolétariat moderne ⁶³. Ainsi vit-on se dresser, durant la Réforme allemande et la

ra economica e sociale della Russia d'oggi, Ed. Il Programma Comunista, 1976, p.85-86, voir aussi p. 90.

⁶³ Cf. ENGELS, Socialisme utopique et socialisme scientifique, in Werke, t. 19, p.191.

Engels évoque ici les interventions despotiques jaillies spontanément – donc déterminées par les conditions économiques et sociales de classe que l'on peut donc théoriser en lois systématiques – et prises par le prolétariat dès ses débuts, notamment au cours de la révolution capitaliste, alors que la bourgeoisie est encore progressive. Le programme révolutionnaire ainsi établi définit, en conséquence, les mesures qu'aujourd'hui encore le prolétariat peut être amené à prendre dans les pays attardés des continents de couleur dans tous les secteurs arriérés que la bourgeoisie a négligés, s'il y parvient au pouvoir – et dans le meilleur des cas en liaison avec la classe ouvrière des métropoles développées.

Ces mesures de nature plébéienne manifestent quel est l'intérêt autonome des masses laborieuses, et définissent en même temps leurs méthodes et capacités d'action révolutionnaires dans des conditions où la révolution politique est relativement facile à effectuer, alors

Guerre des paysans, Thomas Münzer; durant la grande révolution anglaise, les niveleurs; durant la grande révolution française, Babeuf. A ces levées de boucliers révolutionnaires d'une classe encore embryonnaire, correspondaient des formulations théoriques : aux XVIème et XVIIème siècles, des peintures utopiques d'une société idéale ; au XVIIIème siècle, des théories déjà franchement communistes (Morelly et Mably). La revendication de l'égalité ne se limitait pas seulement aux droits politiques, elle devait s'étendre encore à la condition sociale de chacun. Ce n'était plus seulement les privilèges de classe qui devaient être abolis, mais les différences de classe elles-mêmes ⁶⁴...

Alors déjà, il était impossible à la fraction plébéienne de s'en tenir à une simple lutte contre le féodalisme et la bourgeoisie privilégiée. Car elle – la fraction absolument sans propriété – devait déjà mettre en question des institutions, des idées et des conceptions communes à toutes les formes de société qui reposaient sur des antagonismes de classe... Dans ces conditions, tout parti bourgeois placé à

que les bouleversements économiques et sociaux sont d'une difficulté et d'une complexité terribles étant donné la distance qui sépare le bas niveau des forces productives de départ avec le niveau extrêmement élevé qu'implique la société communiste épanouie.

Les théoriciens du prolétariat révolutionnaire que sont Marx et Engels se penchèrent avec passion sur ces grands moments de l'histoire, et en déduisirent leur théorie de la *révolution permanente* (à l'échelle d'un pays isolé, d'une part, et à celle du monde entier où règnent les pires disparités de développement à l'ère de la domination bourgeoise, d'autre part). Celle-ci se fonde sur une stratégie de lutte essentiellement indirecte, au sens où, bien que le prolétariat tienne le pouvoir politique en mains, il applique à un rythme accéléré, à sa manière et avec infiniment *moins* de souffrances et de gaspillages de forces et de ressources naturelles, le programme d'élévation des forces productives qu'aurait dû réaliser la bourgeoisie. Ce programme se distingue de celui qui implique une tactique directe dans les pays capitalistes développés, où le prolétariat s'il est au pouvoir doit essentiellement détruire les rapports bourgeois de production qui engendrent la surproduction et donc aussi de la misère et de l'exploitation.

Les textes de Marx-Engels sur les pays attardés ont gardé toute leur valeur actuelle, car tout au long de cet après-guerre de telles « révolutions (prolétariennes ou plébéiennes) dans la révolution (bourgeoise) » ont marqué ce que l'on a appelé bourgeoisement la « décolonisation » des continents de couleur. Cette phase plébéienne a été surtout marquante et déterminante dans les révolutions les plus radicales, au Vietnam, en Chine, en Algérie, en Angola et au Mozambique : Cf. MARX-ENGELS, *la Chine*, Ed. 10/18, 1973, les sections sur *le Bond par-dessus le capitalisme*, p.61-141, et sur *la Révolution chinoise*, p.143-190.

⁶⁴ Le parti plébéien inscrit d'instinct sur son drapeau le *but* qui est celui du prolétariat moderne : abolition de toutes les sociétés de classe ! Il se démarque ainsi nettement des autres partis révolutionnaires, ce qui est la condition de toute stratégie autonome. A l'inverse, l'opportunisme qui proclame que « le mouvement est tout » ne représente que la force de suggestion de la bourgeoisie au sein du prolétariat (cf. Rosa Luxemburg, *Réforme ou révolution ?* PCM, p.16-17 et 81).

la tête de la révolution se voit débordé dans ce mouvement même par le parti plébien ou prolétariat qu'il a derrière lui.

De même que la philosophie religieuse de Münzer frisait l'athéisme, son programme politique frisait le communisme, et plus d'une secte communiste moderne, encore à la veille de la révolution de mars (1848), ne disposait pas d'un arsenal théorique plus riche que celui des « Münzériens » du XVI^e siècle ⁶⁵. Ce programme, qui était moins la synthèse des revendications des plébéiens de l'époque que l'*anticipation géniale des conditions d'émancipation des éléments prolétaires* en germe parmi ces plébéiens, exigeait l'instauration immédiate du royaume de Dieu, du royaume millénaire sur terre prophétisé, par le retour de l'Eglise à son origine et par la suppression de toutes les institutions en contradiction avec cette Eglise soi-disant primitive, mais en réalité toute nouvelle. Pour Münzer, le royaume de Dieu n'était pas autre chose qu'un état de société où il n'y aurait plus aucune différence de classe, aucune propriété privée, aucun pouvoir d'État autonome et étranger faisant face aux membres de la société. Toutes les autorités existantes, si elles refusaient de se soumettre et d'adhérer à la révolution, devaient être renversées ; tous les travaux et les biens devaient être mis en commun et l'égalité la plus complète régner. Une Ligue devait être fondée pour réaliser ce programme non seulement dans toute l'Allemagne, mais dans l'ensemble de la chrétienté. Les princes et les nobles seraient conviés à se joindre à elle ; s'ils s'y refusaient, la Ligue, à la première occasion, les renverserait les armes à la main ou les tuerait.

Au soir de la victoire contre les puissances féodales, il est de règle que la minorité victorieuse se scinde en deux : une des deux moitiés est contente du résultat obtenu, l'autre veut encore aller plus loin et pose de nouvelles revendications qui correspondent aux intérêts véritables, ou apparents des grandes masses populaires ⁶⁶. Ces revendications plus radicales furent aussi réalisées dans certains cas,

⁶⁵ Cf. ENGELS, *la Guerre des Paysans en Allemagne*, in *Werke*, t. 7, p. 353-354. Outre sa prévision impeccable de la société future, le parti communiste de Münzer anticipait déjà clairement les moyens de l'émancipation prolétarienne en revendiquant l'organisation en parti à l'échelle internationale et l'emploi des méthodes révolutionnaires dictatoriales.

⁶⁶ Cf. ENGELS, Introduction de 1895 aux *Luttes de classe en France*, in *Werke*, t. 22, p.513-514.

mais souvent elles ne le furent qu'un instant car le parti le plus modéré reprenait le dessus, ce qui venait d'être acquis était alors perdu à nouveau en totalité ou en partie; les vaincus criaient à la trahison ou rejetaient la défaite sur le hasard. Mais, en réalité, les choses étaient le plus souvent ainsi : les conquêtes de la première victoire n'étaient assurées que par la deuxième victoire du parti le plus radical ; une fois ceci acquis, c'est-à-dire ce qui était MOMENTANEMENT nécessaire, les éléments radicaux disparaissaient à nouveau du théâtre d'opérations et leur succès aussi...

L'émancipation *politique* constitue, assurément, un grand progrès ⁶⁷. Elle n'est pas, il est vrai, la dernière forme de l'émancipation humaine, mais elle est la dernière forme de l'émancipation humaine *dans l'ordre du monde actuel...*

Evidemment, au temps où l'*État politique*, en tant que tel, naît violemment de la société bourgeoise, où l'émancipation humaine tend à s'accomplir sous une forme politique individuelle, l'État peut et doit aller jusqu'à l'abolition et la suppression de la religion, au Maximum, à la confiscation, à l'impôt progressif, comme il va jusqu'à supprimer des vies et ne recule pas devant la guillotine. Au temps où l'État prend conscience de son existence propre, la vie politique cherche à étouffer ses prémisses – la société bourgeoise et ses éléments constitutifs – pour s'ériger en communauté réelle et harmonieuse de l'homme. Cependant, elle ne peut atteindre ce but qu'en se mettant en contradiction violente avec ses propres conditions d'existence, en déclarant la révolution à l'état *permanent*. Aussi le drame politique s'achève-t-il tout aussi nécessairement par la restauration de la religion, de la propriété privée et de tous les éléments de la société bourgeoise, que la guerre se termine par la paix...

⁶⁷ Cf. MARX, *la Question juive*, in *Werke*, t. 1, p.357.

Marx résume ici, en quelques mots, les différentes mesures despotiques que les plébéiens prirent spontanément, sous la pression irrésistible des événements, au cours de la révolution française. Les plébéiens résolurent alors les problèmes de ravitaillement en réglant le pain, puis tous les moyens de subsistance nécessaires, selon le principe anti-mercantile : « Qui a du fer, a du pain », puis les problèmes des fournitures aux armées en esquissant un plan de production et de distribution. Cf. *Terreur et transformations économiques et sociales*, dans *le Marxisme et la question militaire*, in *Fil du Temps* n°10, p.182-191.

Si, en conséquence, le prolétariat renverse la domination politique de la bourgeoisie, sa victoire ne sera que passagère : elle sera un simple élément au service de la révolution bourgeoise elle-même, comme ce fut le cas en 1794. Il en sera ainsi tant que les conditions matérielles ne sont pas créées au cours de l'histoire, du « mouvement », qui rendent nécessaire l'abolition du mode de production bourgeois, c'est-à-dire rendent nécessaire le renversement définitif de la domination politique de la bourgeoisie.

La question difficile à résoudre pour nous est la suivante : sur le continent, la révolution est imminente et prendra un caractère socialiste, mais ne sera-t-elle pas étouffée dans ce petit coin du monde? En effet, sur un terrain beaucoup plus vaste, *le mouvement de la société bourgeoise est encore ascendant* ⁶⁸.

Perspective de bond par-dessus le capitalisme : l'exemple du communisme primitif en Russie

Une circonstance très favorable, au point de vue historique, à la survie de la « commune agricole » (en Russie) par voie de son développement ultérieur, c'est qu'elle est non seulement contemporaine de la production capitaliste occidentale et peut ainsi s'en approprier les fruits sans s'assujettir à son *modus operandi*, mais qu'elle a survécu à l'époque où le système capitaliste se présentait encore intact, qu'elle le trouve au contraire, dans l'Europe occidentale aussi bien que dans les États-Unis, en lutte tant avec les masses travailleuses qu'avec la science et les

⁶⁸ Cf. Marx à Engels, 8-10-1858, in *Werke*, t. 29, p.360.

Ce qui est extrêmement difficile à comprendre, c'est que le capitalisme est un stade certes transitoire mais absolument nécessaire dans l'histoire, et qu'il l'emporte sur toutes les autres formes de production – y compris celle que le prolétariat tente d'introduire – tant qu'il est révolutionnaire et progressif. Le secret de la défaite ouvrière de 1848, de 1871, de 1917 en Russie et des années 20 en Allemagne, etc., c'est que le capitalisme avait encore un terrain d'expansion formidable, sinon en Europe et en Amérique mêmes, du moins dans les continents de couleur. Le capitalisme est indispensable, au point que là où il est à peine développé, voire inexistant, c'est le prolétariat lui-même qui doit prendre sur lui le fardeau de l'édifier. Et il est bien difficile alors d'empêcher, *si ce pays est isolé*, que l'économie capitaliste n'imprime à la fin son sceau aux superstructures de l'Etat et de l'idéologie – comme Staline en a fait l'amère expérience. Un capitalisme amplement développé est la base matérielle complète du socialisme, et le passage sera aisé si le prolétariat parvient à conquérir le pouvoir politique.

forces productives mêmes qu'il a engendrées – en un mot, dans une crise qui finira par son élimination, par un retour des sociétés modernes à une forme supérieure d'un type « archaïque » de la propriété et de la production collectives ⁶⁹.

En somme, la question se pose : la *communauté agricole russe*, forme de l'archaïque propriété commune du sol, pourra-t-elle, alors qu'elle est déjà fortement minée, passer directement dans la forme supérieure, à la propriété collective communiste ⁷⁰ ? Ou bien devra-t-elle, au contraire, parcourir auparavant le même processus de dissolution qui caractérise le développement historique de l'Occident ?

La seule réponse que l'on puisse faire dans la situation actuelle est la suivante : si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident, de sorte que toutes deux se complètent, l'actuelle propriété collective du sol en Russie pourra servir de point de départ pour une évolution communiste.

Mesures politiques de préparation à la lutte de classe contre la bourgeoisie

Nous avons vu que bourgeoisie et prolétariat sont enfants d'une époque nouvelle, que tous deux tendent dans leur action sociale à éliminer le fatras hérité de

⁶⁹ Cf. MARX, Premier brouillon de la réponse à Véra Zassoulitch, 8-3-1881, in *Werke*, t. 19, p.390.

Marx scrute les possibilités sociales, pour certaines parties de l'humanité plus attardées, de ne pas succomber à la fatalité de l'ignoble phase capitaliste, en s'appuyant pour la Russie des années 1880 sur la commune agricole de communisme primitif *et* sur la révolution anticapitaliste en Europe de l'Ouest.

Faute de place, nous ne pouvons reproduire ici des passages absolument passionnants sur ce lumineux communisme primitif, fonds commun du développement de toutes les races et de toutes les nations. Certes, dans la *gens* (d'où vient le terme de société, alors que civilisation vient de propriété sur la maison et le lieu de résidence, et que capital vient – ô ironie ! - de tête de bétail), le communisme trouvait un ordonnancement fraternel, mais limité à un groupe racial pur, d'ordre disons *ethnocommuniste*, alors que *notre* communisme auquel tend notre programme historique n'est plus ethnique ou national, mais le *communisme de l'espèce*, rendu réalisable par les cycles de propriété, de pouvoir et d'expansion productive et mercantile que l'histoire a parcourus.

Il faudrait traduire ce qu'il est convenu d'appeler les longs « *manuscrits ethnologiques* » de Marx, inédits en français.

⁷⁰ Cf. MARX-ENGELS, Préface de 1882 à l'édition russe du *Manifeste*, in *Werke*, t. 19, p.296.

l'ancien régime ⁷¹. Ils ont, il est vrai, à mener entre eux une lutte très sérieuse, mais cette lutte ne peut être livrée à fond qu'à partir du moment où ils se trouvent seuls en face l'un de l'autre. Le vieux bataclan doit être jeté par dessus bord pour que le navire soit « paré pour le combat », à cela près que le combat ne se livre pas cette fois entre deux navires, mais à bord du même bâtiment, entre officiers et équipage.

La bourgeoisie ne peut conquérir le pouvoir politique, le traduire en Constitution et lois, sans mettre en même temps des armes entre les mains du prolétariat.

Quelles sont les réformes à introduire ? Ce sont celles que les *communistes* proposent en vue de *préparer* l'abolition de la propriété privée ⁷². Les mesures pour limiter la concurrence, l'accumulation de vastes capitaux entre les mains d'individus privés, toute limitation ou abolition du droit d'héritage, toute organisation du travail par l'État, etc. - toutes ces mesures ne sont pas seulement possibles en tant que mesures révolutionnaires, mais encore nécessaires. Elles seront possibles parce que tout le prolétariat insurgé se tiendra derrière elles et les soutiendra par la force des armes. Elles sont réalisables, en dépit de toutes les objections et

⁷¹ Cf. ENGELS, *la Question militaire prussienne et le Parti ouvrier allemand*, 1865, traduction française in MARX-ENGELS, *Ecrits militaires*, Ed. l'Herne, p.488.

Pour ce qui concerne la stratégie du prolétariat en vue de préparer l'assaut du pouvoir dans un pays arriéré tel que l'Allemagne des années 1848-50 (problème de l'alliance avec les classes petites bourgeoises, organisation autonome du parti, formations militaires et programme politique et social, etc.) cf. infra : *l'Adresse du Conseil central de la Ligue des communistes* de mars 1850 sur la révolution permanente.

Engels précisait, dans le même article de 1865, que « le Parti ouvrier n'interviendra pas en simple appendice de la bourgeoisie, mais en tant que parti indépendant, absolument distinct d'elle » (p.490) - même si l'on était encore à la veille de la révolution bourgeoise qui devait réaliser l'unité allemande.

⁷² Cf. ENGELS, *les Communistes et Karl Heinzen*, in *Werke*, t. 4, p.313-14.

De tels passages qui parlent du processus de la révolution communiste future comme si elle était arrivée ou était en cours, témoignent de la puissance formidable de la prévision marxiste qui, après avoir théorisé et systématisé l'expérience des luttes et échecs du passé, en tire les lois et principes de l'action révolutionnaire de demain au niveau économique et social semblable, puisque la révolution bourgeoise commencée en Angleterre se répète ensuite sur le continent européen, puis plus tard encore dans les continents de couleur.

C'est le Parti qui, en tant que facteur de volonté, de décision et de conscience de la classe, élabore de la sorte un programme dont l'exécution évitera aux masses révolutionnaires des détours, hésitations et doutes qui se traduisent par des échecs, voire la défaite : « la théorie devient une véritable force quand elle s'empare des masses » sous la pression irrésistible des antagonismes de la société bourgeoise, disait Marx quand est née la théorie communiste du prolétariat moderne.

inconvenients que leur adressent les économistes et précisément en raison des maux et inconvenients qui forceront le prolétariat à procéder toujours plus à fond, jusqu'à ce que la propriété privée soit totalement abolie, s'il ne veut pas perdre de nouveau ce qu'il a déjà conquis. Elles sont possibles en tant que *pas préparatoires*, étapes intermédiaires de transition vers l'abolition de la propriété privée, mais en aucun cas autre chose.

Monsieur Heinzen voudrait que ces mesures soient des mesures fixes, ultimes. Elles ne doivent rien préparer, mais être définitives. Pour lui, ce ne sont pas des moyens, mais un but. Elles ne sont pas ajustées à une situation révolutionnaire, mais à de paisibles conditions bourgeoises. Or, de cette façon, il les rend inefficaces et en même temps réactionnaires. Les économistes bourgeois ont même parfaitement raison quand ils opposent à M. Heinzen que ses mesures retardent sur la libre concurrence, car celle-ci est la forme d'existence ultime, la plus haute et la plus élevée de la propriété privée. Toutes les mesures qui partent de la base de la propriété privée tout en étant dirigées contre la libre concurrence sont réactionnaires, s'efforcent de restaurer des degrés de développement inférieurs de la propriété, et doivent donc finalement aussi succomber de nouveau devant la libre concurrence – ce qui rétablit la situation présente. Or, ces objections des bourgeois perdent leur force dès que l'on traite les réformes sociales mentionnées ci-dessus comme des interventions révolutionnaires de transition, alors qu'elles balaient de fond en comble la vision de M. Heinzen d'une république agraro-socialiste tricolore...

En somme, chez les communistes, ces mesures ont un sens et une raison parce qu'elles ne sont pas conçues comme des mesures arbitraires, mais dérivent nécessairement comme objectifs du développement de l'industrie, de l'agriculture, des rapports de distribution et de communication, ainsi que de la lutte de classe entre bourgeoisie et prolétariat qui y est liée. Ce ne sont jamais des mesures stables mais des mesures de salut public surgissant des hauts et des bas de la lutte des classes.

***Les revendications du parti communiste
en Allemagne (de 1848)*** ⁷³

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

1. L'Allemagne entière sera proclamée République une et indivisible.
2. Tout Allemand de 21 ans est électeur et éligible, à condition de ne pas avoir été frappé d'une peine criminelle.
3. Les représentants du peuple seront rétribués, afin que l'ouvrier puisse lui-aussi siéger au parlement du peuple allemand.
4. Tout le peuple sera en armes. À l'avenir, les armées seront en même temps des armées d'ouvriers. Ainsi, l'armée ne consommera pas seulement comme par le passé, mais produira encore plus que ce qu'il lui faut pour son entretien. C'est, en outre, un moyen d'organiser le travail dans la société.
5. L'administration de la justice est gratuite.
6. Toutes les charges féodales, avec toutes les contributions, corvées, dîmes, etc., qui ont pesé jusqu'ici sur la population rurale, sont supprimées sans qu'il y ait lieu au moindre dédommagement.

⁷³ Tract rédigé par Marx et Engels, imprimé à Paris le 30-3-1848 et diffusé en septembre à Cologne.

Dans ce programme de mesures de transition pour un pays arriéré, Marx-Engels s'inspirent d'abord de l'évolution économique du capitalisme lui-même qui, dans plusieurs pays déjà, avait apporté une solution aux problèmes de l'arriération. En ce sens aussi, mais *mutatis mutandis*, ils appliquaient, pour le compte du prolétariat, la formule utilisée dans *le Capital* Livre I à propos de l'Angleterre développée : le pays avancé montre la voie que doivent suivre tous les autres. Cependant, le prolétariat ne se substitue pas purement et simplement à la bourgeoisie, pour faire comme elle. Il a ses propres façons de faire et ses buts à lui qui sont tout opposés à ceux des bourgeois. Pour déterminer ces méthodes et ces pratiques, Marx ne tire pas de recettes de son cerveau, si puissant soit-il. Il s'inspire des luttes et des événements révolutionnaires où le prolétariat s'est révélé comme agent et facteur de l'histoire – notamment de la révolution française dans laquelle les plébéiens sont intervenus de façon despotique, quand ils étaient pratiquement au pouvoir en 1793-94. Lénine lui-même en parle quand il systématise, dans la *Catastrophe imminente...* à la veille d'Octobre 1917, le programme de transition avec les mesures immédiatement réalisables.

En un travail parfaitement impersonnel, de classe, Marx a donc synthétisé les mesures de transition du prolétariat dans sa révolution permanente, afin d'accélérer au maximum le processus de *passage au socialisme* en économie, dès lors que le prolétariat tient la barre du pouvoir politique.

7. Les domaines de princes et autres féodaux, toutes les mines, carrières, etc., seront transformées en propriété d'État. Dans ces domaines, l'exploitation agricole s'effectuera en grand, avec les procédés les plus modernes de la science, au profit de la collectivité entière.

8. Les hypothèques pesant sur les biens des paysans seront déclarées propriété d'État. Les paysans paieront à l'État les intérêts de ces hypothèques.

9. Dans les régions où le régime des baux à ferme est développé, la rente foncière ou le fermage sera payé à l'État sous la forme d'un impôt. Toutes les mesures indiquées aux numéros 6, 7, 8 et 9 sont prises sans diminuer les charges publiques et autres des cultivateurs et des petits fermiers, sans diminuer les ressources nécessaires à l'État pour couvrir ses frais, ni compromettre la production. Le propriétaire foncier proprement dit, à savoir celui qui n'est ni cultivateur ni fermier, ne contribue aucunement à la production, de sorte que sa consommation est un simple abus.

10. Une Banque d'État, dont la monnaie aura cours forcé, prendra la place de toutes les banques privées. Cette mesure permettra de régler dans l'intérêt de tout le peuple le système de crédit, et sape la domination des gros financiers. En substituant progressivement à l'or et à l'argent du papier-monnaie, elle fait baisser le coût de l'instrument indispensable au mode de distribution bourgeois, de l'étalon d'échange, et permet d'utiliser l'or et l'argent dans les rapports avec l'étranger. En fin de compte, *cette mesure est nécessaire pour river les intérêts de la bourgeoisie conservatrice à la révolution* ⁷⁴.

⁷⁴ Recherchant le même but avec les mêmes principes et la même doctrine, Lénine donne la même solution que Marx-Engels aux problèmes similaires. Ce fut la révolte des bourgeois et des propriétaires fonciers contre la révolution qui contraignit le parti bolchévik au pouvoir à des mesures plus radicales. Mais ce fut pour ainsi dire à son corps défendant (Marx déplorait, lui aussi, la fuite des capitalistes au moment de la Commune, qui aggravait la situation économique des masses et retardait les « solutions rationnelles » dans le domaine de la production). En effet, les mesures radicales ne réparent pas les dégâts causés par le sabotage des ex-classes dominantes ; elles ne peuvent que répondre aux besoins les plus urgents dans une situation grave. Le niveau des forces productives à la disposition de la classe ouvrière au pouvoir, donc le tremplin économique de la révolution, s'en trouve diminué de sorte que l'effort sera plus dur et plus long.

Ainsi Engels écrivait-il le 12-4-1853 à J.Weydemeyer : « Dans la pratique, nous serons toujours amenés à prôner et à utiliser des mesures radicales, sans nous laisser arrêter par quelque considération théorique que ce soit. Et c'est bien là le malheur... Or, à ce moment-là, on serait contraint par le peuple prolétarien, par ses propres revendications et plans interprétés plus ou moins faussement, sous la poussée d'une lutte de parti plus ou moins pas-

11. Tous les moyens de transport – chemins de fer, canaux, bateaux à vapeur, routes, postes, etc. - sont pris en main par l'État. Ils seront transformés en propriété d'État et les classes les plus démunies pourront les utiliser gratuitement.

12. La seule différence à introduire dans le système des traitements des fonctionnaires, c'est que ceux qui ont une famille, c'est-à-dire plus de *besoins*, touchent un traitement supérieur aux autres.

13. Séparation totale de l'Eglise et de l'État. Les ministres de toutes les confessions seront rétribués uniquement par les largesses de leurs coreligionnaires.

14. Restriction du droit de succession.

15. Introduction d'impôts fortement progressifs et suppression des impôts sur la consommation.

16. Création d'ateliers nationaux. L'État garantit l'existence à tous les travailleurs et assure l'entretien de ceux qui sont inaptes au travail.

17. Instruction générale et gratuite.

Il est de l'intérêt du prolétariat, des petits bourgeois et petits cultivateurs allemands d'œuvrer de toute leur énergie à la réalisation des mesures ci-dessus énoncées. C'est uniquement en les réalisant que les millions d'Allemands, exploités jusqu'ici par un petit nombre d'individus désireux de perpétuer l'oppression, pourront obtenir justice et conquérir le pouvoir qui leur revient puisqu'ils produisent toute richesse dans la société.

NOTA BENE: nous ne nourrissons pas l'espoir utopique que l'on proclame dès maintenant une République allemande une et indivisible, mais nous demandons au Parti démocrate radical de ne pas confondre le *point de départ* de la lutte et du mouvement révolutionnaire avec le *but final*. Il ne s'agit pas de réaliser telle ou telle opinion, ni telle ou telle politique; il s'agit de comprendre la marche de la révolution ⁷⁵.

sionnée, à *tenter de faire des bonds* en procédant à des expériences communistes, dont on sait mieux que quiconque que *leur temps n'est pas encore venu*. Ce faisant, on perd la tête, et il est à souhaiter que ce ne soit que physiquement parlant ». Cette lettre, fort importante par ailleurs, est en traduction française dans MARX-ENGELS, *le Parti de classe*, PCM, 1973, tome 2, p.63-65.

⁷⁵ Cf. MARX, *la Nouvelle Gazette rhénane*, 7-6-1848, in *Werke*, t. 5, p.42.

Phases de développement de la révolution à l'échelle de l'Allemagne

Les revendications de la petite bourgeoisie démocratique ne sauraient nullement suffire au parti du prolétariat ⁷⁶. Tandis que les petits bourgeois démocrates veulent arrêter la révolution au plus vite après avoir tout au plus réalisé leurs propres revendications, il est de notre intérêt et de notre devoir de *rendre la révolution permanente*, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été écartées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir et que non seulement dans un pays, mais dans tous les pays-clés du monde, l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour faire cesser dans ces pays la concurrence entre les prolétaires et concentrer dans leurs mains au moins les forces productives décisives. Notre but n'est pas de transformer la propriété privée, mais uniquement de l'anéantir ; ni de masquer les antagonismes de classes, mais d'abolir les classes ; ni d'améliorer la société existante, mais d'en fonder une nouvelle...

Dès que la victoire sera remportée, les petits bourgeois l'accapareront, inviteront les ouvriers à garder le calme, à rentrer chez eux et à se remettre à leur travail, à éviter les prétendus excès, et ils frustreront le prolétariat des fruits de la victoire. Il n'est pas au pouvoir des ouvriers d'empêcher les démocrates petit-bourgeois d'agir ainsi ; mais il est en leur pouvoir de rendre difficile cette montée des démocrates en face du prolétariat en armes, et de leur dicter des conditions telles que la domination des démocrates bourgeois renferme en soi, dès son origine, le germe de sa déchéance et que son éviction ultérieure par la domination du

⁷⁶ Cf. MARX-ENGELS, Adresse du Conseil central de la Ligue des communistes de mars 1850, in Werke, t. 7, p.246-254.

Après la défaite de la révolution en 1849, provoquée en Allemagne par la trahison de la bourgeoisie libérale, Marx prévoit que la prochaine phase révolutionnaire donnera la prépondérance au parti petit-bourgeois démocratique – particulièrement puissant dans ce pays – frauduleusement intitulé « socialiste ». L'opposition de classe du prolétariat à ce parti, qui cherche simplement à aménager la société bourgeoise et conserver le salariat, est totale. Mais les revendications démocratiques de ces petits bourgeois recourent partiellement celles du parti ouvrier (suppression du système féodal, réforme du crédit et de la fiscalité, république, etc.).

C'est donc le développement même de la lutte des classes – non seulement en Allemagne, mais aussi en France où le prolétariat lutte déjà directement pour son pouvoir de classe - qui conduit Marx à radicaliser les revendications prolétariennes, en vue du renversement du parti démocratique, l'adversaire le plus dangereux du communisme.

prolétariat s'en trouve considérablement facilitée. Il importe surtout que les ouvriers, pendant le conflit et immédiatement après le combat, réagissent autant que faire se peut contre l'apaisement préconisé par les bourgeois et forcent les démocrates à mettre à exécution leurs présentes phrases terroristes. Leurs efforts doivent tendre à ce que l'effervescence révolutionnaire directe ne soit pas une nouvelle fois réprimée aussitôt après la victoire. Il faut, au contraire, qu'ils la maintiennent le plus longtemps possible. Bien loin de s'opposer aux prétendus excès, aux exemples de vengeance populaire contre des individus haïs ou des édifices publics auxquels ne se rattachent que des souvenirs odieux, il faut non seulement tolérer ces exemples, mais encore en assumer soi-même la direction. Pendant et après la lutte, les ouvriers doivent en toute occasion formuler leurs propres revendications à côté de celles des démocrates bourgeois. Ils doivent exiger des garanties pour les ouvriers, dès que les bourgeois démocrates se disposent à prendre le gouvernement en main...

Il faut qu'à côté des nouveaux gouvernements officiels ils établissent aussitôt leurs propres gouvernements ouvriers révolutionnaires⁷⁷, soit sous forme d'administrations locales autonomes ou de conseils municipaux homogènes, soit sous forme de clubs ou de comités ouvriers, de façon que les gouvernements démocratiques bourgeois non seulement s'aliènent aussitôt l'appui des ouvriers, mais se voient dès le début surveillés et menacés par des autorités qui ont derrière elles toute la masse des ouvriers. En un mot : sitôt la victoire acquise, la méfiance du prolétariat ne doit plus se tourner contre le parti réactionnaire vaincu, mais contre ses anciens alliés, contre le parti qui veut exploiter seul la victoire commune...

Nous avons vu comment les démocrates arriveront au pouvoir lors du prochain mouvement et comment ils seront forcés de proposer des mesures plus ou moins socialistes. On se demande quelles mesures les ouvriers devront proposer

⁷⁷ C'est la fameuse « dualité du pouvoir » qui n'est possible que dans les pays – tels que la Russie de 1917 – qui ont fait une révolution double (où le prolétariat renverse dans un premier temps les classes dominantes pré-bourgeoises, puis s'organise pour arracher le pouvoir à ses ex-alliés petit-bourgeois). Depuis la Commune, c'est une loi marxiste que dans les pays capitalistes il n'est pas possible de noyauter de l'intérieur, ni de prendre de biais l'Etat : le premier acte de la révolution doit être une attaque frontale contre l'Etat bourgeois, ce qui exclut toute dualité de pouvoir d'Etat, s'appuyant sur les syndicats, conseils ouvriers, etc.

au contraire. Il va de soi qu'au début du mouvement les ouvriers ne peuvent encore proposer des mesures directement communistes ⁷⁸. Mais ils peuvent :

1/ Forcer les démocrates à intervenir, vers autant de directions que possible, dans l'organisation sociale existante, à en troubler le cours habituel, à se compromettre eux-mêmes, à concentrer entre les mains de l'État le plus possible de forces productives, de moyens de transport, d'usines, de chemins de fer, etc.

2/ Ils doivent pousser à l'extrême les propositions des démocrates qui, de toute façon n'agiront pas en révolutionnaires, mais simplement en réformistes, et transformer ces propositions en attaques directes contre la propriété privée. Si, par exemple, les petits bourgeois proposent de racheter les chemins de fer et les usines, les ouvriers doivent exiger que ces chemins de fer et ces usines, en tant que propriété des réactionnaires, soient simplement et sans indemnité confisqués par l'État. Si les démocrates proposent l'impôt proportionnel, les ouvriers réclament l'impôt progressif. Si les démocrates proposent eux-mêmes un impôt progressif modéré, les ouvriers exigent un impôt fortement progressif pour que le gros capital en soit ruiné. Si les démocrates réclament l'aménagement de la dette publique, les ouvriers réclament la faillite de l'État. Les revendications des ouvriers devront donc se régler partout sur les concessions et les mesures des démocrates.

Si les ouvriers allemands ne peuvent s'emparer du pouvoir et faire triompher leurs intérêts de classe sans parcourir en entier une évolution révolutionnaire très longue, ils ont cette fois du moins la certitude que le premier acte de ce drame révolutionnaire imminent coïncide avec la victoire directe de leur propre classe en France, et s'en trouve fortement accéléré.

⁷⁸ Le but du mouvement communiste est unitaire – toutes les mesures de transition de quelque niveau qu'elles soient y tendent : créer une économie unique et centralisée à l'échelle mondiale. Les mesures du passage au socialisme excluent donc un *modèle fixe* pour tous les pays, comme le proposaient les utopistes. Elles n'en sont pas moins strictement déterminées. En effet, elles doivent se greffer sur le niveau atteint par chaque secteur d'activité et la structure sociale et économique donnée, et les tâches qui en découlent sont dictées par les moyens propres à faire avancer d'un pas les forces productives. Avec une telle théorie générale du cours de l'humanité, la révolution politique peut s'effectuer à n'importe quel stade de développement d'un pays, si arriéré soit-il, dès lors que le capitalisme est déjà développé dans des pays plus avancés et que la liaison avec eux reste possible assez rapidement. C'est en ce sens qu'il y a *révolution permanente*, celle-ci partant de conditions largement précapitalistes pour converger vers le but final commun à toute l'humanité. Elle commence donc forcément par des mesures non encore socialistes.

Mais ils feront eux-mêmes le maximum pour parvenir à leur victoire définitive en prenant conscience de leurs intérêts de classe, en se posant dès que possible en parti indépendant, et ne se laisseront pas un seul instant détourner – par les phrases hypocrites des petits bourgeois démocratiques - de l'organisation autonome du parti du prolétariat. Leur cri de guerre doit être : La révolution en permanence !

Il va de soi que la grande industrie ne parvient pas au même degré de perfectionnement dans toutes les localités d'un même pays ⁷⁹. Mais cela n'arrête pas le mouvement de classe du prolétariat puisque les prolétaires engendrés par la grande industrie se placent à la tête de ce mouvement et entraînent toute la masse avec eux, et puisque les travailleurs exclus de la grande industrie sont placés dans une situation pire encore que les travailleurs de la grande industrie même. De même, les pays dans lesquels s'est développée une grande industrie agissent sur les pays plus ou moins dépourvus d'industrie dans la mesure où ces derniers sont entraînés par le commerce mondial dans la lutte de la concurrence universelle...

Selon notre conception, tous les conflits de l'histoire ont leur origine dans la contradiction entre les forces productives et le mode d'échanges. Il n'est du reste pas nécessaire que cette contradiction soit poussée à l'extrême dans un pays pour provoquer des conflits dans ce pays même. La concurrence avec des pays dont l'industrie est plus développée, concurrence provoquée par l'extension du commerce international, suffit à engendrer une contradiction de ce genre, même dans les pays dont l'industrie est moins développée (par exemple, le prolétariat latent en Allemagne, dont la concurrence de l'industrie anglaise provoque l'apparition).

⁷⁹ Cf. *l'Idéologie allemande*, Ed. Sociales, p.90-91.

A partir du moment où la bourgeoisie a formé le marché mondial et réalisé la concurrence universelle des nations, le prolétariat est lui-même une classe internationale dont les luttes se conditionnent mutuellement. La stratégie de conquête du pouvoir et les mesures révolutionnaires du prolétariat dans un pays arriéré exigent dès lors d'être définies par le parti en relation avec la lutte de celui des pays où l'industrie capitaliste est déjà développée. Ce dernier, au lendemain de la révolution, afin d'abrégé la difficile transition de ces pays arriérés vers le socialisme, y fera un transfert sans contrepartie de forces productives.

Programme révolutionnaire international dans les conditions de 1848

La suppression de la propriété privée est-elle possible d'un seul coup ⁸⁰ ? Non, pas plus qu'on ne peut accroître d'un seul coup les forces productives déjà existantes dans une mesure telle qu'on puisse établir une économie collective du jour au lendemain. La révolution prolétarienne, dont tout indique qu'elle approche, ne pourra par conséquent que transformer peu à peu la société actuelle.

Quel cours prendra cette révolution ? Avant toutes choses, elle établira un *régime démocratique* et, par là-même, directement ou indirectement la domination politique du prolétariat. Directement en Angleterre, où les prolétaires constituent déjà la majorité du peuple; indirectement en France et en Allemagne, où la majorité du peuple se compose non seulement de prolétaires, mais encore de paysans parcellaires et de petits bourgeois qui ne sont qu'en voie de transformation en prolétaires et, pour ce qui est de tous leurs intérêts politiques, dépendent de plus en plus du prolétariat, bref, qui devront par conséquent se plier bientôt aux revendications du prolétariat. Cela imposera peut-être bien une seconde bataille, mais qui ne peut se terminer que par la victoire du prolétariat ⁸¹.

La démocratie serait absolument inutile au prolétariat si elle ne servait pas de manière immédiate à mettre en œuvre d'autres mesures qui attaquent directement la propriété privée et assurent l'existence du prolétariat. Les plus importantes de ces mesures, qui découlent nécessairement dès maintenant des conditions existantes, sont les suivantes ⁸² :

⁸⁰ Cf. ENGELS, *Principes du communisme* in MEGA 1/6, p. 513-515.

⁸¹ Le parti communiste international élabore la stratégie pour les différents pays en fonction du développement des rapports de classes nationaux. La révolution communiste est internationale, et cela impose de combiner la tactique de conquête directe du pouvoir (frontale dans les pays développés) et la tactique indirecte (pour laquelle l'Allemagne était alors le pays type).

⁸² À quelques variantes près, ces mesures sont celles que propose *le Manifeste* « pour les pays les plus avancés » en 1848, en soulignant leur caractère contradictoire et temporaire : « Nous avons déjà vu plus haut que le premier pas dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie.

Le prolétariat se servira de la suprématie politique pour arracher peu à peu tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production dans les mains de

1- Limitation de la propriété privée au moyen d'impôts progressifs, lourdes taxes sur les successions, abolition de l'héritage⁸³ en ligne collatérale (frères, neveux, etc.), emprunts forcés, etc.

2- Expropriation graduelle des propriétaires fonciers⁸⁴, des fabricants, des propriétaires de chemin de fer et armateurs, en partie par la concurrence de l'industrie d'État, en partie directement contre indemnisation en assignats.

3- Confiscation des biens de tous les émigrés et rebelles insurgés contre la majorité du peuple.

4- Organisation du travail ou emploi des prolétaires dans les domaines, fabriques et ateliers grâce à quoi on pourra éliminer la concurrence des travailleurs entre eux ; les patrons des fabriques, aussi longtemps qu'ils continueront d'exister, seront obligés de verser les mêmes hauts salaires que l'État.

5- Même obligation de travailler pour tous les membres de la société jusqu'à l'abolition complète de la propriété privée, constitution d'armées industrielles, en particulier pour l'agriculture.

l'État, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour accroître le plus vite possible la masse des forces productives.

Naturellement, tout cela ne peut se faire d'emblée que par des interventions despotiques contre le droit de propriété et les rapports de production bourgeois, c'est-à-dire par des mesures apparemment insuffisantes et intenable du point de vue économique. Mais ces mesures, dans le mouvement même, poussent à leur propre dépassement et, de par leur propre dynamique, rendent nécessaires de nouvelles attaques contre l'ancien système de société : ce sont des moyens pour rendre inévitable le révolutionnement du mode de production tout entier » (Cf. MARX-ENGELS, *le Manifeste du Parti communiste*, in *Werke*, t. 4, p.481-82).

⁸³ Le *Manifeste* revendique simplement l'abolition du *droit d'héritage*.

Le lecteur trouvera les thèses de Marx sur le *Droit d'Héritage* parmi les mesures de transition in *le Conseil Général de la 1ère Internationale. 1868-1870*. Procès verbaux, Editions de Moscou, p.108-113, 280-282.

Les mesures de transition, comme celle-ci, liées à la phase démocratique ou bourgeoise frappent davantage les esprits par leur caractère *juridique*, immédiat, que les mesures plus particulièrement *économiques* qui révolutionnent pourtant plus en profondeur les rapports des hommes avec la société, la nature et leur production. Ce sont ces dernières qui sont spécifiques des révolutions dans les pays de capitalisme développé où l'exploitation repose sur un rapport économique de classe beaucoup plus que sur des privilèges juridiques, comme dans le féodalisme, par exemple. Au fond, les mesures juridiques et administratives de transition y sont relativement superficielles pour ce qui est de leur effet sur les rapports de production, quoiqu'elles ne soient certes pas négligeables pour balayer le fatras qui est en retard avec les conditions mêmes de l'économie capitaliste avancée.

⁸⁴ Le *Manifeste* précise : « Expropriation de la propriété foncière et affectation de la rente foncière aux dépenses de l'État ». Sur cette importante question agraire, cf. infra chapitre III, 1 : *Programme de transition dans l'agriculture*.

6- Centralisation dans les mains de l'État du système du crédit, du commerce, de l'argent, au moyen de la création d'une banque nationale, avec un capital d'État, et suppression de toutes les banques privées.

7- Multiplication des fabriques nationales, des ateliers, chemins de fer, navires, défrichement de toutes les terres et amélioration des terres déjà cultivées au fur et à mesure de l'augmentation des capitaux et du nombre des travailleurs dont dispose le pays.

8- Education de tous les enfants, à partir du moment où ils peuvent se passer des premiers soins maternels, dans des institutions nationales et aux frais de la nation ⁸⁵. Education et travail productif iront de pair.

9- Édification sur les domaines nationaux de grands palais destinés à loger des communautés de citoyens exerçant à la fois l'industrie et l'agriculture et réunissant les avantages de la vie à la ville et ceux de la vie à la campagne, sans souffrir des étroitesse et des inconvénients des deux modes de vie.

10- Démolition de toutes les habitations et quartiers citadins insalubres et mal construits.

11- Égalité de droits héréditaires assurée aux enfants aussi bien naturels que légitimes.

12- Concentration de tous les moyens de transports dans les mains de l'État ⁸⁶.

⁸⁵ Pour ce qui est des mesures d'abolition de la micro-organisation de la famille qui reproduit et transmet aux générations futures les traditions et les structures d'organisation du passé des sociétés de la propriété privée, de l'égoïsme et de l'intérêt individuel en liaison avec la macro-organisation de l'Etat, Cf. MARX-ENGELS, *la Critique de l'Education et de l'Enseignement*, PCM, 1976, ainsi que le recueil sur *Utopisme et communauté de l'avenir*.

⁸⁶ Les mesures de transition 2, 6, 8 et 9, en particulier, constituent un nouveau pas en avant par rapport aux interventions despotiques énoncées pour *l'Allemagne de 1848* en vue de « préparer le terrain » à la lutte frontale contre la bourgeoisie. Elles concernent des pays déjà plus avancés que cette Allemagne pour laquelle avaient été conçues les *Revendications* du Parti communiste, cf. *supra*. L'histoire ne cesse de progresser, même après une révolution battue, et la maturation des rapports de classes permet bientôt dans ce pays aussi de faire un pas de plus : « Les préliminaires de la révolution prolétarienne, *les mesures qui préparent le champ de bataille* et balaient la scène historique – la République une et indivisible etc., revendications que nous devions affirmer autrefois contre des gens dont c'eût été la vocation normale de les réaliser, ou tout au moins de les exiger – tout cela est maintenant convenu, et ces messieurs l'ont appris. Cette fois-ci, nous commencerons tout de suite avec le *Manifeste* », Engels, lettre à J. Weydemeyer du 12-4-1853.

Toutes ces mesures ne peuvent naturellement pas être réalisées d'un coup. Cependant, les unes entraîneront à leur tour les autres en un mouvement continu. Une fois la première attaque portée à la racine de la propriété privée, le prolétariat se verra contraint d'aller de plus en plus loin, de concentrer toujours davantage tout le capital, toute l'agriculture, toute l'industrie, tous les transports, tous les échanges, entre les mains de l'État. C'est à quoi tendent toutes ces mesures, et elles seront réalisables et développeront leurs effets centralisateurs dans la mesure précise où le travail du prolétariat multipliera les forces productives du pays.

Enfin, quand tout le capital, toute la production et tous les échanges seront concentrés entre les mains de la nation, la propriété privée disparaîtra d'elle-même, *l'argent sera devenu superflu*, la production aura augmenté et les êtres humains se seront transformés au point que les derniers rapports de distribution de la vieille société auront également disparu.

Lorsque dans le cours du développement, les antagonismes de classe auront disparu et que toute la production se trouvera concentrée entre les mains des individus associés, le pouvoir public perdra son caractère politique⁸⁷. Le pouvoir politique, au sens strict du terme, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre. Si, dans sa lutte contre la bourgeoisie, le prolétariat est forcé de s'unir en une classe ; si, par une révolution, il s'érige en classe dominante et, comme telle, abolit par la violence les anciens rapports de production – c'est alors qu'il abolit, en même temps que ce système de production, les conditions d'existence de l'antagonisme des classes ; c'est alors qu'il abolit les classes en général et, par là même, sa propre domination en tant que classe.

Avec le développement ultérieur des forces productives, on passera plus tard au stade suivant des mesures de transition pour aborder enfin le passage au communisme inférieur décrit par Marx dans sa *Critique du programme de Gotha* (1875).

Les mesures perdent graduellement de leur caractère politique d'intervention dans les rapports de propriété pour devenir plus strictement économiques. Le dépérissement de l'État politique accompagne cette évolution.

⁸⁷ Cf. MARX-ENGELS, *le Manifeste du Parti communiste*, in *Werke*, t. 4, p.481-82.

Il saute aux yeux que les revendications du *Manifeste* seront réalisées par l'intermédiaire du parti communiste à la tête de l'Etat de la dictature du prolétariat après que les ouvriers se seront constitués en parti communiste unique et exclusif de tous les autres partis, c'est-à-dire en classe pour soi qui précède l'érection en classe dominante avec la conquête du pouvoir. Cette évidence est effrontément niée de toutes parts aujourd'hui, en dépit des précisions sans faille de Lénine et des textes de Marx-Engels eux-mêmes : cf. *le Parti de classe*, P.C.M., 1973, 4 volumes.

À la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, se développe une association où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous.

I. PRAXIS ET THÉORIE DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

3. Sociétés de classe et dressage de l'homme ⁸⁸

[Retour à la table des matières](#)

Despotisme de fabrique

On conçoit dès lors l'acharnement fanatique des capitalistes à économiser les moyens de production ⁸⁹. Que rien ne se perde, ni soit gaspillé, que les moyens de production ne soient consommés que de la façon requise par la production, cela

⁸⁸ Dans cette rubrique, Marx montre que la phase de dictature est nécessaire pour passer du communisme primitif au communisme supérieur, c'est-à-dire aussi longtemps qu'existent des classes et l'extorsion de plus-value pour accroître les forces productives et pour jeter la base d'un mode d'organisation humain englobant toute l'humanité. En opposition aux phantasmes de la liberté et du libre-arbitre, Marx souligne que la dictature est un élément essentiel, parce que c'est la force qui règle les grands problèmes des peuples – et il observe que la dictature est aussi bien un moyen de déshumanisation, sous le règne bourgeois, qu'un moyen d'émancipation, sous le règne du prolétariat.

Après l'échec de la révolution de 1848-49, le capitalisme étend progressivement, avec l'essor de la grande industrie qui sape les conditions parcelaires de production, la base matérielle de la société communiste, en éliminant l'individu privé, car il n'y a plus tant et tant d'individus particuliers dans la fabrique, mais selon l'expression de Marx, *l'ouvrier collectif de l'atelier*, et l'individu perd de plus en plus, sous la dictature bourgeoise, sa particularité, sa virtuosité, son art de métier, etc. en même temps que son autonomie et son indépendance, tandis que les liens sociaux et l'organisation économique et sociale s'imbriquent et l'intègrent à mesure que les forces productives et l'humanité s'accroissent et se multiplient. Les côtés négatifs pour l'homme (extériorisation, destruction de sa personnalité, etc.), forment le bon côté pour le capital (socialisation croissante des producteurs en opposition au particularisme du travailleur parcellaire, etc.) et ne pourront faire retour à l'homme qu'avec la destruction des sociétés de classe. Rien ne sert donc de jouer à faire le tri entre le bon et le mauvais côté des choses, l'avantage et l'inconvénient de la situation.

Le capital a la mission grandiose de créer, par la main des producteurs aliénés et soumis à son commandement, des liens sociaux sur la base de l'activité associée des hommes dans l'industrie. Certes, ces rapports sociaux sont extérieurs et réifiés en face de l'ouvrier qui les produit, mais ils sont son œuvre et non plus des liens naturels de consanguinité ou des liens déterminés par la terre et la propriété foncière : « *La dépendance mutuelle universelle* des individus, même s'ils restent indifférents les uns aux autres – telle est la caractéristique des liens sociaux du capitalisme. Ces liens sociaux s'expriment dans la valeur d'échange, l'argent » (Cf. MARX, *Grundrisse*, p.93-94).

⁸⁹ Cf. MARX, *le Capital*, Livre troisième, in *Werke*, t. 25, p. 93.

dépend pour une part du dressage et de la formation des ouvriers, pour une autre de la discipline imposée par le capitaliste aux ouvriers engagés dans un processus de production complexe et qui devient superflue dans un système social où les ouvriers travailleraient pour leur propre compte ; comme, dès maintenant, elle l'est presque dans le travail aux pièces.

« Le travail est l'agent qui rend le capital productif de salaires, de profit ou de revenus... Le capital est de l'industrie emmagasinée, assurant son propre développement en des formes nouvelles et équivalentes. C'est une *force collective*. Le capital est un simple synonyme de civilisation » ⁹⁰.

L'association des travailleurs, la coopération et la division du travail, de même que les forces productives qui déterminent l'intensité et l'extension pratique du travail, apparaissent comme des *forces productives du capital*... Toutes les puissances sociales de la production sont des forces productives du capital, et celui-ci apparaît donc comme le sujet de celles-là. L'association des ouvriers, telle qu'elle existe dans la fabrique, n'est donc pas leur œuvre mais celle du capital. L'association des travailleurs n'est pas *leur* mode d'existence, mais celui du capital. Aux yeux de l'ouvrier pris à part, elle apparaît comme fortuite. Il considère *sa propre* association avec les autres ouvriers et sa coopération avec eux comme des modes d'action *étrangers*, appartenant au capital...

Le capital se manifeste sous une forme encore inadéquate, par exemple chez le petit capitaliste travaillant lui-même. En effet, le capital implique une certaine dimension et une concentration déterminée. Celle-ci a une forme objective, se réalise en une seule main et correspond à un processus d'accumulation des moyens de subsistance, des matières premières et des instruments, bref, de l'argent qui est la forme universelle de la richesse. Elle a aussi une forme subjective : c'est l'accumulation de forces de travail et leur concentration en un point sous le commandement du capital. Il ne peut donc y avoir un capitaliste par ou-

⁹⁰ Cf. MARX, *Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie*, Europäische Verlagsanstalt, p.479-484.
La citation initiale est de John Wade, *History of the Middle and Working Classes*, London, 1835.

vrier ; il faut un certain nombre d'ouvriers par capitaliste, alors qu'il ne faut qu'un ou deux compagnons par maître-artisan...

Dans la forme la plus simple de l'association, indépendante de la division du travail, c'est l'emploi par le capital de tisserands et de fileurs à main autonomes, éparpillés dans la campagne... Le seul point commun de ces travailleurs éparpillés, c'est leur rapport mutuel avec le capital : les articles qu'ils produisent s'accumulent entre ses mains, ainsi que le surproduit qu'ils créent en plus de leur propre revenu. L'association du travail n'existe alors qu'en soi, dans la mesure où ils travaillent *tous* pour *le* capital. Ils trouvent en lui leur centre, mais sans pour autant collaborer directement. Leur association par le capital est donc purement *formelle*, et n'affecte que le produit du travail, non le travail lui-même.

Au lieu d'échanger avec un grand nombre de personnes, ils n'échangent qu'avec un seul capitaliste. Nous en sommes seulement au stade des *échanges concentrés* entre les mains du capital, grâce à l'argent. Le capitaliste n'échange pas individuellement : il représente la consommation et les besoins d'un grand nombre. Il n'échange plus en tant que particulier : il représente l'acte social de l'échange...

Le second pas est l'élimination de l'autonomie et de l'éparpillement de cette multitude de travailleurs : *la force sociale et collective du capital* ne leur fait plus seulement face *dans l'acte de l'échange*, en concentrant et en regroupant un grand nombre d'échanges. Il les réunit désormais sous son commandement en un seul lieu – la manufacture – et ne laisse pas subsister plus longtemps le mode de production antérieur sur lequel il avait établi sa domination : il se met à créer les fondements d'un mode de production qui lui est adéquat. Il entreprend *d'associer les ouvriers dans la production* en une association qui se réalise, pour commencer, en un lieu collectif, au moyen de surveillants (dans la manufacture) ⁹¹.

⁹¹ Le socialisme scientifique – contrairement aux doctrines volontaristes, de Proudhon par exemple qui choisit dans son système le bon côté des choses et laisse de côté le mauvais – prend la réalité telle qu'elle est, et les aspects les plus désagréables du capitalisme peuvent être les plus utiles, puisqu'ils servent de base matérielle, qui sera transformée dans le communisme. Ainsi en va-t-il de la discipline de fer instaurée dans les fabriques (et s'étend par la suite à la société tout entière) : l'homme sauvage, indompté, du communisme primitif, ou l'homme égoïste et autosuffisant de la production parcellaire sont socialisés et nivelés de force par l'argent, le capital qui les soudent ensemble dans le procès aliéné de la socialisation. Une fois les contraintes extérieures de la valeur d'échange et de la production capitaliste éliminées, c'est par la dictature du prolétariat que l'homme apprendra à se dominer lui-

Le capital va créer lui-même *l'enrégimentement, la discipline accrue, l'effort soutenu et l'interdépendance des ouvriers au sein de la production*. D'emblée, le capital s'évite ainsi certains faux frais.

Dès lors, le capital apparaît à la fois comme force collective des ouvriers, force sociale du travail, et comme l'unité qui les soude ensemble : il est la force qui crée l'unité. Mais avant comme après, et à tous les niveaux de développement capitaliste, tout cela se réalise au travers de l'échange : un grand nombre d'individus procèdent à des échanges avec un seul capitaliste, de sorte que l'échange se concentre en lui, et qu'il représente le caractère social de l'échange. Il échange socialement avec les ouvriers qui échangent un à un avec lui...

Pour que l'argent (valeur d'échange) se transforme en capital, il ne suffit pas qu'il mette en mouvement du surtravail, il lui faut mettre en mouvement une *masse déterminée de surtravail* tirée d'une quantité donnée de travail nécessaire. Autrement dit, il lui faut de *nombreux ouvriers* à la fois pour que leur somme réunie suffise, d'une part, à le faire vivre comme *capital* (c'est-à-dire qu'il doit représenter, au niveau de la consommation, la richesse en face de la vie ouvrière) et, d'autre part, à effectuer une accumulation de surtravail.

Dès le début, le capital ne produit pas en vue de la valeur d'usage ni de la subsistance immédiate. Il faut donc que le surtravail soit assez grand pour qu'une partie en soit réemployée comme capital. Il faut donc qu'un certain niveau des forces productives soit atteint : une masse donnée de richesses sociales sous forme matérielle doit être déjà concentrée sous forme matérielle en une seule main ; le capital doit procéder à l'échange avec de nombreux ouvriers et mettre en œuvre simultanément une masse déterminée de forces de travail vivantes.

Telle est, dès l'origine, la production au moyen du capital qui se présente d'emblée comme une force sociale et collective et, à ce titre, abolit la parcellarisation, d'abord dans l'échange avec le travailleur, puis dans le travail lui-même. La parcellarisation des travailleurs implique encore une relative autonomie de ceux-ci. Leur subordination pleine et entière au capital, leur séparation complète d'avec les conditions de production supposent donc qu'ils soient regroupés autour d'un seul capital qui devient leur seule terre nourricière.

même, en dehors de son intérêt pécuniaire et économique immédiat, et à vivre solidairement en société, en apportant librement sa contribution à l'œuvre collective.

En somme, la fonction de l'échange n'est plus individuelle, mais sociale, bien qu'elle revienne à un individu qui représente la richesse sociale. En outre, le capital se forme à partir des conditions du *travail libre* (de ses liens avec la terre, l'instrument de travail, etc.). La séparation d'avec les conditions de production du travail signifie le rassemblement d'un grand nombre d'ouvriers autour d'un seul capital... D'emblée, le capital se dresse en tant qu'Un ou unité en face de la multitude des ouvriers. Il représente ainsi, en face du travail, la concentration des ouvriers sous forme d'unité qui leur est extérieure. À cet égard, la concentration fait partie de la notion même de capital : la concentration d'un grand nombre de forces vivantes en vue d'un même but. Pour commencer, cette concentration ne s'effectue pas dans le procès de production; elle pénètre peu à peu celui-ci. Cette action centralisatrice du capital sur la force de travail le rend autonome, en dehors de la multitude des travailleurs qu'il relie entre eux.

Rossi écrit: « Le progrès social ne peut consister à dissoudre toute association, mais à substituer aux associations forcées, oppressives des temps passés, des associations volontaires et équitables. L'isolement à son plus haut degré, c'est l'état sauvage ; l'association à son plus haut degré, c'est la barbarie... » Dans le capital, l'association des ouvriers n'est pas imposée par une violence physique directe, comme dans le travail forcé de la corvée, de l'esclavage. Si elle est néanmoins forcée, c'est que les conditions de production sont la propriété d'autrui et qu'elles existent comme association matérielle, autrement dit comme accumulation et concentration de moyens de production.

De l'autorité dans la production

Supposons qu'une révolution sociale ait détrôné les capitalistes, dont l'autorité préside aujourd'hui à la production et à la circulation des richesses. Supposons, en outre, que la terre et les instruments de travail soient devenus propriété collective des travailleurs qui les emploient. L'autorité aura-t-elle disparu, ou bien n'aura-t-elle fait que changer de forme? C'est ce que nous allons voir ⁹².

⁹² Cf. ENGELS, *De l'autorité*, in *Werke*, t. 18, p.306-307.

Le côté négatif, aux yeux des hommes, de la dictature, du dressage, du despotisme de fabrique qui font souffrir et débilitent en apparence, fait partie intégrante de l'« éducation »

Prenons l'exemple d'une filature de coton. Pour que le coton se transforme en fil, il doit subir au moins six opérations successives différentes qui, la plupart du temps, s'effectuent dans des locaux différents. En outre, il faut un ingénieur pour tenir les machines en marche et les surveiller, des mécaniciens chargés des réparations courantes et un grand nombre d'ouvriers pour le transport des produits d'un atelier à l'autre, etc. Tous ces travailleurs – hommes, femmes et enfants – sont obligés de commencer et de finir leur travail à des heures déterminées par l'autorité de la vapeur qui n'a cure de l'autonomie des individus.

Il est donc indispensable que, dès le principe, les producteurs s'entendent sur l'horaire de travail et, celui-ci étant fixé, s'y conforment tous sans exception. Ensuite, à tout moment et partout, se posent des questions de détail sur les procédés de fabrication, la répartition du matériel, etc. qu'il faut résoudre sur l'heure sous peine de voir s'arrêter ou gâcher la production entière. Qu'elles soient réglées par un délégué qui est à la tête de chaque secteur d'activité ou par décision de la majorité, si c'est possible, il n'en demeure pas moins que la volonté de chacun devra s'y soumettre. Autrement dit, les questions seront résolues par voie autoritaire ⁹³.

des ouvriers qui savent d'instinct que la démocratie et le progrès pour tous sont un leurre et une mystification : la dure école du travail fait, pour eux, partie intégrante de la formation de l'homme qui saura dominer sa nature, aura du caractère, de la rigueur et de la générosité, bref sera un être social, capable de vivre en société de manière solidaire et communautaire, hors de l'intérêt privé individuel et sans contrainte extérieure du gendarme, du maître d'école et du curé.

Dans ce passage, Engels montre que l'autorité ne fera que changer de forme une fois éliminé son aspect dégradant et arbitraire lié à la dépendance de l'ouvrier privé de ses moyens de production, de sorte qu'il doit se vendre pour gagner son pain, en se soumettant aux volontés du Capital qui, en outre, a développé toute une superstructure de contrainte politique et idéologique pour étendre son règne jusque dans la société civile.

⁹³ Il serait antimarxiste de nier la nécessité de l'autorité individuelle, même dans une société où il n'y a plus d'exploitation de l'homme par l'homme, car toute coopération communautaire implique centralisation et but unique – et, étant œuvre humaine, comment éviter que cela se manifeste par la volonté de l'un sur les autres ?

Avant d'arriver au stade où l'autorité découle simplement des conditions de la production matérielle, le marxisme affirme franchement que *la dictature du prolétariat* est nécessaire pour toute une phase historique dont le but sera d'extirper les racines de l'individualisme qui, dans sa concurrence, s'appuie sur l'Etat, dont le pire est celui de la démocratie bourgeoise. Cette dictature *pour socialiser l'homme* est aussi nécessaire dans les pays pré-capitalistes (comme la Russie de 1917) où la parcellarisation du procès de travail et le localisme borné empêchent toute vision d'ensemble et rigueur, et appellent l'Etat concentré et oppresseur, que dans les pays surdéveloppés du capitalisme drogué et dégénéré, où la vénalité, la concurrence, la corruption intéressée aux dépens des autres, ont ruiné tout sens communautaire de solidarité et d'entraide, voire de simple humanité.

Or, le machinisme automatisé d'une grande fabrique est beaucoup plus tyran- nique que ne l'ont été les petits capitalistes qui emploient les ouvriers. Du moins en ce qui concerne les heures de travail, on peut écrire sur la porte de ces fabri- ques : « Renoncez à toute autonomie, vous qui entrez ici »...

Prenons un autre exemple, celui du chemin de fer. Ici, la coopération d'un grand nombre d'individus est absolument indispensable, coopération qui doit avoir lieu à des heures précises pour qu'il n'y ait pas d'accidents. Ici encore, la première condition de toute l'entreprise est une volonté supérieure qui commande toute question subordonnée, et cela est vrai aussi dans l'hypothèse où elle est re- présentée par un délégué comme dans celle où un comité est élu pour exécuter les décisions de la majorité des intéressés. Dans un cas comme dans l'autre, on a af- faire à une autorité bien tranchée. Bien plus, qu'advierait-il du premier train, si l'on abolissait l'autorité des employés de chemin de fer sur messieurs les voya- geurs?

Nulle part la nécessité de l'autorité et d'une autorité absolue n'est plus impé- rieuse que sur un navire en pleine mer. Là, à l'heure du péril, la vie de tous dépend de l'obéissance instantanée et fidèle de tous à la volonté d'un seul ⁹⁴.

A chaque fois que je présente ces arguments aux antiautoritaires les plus enra- gés, ils ne savent faire qu'une seule réponse : « Bah! C'est exact, mais il ne s'agit pas là d'une autorité que nous conférons à un délégué, mais d'une fonction! » Ces messieurs croient avoir changé les choses quand ils en ont changé le nom. C'est se moquer tout simplement du monde...

⁹⁴ Lénine déclarait déjà : « Il n'y a absolument aucune contradiction de principe entre la dé- mocratie soviétique et l'usage du pouvoir dictatorial par des individus singuliers », – ne se- rait-ce que parce que l'on n'a jamais vu un robot à la tête de l'Etat. La contradiction de prin- cipe n'est pas entre mollesse démocratique et dictature individuelle, mais entre dictature conduite par la bourgeoisie contre le prolétariat et dictature du prolétariat pour écraser la bourgeoisie. Toutes les dictatures révolutionnaires se sont exprimées dans la dictature d'in- dividus singuliers, comme le démontre l'histoire des révolutions. Et Garibaldi, par exemple, dictateur à Naples, a bien eu tort de céder le pouvoir à un roi parlementaire qui fit non seu- lement capoter la révolution, mais encore malmener le peuple insurgé.

« La forme de la contrainte dépend du niveau de développement de la classe révolu- tionnaire donnée, ainsi que des circonstances particulières, tel par exemple l'héritage d'une longue guerre contre la réaction, et par les formes de la résistance des bourgeois et petits- bourgeois » (Lénine, *les Tâches immédiates du pouvoir soviétique*, in *Œuvres*, t. 27, p.225- 68). Dans ce même texte fondamental pour cette question, Lénine montre à l'avance que la collégialité (qui fut allègrement pratiquée dans la Russie dégénérée de cet après-guerre) n'est rien d'autre qu'un subterfuge, qu'un lubrifiant, pour tromper le monde sur le caractère fondamentalement dictatorial du pouvoir moderne, surtout à l'heure du fascisme larvé.

Si les autonomistes se contentaient de dire que l'organisation sociale de l'avenir ne tolérera l'autorité que dans les limites qui lui sont tracées par les conditions mêmes de la production, nous pourrions nous entendre avec eux. Cependant, ils sont aveugles pour tous les faits qui rendent l'autorité nécessaire, et ils partent en guerre contre cette notion...

Avec la collaboration d'un grand nombre dont l'enchaînement est un rapport étranger qui trouve son unité en dehors d'eux, surgit la nécessité du commandement, d'une haute surveillance en tant que condition de production ⁹⁵. L'activité de surintendance devient nécessaire en raison de la coopération des ouvriers qui détermine cette nouvelle variété de travail. Tout comme pour la troupe, si elle est constituée par la même arme, il lui faut un capitaine, un commandement pour assurer son efficacité de corps. Ce commandement appartient au Capital, bien que le capitaliste particulier puisse à son tour le faire exécuter par des ouvriers spécifiques qui représentent cependant le capital et le capitaliste vis-à-vis de l'armée ouvrière.

Pour autant que des travaux particuliers de cette sorte naissent des fonctions qu'engendre la production capitaliste elle-même, il est bien sûr inepte de chercher à démontrer qu'ils rendent le capital nécessaire. C'est une tautologie. C'est comme si l'on voulait justifier aux Noirs l'esclavage en prétendant qu'en tant qu'esclaves ils ont besoin du fouet de l'esclavagiste qui les surveille, et qu'il serait tout aussi nécessaire à cette production qu'eux-mêmes. En fait, il n'est nécessaire que parce que et dans la mesure où ils sont esclaves, sur la base de l'esclavagisme. Tout au contraire, pour ce qui est de la coopération – par exemple dans un orchestre, où il faut un chef qui le dirige – il faut distinguer complètement entre la forme qu'elle revêt dans les conditions capitalistes et celle qu'elle revêtirait par exemple dans l'association, où elle serait une fonction parmi d'autres des travailleurs, sans être ce pouvoir qui réalise leur unité propre comme quelque chose qui leur est étranger, exploite leur travail comme une puissance qui se perpète contre eux.

⁹⁵ Manuscrits inédits du Capital, in MEGA 2, 3. 1, p. 236.

Nous reconnaissons le mouvement coopératif comme une des forces formatrices de la société présente, basée sur l'antagonisme des classes⁹⁶. Son grand mérite est de montrer pratiquement que le système actuel de *subordination du travail au capital*, despotique et paupérisateur, peut être supplanté par le système républicain de l'association de *producteurs libres et égaux*.

Mais le mouvement coopératif limité aux formes microscopiques de développement que peuvent produire par leurs combinaisons des esclaves individuels salariés, est impuissant à transformer par lui-même la société capitaliste. Pour convertir la production sociale en large et harmonieux système de travail coopératif, des *changements sociaux généraux* sont indispensables. Les *changements des conditions générales de la société* ne seront jamais réalisés sans l'emploi des forces organisées de la société. Donc, le pouvoir gouvernemental, arraché des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers, doit être manié par les classes ouvrières elles-mêmes.

Ruine de l'individu par le capitalisme

Les différences individuelles ne sont plus liées aux individus, mais à leur « profession » et classe⁹⁷. En dehors de sa profession, dans la vie quotidienne, un

⁹⁶ Cf. Rapport du Conseil central au Congrès de Genève de l'AIT (septembre 1866), in la Première Internationale, Ed. 10/18, p.80-81.

Les tentatives spontanées des ouvriers pour abolir le despotisme du capital en lui substituant leur propre association sont vouées à l'échec dans le cadre du capitalisme. Elles doivent déboucher sur la dictature du prolétariat ou finir par dégénérer en vulgaires sociétés bourgeoises, car elles sont par elles-mêmes incapables de dépasser la séparation de la production en entreprises et le mercantilisme qui en découle. Cette position marxiste condamne par avance toute théorie gestionnaire du réformisme, comme la fausse conception ouvriériste des conseils d'usine.

Sur les diverses revendications syndicales contre le despotisme et l'exploitation patronales et leurs limites, voir MARX-ENGELS, *le Syndicalisme*, 1972, en 2 volumes, PCM.

⁹⁷ Cf. MARX, *l'Anglais*, 9-2-1862, in *Werke*, t. 15, p.464. On lit à ce sujet dans *l'Idéologie allemande* : « La classe devient à son tour indépendante des individus, de sorte que ces derniers trouvent leurs conditions de vie établies d'avance, reçoivent de leur classe, toute tracée, leur position dans la vie et du même coup leur développement personnel ; ils sont subordonnés à leur classe » (Ed. Sociales, p.93).

Déjà dans le *Manifeste*, Marx a souligné que c'est le capital lui-même, en perpétuelle révolution, qui ruine l'individu, la famille, la patrie, la propriété privée, mais est trop hypocrite pour le reconnaître – au contraire, il accuse les communistes d'avoir sapé toutes ces « valeurs » que la bourgeoisie a traînées dans la fange. Nous devons laisser au capital ses

« respectable » Anglais ressemble à ce point à un autre que Leibniz lui-même serait incapable de trouver entre eux la moindre différence – *differentia specifica*. L'individualité tant célébrée étant bannie des sphères politiques et sociales trouve un dernier refuge dans les fantaisies et marottes de la vie privée, où elle se fait valoir à la moindre occasion, sans gêne et avec un humour involontaire. C'est pourquoi c'est surtout dans les faits divers dont traitent les *tribunaux*, ces grandes arènes publiques où s'étalent les manies privées, que l'Anglais continue à apparaître comme un être à part.

Examinons maintenant, du point de vue historique et économique, si véritablement l'atelier ou la machine a introduit le *principe d'autorité* dans la société à la suite de la division du travail, en réhabilitant l'ouvrier d'un côté, tout en le soumettant de l'autre à l'autorité ; si la machine est la recomposition du travail divisé, la *synthèse* du travail opposée à son *analyse* ⁹⁸.

La société tout entière a cela de commun avec l'intérieur d'un atelier qu'elle a aussi sa division du travail. Si l'on prenait pour modèle la division du travail dans un atelier moderne pour en faire l'application à une société entière, la société la mieux organisée pour la production des richesses serait incontestablement celle qui n'aurait qu'un seul entrepreneur en chef distribuant la besogne, selon une règle arrêtée d'avance, aux divers membres de la communauté. Mais il n'en est point ainsi.

Tandis qu'à l'intérieur de l'atelier moderne la division du travail est minutieusement réglée par l'autorité de l'entrepreneur, la société moderne n'a d'autre règle, d'autre autorité, pour distribuer le travail que la libre concurrence... On peut

mérites et ses péchés, et ne cesser de répéter que les solutions communistes sont tout différentes des siennes : « Cette subordination des individus à des classes déterminées ne peut être abolie tant qu'il ne s'est pas formé une classe qui n'a plus à faire prévaloir un intérêt de classe particulier contre la classe dominante » (*Ibid.*, p.93).

⁹⁸ Cf. MARX, la Misère de la Philosophie, in Werke, t. 4, p.150-57.

Marx démontre qu'à l'époque moderne le *despotisme* dans les fabriques aux dépens des ouvriers va de pair avec l'*anarchie* dans la société, donnant l'illusion de la *dictature* dans la production et de la *liberté* dans la vie civile où tous les citoyens seraient égaux. Cet après-guerre a déchiré le voile qui cache le mensonge : l'anarchie dans la société civile, le laisser-faire dans les relations individuelles, la concurrence libre entre tous, outre qu'ils ne manifestent à l'extrême que *la guerre de tous contre tous* des sociétés mercantiles, impliquent çà et là l'intervention brutale de la police jusque dans la vie privée, sans parler du bourrage de crâne systématique par la radio et la propagande.

même établir, en règle générale, que moins l'autorité préside à la division du travail à l'intérieur de la société, plus la division du travail est développée à l'intérieur de l'atelier, et plus elle y est soumise à l'autorité d'un seul. Ainsi donc, l'autorité dans l'atelier et celle dans la société, eu égard à la division du travail, sont en raison inverse l'une de l'autre...

L'accumulation et la concentration d'instruments et de travailleurs *précéda le développement de la division du travail à l'intérieur de l'atelier*. La manufacture consistant beaucoup plus dans la réunion de nombreux travailleurs et de métiers dans un seul endroit, dans une salle sous le commandement d'un capital, que dans l'analyse des travaux et dans l'adaptation d'un ouvrier particulier à une tâche très simple.

L'utilité d'un atelier consistait bien moins dans la division du travail proprement dite, que dans cette circonstance qu'on travaillait à une plus grande échelle, qu'on épargnait beaucoup de faux frais, etc. ⁹⁹

Le développement ultérieur de la division du travail se fit sur la base de cette réunion des travailleurs dans un atelier. Mais une fois les hommes et les instruments réunis, la division du travail telle qu'elle existait dans les corporations se reproduisit et se répercuta nécessairement à l'intérieur de l'atelier. Les machines proprement dites datent de la fin du XVIIIème siècle. Rien de plus absurde que de voir dans les machines l'*antithèse* de la division du travail, la *synthèse* rétablissant

⁹⁹ Dans ses travaux préparatoires au *Capital*, Marx a accumulé les connaissances sur les procédés, méthodes et mécanismes de fabrication, la technologie spécifique développée par le capital, comme moment nécessaire du développement des forces productives humaines. C'est sur cette base matérielle (productive) que se fonde la révolution sociale qui fait passer l'humanité du capitalisme au communisme en une mécanique déterminée, parce qu'économique. Il souligne ainsi la profonde contradiction dialectique dans l'essor de la technologie sous la domination capitaliste qui soumet non seulement la nature, mais encore l'homme, le travailleur, aux instruments, machines, méthodes que l'ouvrier lui-même a pourtant produits : tous les progrès de la technologie se transforment en malédiction pour lui et deviennent une machine pour l'exploiter encore plus. Le capital, en effet, ne peut se développer qu'en épuisant les deux sources vitales de la richesse : la nature et le travailleur.

Mais, comme Marx le suggère en des anticipations lumineuses sur la genèse du mode de production communiste, le mode de production aliéné du capitalisme produit aussi des contradictions et des négations qui le ruineront et se transformeront alors en leur contraire, en forces positives, quand les puissances suscitées par l'homme ne serviront plus à exploiter l'homme, mais seulement la nature, tout en l'amendant de génération en génération. L'autorité immanente à l'acte productif s'éclairera alors d'un tout autre jour, puisque l'homme n'aura plus à assujettir l'homme pour dominer la nature.

l'unité dans le travail morcelé. La machine est une réunion d'instruments de travail et pas du tout une combinaison des travaux pour l'ouvrier lui-même...

Ainsi donc, la concentration des instruments de production et la division du travail sont aussi inséparables l'une de l'autre que le sont, au plan politique, la *concentration* des pouvoirs publics et la *division* des intérêts privés... En somme, par l'introduction des machines la division du travail à l'intérieur de la société s'est accrue, la tâche de l'ouvrier à l'intérieur de l'atelier s'est simplifiée – le capital a été réuni, et l'homme a été dépecé davantage...

Ce qui caractérise la division du travail dans l'atelier automatisé, c'est que le travail y a perdu tout caractère de spécialité. Mais du moment que tout le développement spécialisé cesse, le besoin d'universalité, la tendance vers un développement intégral de l'individu commence à se faire sentir ¹⁰⁰.

Le seul but du travail d'un salarié étant l'argent de son salaire, soit une certaine quantité de valeurs d'échange d'où toute particularité de la valeur d'usage est effacée, il est tout à fait indifférent au *contenu* de son travail, donc au type particulier de son activité, alors que, dans le système des corporations et des castes, le travail était toujours professionnel, métier ; c'était un type d'activité déterminé, imposé et légué par la tradition, une manière donnée d'exprimer sa force de travail ¹⁰¹. En fait, la division du travail tend à rendre le travail tout à fait unilaté-

¹⁰⁰ En matérialiste déterministe, Marx ne pose pas le *besoin* comme une abstraction, mais le fonde sur une impulsion des conditions objectives, nées de l'économie du travail qui pousse l'homme à le satisfaire. En l'occurrence, la spécialisation à l'extrême qui correspond à la concurrence effrénée entre les individus particuliers se heurte aux exigences de la concentration et de la centralisation de plus en plus poussées qui obligent les hommes à une synthèse universelle.

¹⁰¹ Cf. MARX, *un Chapitre inédit du Capital*, Ed. 10/18, 1971, p.214-16.

Ce texte démontre lumineusement comment les industries les plus avancées du capitalisme (par exemple, aux Etats-Unis qui, avec leur pénurie de main-d'œuvre, ont développé le machinisme à une échelle et à une allure vertigineuses) préparent directement les conditions de formes de distribution (des travailleurs, en l'occurrence) dans le procès de production communiste.

La question de la *mobilité* se relie à celle de l'*autorité* en ce sens : le passage du même producteur par toutes les branches de la production favorise une formation universelle du travailleur qui prépare l'abolition de la hiérarchie de « ceux qui savent mieux », contremaîtres, ingénieurs, etc. ; dès lors que l'homme « sait faire tout ce que font les autres », la division du travail perd sa raison d'être – et l'arbitraire humain cesse de jouer.

Il ne reste plus que la nécessité objective, l'empire rationnel de la Nature à laquelle l'humanité, unie et solidaire dans ses buts et sa production, arrache ses moyens de vivre.

ral... En Amérique du Nord, où le salariat s'est développé sans être gêné par les vestiges et réminiscences de l'ancien ordre corporatif, etc., on observe la mobilité la plus forte des travailleurs, l'indifférence la plus complète à l'égard du contenu particulier du travail et une incessante migration d'une branche d'industrie à l'autre ¹⁰².

Sur la base de *cette* forme de mobilité dans la production capitaliste, on assiste à une continuelle création de modes de travail nouveaux avec une mobilité correspondante ; autrement dit à une diversification des valeurs d'usage produites et à un développement réel de la valeur d'échange, bref à une division du travail croissante dans l'ensemble de la société.

Despotisme bureaucratique

La bureaucratie est, par définition, l'État formalisé et elle fait de cette formalisation sa fin en soi ¹⁰³. Ce qui est réellement la fin de l'État apparaît donc à la

¹⁰² On peut trouver paradoxal que l'indifférence la plus complète de l'ouvrier vis-à-vis du contenu de son travail prépare la transition vers l'universalité de la force de travail qui sait faire toutes les opérations productives. Cette indifférence implique cependant deux prémisses qui montrent que ce premier pas est décisif pour la désaliénation du producteur. En effet, 1/ il est détaché de son métier fixe qui le cantonnait dans une activité particulière et bornée, et le voilà libre ; 2/ les machines ont simplifié les opérations productives au point que le travail complexe de l'artisan se ramène aujourd'hui à du travail simple, celui du mécanicien. D'autre part, la productivité est devenue si grande que le travailleur dispose du temps libre pour se former dans les sciences et la technologie qui font de lui un être social, universel, ayant une formation qui dépasse de loin les nécessités immédiates du procès de production direct (il peut même faire de la critique...).

¹⁰³ Cf. MARX, la Critique du Droit public de Hegel, in Werke, t. 1, p.248-253.

Marx éprouve une aversion profonde et parfaitement raisonnée contre toute autorité de l'État qui opprime l'énergie, l'initiative et la vie des classes laborieuses : le capital fait-il autre chose que transformer le travail vivant en travail mort sous la dictature de ses institutions politiques, dont la bureaucratie est l'un des éléments les plus répugnants. Quoiqu'il reconnaisse que l'État, même bourgeois, est révolutionnaire à ses débuts – donc se justifie –, il en dénonce d'emblée les excroissances malsaines qui ne font que se développer et le ronger tout entier quand celui-ci devient conservateur. Certes, l'État prolétarien, transitoire au communisme, participe de l'État et donc de ses maux, c'est pourquoi Marx s'efforce de limiter son excroissance bureaucratique en de multiples sens : a) il n'est plus de *carrière* bureaucratique car tout un chacun touche la paie d'un ouvrier moyen ; b) tout fonctionnaire est responsable, donc amovible et révocable ; c) l'État prolétarien se distingue de tous les autres au sens où il est contre le dualisme législatif-exécutif qui sécrète le bureaucratisme *irresponsable*. Selon la définition de Marx, l'État ouvrier n'est pas *séparation* mais *unité* des pouvoirs. « La machine gouvernementale ne saurait jamais être trop simple », donc transparente pour nous, ce qui tue la bureaucratie comme le soleil les rats, cf. *la Constitu-*

bureaucratie comme une fin *contre l'Etat* ¹⁰⁴. L'esprit de la bureaucratie est un esprit politique formalisé. Elle fait donc de l' « esprit politique formel », c'est-à-dire de la véritable absence d'esprit de l'État politique, son impératif catégorique. La bureaucratie prétend être la fin ultime de l'État. Or, comme la bureaucratie fait de ses buts « formels » son contenu, elle entre partout en conflit avec les buts « réels ». Elle est, en conséquence, contrainte d'alléguer le formel pour le contenu, et le contenu pour le formel. Les desseins de l'État se muent en desseins de bureau, et les desseins de bureau en desseins d'État. La bureaucratie est un cercle dont nul ne peut sortir. Sa hiérarchie est celle du *savoir*. La tête confie aux cercles subalternes le soin du détail, tandis que les cercles subalternes font confiance à la tête pour ce qui est du général – et c'est ainsi qu'ils se trompent mutuellement.

La bureaucratie est l'État imaginaire à côté de l'État réel, c'est le spiritualisme de l'État. Tout prend, en conséquence, une double signification, l'une réelle, l'autre bureaucratique, tout comme le savoir – et aussi la volonté – est double, l'un réel, l'autre bureaucratique. Mais il se trouve que l'être réel est traité de manière bureaucratique, comme ayant une existence spirituelle, au-delà des choses. La bureaucratie a en sa possession l'essence de l'État, l'être spirituel de la société, et en fait sa *propriété privée*. L'esprit universel de la bureaucratie est le *secret*, le mystère gardé par la hiérarchie au sein d'elle-même et vers l'extérieur de par son hermétisme de caste. L'esprit public de l'État, voire le sens des affaires publiques, apparaissent en conséquence à la bureaucratie comme la *trahison* de ses mystères. Il s'ensuit que l'*autorité* est le principe de son savoir, et la mentalité bureaucratique repose sur la divinisation de l'autorité. En son sein, le *spiritualisme* se mue en *crasse matérialisme*, en matérialisme de l'obéissance passive, de la croyance en l'autorité, de la mécanique d'une activité fixe toute formelle, de principes, de conceptions et de traditions figées.

tion de la République française, in *Werke*, t. 7, p.498 ; d) le peuple est armé et s'attribue d'importantes fonctions dans la gestion de l'économie.

Dans la société communiste qui est le but des efforts de Marx, non seulement il n'existe plus de bureaucrates, mais l'Etat lui-même s'éteint – et avec lui toute autorité politique sur des sujets.

¹⁰⁴ Marx distingue clairement ici entre, d'une part, les tâches révolutionnaires de l'Etat, même bourgeois, quand il promulgue et fait appliquer des lois qui balaient les obstacles à l'essor des forces productives, et d'autre part, ses fonctions de domination de classe. La bureaucratie participe évidemment de ces deux tâches, mais sa nature bureaucratique se déploie dans la domination des sujets

En ce qui concerne le bureaucrate individuel, la fin de l'État tourne en sa fin privée, en *chasse aux postes supérieurs, en faire-carrière* ¹⁰⁵. En premier lieu, il conçoit la vie réelle de façon toute matérielle, car *l'esprit de cette vie trouve une existence nettement séparée et confinée dans la bureaucratie*. Il faut donc qu'elle s'efforce de rendre la vie aussi matérielle que possible. En second lieu, c'est pour lui-même que cette vie se fait matérielle en devenant l'objet du traitement bureaucratique, car son esprit lui est prescrit, son but résidant en dehors de lui, sa propre existence devenant l'existence de bureau. Désormais, l'État n'existe plus que sous les espèces figées des divers esprits-de-bureau, dont le tissu connectif est fait de subordination et d'obéissance passive. C'est ce savoir imaginaire qui passe pour la réalité, alors que la science *réelle* apparaît comme sans fondement, et la vie réelle comme morte...

La *possibilité* offerte à tout citoyen de devenir fonctionnaire de l'État est une seconde occasion qui se profile entre la société bourgeoise et l'État, le moyen de se procurer une *seconde identité*. Elle est de nature toute superficielle et dualiste. Ainsi chaque catholique peut-il devenir prêtre, c'est-à-dire se distinguer des laïques et du monde. La calotte en fait-elle moins, pour autant, face au catholique comme puissance de l'au-delà ? Que chacun ait la possibilité d'acquérir le droit d'une *autre sphère* montre seulement que *sa propre sphère* n'est pas la réalité de ce droit...

¹⁰⁵ Les réformateurs ont cherché une alternative au mal bureaucratique : la réduire à une poignée peu nombreuse, issue de la base et non du centre. Or, plus concentrée, elle devient plus virulente, et n'en est pas moins étouffante ; en outre, décentralisée et locale, elle devient plus arbitraire, tyrannique. La solution socialiste est l'abolition progressive de l'État, d'une part, et de l'économie mercantile, d'autre part, car l'ambiance mercantile secrète les intérêts privés en opposition aux intérêts collectifs communautaires. L'abolition de la bureaucratie va de pair avec l'abolition de la division du travail, donc l'élimination des experts, spécialistes, grands amateurs de carrière, où l'individu tire un avantage personnel en exploitant des moyens publics à son profit. Un premier pas dans cette direction est fait par l'État de la dictature du prolétariat : selon l'expression de Lénine, l'ouvrier délégué à gouverner et administrer une société où des bourgeois et des intérêts bourgeois exploitent encore le travail de ses pairs ne doit pas être exposé à devenir un privilégié et un possible instrument de la forme capitaliste. Qui plus est, il faut faire en sorte qu'à mesure de l'expropriation des expropriateurs toute la population apprenne à gouverner, et commence à gouverner effectivement.

L'économie socialiste tuera la bureaucratie, non parce qu'elle la développera à partir de sa base ou du centre, de la périphérie ou du sommet, mais parce qu'elle dépasse la fange de la comptabilité monétaire et du système budgétaire mercantile. L'obstacle à surmonter est, en fin de compte, l'enregistrement des échanges et la comptabilité en partie double de l'entreprise-sujet universel qui sont aussi fatals au niveau de l'État qu'à celui de la commune décentralisée.

Il en est de même dans le système des « examens ». Dans un État raisonnable, il faudrait plutôt un examen pour devenir cordonnier que pour devenir fonctionnaire d'exécution. En effet, la cordonnerie est un savoir-faire sans lequel on peut être un bon citoyen et un homme social. Or, le « savoir politique » requis est une condition sans laquelle on vit dans l'État politique en dehors de l'État, sans laquelle on est coupé de soi-même, de l'air que l'on respire. L'Examen n'est rien qu'une formule de franc-maçonnerie, d'initiation, la reconnaissance légale du savoir civique sous forme de privilège ¹⁰⁶.

L'examen relie la « fonction d'État » à l'« individu » en un lien objectif entre le savoir de la société bourgeoise civile et le savoir de l'État. Ce n'est rien d'autre que le *baptême bureaucratique du savoir*, la reconnaissance officielle de la *transsubstantiation* du savoir profane en savoir sacré. Dans tout examen, l'examineur est censé tout savoir, comme il va sans dire ¹⁰⁷. A-t-on jamais entendu raconter

¹⁰⁶ Le fait que les ouvriers s'insurgent et se mêlent de politique de façon pratique révolutionnaire signifie pour l'homme un premier acte de conquête des affaires publiques et le commencement de la fin du secret initiatique du bureaucrate. Un autre acte en sera « le droit au travail de tous » qui met fin à l'incertitude du lendemain et à la soif d'assurer sa vie avec des expédients *privés*, en faisant carrière. Abolir la carrière signifie en fin de compte instaurer une économie où la consommation est assurée pour tous, même si c'est encore dans les limites de plans. Aujourd'hui, la bourgeoisie cherche à faire le contraire : elle n'abolit pas les carrières assurées, mais rend tout le monde carriériste, dans l'appareil d'Etat aussi bien que l'industrie nationalisée ou non. Déjà, l'Etat prolétarien est la négation du carriérisme, au sens où sa fonction n'est pas de construire et d'organiser, mais seulement de *défendre* ou *cesser de défendre*, révélant ainsi nettement sa fonction de coercition, de violence organisée d'une classe contre l'autre. Il laisse aux producteurs le soin de gérer de plus en plus, et collectivement l'économie. De même, en brisant la famille, la révolution et le communisme détruisent la serre-chaude du « home », de la villa ou de la résidence secondaire où le carriériste accumule les avantages matériels qu'il a arrachés à la collectivité, en ayant à sa disposition une femme, esclave domestique ou pourvoyeuse de revenu supplémentaire pour la petite cellule d'accumulation privée.

¹⁰⁷ Le champ clos des experts naît de la complicité universelle des maquereaux qui prétendent que le travail productif des ouvriers est aveugle et que le mérite s'acquiert dans les écoles, de sorte qu'ils sont seuls capables d'éclairer et de conduire les travailleurs à la laisse, tout en gagnant gros. Or, pour atteindre à la spécialisation, source de parasitisme social, on construit des centaines d'universités et d'instituts où l'on apprend les recettes (le jargon et les attitudes) et où le temps libre créé par la plus grande productivité des ouvriers, de plus en plus abrutis et aliénés, est accaparé par les parasites pour se *former individuellement*, c'est-à-dire pour devenir, grâce à leurs « talents » particuliers, des privilégiés qui gagnent beaucoup en travaillant peu, voire pas du tout.

Tout talent et énergie particuliers sont ainsi tournés dans la société de classe capitaliste vers l'extorsion d'un profit, d'un *avantage singulier* qui se fait ainsi parasite au détriment des producteurs et du développement général. Si, par hasard, l'individu renonçait à ces sales combines et appliquait ses talents à la production, il serait bafoué et humilié par les malins qui connaissent leur intérêt et savent tirer les marrons du feu.

que les hommes d'État grecs ou romains aient passé des examens ? Mais, bien sûr, qu'est-ce qu'un homme d'État romain en face d'un homme de gouvernement prussien !

Pour la manière de penser des classes (cultivées et improductives) dont M. Dühring est le porte parole et l'héritier, c'est forcément une monstruosité de croire qu'un jour il n'y aura plus de terrassier ni d'architecte de profession, et que l'homme qui, pendant une demi-heure, aura donné ses directives d'architecte poussera aussi quelque temps la brouette, jusqu'à ce qu'on vienne de nouveau lui demander d'agir comme architecte ¹⁰⁸. Quel beau socialisme que celui qui éterniserait les manœuvres de profession !...

Fourier et Owen avaient déjà dépassé le mode de penser des classes exploiteuses repris par M. Dühring, prisonnier qu'il est du préjugé selon lequel, en toute occurrence, un certain nombre d'« existences » doivent être condamnées à produire toujours un seul et même article, et résolu qu'il est d'éterniser le « jeu des variétés économiques » de l'homme qui distinguent son mode de vie – les gens trouvant leur plaisir à manipuler telle chose et aucune autre, et étant tombés si bas qu'ils se réjouissent de leur propre asservissement et de leur propre unilatéralité. M. Dühring, encore tout asservi à la division du travail, fait figure de nain par rapport à l'idée qui est à la base des fantaisies les plus extravagantes de l'« idiot » Fourier ou des idées les plus indigentes « du grossier, du plat et du mesquin Owen »...

Et ce ne sont pas seulement les ouvriers, mais aussi les classes qui exploitent directement ou indirectement les ouvriers, que la division du travail asservit à

¹⁰⁸ Cf. Engels, *l'Antidühring*, in *Werke*, t. 20, p.186-187.

Ce passage ne contredit en rien l'idée selon laquelle l'autorité est inhérente à tout procès de production social. Ce qui est intéressant dans l'exemple de l'architecte, c'est que l'autorité est impersonnelle puisque lui-même devient aussi terrassier lorsqu'il s'agit d'obéir au processus déterminé de travail. L'autorité n'en sera pas abolie pour autant, mais ce n'est plus du despotisme de personnes.

Au dernier stade d'évolution du communisme, la formation pratique et théorique sera universelle, la division du travail étant abolie même au niveau de l'individu : « Chacun peut se former et se développer dans n'importe quel domaine (...) en me donnant la possibilité de faire aujourd'hui ceci, demain cela – de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de pratiquer l'élevage le soir et de faire de la critique après dîner à mon gré, sans jamais pour autant que je devienne chasseur, pêcheur, berger ou critique » Cf. MARX-ENGELS, *la Critique de l'éducation et de l'enseignement*, PCM, p.247.

l'instrument de leur activité ; le bourgeois à l'esprit desséché est asservi à son propre capital et à sa propre rage de profit ; le juriste à ses représentations fossilisées du droit, qui le dominant comme une puissance indépendante ; les « cercles cultivés », en général, à une foule de préjugés étroitement locaux et de conceptions obtuses, à leur propre myopie physique et intellectuelle, à leur mutilation par une éducation limitée à une spécialité et par leur enchaînement à vie à cette spécialité même – cette spécialité fût-elle le pur farniente.

Dénouement de l'opposition entre liberté et nécessité

La liberté n'est pas dans une indépendance rêvée vis-à-vis des lois de la nature, mais dans la connaissance (Erkenntnis : reconnaissance) de ces lois et dans la possibilité donnée de ce fait de les mettre en œuvre méthodiquement pour des fins déterminées ¹⁰⁹. Cela vaut aussi bien pour les lois de la nature extérieure que pour celles qui régissent l'existence physique et psychique de l'homme lui-même – deux séries de lois que nous pouvons séparer tout au plus au niveau des idées, mais non dans la réalité. Bref, la liberté de la volonté ne signifie donc pas autre chose que la faculté de décider en connaissance de cause. En conséquence : plus le jugement d'un homme est *libre* sur une question déterminée, plus grande est la *nécessité* qui détermine le contenu de ce jugement ; au contraire, l'incertitude reposant sur l'ignorance, qui choisit en apparence arbitrairement entre de nombreuses possibilités de décision diverses et contradictoires, ne manifeste précisément par là que le fait qu'elle n'est pas libre et est soumise à l'objet qu'elle devrait justement se soumettre. En somme, la liberté consiste dans la domination de

¹⁰⁹ Cf. ENGELS, *Antidühhing*, in *Werke* 20, p.106-107.

La solution fournie par la société communiste fait apparaître clairement que l'opposition de *liberté* et d'*autorité* est stérile, étant une opposition mystifiée et fausse. Ce qui s'oppose de manière féconde à la liberté est la *nécessité*. Et ici, la synthèse fait sens. Jusqu'ici les protagonistes de l'histoire ont été les classes, avec leur insoluble antagonisme entre autorité et liberté, la classe dirigeante excluant les autres du pouvoir et les opprimant dictatorialement de façon plus ou moins ouverte. Or, la classe prolétarienne est d'emblée une classe *et* la dissolution de toutes les classes, d'où la spécificité de son autorité dictatoriale et sa capacité de passer ultérieurement du règne de la nécessité à celui de la liberté. Ce lointain passage de la trajectoire humaine sera le fait non pas d'un groupe corpusculaire de rebelles capricieux contre n'importe quoi et n'importe qui, mais d'un tout organique et coordonné. Il se réalise de par les lois mêmes de l'utile cours historique et à l'échelle de l'*humanité toute entière* au sortir de sa préhistoire.

nous-mêmes et de la nature extérieure reposant sur la conscience que nous avons des nécessités naturelles : c'est donc nécessairement un produit du développement historique.

Lorsque les premiers hommes se séparèrent du règne animal, ils étaient, en tout point essentiel, aussi peu libres que les animaux eux-mêmes. Cependant, tout progrès dans la civilisation représentait un pas en direction de la liberté. Au seuil de l'histoire, l'humanité a découvert la transformation du mouvement mécanique en chaleur : on produisit le feu par frottement. Au terme de l'actuelle évolution, on a découvert la transformation de la chaleur en mouvement mécanique : la machine à vapeur.

Malgré la gigantesque révolution libératrice que la machine à vapeur accomplit dans le monde de notre société – et elle n'est pas encore à moitié achevée – il ne fait cependant pas le moindre doute que le feu par frottement l'a dépassée de loin en efficacité libératrice universelle. En effet, le feu par frottement a donné à l'homme pour la première fois l'empire sur une force de la nature et, de ce fait, l'a séparé définitivement du règne animal. La machine à vapeur ne réalisera jamais un bond aussi impressionnant dans l'évolution de l'humanité, malgré tout le prix qu'elle prend à nos yeux comme représentante de toutes ces puissantes forces de production qui en découlent, ces forces qui permettent seules un état social où il n'y aura plus de différences de classes, plus de souci pour s'assurer individuellement les moyens d'existence, bref un état où pourra être question pour la première fois d'une liberté humaine véritable, d'une existence en harmonie avec les lois connues et reconnues de la nature ¹¹⁰. On constate à quel point toute l'histoire de

¹¹⁰ Dans le juste rapport de la liberté à la nécessité, la synthèse est féconde et surmonte les deux concepts avec ce que nous appellerons, selon les mots de Marx, le mouvement (déterministe) *su et compris*. La société ne peut se soustraire à la *nécessité* de se plier aux forces matérielles du milieu (nature), et la solution marxiste est de l'accepter, de la connaître et de prévoir ses processus. L'ignorant qui bondit croit qu'il est libre parce qu'il « se libère de la pesanteur ». En fait, c'est en connaissant et en se pliant aux lois de la pesanteur que l'homme parvient à voler : connaissance + obéissance au commandement de la loi = domination de la nature par l'homme. Là est le problème et la solution.

C'est alors que l'homme social a une volonté et peut choisir. Le parti communiste de classe en est l'*anticipation*. « Connaissant et comprenant le mouvement » et défendant « les intérêts généraux et futurs » dans l'immédiat, l'avant-garde choisit les solutions de *classe*.

C'est pourquoi, il faut refuser déjà *dans* le Parti d'aujourd'hui – comme Marx-Engels et Lénine l'ont fait pour la société sans Etat de demain – le concept de démocratie. L'autorité ne provient pas du comptage des voix des camarades, mais des principes, des lois de l'histoire qui poussent au communisme. Au reste, les hommes actuels, et même toute la génération présente, n'aurait pas le droit d'imposer SA solution, car ceux qui sont concer-

l'humanité est encore juvénile et combien il serait ridicule d'attribuer quelque valeur absolue aux conceptions actuelles au simple fait que toute l'histoire passée peut se caractériser comme l'histoire de la période qui part de la découverte pratique de la transformation du mouvement mécanique en chaleur à celle de la transformation de la chaleur en mouvement mécanique...

La simple conscience ou connaissance – quand bien même elle irait plus loin et plus profond que celle de l'économie bourgeoise – ne suffit pas pour soumettre à la domination de la société les puissances sociales. Pour cela, il faut avant tout un *acte* social. Cet acte sera accompli lorsque la société, en prenant possession de l'ensemble des moyens de production et en les maniant d'après un plan rationnel, se sera délivrée et aura délivré tous ses membres de la servitude dans laquelle les tiennent présentement ces moyens de production créés par eux-mêmes, mais se dressant en face d'eux comme une puissance étrangère qui les écrase ¹¹¹. Ce n'est donc que lorsque l'homme cessera de simplement penser ou proposer, mais dirigera ou disposera aussi, que disparaîtra également la dernière puissance qui se reflète encore dans la religion, et par là le reflet religieux lui-même – pour la bonne raison qu'il n'y aura plus rien à refléter.

Une des contradictions dans lesquelles s'empêtre la conception métaphysique, c'est celle de la contingence et de la nécessité ¹¹². Or, que peut-il y avoir de plus

nés par la décision ne sont pas présents : les générations passées et futures. Ce qui commande, ce sont les lois et l'intérêt de toute la Nature et de toute l'humanité. C'est la forme parti qui est seule capable de faire le pont, en une opération réelle et féconde, même si le chemin est jalonné d'épreuves et de luttes terribles.

¹¹¹ La clé du problème de l'autorité se trouve dans l'*économie*. Sa solution sera possible quand les forces productives auront atteint un niveau tel, le prolétariat étant la force productive par excellence, que les classes seront progressivement abolies. Jusque là, ce sera l'autorité qui prévaudra et non le fétiche de la liberté. Et la difficulté est de saisir que sur la base d'un développement économique déterminé, l'autorité « périra de sa propre dialectique » - et non des coups que lui aura porté la Liberté. De fait, le contenu de toutes les révolutions, y compris la prolétarienne, consiste en la lutte, non pas de l'autorité contre la liberté ou vice versa, mais de deux autorités armées l'une contre l'autre. Et ce qui importe, c'est de savoir laquelle des deux est progressive et révolutionnaire. C'est tout le ressort de la dictature du prolétariat.

¹¹² Cf. ENGELS, Fragments et notes de *la Dialectique de la Nature*, in *Werke*, t. 20, p.486-87, 489-90, 497.

Il ressort de ce passage que ce qui *est* et *était* considéré comme nécessaire n'est pas vérité fixe et nécessaire, mais au contraire tout à fait fluctuant. C'est chaque fois le mode de production et l'idéologie correspondante, ceux des classes dominantes, qui le déterminent. Par exemple, il s'agissait dans le féodalisme de justifier un système hiérarchique clos – et

radicalement contradictoire que ces notions de la pensée ? Comment est-il possible qu'elles soient toutes deux identiques, que l'accidentel soit le nécessaire, et que le nécessaire soit également l'accidentel ? Le bon sens – et avec lui la grande masse des savants – considèrent nécessité et contingence comme s'excluant une fois pour toutes. Une chose, un rapport, un phénomène est ou bien contingent, ou bien nécessaire, mais non l'un et l'autre à la fois. Contingence et nécessité coexistent donc à côté l'une de l'autre dans la nature ; celle-ci contient des objets et des procès dont les uns sont contingents, les autres nécessaires, et toute la question est de ne pas mélanger les deux ordres de faits... Cela fait que l'on considère que le nécessaire a seul intérêt pour la science, et que le contingent lui est indifférent. En d'autres termes : ce qui est intéressant, ce que l'on ne peut caser dans la loi, c'est-à-dire ce que l'on ne connaît pas, est sans intérêt et peut être laissé de côté. Et c'en est fait de la science, puisque c'est précisément ce qui nous est *inconnu* que la science doit explorer.

En somme, ce que l'on peut ramener à des lois générales passe pour nécessaire, et ce que l'on ne peut ramener à ces lois pour contingent... En opposition à cette conception, le déterminisme issu du matérialisme français essaie d'en finir avec la contingence en la niant purement et simplement : dans la nature, il ne règne que la simple nécessité immédiate. Que cette fleur de trèfle, et non celle-là, ait été fécondée cette année par une abeille à telle époque déterminée, que telle graine de pissenlit ait levé et non telle autre, qu'une puce m'ait piqué la nuit à 4 heures du matin et non à 3 ou 5, et cela à l'épaule droite et non au mollet – tous ces faits sont produits par un enchaînement immuable de causes et d'effets, par une nécessité irréfragable, la sphère gazeuse d'où est issu le système solaire

c'est ce qui était nécessaire. La jeune bourgeoisie ascendante s'attaqua avec vigueur à ces « préjugés » - ce système obscurantiste qui déclare accidentel tout ce qui est en dehors de lui – en proclamant ce qui est nécessaire au capital (cf. les matérialistes français). Elle admet un système universel de déterminations, notamment dans les sciences physiques, chimiques, etc. qui découlent de la division du travail de son mode de production. Ainsi, des secteurs nouveaux, avec des processus, des phénomènes et des objets inédits précédemment, entrent dans le champ de vision de la nouvelle science. Mais ce déterminisme, tout formidable qu'il soit, participe des limitations de la révolution partielle du capitalisme. Une fois au pouvoir et face à la menace croissante du prolétariat, la bourgeoisie tombe de plus en plus dans l'indéterminisme que sollicite d'ailleurs son système limité d'explications – et ce, surtout dans l'économie et la sociologie, l'histoire et l'idéologie, car elle veut exorciser l'issue fatale qui la guette. Seul le prolétariat, classe universelle du travail, peut analyser le monde sans œillères ni exclusives, de façon adéquate, c'est-à-dire organique, totale et unitaire. Le déterminisme change alors de forme et de contenu, et commence là où doit : dans l'analyse sociale et humaine.

s'étant trouvée déjà agencée de telle sorte que ces phénomènes devaient arriver ainsi et non autrement. Avec une nécessité de cette sorte, nous ne sortons pas de la conception théologique de la Nature. Que nous appelions cela, avec Saint Augustin ou Calvin, le décret éternel de la Providence, ou, avec les Turcs, le kismet, ou encore nécessité, il importe peu à la science. Dans aucun cas il n'est question de suivre l'enchaînement causal ; nous n'en savons pas plus dans un cas que dans l'autre ; la prétendue nécessité demeure une formule creuse et, en conséquence, le hasard reste ce qu'il était.

La contingence n'est donc pas expliquée ici à partir de la nécessité ; au contraire, la nécessité est plutôt ravalée à produire la contingence pure. Si le fait qu'une cosse déterminée de petits pois contient 6 pois, et non 5 ou 7, est du même ordre que la loi de mouvement du système solaire ou celle de la transformation de l'énergie, ce n'est pas en réalité la contingence qui est élevée au niveau de la nécessité, mais c'est la nécessité qui est abaissée au niveau de la contingence.

La notion de hasard jette par-dessus bord la nécessité telle qu'on l'a conçue jusqu'ici, car l'innombrable matériel des cas où joue le hasard, que l'on a accumulé entretemps, a écrasé et fait éclater l'ancienne théorie de la nécessité, qui a donc fait fiasco ¹¹³. La conserver davantage signifierait dicter pour loi à la nature l'arbitraire théorie humaine du déterminisme, alors qu'elle entre en contradiction avec elle-même et avec la réalité, et proclamer que le règne du chaos contingent est de manière universelle la loi unique de la nature vivante...

¹¹³ Cf. ENGELS, Fragments et notes à *la Dialectique de la nature*, in *Werke*, t. 20, p.48.

Engels montre d'abord que la conception bourgeoise du déterminisme a fait faillite. Cette théorie est trop étroite, mécaniciste, pour contenir l'explication de tous les faits, dont l'observation contredit à la fin la validité – ce qui ne lui enlève nullement son immense mérite historique : le calcul élémentaire n'est pas à rejeter de sa sphère d'application parce que les mathématiques supérieures la démontrent erronée dans ses prémisses et plus encore dans la sphère supérieure du calcul, où il faut recourir à d'autres hypothèses scientifiques.

Il esquisse ensuite à grands traits la nouvelle conception de la *nécessité* qui s'oppose à l'aveuglement de l'ancienne, en même temps qu'elle confirme des cas tenus jusqu'ici pour contingents. Certes, il ne s'agit pas d'autre chose que d'une esquisse, mais fondamentale, de la nouvelle conception, avec l'intervention de l'activité humaine dans la sphère scientifique, avec la créativité qui ajoute quelque chose de plus et de neuf : la prévision et la confirmation de la production de l'homme. Comme on le voit, il ne s'agit pas de briser la nécessité, mais de la contrôler, de l'utiliser et de la vérifier par et dans le travail. Cf. MARX-ENGELS, *Manuscrits mathématiques*, Ed. 10/18 (à paraître).

Par ailleurs, l'observation empirique, à elle toute seule, ne pourra jamais démontrer de manière satisfaisante la nécessité. *Post hoc* (après cela), mais non *propter hoc* (à cause de cela), cf. *Encyclopédie* de Hegel p.84. Cela est si vrai qu'il ne s'ensuit pas du lever constant du soleil le matin qu'il se lèvera aussi demain, et effectivement nous savons désormais qu'il viendra un temps où un matin le soleil *ne se lèvera pas*.

Il se trouve que la preuve de la nécessité réside dans l'activité humaine, dans l'expérimentation, dans le *travail* : si je peux produire l'*après cela*, il devient identique à *la cause de cela*.

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

II. EXEMPLE HISTORIQUE DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

« Étant donné les progrès immenses de la grande industrie dans les vingt-cinq dernières années et les progrès parallèles qu'a accomplis, dans son organisation en parti, la classe ouvrière; étant donné les expériences pratiques, d'abord de la Révolution de Février (1848), ensuite et surtout de la Commune de Paris qui, pendant deux mois, mit pour la première fois aux mains du prolétariat le pouvoir politique, ce programme (du Manifeste) est aujourd'hui vieilli sur certains points. La Commune, notamment, a démontré que « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine d'État et de la faire fonctionner pour son propre compte ».

Marx-Engels, *Préface à l'édition allemande de 1872 du Manifeste.*

« Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer ce mot : dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat. »

Fr. Engels, *Préface de 1891 à la Guerre civile en France.*

[Retour à la table des matières](#)

II. EXEMPLE HISTORIQUE DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Préliminaire

Du communisme aliéné au communisme insurgé

[Retour à la table des matières](#)

Dans la base économique, la société communiste ne peut être contenue tout entière, parce qu'elle implique des rapports humains conscients et volontaires, une prévision – un plan – préalable : les déterminations aveugles de la praxis millénaire sont renversées. Pour parvenir à ce résultat nouveau qui clôt la préhistoire humaine, le prolétariat s'insurge donc à un point donné contre le monde bourgeois sous la poussée des forces économiques socialisées, afin d'imposer son programme communiste que défend son parti de classe.

On ne peut donc faire abstraction du procès de la révolution dans la genèse du communisme. Au reste – pour répondre aux nombreuses objections selon lesquelles une telle société sans antagonismes n'aurait plus de ressort, ni de dynamisme, parce que les contradictions en seraient exclues (elles ne le sont que pour ce qui concerne les rapports entre les hommes, et non de ceux-ci avec la nature) – nous dirons que précisément la société communiste sera révolutionnaire ou mieux en bouillonnement incessant, parce que le passé ne déterminera plus le présent. En effet, la création, le futur – le plan communautaire de vie de la nature et de l'espèce – prépareront le présent à un développement toujours plus complexe, plus haut, plus dense, original et nouveau.

En ce sens, la société communiste renouera avec tous les marxistes de l'histoire, tous ceux qui, comme Spartacus, Arminius, Dante, Cromwell, Robespierre, etc., ont fait avancer l'humanité d'un pas, en œuvrant dans le tourbillon de l'histoire et en sachant exprimer, sous la forme des grandes idéologies populaires, l'irruption actuelle de nouveaux rapports matériels qui s'imposaient à la vie sociale. Tous ces grands ordonnateurs de nouveaux systèmes sociaux jusqu'aux plus anciens furent des marxistes dans la conception de notre parti ¹¹⁴.

Ils exprimaient le futur dans le présent, non seulement par des actes, mais encore des idées qui forment une longue chaîne conduisant à l'émancipation humaine totale.

La Commune s'est soulevée non plus comme les grands révolutionnaires, qui portaient des noms flamboyants mais individuels, mais comme expression anonyme et une de toute la classe ouvrière qui avait créé la base de son action communiste dans la production, à la sueur de son front, donnant jour après jour son sur-travail à la société. Le communisme était désormais en acte à la pleine lumière du jour : il se définissait d'abord contre la société capitaliste dont il était issu, en abattant ses ignobles superstructures de contrainte, l'État en tête, puis en décrétant au nom de la classe et de toute l'humanité des mesures de régénération sociale, avec des interventions despotiques dans le domaine social, politique, économique et idéologique. La société communiste naissait dans la lutte, la tragédie, comme tous les gestes humains grandioses qui vont jusqu'au sacrifice de la vie pour se défendre contre les gnomes qui cherchent à l'étouffer. Le souffle de l'espèce transcende l'individu ; le communisme et la solidarité ont raison des mesquineries privées.

¹¹⁴ Cf. l'article *United States of Europa*, in *Prometeo* n° 14, de 1950, p. 617.

Ainsi Spartacus, avec l'idéologie d'égalité morale de tous les hommes (ce que les chrétiens primitifs exprimaient en disant que chaque humain a une âme), élimine effectivement, dans une très large mesure, le jeu des droits personnels, en interdisant que la personne humaine soit traitée comme une marchandise que l'on vend et que l'on achète (ce caractère mercantile est encore aggravé chez le prolétaire dont la force de travail seule est une marchandise qu'il doit vendre... lui-même). Cf. *Propriété et Capital*, in *Prometeo* n° 13 de 1949, p. 578-579.

Guerre et paix

Les révolutionnaires sont seuls en État de comprendre la Commune qui a suivi le développement de l'industrie de 1849 à 1870, dont les lois furent celles-là mêmes que Marx a théorisées dans le Capital où il suit les méandres de la taupe ouvrière qui prépare l'assaut contre la bourgeoisie et les propriétaires fonciers. En effet, tout mouvement, toute dynamique, tout futur dans le présent échappe aux conformistes qui sont figés dans l'enregistrement de l'immédiat, et n'ont pas d'yeux pour le devenir, la création, l'original, l'inédit. Ils ramènent tout au tangible concret, et donc à leurs schémas et préjugés établis. C'est ainsi que la Commune fut pour eux un État, alors que Marx-Engels y voient déjà un État-collectivité (Gemeinwesen) capable de se dissoudre ; ils y voient la régénération de la France, alors qu'elle est le signal de la régénération du monde ; ils y voient la guerre contre les Prussiens, alors qu'elle est guerre contre toutes les bourgeoisies, allemandes et françaises réunies avec l'Angleterre et les États-Unis à l'arrière plan ¹¹⁵. Bref, selon l'expression forgée pour eux par Marx, elle est l'« impossible communisme ».

Et ici encore, l'analyse de Marx glace de terreur les bourgeois : la Commune est née de la dissolution même de la société capitaliste, non pas au sens moral qu'y voient les nains quand ils confrontent la Commune « dure et pure » à la dépravation du Second-Empire, mais au sens qu'elle fut la négation dialectique du totalitarisme impérialiste et de l'idéologie libérale par ses interventions despotiques dans le domaine politique et économique. Le Second Empire avait mis en place les structures impérialistes à partir desquelles les monopoleurs et les accapareurs intervenaient pour drainer les profits et orienter la production en leur faveur, et voilà que ces superstructures servaient aujourd'hui de levier pour les mesures conscientes et systématiques de régénération sociale : le totalitarisme impérialiste était le tremplin de la révolution communiste.

C'est aussi des terribles réalités de la guerre impérialiste qu'a jailli la Commune, comme cela sera le cas de la révolution russe et allemande de 1917 et

¹¹⁵ Cf. MARX-ENGELS, *la Commune de 1871*, Ed. 10/18, cf. p. 134-139, 174-180, sur les manœuvres des bourgeoisies américaine et anglaise contre la Commune.

1919, et même des révolutions anti-impérialistes des continents de couleur de cet après-guerre. C'est, en somme, la société officielle ou – comme Marx l'appelle dans d'autres textes – la contre-révolution elle-même qui lui a donné le signal. Le 18 mars, cherchant à désarmer les ouvriers de Montmartre, de Belleville et de la Villette, dans l'épisode de la « récupération » des canons à l'instigation de la bourgeoisie allemande complice de la française, les troupes de Thiers mirent le feu aux poudres. Marx explique que ce « prélude au désarmement général (de Paris) donna conscience aux ouvriers que la révolution du 4 Septembre qui avait vu s'écrouler l'État impérial, était la leur propre » et que le gouvernement Thiers n'avait fait qu'usurper le pouvoir car, en chassant Napoléon III, les ouvriers avaient fait de cette révolution « le régime légal de la France », et « la République, son œuvre, était reconnue par le vainqueur dans les termes mêmes de la capitulation » ¹¹⁶.

Marx éclaire, dans ce contexte, le point fondamental du défaitisme révolutionnaire dans la guerre impérialiste qui est la condition sine qua non de la révolution et du communisme, parce que c'est l'acte premier, dramatique, militaire, par lequel la classe ouvrière affirme son autonomie et sa spécificité communiste en opposition à sa bourgeoisie nationale. Les ouvriers en abaissant les armes, en refusant de se battre contre leurs frères de l'autre côté du front, ne trahissent pas leur patrie, parce qu'ils sont au-delà de ce concept, ne pouvant « trahir » comme le font seuls les bourgeois et, de surplus, n'ayant pas de patrie. En effet, trahir la patrie n'est qu'une façon de faire bourgeoise : c'était Thiers qui pactisait avec l'ennemi de sa patrie, Bismarck, parce qu'ils menaient tous deux une guerre ... où leur nation n'avait rien à chercher, parce qu'elle s'effectuait uniquement pour de sordides intérêts capitalistes. La nation française, comme toutes les autres, était morte quand la bourgeoisie, après avoir soudé derrière elle les autres classes pour abattre le féodalisme, avait pris le pouvoir, et dominait le pays pour l'exploiter : la réalité classiste se substitue alors à celle de la nation¹¹⁷. La guerre

¹¹⁶ Cf. MARX, *la Guerre civile en France*, Ed. Sociales, 1968, p. 52.

¹¹⁷ La guerre impérialiste est la dissolution de la guerre nationale qui devient dorénavant – selon les termes de Marx – une pure mystification. Même du côté allemand, où le conflit de 1870 avait commencé objectivement comme une guerre nationale révolutionnaire, Bismarck était vite devenu impérialiste en allant contre les intérêts nationaux allemands – pour lesquels il aurait mieux valu prendre l'Autriche et faire ensuite la guerre contre l'impérialisme tsariste. Côté français, en plus des intérêts dynastiques bien connus de Bonaparte, la guerre était aussi dès l'origine l'expression de la poussée indirecte de la soif de profit des capitalistes

impérialiste avait révélé son secret au grand jour avec l'insurrection de la Commune : l'ennemi n'était pas en face, mais à la maison même – Bismarck et Thiers étaient alliés contre les ouvriers.

En effet, au plan économique, la guerre impérialiste naît du besoin de détruire la surproduction qu'ont créée les ouvriers en produisant de la plus-value en masse, et la crise que dénoue la guerre doit liquider les marchandises, les machines et les ouvriers en trop grand nombre – il faut donc massacrer les ouvriers, en même temps que les forces productives trop pléthoriques pour les rapports bourgeois. La défense de la nation n'est plus qu'un truc pour justifier le massacre et conduire les masses à la boucherie, tandis que, par-dessus les lignes du front, les bourgeoisies continuent de traiter leurs affaires – toujours sur le dos des exploités ¹¹⁸.

La bourgeoisie elle-même avait abaissé les armes devant les Prussiens pour pactiser avec eux contre ses ouvriers, empêchant ceux-ci – même s'ils l'avaient voulu, ce qui n'était pas le cas, comme l'a montré la Commune – de faire la guerre à l'ennemi de la « nation ». C'est elle qui donna le signal du défaitisme : « Il ne faut pas oublier que Trochu est orléaniste et, en tant que tel, il vit dans la peur constante de la Villette, de Belleville et des autres quartiers révolutionnaires de Paris, qu'il craint plus que les Prussiens » ¹¹⁹. L'armée officielle « est une force organisée plutôt contre un ennemi intérieur qu'extérieur » ¹²⁰. « Tel est le véritable secret des défaites non seulement à Paris, mais dans toute la France, où la bourgeoisie a agi selon le même critère, en accord avec la plupart des autorités locales » ¹²¹.

français. Pour la stratégie du prolétariat dans les différentes phases du conflit franco-prussien, voir : *le Marxisme et la question militaire*, in *Fil du Temps* n°11, p. 164-193.

¹¹⁸ Sur les motivations économiques et sociales de la guerre franco-prussienne de 1870, cf. MARX-ENGELS, *la Crise*, Ed. 10/18, chapitres : *la Drogue du militarisme* et *Economie de guerre en permanence*, p. 225-232.

¹¹⁹ Cf. ENGELS, *Sur la Guerre*, in *Pall Mall Gazette* 26-1-1871, reproduit in MARX-ENGELS, *la Commune de 1871*, Ed. 10/18, p. 108.

¹²⁰ *Ibid.*, 6-10-1870, l.c., p. 107.

¹²¹ Cf. Marx à Kugelmann, 4-2-1871. (Souligné par le traducteur).

Dans la guerre impérialiste se vérifie à plein le jugement d'Engels de l'*Antidühring* : la bourgeoisie a fait son temps, elle n'est plus capable de dominer la vie sociale. Elle est contrainte irrésistiblement à liquider l'énorme surproduction qu'elle n'arrive pas à absorber, et de faire la guerre à une autre bourgeoisie – l'allemande, l'anglaise, la russe, qui est pourtant sa complice et alliée contre le prolétariat. Dans toutes les guerres impérialistes, la bour-

La guerre impérialiste est mère des révolutions prolétariennes, écrit Lénine. Et le défaitisme est le moment où la guerre entre États se renverse en guerre de classe. Le défaitisme est passif chez la bourgeoisie, et actif chez le prolétariat qui retourne ses armes contre sa propre bourgeoisie. La première mesure que le prolétariat peut prendre pour initier sa révolution et réaliser ses propres revendications de classe contre le capital est donc de sortir de la guerre impérialiste de manière claire et définitive – en luttant contre sa propre bourgeoisie.

La Commune ne pouvait être une révolution prolétarienne qu'en étant d'emblée internationale, en s'abstenant de faire la guerre à une seule bourgeoisie – pour Bismarck contre Thiers (en trahissant comme ce dernier, ce qui lui est impossible avec sa politique de classe) ou pour Thiers contre Bismarck (en étant chauvin... comme le compère de Thiers, Napoléon III). Elle se heurta inévitablement aux deux, mais EN PREMIER à Thiers. En s'attaquant à Bismarck « au nom de toute la France », la Commune aurait repris à son compte « la bannière tricolore jetée dans la fange » par Thiers, ... en abandonnant du coup ses mesures antibourgeoises révolutionnaires et en renonçant à ses mesures en faveur de la classe ouvrière et de son émancipation. La Commune, en ne reprenant pas la guerre avec Bismarck ¹²², obligea la bourgeoisie française à se démasquer complètement en collaborant ouvertement avec Bismarck contre le peuple en armes de Paris. En effet, Bismarck avait exigé que Paris fut pacifié (qu'on lui enlevât ses canons et que l'on désarmât les ouvriers de Paris) pour satisfaire les conditions de paix prussiennes et obtenir le retrait des troupes d'occupation. Etant en paix avec la Prusse, les Communards qui réussirent à passer les premières lignes et tombèrent entre les mains prussiennes étaient épargnés, alors que les Versaillais les massacraient immédiatement. Enfin, il est clair que cette politique classis-

geoisie française, par exemple, hésite entre l'alliance avec l'Allemagne ou avec l'Angleterre : elle demeure toujours partagée. Ainsi était-elle prête à collaborer massivement avec l'Allemagne de 1939-45. On peut déjà prévoir que la bourgeoisie française sera encore plus divisée dans le conflit qui se prépare.

¹²² Marx précise que « la Commune avait accepté les préliminaires de paix, et la Prusse avait proclamé sa neutralité » (*La Guerre civile en France*, p. 87). Et Engels souligne que lorsque Paris capitula, Bismarck n'osa pas désarmer lui-même ses défenseurs – la Garde nationale et le peuple en armes. De leur côté, les gardes nationaux ne cherchèrent pas à s'opposer avec les armes à l'entrée des Prussiens dans Paris, suivant en cela les conseils de l'Internationale. Il n'y avait donc pas d'État de belligérance officielle entre la Commune et Bismarck, ce qui n'empêcha pas ce dernier de suppléer lâchement Thiers dans son action contre Paris... Les Communards révélèrent ainsi les véritables motivations contre-révolutionnaires des deux bourgeoisies acoquinées dans cette phase finale de la guerre.

te de la Commune fournissait le meilleur terrain pour l'entente fraternelle avec les ouvriers allemands qui, de leur côté, se désolidarisèrent de leur propre État. A contrario, en Espagne de 1936, il a suffi que les ouvriers acceptent de prendre le fusil contre le « fascisme » et de défendre la « démocratie », pour qu'ils lâchent leurs armes de classe les plus efficaces – grève générale, insurrection – en même temps que leurs revendications propres de classe. Ils subirent dès lors une meurtrière guerre conventionnelle qui fut le prélude à la croisade contre le fascisme du massacre impérialiste de 1939-45.

Le principe de l'art militaire du prolétariat révolutionnaire est qu'en sabotant le militarisme de son propre pays, on sabote en même temps le militarisme de l'autre côté de la ligne du front, car on ruine du même coup le principe militariste commun de la bourgeoisie ¹²³. On rompt la solidarité nationale qui lie le prolétariat de chacun des deux pays à sa bourgeoisie et fait que les deux nations ou prolétariats s'entre-tuent dans les guerres atroces de l'impérialisme moderne. Le militarisme allemand avait un besoin pressant du militarisme français : l'un justifiait l'autre. Les prolétaires russes – après ceux de la Commune – avaient commencé à juste titre par détruire le militarisme qui les opprimait chez eux, et c'est pourquoi ils ont pu dire tranquillement aux Allemands : Retirez-vous des régions envahies, si vous voulez que nous fassions la paix. Si vous ne le voulez pas, commandez donc à votre armée de stationner et d'avancer. Nous verrons bien si elle vous obéira, lorsque nous lui aurons prouvé, en démobilisant la nôtre, qu'elle n'a en face d'elle aucun ennemi, alors qu'elle en a un sur le dos, c'est-à-dire vous, classe capitaliste et militariste ¹²⁴!

¹²³ Cf. *Fil du Temps* n° 12, p. 70-72, sur la répercussion du défaitisme d'un côté de la ligne du front sur l'autre.

¹²⁴ Et si, nous dira-t-on, l'armée du pays où la bourgeoisie domine encore avance tout de même ?

« Lénine donna deux réponses à cette question : l'une réside dans l'histoire de la Commune qui n'aurait pas hésité, en mettant en déroute la flicaille bourgeoise de France, à accueillir à coups de canon également les Prussiens, mais en aucun cas elle n'aurait abaissé le drapeau rouge de la révolution. L'autre réponse aux apologistes tordus de la guerre bourgeoise, impérialiste, contre-révolutionnaire, fut justement : *la guerre*. Notre guerre, la guerre révolutionnaire, la guerre socialiste. Contre le même ennemi alors ? Alors la *même* guerre défendue par nous ? ricane le contradicteur philistin. Non, parce que la nouvelle guerre est une guerre de classe, parce qu'elle n'est pas conduite aux côtés de l'Etat bourgeois et de son Etat-major, déjà renversés ; parce que sa victoire ne sera pas la victoire d'une coalition impérialiste mais celle de la révolution mondiale » (*Struttura...*, chapitre : *Victoire dans un seul pays*). En somme, défaitisme et guerre révolutionnaires sont des *moyens* au service du même *principe* internationaliste lorsqu'ils sont maniés par le pouvoir prolétarien, en opposi-

En somme, il faut qu'un peuple réussisse, chez lui d'abord, à briser le militarisme et le mirage de la solidarité nationale avec la bourgeoisie, pour pousser irrésistiblement l'autre peuple vers la même solution. Certes, la situation propice à ce mot d'ordre ne se crée pas, mais elle survient à chaque massacre impérialiste, et attendre alors que l'autre commence, c'est renoncer soi-même à la révolution. La paix de Brest-Litovsk sema le défaitisme dans les rangs de l'armée allemande, et mit non seulement fin à la guerre mondiale, mais renversa encore le gouvernement du Kaiser. En ce sens, la lutte contre le militarisme est un levier puissant pour élargir aux autres pays la révolution et dépasser la forme nationale de celle-ci. La clé de la « simultanété » de l'action révolutionnaire est le sabotage de la défense nationale bourgeoise.

Ce défaitisme est l'unique moyen qui permette ensuite de s'emparer du pouvoir bourgeois qui repose essentiellement sur l'armée : il faut désagréger le militarisme intérieur pour ébranler la domination bourgeoise, et Marx de préciser : « C'était en même temps la plus sûre garantie contre l'agression étrangère, et cela rendait, en fait, le coûteux appareil militaire IMPOSSIBLE DANS TOUS LES AUTRES ETATS »¹²⁵. Mieux encore, la suppression de l'armée permanente – qui ne se

tion complète au militarisme et au défaitisme bourgeois (*Struttura...*, chapitre : *La guerre 1914*). Une parfaite illustration de ces derniers fut donnée par Staline, qui n'hésita pas à user du défaitisme dans certains pays en guerre pour ensuite appeler à la guerre au sein du camp impérialiste le plus fort lors de la Seconde guerre mondiale : le seul principe étant alors la politique de l'Etat national russe.

¹²⁵ Cf. MARX, *la Guerre civile en France*, Ed. Sociales, 1953, p.214.

Ce recueil n'aurait pas de sens, s'il ne donnait pas une vision marxiste des tâches actuelles. Toutes les interventions combinées de la bourgeoisie mondiale ont certes bien souvent écrasé dans l'œuf les mouvements de classe, mais elles favorisent aussi le dépassement rapide de la « phase nationale » de la future révolution. C'est la bourgeoisie, au reste, qui a tissé des liens économiques entre tous les pays aux frontières desquels les ouvriers font la navette pour trouver du travail, les questions de langue étant elles aussi dépassées, soit que ces régions sont bilingues, soit que les ouvriers le sont devenus eux-mêmes. Dans ces conditions, on peut penser qu'au prochain assaut en Europe la révolution débordera rapidement les frontières d'un pays : « Peut-on hasarder un schéma de la future révolution internationale ? Son aire centrale sera constituée par les pays qui ont répondu aux ruines de la guerre par une puissante reprise productive, en premier lieu l'Allemagne – y compris celle de l'Est – la Pologne et la Tchécoslovaquie. Une insurrection prolétarienne succèdera à l'expropriation féroce de tous les possesseurs de capital popularisé, et son épicerie devrait se trouver entre Berlin et le Rhin, le Nord de l'Italie et le Nord-Est de la France étant rapidement entraînés dans le mouvement... Dans cette troisième vague historique de la Révolution, l'Europe continentale deviendra communiste politiquement et socialement – ou bien le dernier marxiste aura disparu » (cf. *le Marxisme et la Russie*, 1957, in *Programme Communiste* n° 2 de 1957 (réédition en brochure intitulée *l'économie russe d'Octobre à nos jours*, 1960, p. 147).

fait pas par décret, mais par sa dissolution révolutionnaire – permet de lier la paysannerie au prolétariat au pouvoir, en la déliant de « l'impôt du sang » qu'elle verse cycliquement pour la bourgeoisie dans les guerres modernes où elle sert de piétaille¹²⁶. C'est enfin l'abolition du coûteux militarisme bourgeois qui permet de dégonfler littéralement le budget de l'État du prolétariat et d'effectuer un transfert de forces productives de l'industrie de l'armement et de la mort vers les productions de vie.

Au centre : la dictature du prolétariat

C'est la violence politique qui est la première mesure de transition au communisme : le prolétariat doit d'abord détruire l'État existant, puis organiser aussitôt le sien. Cette mesure ne peut encore dépasser le cadre national, à moins d'une victoire qui s'étende au-delà des frontières d'un pays ou qui soit simultanée dans plusieurs. Cette hypothèse est peu vraisemblable, car la domination bourgeoise cède d'abord au maillon le plus faible. Cependant, le défaitisme et les empiètements impérialistes dans des guerres qui portent une bourgeoisie sur les terres de l'autre sont aptes à propager rapidement la révolution à l'extérieur. Cependant, même si l'État de la dictature reste confiné géographiquement dans les limites nationales, toute son action, ayant un contenu social, a une portée internationale contre la bourgeoisie en général. Ses mesures sont universelles, parce qu'elles visent l'émancipation de l'homme, du salarié, qui existe partout de la

Afin de fixer les idées, face aux impatiences de l'immédiatisme qui penserait que la crise de 1975, tout universelle et historique qu'elle soit, mène dans l'année à la décision, il faut rappeler que la révolution permanente à l'échelle internationale ou la révolution mondiale est un processus qui s'étend sur des 20, voire 50 ans. En effet, admettons, par exemple, que la guerre – faute de la révolution – suive l'actuelle crise mondiale, les Américains cherchant alors à utiliser comme piétaille les Chinois - comme ils l'ont fait, pour la deuxième guerre mondiale, avec les Russes afin d'occuper la première moitié de l'Europe. La révolution qui éclaterait au cours, ou après cette guerre, au centre de l'Europe dans notre hypothèse, ne pourrait représenter qu'une première vague de la révolution. Il faudrait attendre peut-être des décennies pour vaincre la forteresse américaine, qui pourrait s'appuyer sur des moitiés, voire des continents entiers dépendants d'elle. Ainsi Lénine parlait-il de trois siècles, par exemple, avant l'instauration du plein communisme à l'échelle du monde entier. Depuis Lénine, le capitalisme a essaimé dans le monde entier la base économique du communisme – ce qui raccourcit la période de transition au plein communisme, mais rend sans doute plus difficile la conquête du pouvoir qui prélude aux transformations socialistes.

¹²⁶ Ibid.

même manière. Comme l'explique le Manifeste, c'est sur la base de départ nationale que le prolétariat développe son action subversive : « Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut donc leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Cependant, comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique [et sa propre bourgeoisie est son ennemi numéro un. N.d.Tr.] s'ériger en classe dirigeante de la nation, se constituer lui-même en tant que nation, il est encore par là national, quoi que nullement au sens bourgeois du terme ». Et pour montrer que son action gouvernementale est sociale, Marx poursuit : « Son action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de son émancipation ».

Au reste, la Commune le proclama elle-même : « Le drapeau de la Commune est celui de la République universelle » (Journal officiel du 31 mars 1871). C'est aussi pourquoi les ouvriers substituèrent la République sociale, le drapeau rouge, à la République française tricolore. D'emblée, le contenu international déborde de toutes parts la forme nationale déterminée par les limites de la première victoire.

L'aspiration première, unique et constante, du Parti est - comme Marx n'a cessé de le répéter dans les statuts de l'Internationale, etc. - la conquête du pouvoir, l'érection de la dictature du prolétariat. Car cet acte est la conclusion et la synthèse de tous les efforts des prolétaires, en même temps qu'il fournit la clé de toutes leurs solutions - non pas au sens que l'État édifie le socialisme, mais qu'il garantit au prolétariat et au travail l'hégémonie dans la société par un acte de force contre les superstructures avec lesquelles la bourgeoisie régnait auparavant. Bref, l'État donne libre cours au développement du socialisme, en formant rempart contre ses ennemis. Toute la critique théorique de l'économie mercantile et monétaire, de la recherche du profit, de la production pour la production, du parasitisme des rentiers qui possèdent la terre, etc., y trouve sa sanction pratique - la critique par les armes - en éliminant du pouvoir les classes dominantes qui représentent tous ces rapports aliénés.

Ce premier acte politique rompt avec l'économie politique capitaliste et lui substitue celle du travail qui instaure le règne du producteur associé sur les ruines de la division du travail et des tâches séparées et aliénées de l'administration, de la politique, de l'État, de l'idéologie et des arts. La synthèse et

l'épanouissement complet des individus fait pièce à la spécialisation, la parcellisation et la mutilation des individus.

Le fait que la Commune n'ait pas été décidée, organisée à l'avance, comme en Russie où le parti bolchévique a préparé, prévu le processus et la manière de prendre le pouvoir en octobre 1917, mais qu'elle fut un résultat spontané – dans la mesure où l'on peut faire, bien sûr, abstraction des traditions vivantes du prolétariat français et de la propagande de l'Internationale, etc. – montre que la révolution prolétarienne est déterminée à éclater de par les contradictions de l'actuelle société de classe. Elle confirme ainsi les lois de la révolution et du communisme inscrites dans le développement même de la société moderne, ainsi que la grande découverte de Marx sur la dictature du prolétariat. La Commune était nécessaire, déterminée ; elle pouvait et devait être théorisée en lois et principes irréfragables du prolétariat pour lui servir de guide demain et dans tous les pays par lesquels devait passer le même développement. Marx et Engels ne la décrivirent donc pas au gré des événements et à leur image directe, mais de manière scientifique, en établissant sa dynamique abstraite, théorique. Ainsi Engels expliquait-il à Bernstein que les descriptions de la Commune par Marx n'étaient pas froides et objectives, mais tendaient à établir les lois de toutes les révolutions prolétariennes du futur, dont elle représentait la matrice universelle : « Si dans la Guerre civile en France, nous avons porté au compte de la Commune des plans plus ou moins conscients alors que ces tendances étaient plus ou moins inconscientes, ce n'est pas seulement parce que les circonstances le justifiaient, mais encore parce qu'il faut procéder ainsi. Les Russes [et ce n'est pas un hasard, puisque selon la prévision de Marx-Engels c'étaient eux qui devaient donner le signal de la révolution européenne après la défaite de la Commune. N. d. Tr.] ont fait preuve d'un grand bon sens, en mettant ce passage de la Guerre civile en annexe à leur traduction du Manifeste » (1-1-1884).

De fait, Engels démontra que la Commune fut le tombeau du vieux socialisme spécifiquement français et le berceau du communisme international pour la France elle-même. Si la révolution communiste exige, pour réussir et pour être efficace, directe et radicale, la direction du parti, elle ne peut cependant éclater sans la convergence entre le processus naturel incompressible qui conduit à cette explosion et la volonté et la conscience de l'avant-garde. Ces derniers facteurs sont concentrés dans le parti de classe qui est une force matérielle. Il ne fait pas la

révolution, mais la dirige. Il déchiffre le parcours que doit suivre la taupe de la révolution, il sait où appliquer le levier pour abattre le monstrueux édifice des superstructures bourgeoises en dictant un cours nouveau aux forces productives. Il n'échappe pas au déterminisme, mais il prévoit son devenir et le domine. L'une des thèses inhérentes à tout le corps théorique du marxisme, c'est que l'on ne peut sortir de la préhistoire humaine, sans prendre en mains, en le sachant et en le voulant, le sort des hommes. Il n'est pas possible de faire le saut révolutionnaire, si l'on se laisse porter par la vague de la révolution, car celle-ci exige volonté et connaissance, contrôle et domination du processus. Seul le parti communiste peut surmonter tous les méandres, avancées et reculs, hauts et bas du mouvement tourmenté de la révolution pour déboucher sur la victoire. Cela n'est possible que s'il « choisit » les déterminations générales, historiques pour dépasser les déterminations et suggestions immédiates qui fourvoient tout parti qui se laisserait porter par le mouvement. Or, les reculs et les défaites momentanés sont inévitables dans toute bataille d'envergure.

Selon les termes du Manifeste, le Parti communiste défend toujours les intérêts généraux de toute la classe par delà – voir contre – les intérêts économiques ou politiques IMMÉDIATS des diverses couches, professions, organisations particulières de la classe ouvrière, car « il a sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement ouvrier » - et d'agir en conséquence.

Avec sa théorie, le parti domine le mouvement, le contrôle, le prévoit et le commande ; selon l'expression de Marx, le communisme est action dans le « mouvement su et compris ». Le Parti défend ainsi le futur dans le présent, l'intérêt de toute la classe contre les intérêts professionnels, contingents, particuliers et locaux des diverses catégories de travailleurs. Il veut et choisit donc – par delà l'actualité bornée et limitée – les solutions et la voie générales du mouvement ouvrier, en évitant les détours et méandres des impulsions immédiates, les oscillations et les hésitations. Il accélère en un mot le mouvement révolutionnaire, en concentrant et en unifiant les forces, en simplifiant les voies et moyens d'arriver au but qu'il s'est fixé clairement à l'avance – à partir de l'expérience des luttes du passé. Ici encore, le parti anticipe le communisme : il part de la conscience et de la volonté pour agir sur les conditions matérielles en renversant la praxis aveugle qui tâtonne.

Rupture politique et transition économique

C'est au niveau du parti que l'action se noue à la théorie, aux lois et au programme communistes. Un marxiste ne met pas en question les principes de la dictature, de la violence, du pouvoir Étatique centralisé et concentré, de l'abolition de la division de classe, de la société communiste sans pouvoir d'État : au plan politique, il ne peut admettre, sur ces impératifs, de compromis qui sacrifient l'autonomie et l'unité de classe du prolétariat. En revanche, au plan économique, les petits pas, voire deux pas en avant et un pas en arrière sont admissibles, voire sont de rigueur.

Une fois arrivé au pouvoir, les questions de principe et de théorie sont considérées comme réglées pour l'action de l'État de la dictature du prolétariat qui intervient despotiquement dans l'économie et la vie sociale : la mise en œuvre des mesures de transition est empirique et ne prétend pas à l'infailibilité. Ce sont des moyens pour faire avancer les choses – à partir d'un niveau précapitaliste aussi bien que capitaliste – et leur contenu peut être bourgeois, par exemple, telle mesure que la bourgeoisie a omis de prendre en raison de son esprit borné et timoré.

Au plan économique, la Commune n'a certes pu faire de grands pas vers le socialisme ¹²⁷, mais son intérêt n'est pas là. Il est tout entier dans le fait qu'elle a

¹²⁷ Ainsi n'a-t-elle pu abolir ni l'argent, ni le salariat, ni le profit, ni la rente : elle n'a pas encore mis fin à la domination du capital « abstrait » ou général, mais a mis en place tous les mécanismes qui les élimineront au bout d'une très longue évolution. Par exemple, si les capitalistes ont fui avec les propriétaires fonciers, la source de leurs revenus n'en est pas pour autant tarie. Et on peut même dire, avec Lénine, qu'il existe toujours la base sur laquelle « chaque jour, chaque heure, d'une manière spontanée et continue » renaîtront le capitalisme et la bourgeoisie, c'est-à-dire le péril social des couches *populaires* – et avec elles la petite production marchande du petit paysan ignare, de l'artisan borné, avec leur appendice, l'odieux boutiquier. C'est ce que démontre magistralement le texte prémonitoire de Lénine, *la Maladie infantile*, qui distingue nettement entre les expressions de *prolétariat* et de *peuple*.

Les ouvriéristes démocrates règlent le problème de façon volontariste, en proclamant prolétaires tous les petits-bourgeois et en prolétarisant ainsi le terme hybride de peuple. De cette manière, ils ont atteint leur but le soir même de la révolution, « tandis que nous disons aux ouvriers : il vous faut traverser 15, 20 ou 50 ans de guerres civiles pour changer les conditions existantes et vous rendre aptes à la domination sociale » (Cf. MARX, Intervention au Conseil central de la Ligue des communistes, 17-9-1850, trad. fr. in *le Parti de classe*, PCM, 1973, tome 2, p. 12-13).

instauré la dictature du prolétariat – et toute la transition au socialisme s’y lit déjà.

La première mesure du prolétariat annonce déjà qualitativement, sinon quantitativement, ce changement radical : la conquête de l’État, c’est-à-dire des superstructures politiques, juridiques, administratives et idéologiques, le met en mesure de gérer la société et de développer l’initiative des masses. En s’appropriant les fruits intellectuels du travail tournés jusqu’ici contre elles, les masses révolutionnent au fur et à mesure la science issue du procès de production collectif, la politique qui leur permet d’organiser communautairement et solidairement les rapports humains, l’idéologie et l’art qui fusionneront avec la vie et la production sociales. L’essentiel se trouve dans la tendance et l’orientation nettement sociales, et non plus privées. D’où une double caractéristique des mesures socialistes : la concentration et la centralisation qui permettent d’unir tous les éléments séparés et antagoniques de l’évolution antérieure, et la diffusion systématique, parmi les masses, de ces éléments réconciliés dans l’homme qui se les approprie progressivement certes, mais déjà collectivement.

Comme le note Marx, la Commune n’a jamais promis de miracles collectivistes au sein de l’économie limitée et désorganisée par la guerre. Elle entamait seulement un long processus historique qui systématisait d’abord la lutte de classes en lui fournissant un cadre où elle se déroulerait dans les conditions les plus favorables possibles pour le prolétariat disposant de l’arme du pouvoir. En effet, au soir de la conquête de l’État, la lutte des classes n’est pas terminée, comme le suggère l’idéologie anarchiste. Elle s’exaspère au contraire, puisque – comme la Commune l’a démontré – cette première victoire à l’échelle nationale crée un nouvel ennemi au prolétariat victorieux – la bourgeoisie internationale. Quoiqu’il en soit, contre les classes non prolétariennes de l’intérieur, le parti au gouvernement dispose de l’arme économique aussi bien que politique et militaire, et désormais la lutte des classes se poursuit dans une position renversée : le proléta-

A propos de la définition du terme de peuple, Marx écrit : « Les démocrates reconnaissent qu’ils ont devant eux une classe privilégiée, mais eux, avec tout le reste de la nation, ils constituent le peuple. Ce qu’ils représentent, c’est le droit du peuple ; ce qui les intéresse, c’est l’intérêt du peuple. Ils n’ont pas besoin, avant d’engager une lutte, d’examiner les intérêts et les positions des différentes classes... Ils n’ont qu’à donner le signal pour que le peuple fonce avec ses ressources inépuisables sur ses oppresseurs » (Cf. MARX, *le 18 Brumaire*, Ed. Sociales 1969, p. 54).

riat combat en s'appuyant sur tous les moyens que lui procurent sa situation de classe dominante.

En toute occurrence, il ne s'agissait pas encore d'amorcer le processus de transition au socialisme dans la production et la distribution. Néanmoins, d'emblée, tout était changé. Nous sommes dans un autre monde. La guerre civile – et non l'action voulue de la Commune – a brûlé les étapes, sans doute trop vite ¹²⁸. En effet, « l'expropriation des expropriateurs », cette belle et vieille phrase de Marx, était surtout une formule d'agitation destinée à indiquer le but final de l'action plutôt qu'une mesure à prendre immédiatement. Dans la France de 1871, il fallait encore développer massivement les divers domaines de la connaissance, de la technique et de l'expérience avant d'amorcer la transition au socialisme qui requiert une progression consciente et massive vers une productivité du travail supérieure à celle du capitalisme, sur la base des résultats atteints par celui-ci ¹²⁹.

En conséquence, ce fut le travail politique de recensement et de contrôle qui prit tout d'abord le pas sur l'expropriation des expropriateurs, parce qu'il s'agit encore d'apprendre des capitalistes avant de les dépasser. En somme, la mesure politique a largement priorité sur l'économique. Un premier pas décisif est cependant accompli du fait que l'État qui défendait les privilèges des classes domi-

¹²⁸ Au cours des crises – et les guerres en sont le comble –, l'histoire s'accélère. Au lieu d'être un handicap pour la révolution, elles imposent plutôt des mesures générales d'urgence, en exaspérant l'effort et la mobilisation des énergies révolutionnaires. Elles accélèrent au maximum le pouls de la révolution. Il ne fait pas de doute que les mesures peuvent alors anticiper de loin sur les possibilités concrètes de l'économie. La famine, la guerre et les difficultés de toutes sortes permettront de rompre radicalement avec les odieuses sociétés de classe dont elles sont les dernières manifestations, et elles souderont encore plus rapidement la solidarité et le communisme avec son esprit anti-mercantile et anti-monnaire que ne pourraient le faire sur le papier des mesures apparemment plus rationnelles. La révolution est elle-même la grande force du socialisme.

¹²⁹ Les mesures de la Commune ne sont donc pas dictées directement par l'aveugle nécessité économique, mais suivent autant que possible la volonté humaine de la collectivité. Le premier pas dans cette direction est l'organisation systématique du recensement et du contrôle dans les entreprises, qu'elles soient abandonnées *ou non* par les capitalistes. Les cadres, les « spécialistes » et même les capitalistes peuvent parfaitement rester en place dans de nombreux cas, puisqu'ils « savent mieux diriger » le procès économique au plan technique et que les ouvriers doivent apprendre d'eux : la direction sociale se trouve entre les mains des ouvriers organisés en classe dominante dans l'Etat de la dictature du prolétariat. C'est déjà le renversement de la praxis : ce n'est plus l'économie qui dicte les superstructures politiques et idéologiques, ce sont celles-ci qui renversent le sens du déterminisme aveugle de l'économie en une action concertée vers les besoins humains.

nantes et orientait la production dans leur intérêt est transféré, non plus à des individus, mais à la collectivité laborieuse. Ainsi, le paysan ne sera plus martyrisé par la finance, ni exproprié et prolétarisé : la collectivité le haussera progressivement, par un transfert de plus-value à son profit, au niveau de producteur de coopératives de village et de canton, puis de département et de la nation ; à ce point, il aura dépassé la division du travail, ayant combiné les activités industrielles, intellectuelles et agricoles.

Le but est présent dans toute l'orientation nouvelle du pouvoir, et cela dès le début, alors qu'on ne pourra encore dire au paysan que ceci : si tu acceptes la domination du prolétariat, tu peux compter qu'il ne te traitera pas aussi mal que le propriétaire foncier et le grand capitaliste.

L'instauration de la dictature du prolétariat – comme tout gouvernement révolutionnaire : cf. l'État bon marché avec l'administration stricte au début du capitalisme (Robespierre, Payne, Adam Smith, Mao, etc.) – introduit l'ordre et la rigueur dans la gestion des affaires publiques en opposition flagrante avec la corruption et l'immoralité de l'État des classes dominantes surannées. C'est le nettoyage, la remise en ordre de la vie économique, de l'ingénue « révolte contre tous le coquins » de la chanson !

Il ne faut pas sous-estimer l'importance de cette phase : en enlevant la plus-value aux capitalistes et aux rentiers, on peut commencer à orienter tout l'appareil de production vers la fabrication d'autres produits, plus sains et plus utiles aux masses. On peut éliminer des branches entières de l'inutile production de luxe qui, dans les sociétés de classes, est développée en priorité et même au détriment des articles de première nécessité, parce qu'elle bénéficie d'un débouché solvable, alors que le pouvoir d'achat des masses pour les articles essentiels est plus que réduit. Le travail humain peut être appliqué aux productions les plus nécessaires. Un pas décisif est fait pour substituer la valeur d'usage à la valeur d'échange. Certes, le socialisme est tout autre chose qu'« une bonne administration et une bonne gestion » - mais, sans elles, il serait inconcevable.

La gestion économique – non plus mercantile, ni monétaire, ni salariale – du stade le plus bas du socialisme sera fondée sur le calcul planifié des grandeurs physiques fondamentales pour la société, à savoir le temps de travail et la masse des articles de consommation. Cela n'est évidemment possible que si la produc-

tion a déjà atteint un niveau de développement considérable. A ce propos, il est indiscutable que la Commune n'a pu appliquer en réalité les mesures - surtout celles économiques - qu'elle avait décrétées, car elle manquait non seulement de temps, mais encore de l'espace géographique, étant restée confinée à Paris, de surcroît en État de guerre et de famine. Il est clair, dans ces conditions, que la glorieuse affirmation de la rémunération égale (qui permet d'introduire une autre mesure essentielle de passage au socialisme : la mise en équilibre de la consommation sociale et du temps social de travail de tous, grâce auquel on peut abolir le mécanisme mercantile de ce rapport) n'a pu véritablement être mise en place. Les Fédérés mangèrent plus de rats d'égout que de grains des fécondes plaines de Beauce et de Brie, et l'administration ne commanda pas tant les ouvriers des fabriques, en grande partie closes, que les ouvriers luttant sur les barricades et fortins de ce temps-là, ouvriers non pas salariés, mais transformés en grenadiers et canonniers. Mais, en dépit du minimum de gestion administrative que la tragédie consentait à la Commune, elle dût prendre en charge des fonctionnaires et les payer. Cependant, elle prévint ses épiques « bureaucrates » qu'ils ne seraient pas payés plus qu'un ouvrier de fabrique. En fait, il arriva plutôt qu'elle ne paya ni les uns ni les autres, et les premiers restèrent à leurs écritoires, comme les seconds à leurs canons – en serrant la ceinture et les dents.

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

II. EXEMPLE HISTORIQUE DE
LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

TEXTES DE MARX-ENGELS

[Retour à la table des matières](#)

II. EXEMPLE HISTORIQUE DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

LA COMMUNE DE PARIS DE 1871

« La classe ouvrière n'exigeait pas de miracles de la Commune. Elle n'a pas d'utopies toutes prêtes à introduire par décret du peuple. Elle sait que pour produire sa propre émancipation, et avec elle cette forme de vie plus élevée à laquelle tend irrésistiblement la société actuelle de par sa propre évolution économique, elle devra passer par de longues luttes, par toute une série de processus historiques, qui transformeront complètement les circonstances et les hommes. Elle n'a pas d'idéaux à réaliser ; elle a seulement à libérer les éléments de la société nouvelle qui se sont déjà développés dans les flancs de la société bourgeoise qui s'effondre. »

Marx, la Guerre civile en France.
Adresse du Conseil général de
l'Association Internationale des Travailleurs.

[Retour à la table des matières](#)

Universalité du processus révolutionnaire

En ce qui concerne les combats de Paris, on peut craindre que la fin ne soit proche ¹³⁰. Cependant, si la Commune est battue, la lutte est simplement différée. Les principes de la Commune sont éternels et ne peuvent pas être détruits : *ils resurgiront toujours de nouveau jusqu'à ce que la classe ouvrière soit émancipée.*

La Commune de Paris a été écrasée avec l'aide des Prussiens qui ont assumé le rôle de gendarmes de Thiers. Bismarck, Thiers et Favre ont conspiré pour anéantir la Commune. À Francfort, Bismarck a reconnu que Thiers et Favre lui avaient demandé d'intervenir. Le résultat démontre qu'il est disposé à faire tout ce qui est en son pouvoir pour les aider – sans risquer la vie de soldats allemands, non parce qu'il ménage les vies humaines lorsque s'ouvre à lui la perspective d'un butin, mais parce qu'il veut humilier encore davantage les Français, qui se battent entre eux, pour pouvoir leur extorquer encore plus de choses. Bismarck a

¹³⁰ Cf. MARX, Exposé du 23-5-1871 au Conseil général de la 1^{ère} Internationale, in *Werke*, t. 17, p. 636-637.

Bien que Marx ait écrit lui-même que la Commune avait *démontré* qu'il fallait détruire la machine d'Etat capitaliste avant d'instaurer l'Etat prolétarien, sa théorie de la dictature du prolétariat était élaborée depuis longtemps sur ce point. Ainsi écrit-il à Kugelmann, le 12-4-1871 : « Si tu relis le dernier chapitre de mon *18-Brumaire*, tu verras que j'y prévois que le prochain assaut révolutionnaire en France devra s'attacher non plus à faire passer la machine bureaucratique-militaire en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la *détruire*, et que c'est là la condition préalable de toute révolution véritablement populaire sur le continent. C'est aussi ce qu'ont tenté nos héroïques camarades de Paris ».

Dans l'énorme matériel de Marx sur la Commune, nous avons extrait ce qui touche particulièrement à la dictature du prolétariat. Pour ce qui est, par exemple, des trois Adresses de Marx sur la guerre franco-allemande et la Commune, cf. *la Guerre civile en France*, Editions Sociales, pour ce qui est des événements qui ont préparé l'insurrection, ainsi que les commentaires au jour le jour et les enseignements que Marx-Engels en ont déduits, cf. MARX-ENGELS, *la Commune de 1871*, Editions 10/18. Nous avons extrait le texte que nous reproduisons ci-après des diverses Ebauches que Marx a faites pour sa troisième Adresse sur la Commune. Nous renvoyons le lecteur au texte de Lénine sur *l'Etat et la révolution* pour un commentaire marxiste sur la Commune auquel nous adhérons entièrement et qui se retrouve implicitement tout au long de ce recueil. A propos de la défense de la dictature du prolétariat contre les falsifications les plus diverses, cf. LÉNINE, *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, in *Œuvres*, t. 28, p. 233-336. Le lieu n'est pas de polémiquer ici contre les prétendus marxistes ou léninistes qui ont abjuré la dictature du prolétariat en continuant de s'appeler communistes au lieu de kautskystes : eux qui retournent tous les mots ne doivent pas être combattus par des mots.

autorisé Thiers à utiliser plus de soldats que n'en prévoyait la convention ¹³¹, mais il n'a permis qu'un approvisionnement limité de Paris en vivres.

Si la Commune représentait tous les éléments sains de la société française, et, en conséquence, était le gouvernement véritablement national, elle était en même temps un gouvernement des ouvriers et donc la courageuse avant-garde luttant pour l'émancipation du travail, internationale au plein sens du terme. Sous les yeux de l'armée prussienne qui avait annexé à l'Allemagne deux provinces françaises, la Commune annexait à la France les ouvriers du monde entier.¹³²

Le second Empire avait été l'orgie de la filouterie cosmopolite, la crapule de tous les pays s'était ruée à son appel pour participer à ses bacchanales et au pillage du peuple français. En ce moment même, le bras droit de Thiers est Ganesco, escroc valaque, et son bras gauche, Markovski, espion russe. La Commune admit tous les étrangers à l'honneur de mourir pour une cause immortelle.

Entre la guerre contre l'étranger, perdue par sa trahison, et la guerre civile, fomentée par son complot avec l'envahisseur étranger, la bourgeoisie avait trouvé le temps d'afficher son patriotisme, en organisant la chasse policière aux Allemands habitant en France. La Commune a fait d'un ouvrier allemand son ministre du travail. Thiers, la bourgeoisie, le second Empire avaient constamment floué la Pologne par des bruyantes professions de sympathie tandis qu'ils la livraient en réalité à la Russie, dont ils accomplissaient les basses œuvres ; la Commune honoraient les fils héroïques de la Pologne en les plaçant à la tête des défenseurs de Paris.

¹³¹ Il s'agit de la Convention d'armistice, signée par le gouvernement bourgeois le 28 janvier 1871, qui prévoyait les conditions de la reddition de Paris et l'élection d'une Assemblée nationale (le 8 février). Celle-ci, à écrasante majorité réactionnaire, désigna Thiers comme chef de l'Exécutif et ratifia les Préliminaires de paix dictés par Bismarck le 1^{er} mars 1871, au moment même de l'entrée des Prussiens dans Paris. De ce jour, Paris passa sous l'autorité de fait du Comité central de la Garde nationale, de composition prolétarienne.

¹³² Cf. MARX, *la Guerre civile en France. Adresse du Conseil général de l'A.I.T. in Werke*, t. 17, p. 346. Cette collusion de toutes les bourgeoisies internationales contre le soulèvement prolétarien s'est vérifiée des dizaines et des dizaines de fois sous nos yeux – depuis la Commune de Varsovie de 1944 et celle de Berlin de 1953 où le complice impérialiste laissa assassiner et déporter sans broncher jusqu'aux interventions cubaines en Afrique avec l'assentiment de la Maison Blanche, pour arrêter la révolution bourgeoise qui risquait de basculer en révolution prolétarienne. On nous pardonnera d'actualiser Marx ! Mais comment comprendre la Commune, si l'on ne voit pas clair aujourd'hui et comment comprendre les événements brûlants d'aujourd'hui sans les analyses d'hier de nos classiques ?

Pour marquer clairement l'ère nouvelle de l'histoire qu'elle avait conscience d'initier, la Commune jeta bas ce colossal symbole de la guerre et de ses pompes, la colonne Vendôme, sous les yeux des conquérants prussiens d'un côté, et de l'armée française conduite par des généraux bonapartistes de l'autre.

Comme tous les artifices se sont dissipés au souffle du Paris révolutionnaire ¹³³ ! En manifestant ouvertement ses tendances internationales, car la cause des producteurs est partout la même, tout comme son ennemi est partout le même quelle que soit sa nationalité ou son travestissement national, Paris a proclamé le principe de l'admission des étrangers à la Commune. Il a même élu un travailleur étranger (membre de l'Internationale) à son Exécutif, et a décrété d'abattre le symbole du chauvinisme français – la colonne Vendôme !

Tandis que les bourgeois chauvins démembraient la France et opéraient sous la dictature de l'envahisseur étranger, les ouvriers ont battu l'adversaire étranger en portant leurs coups contre leur propre classe dominante ; ils ont fait sauter les divisions en conquérant la position d'avant-garde parmi les ouvriers de toutes les nations !

Le franc patriotisme de la bourgeoisie – si naturel chez les véritables propriétaires des divers biens « nationaux » – n'est plus qu'une mystification pure et simple par suite de la nature cosmopolite qui marque ses entreprises financières, commerciales et industrielles. Dès lors que ces conditions sont les mêmes dans tous les pays, cette baudruche y éclatera comme en France...

Le *Journal officiel* du Comité central du 20 mars relate : « Les prolétaires de la capitale – au milieu des défaillances et des trahisons des classes dominantes – ont compris que l'heure était arrivée pour eux *de sauver la situation* en prenant en mains la direction des affaires publiques » (l'administration d'État). Ils dénoncent « l'incapacité politique et la décrépitude des mœurs bourgeoises » comme source des « malheurs de la France » : « Les travailleurs qui produisent tout et ne jouissent de rien, souffrent de la misère au milieu de leurs produits accumulés, fruit de leur labeur et de leur sueur... *Ne leur sera-t-il jamais permis d'œuvrer à leur émancipation ?*... Le prolétariat, en face de la menace permanente qui pèse

¹³³ MARX, Première Ebauche de la Guerre civile en France, in Werke, t. 17, p. 559, 558.

sur ses droits, de la négation absolue de toutes ses aspirations légitimes, de la ruine de la patrie et de toutes ses espérances, a compris qu'il était de son devoir impérieux et de son droit absolu de prendre en main ses propres destinées et d'en assurer le triomphe » en s'emparant du pouvoir (cf. *Déclaration au peuple français*, 20-4-1871).

Il est clairement affirmé que le gouvernement de la classe ouvrière a été en premier lieu, indispensable pour sauver la France de la ruine et de la décomposition dont la menaçaient les classes dominantes, si bien que déloger du pouvoir ces classes (qui avaient perdu la capacité de diriger la France) a été une *nécessité de salut public* ¹³⁴.

Mais il n'est pas moins clairement affirmé que le gouvernement de la classe ouvrière ne peut sauver la France et œuvrer pour les affaires de la nation qu'en travaillant à *sa propre émancipation*, car les conditions de cette émancipation sont en même temps les conditions de la régénération de la France. Cela se traduit par la guerre ouverte du travail contre les propriétaires qui monopolisent les moyens de production, contre le Capital.

Le chauvinisme de la bourgeoisie est tout à fait inconsistant et donne un déguisement national à toutes ses exigences à elle. C'est un moyen, par le truchement des armées permanentes, de perpétuer les luttes entre les nations, pour subjuguier dans chaque pays les producteurs en les dressant contre leurs frères de chaque autre pays ; c'est un moyen pour prévenir la collaboration internationale des classes ouvrières, première condition de leur émancipation. Le caractère véritable de ce chauvinisme (devenu purement verbal depuis longtemps) est apparu au cours de la guerre de défense qui, après Sedan, a été partout paralysée par la

¹³⁴ La révolution n'est pas affaire de volonté ou de conviction, c'est un phénomène physique au milieu duquel les hommes bouleversent leurs traditions et leur mode d'existence présent. La catastrophe, les contradictions brûlantes et tranchantes du capitalisme lui-même suscitent l'effondrement et l'échec de la bourgeoisie incapable de satisfaire les besoins les plus élémentaires des larges masses de la population. La révolution n'est pas une partie de plaisir – en dépit des descriptions romantiques des protagonistes de la révolution bourgeoise qui appelle à une fraternisation joyeuse, mais combien trompeuse, du peuple tout entier.

Les mesures que prendra le prolétariat révolutionnaire, au cours de la catastrophe sociale, d'abord de la crise économique mondiale de plus en plus aigue, puis des conflits armés qu'elle suscitera avec toutes les destructions, la misère et les larmes qui s'ensuivront, ne seront pas dictées par le bon sens, l'efficacité et la rationalité la plus grande possible, mais viseront à la sauvegarde collective et, en ce sens, pousseront vers la société communiste.

bourgeoisie chauvine ; il est apparu dans la capitulation de la France et dans la guerre civile déclenchée par le grand-prêtre du chauvinisme, Thiers, avec la permission de Bismarck...

Les Prussiens qui, dans l'ivresse bruyante de leur victoire militaire, contemplant les tourments de la société française et les exploitent en faisant de sordides calculs à la Shylock, avec la grossièreté désinvolte des hobereaux, sont déjà punis eux-mêmes par la transplantation de l'Empire en terre allemande ¹³⁵. Eux-mêmes sont condamnés à libérer en France les courants souterrains qui les engloutiront en même temps que le vieil ordre des choses. La Commune de Paris peut fort bien tomber, mais la révolution sociale qu'elle a instiguée, ne manquera pas de triompher. Les foyers où elle naîtra sont partout.

¹³⁵ Cf. MARX, Seconde Ebauche de la Guerre Civile en France, in Werke, t. 17, p. 599-600.

Leviers pour changer la guerre impérialiste en guerre civile

Le complot contre-révolutionnaire eut directement comme conséquence inévitable le désarmement de Paris, mais il aurait pu être opéré avec plus de circonspection, de mollesse et à un moment plus opportun ¹³⁶. Cependant, il ne souffrait pas d'être différé, étant une stipulation de l'impérieux accord financier ¹³⁷ dont les séductions étaient irrésistibles. Il fallait donc que Thiers s'essayât à un coup d'État : il déclencha la guerre civile, en chargeant Vinoy qui avait déjà trempé dans le coup d'État du 10 Décembre 1851, d'une incursion nocturne contre la butte Montmartre, à la tête d'une bande de sergents de ville et de quelques régiments de ligne. Son entreprise criminelle échoua devant la résistance des gardes nationaux et *leur fraternisation avec les soldats*. Le lendemain, dans un manifeste affiché sur les murs de Paris, Thiers informa les gardes nationaux de sa décision magnanime de leur laisser les armes, car il ne doutait pas qu'ils s'empresseraient de les utiliser contre les « rebelles » en se ralliant au gouvernement. Sur les 300 000 gardes nationaux, il n'en eut que 300 à répondre à son appel. La glorieuse révolution ouvrière du 18 mars avait incontestablement instauré son pouvoir sur Paris.

¹³⁶ *Ibid.* p. 582-583.

¹³⁷ Le gouvernement Thiers avait préparé un emprunt pour obtenir une "provision" de plus de 300 millions. Thiers reconnut que les milieux financiers avec lesquels il avait négocié cet emprunt avaient exigé que l'on commençât à « pacifier » le peuple de Paris. Ce n'est qu'après la défaite de la Commune, le 20 juin 1871, que la loi sur l'emprunt d'Etat fut adoptée.

Cette revendication de la bourgeoisie française à son comité d'administration dirigé par Thiers rejoint l'exigence de Bismarck, scellant ainsi l'Internationale bourgeoise contre le prolétariat. En effet, *la Convention d'armistice et de la capitulation de Paris* du 28-1-1871, signée par J. Favre et Bismarck, prévoyait qu'outre une contribution de 200 millions de francs payable aux Prussiens dans les 15 jours, Thiers devait livrer l'artillerie de campagne, le matériel de guerre de l'armée de Paris ainsi que de nombreux forts aux autorités allemandes. C'est donc en faisant exécuter cette double exigence bourgeoise que la contre-révolution poussa le prolétariat à s'insurger. L'alliance des monstres froids bourgeois n'exclut pas les rapports impérialistes entre eux.

Le 18 mars, à 3 h. du matin, les agents de police et divers bataillons de ligne étaient à Montmartre, Belleville et La Villette pour prendre à l'improviste les gardiens de l'artillerie et leur arracher de force leurs canons ¹³⁸. La Garde nationale résista, les soldats de la ligne *levèrent la crosse en l'air* (Fr.), *malgré les menaces et les ordres du général Lecomte* que ses soldats fusillèrent le même jour et en même temps que Clément Thomas. « Les troupes de la ligne mirent leur crosses en l'air et fraternisèrent avec les insurgés ».

L'un des officiers bonapartistes, engagé dans l'attaque nocturne contre Montmartre, le général Lecomte, avait par quatre fois ordonné au 81^e régiment de ligne de faire feu sur des civils sans armes, place Pigalle, et, devant le refus de ses hommes, il les avait rageusement insultés ¹³⁹. Au lieu de fusiller femmes et enfants, ses propres troupes le fusillèrent, lui. Les habitudes invétérées acquises par les soldats à l'école des ennemis de la classe ouvrière ne vont pas, bien sûr, changer à l'instant même où ces soldats passent aux côtés des ouvriers : ces mêmes hommes exécutèrent aussi Clément Thomas.

La défaite infligée à Vinoy par la Garde nationale n'était qu'un rejet de la contre-révolution ourdie par les classes dirigeantes ¹⁴⁰. Cependant, le peuple de Paris fit aussitôt de ce réflexe de défense le premier acte de la révolution sociale. La révolution du 4 Septembre avait rétabli la République, après que le trône de l'usurpateur avait été renversé. L'opiniâtre résistance de Paris durant le siège, qui constitua la base de la guerre de défense en province, avait arraché à l'envahisseur étranger la reconnaissance de cette République, dont la véritable signification et le véritable but ne furent révélés que le 18 mars. Elle devait abolir les conditions politiques et sociales de la domination de classe sur lesquels repose le système du vieux monde, qui avaient engendré le Second Empire et avaient, sous sa tutelle, mûri jusqu'à la pourriture. L'Europe frémit comme sous un choc électrique. On eut l'impression qu'un moment elle se mit même à douter de la réalité de ses récents exploits sensationnels dans le domaine politique et militaire, comme s'il ne

¹³⁸ Cf. MARX, *Première Ebauche...*, in *Werke*, t. 17, p. 566.

¹³⁹ Cf. MARX, *la Guerre civile en France*, in *Werke*, t. 17, p. 331.

¹⁴⁰ Cf. MARX, *Seconde Ebauche...*, in *Werke*, t. 17, p. 584.

s'agissait que de simples rêves sanguinaires appartenant à un passé depuis longtemps révolu. Portant sur son visage les traces d'une longue famine, la classe ouvrière de Paris, face aux baïonnettes prussiennes, conquiert d'un seul coup la position d'avant-garde dans la lutte pour le progrès, etc.

La Commune avait été proclamée par les ouvriers de Lyon, Marseille et Toulouse après la défaite de Sedan ¹⁴¹. Gambetta fit de son mieux pour l'écraser. Pendant le siège de Paris, eurent lieu les soulèvements toujours répétés des ouvriers – chaque fois écrasés sous divers prétextes par les Bretons de Trochu, dignes héritiers des Corses de Louis-Napoléon – qui constituaient autant de tentatives pour remplacer le gouvernement des escrocs par la Commune. La Commune, qui mûrissait alors déjà en silence dans la conscience du prolétariat, était le vrai mystère de la révolution du 4 septembre...

Qu'est-ce donc que la Commune, ce sphinx qui met l'entendement bourgeois à si rude épreuve ? Dans sa conception la plus simple, elle est la forme sous laquelle la classe ouvrière se saisit du pouvoir dans ses principaux bastions sociaux, à Paris et dans les autres centres industriels.

Quel que soit le mérite de chacune des mesures de la Commune, sa mesure la plus importante fut sa propre création et sa propre organisation qui jaillit à un moment où l'ennemi étranger se trouvait à une porte, et l'ennemi de classe à l'autre porte ¹⁴². Elle démontra sa vitalité par son existence, et confirma sa théorie par son action. Son apparition fut une victoire sur les vainqueurs de la France. Paris captif reprit à lui, d'un élan hardi, la direction de l'Europe, non en s'appuyant sur la force brutale, mais en prenant la direction du mouvement social, en donnant corps aux aspirations de la classe ouvrière de tous les pays.

Si toutes les grandes villes s'étaient organisées en Communes selon le modèle de Paris, aucun gouvernement n'aurait pu réprimer le mouvement en le surprenant par une réaction soudaine. C'est précisément grâce à cette conquête préliminaire que le mouvement gagnerait le temps nécessaire à son développement interne,

¹⁴¹ Cf. MARX, *Seconde Ebauche...*, in *Werke*, t. 17, p. 591.

¹⁴² Cf. MARX, *Première Ebauche...*, in *Werke*, t. 17, p. 545.

ainsi que sa meilleure garantie. La France entière se serait organisée en Communes s'administrant et se gouvernant elles-mêmes, l'armée permanente aurait été remplacée par la milice populaire ¹⁴³, la masse des parasites d'État écartée, la hiérarchie cléricale remplacée par les maîtres d'école, les tribunaux d'État transformés en organes de la Commune ; les élections de la représentation nationale n'auraient plus été des tours de prestidigitation d'un gouvernement tout-puissant, mais l'expression consciente des Communes organisées ; les tâches de l'État auraient été réduites à quelques rares fonctions au service de buts nationaux communs.

Il n'y avait pas de guerre entre la Prusse et la Commune de Paris ¹⁴⁴. Au contraire, la Commune a accepté les préliminaires de paix, et la Prusse avait proclamé sa neutralité. En conséquence, la Prusse n'était pas belligérante. Elle se comporta comme un spadassin – comme un spadassin lâche, puisqu'elle prit sur elle aucun risque, comme un spadassin à gages, puisqu'elle avait lié d'emblée le prix du sang, ses 500 millions (conditions au retrait de ses troupes) à la reddition de Paris. C'est ainsi que se révéla enfin le véritable caractère de cette guerre, ordonnée par la Providence en châtement de la France athée et débauchée, par le bras de la pieuse et morale Allemagne ! ¹⁴⁵...

¹⁴³ Cette question essentielle de la milice prolétarienne est traitée par Lénine dans *la Milice prolétarienne*, 3-5-1917, in *Œuvres*, t. 24, p. 175-178, et *le Programme militaire de la révolution prolétarienne*, Septembre 1916, in *Œuvres*, t. 23, p. 93-94.

¹⁴⁴ Cf. MARX, *la Guerre civile en France*, in *Werke*, t. 17, p. 360-361.

Ce qui ressort avec force de cette constatation de Marx, c'est qu'il est faux d'affirmer que la Commune a continué la guerre nationale, perdue par la bourgeoisie française, contre la Prusse – comme l'insinuent à tout propos les chauvins que sont les soi-disant « communistes » français, fauteurs des « grandes guerres patriotiques » à l'ère des guerres impérialistes mondiales. La Commune est, au contraire, surgie de la débâcle et de la catastrophe de la guerre franco-prussienne qui a affaibli la bourgeoisie au pouvoir. Il faut donc dire : la guerre bonapartiste, nous ne l'avons pas voulue, pas plus que la capitulation de Thiers et de la bourgeoisie républicaine, mais ce n'est pas pour autant que nous ferons la guerre aux Prussiens. Il ne le fallait pas parce que Bismarck se rangeait aux côtés de Thiers, mettant les deux bourgeoisies d'accord contre le prolétariat. Or, conduire la guerre contre la seule prussienne, en ignorant donc la française voire en pactisant avec elle, eût été, dans ces conditions, renforcer sa propre bourgeoisie et Thiers – à savoir le pire et plus direct ennemi des ouvriers français.

¹⁴⁵ La « France athée et débauchée » n'est pas, évidemment, la France bourgeoise, mais le prolétariat de France qui, dès la révolution de 1789, intervint à la manière plébéienne et élargit la révolution bourgeoise en « guerre de propagation révolutionnaire » qui ébranla le féodalisme jusqu'en Prusse. Bref, ce qui apparut, c'est que la guerre franco-prussienne de la

Les troupes prussiennes qui encerclaient la moitié nord-est de Paris, avaient l'ordre de ne laisser passer aucun de ceux qui cherchaient à fuir les massacres organisés par les Versaillais contre les Communards ¹⁴⁶. Cependant les officiers fermèrent souvent les yeux lorsque les soldats écoutaient plutôt la voix de l'humanité que celle de la consigne de l'État-major. Il faut notamment dire à la gloire du corps d'armée saxon qu'il s'est conduit de façon très humaine et laissa passer bien des hommes, dont la qualité de combattant de la Commune était évidente.

Qu'après la plus atroce guerre des temps modernes, le vaincu (français) et le vainqueur (allemand) fraternisent pour massacrer en commun le prolétariat – cet événement inouï démontre, non pas comme Bismarck le pense, l'écrasement irrémédiable d'une nouvelle société ascendante, mais la désagrégation complète de la vieille société bourgeoise¹⁴⁷. Le plus grand effort d'héroïsme dont la vieille société soit encore capable est une guerre nationale. Or, il est maintenant avéré qu'elle est une pure mystification des gouvernements destinée à différer la lutte des classes. En effet, la guerre nationale s'arrête sitôt que la lutte des classes éclate en guerre civile ¹⁴⁸. La domination de classe ne peut plus se dissimuler sous

bourgeoisie était en réalité une guerre impérialiste, menée contre le prolétariat qui menaçait de renverser Napoléon III, lequel avait déjà mené la guerre de Crimée en 1853, puis la guerre d'Italie en 1859, etc. pour distraire les ouvriers de la lutte de classes et pour « se maintenir lui-même au pouvoir » (cf. MARX-ENGELS, *Ecrits militaires*, Editions de l'Herne, p. 425. A la même page, Engels souligne que Napoléon III avait également des visées impérialistes sur la rive gauche du Rhin.

¹⁴⁶ Cf. ENGELS, Introduction de 1891 à *la Guerre civile en France*, in *Werke*, t. 17, p. 621-622.

¹⁴⁷ Cf. MARX, la Guerre civile en France, in *Werke*, t. 17, p.361.

¹⁴⁸ Les guerres impérialistes ont clairement montré que l'ennemi n'était pas la nation bourgeoise adverse, par exemple l'Allemagne et le Japon qui, vaincus, ont plus profité de la guerre que l'Angleterre victorieuse elle-même. Les guerres impérialistes sont essentiellement dirigées contre la menace d'une révolution prolétarienne au moment de la crise de surproduction. Il en fut ainsi en 1914, où la social-démocratie était au sommet de sa puissance de sorte que la bourgeoisie prit l'initiative de la guerre contre les ouvriers révolutionnaires qui passèrent à la contre-attaque en renversant le gouvernement allemand en 1918 et en arrêtant la guerre mondiale. Il en fut ainsi en 1939 où la bourgeoisie reprit l'offensive contre le prolétariat qui était menaçant en Espagne, en Chine, en France etc. et s'ouvrit une ère de prospérité sans précédent de 1945 à la crise économique de 1975. Comme le disait Engels, la bourgeoisie déclenche ses guerres impérialistes pour prévenir et contrer la révolution, cf. pp. 70, 73, 90-91 in MARX-ENGELS, *Parti de classe*, IV, P.C.M.

l'uniforme national : les gouvernements ne font qu'*un* contre le prolétariat. Depuis la Pentecôte de 1871, il ne peut plus y avoir ni paix ni trêve possible entre les ouvriers de France et ceux qui s'approprient le produit de leur travail. La main de fer d'une soldatesque mercenaire pourra tenir un moment les deux classes sous une oppression commune ¹⁴⁹. Mais la lutte reprendra sans cesse, et avec une ampleur toujours croissante. Or, il ne peut y avoir de doute quant au vainqueur final – la poignée d'accapareurs, ou la masse immense des ouvriers. Et la classe ouvrière française n'est que l'avant-garde du prolétariat moderne.

¹⁴⁹ La bourgeoisie, elle aussi, peut être subjuguée par la soldatesque au gouvernement. En fait, « la caractéristique du bonapartisme vis-à-vis des ouvriers comme des capitalistes, c'est qu'il les empêche de se battre entre eux. Autrement dit, il défend la bourgeoisie contre les attaques violentes des ouvriers, favorise les petites escarmouches pacifiques entre les deux classes, tout en enlevant aux uns comme aux autres toute espèce de pouvoir politique » (*Ecrits militaires*, p. 483). Ainsi, après 1945, les soldatesques russe et américaine ont empêché que se renouvelle toute tentative révolutionnaire en Allemagne, en s'interposant entre prolétariat et bourgeoisie de ce pays – et depuis ce pays reste divisé et occupé. Il en va de même de la plupart des pays européens de tradition révolutionnaire qui sont liés à l'OTAN ou au Pacte de Varsovie.

Guerre sans merci entre les classes

Alors que le gouvernement de Versailles, aussitôt qu'il eut recouvré un peu de courage et de force, employa les moyens les plus brutaux contre la Commune ¹⁵⁰ ; alors qu'il supprimait la liberté d'expression et d'opinion par toute la France, allant jusqu'à interdire les réunions aux représentants des grandes villes ; alors qu'il soumettait Versailles et le reste de la France à un espionnage pire encore que celui de l'Empire ; alors qu'il faisait brûler par sa police érigée en inquisiteur tous les journaux imprimés à Paris et qu'il décachetait toutes les lettres venant de Paris et destinées à Paris ; alors qu'à l'Assemblée nationale les tentatives les plus timides de placer un mot en faveur de Paris étaient noyés sous les hurlements, d'une façon inconnue même à la Chambre introuvable de 1816 ; alors que les Versaillais menaient une guerre sanguinaire contre Paris et utilisaient dans Paris tous les moyens de corruption et de complot – la Commune n'aurait-elle pas honteusement trahi la confiance mise en elle si elle avait affecté d'observer toutes les convenances et les apparences du libéralisme, comme en pleine paix ? Le fait est que l'on n'aurait pas eu plus de raison de supprimer les journaux du parti de l'Ordre à Paris que de supprimer les journaux de la Commune à Versailles, si le gouvernement de la Commune avait été de même nature que celui de Thiers...

L'expulsion hors de la Commune et l'arrestation sur son ordre d'un de ses membres [le flic Stanislas Blanchet. N.d.Tr.] qui s'y était faufilé sous un faux nom et qui avait encouru à Lyon une peine de six jours d'emprisonnement pour banqueroute simple, n'était-ce pas une insulte délibérée jetée à la face du faussaire Jules Favre... Dans toute révolution, il se faufile, à côté de ses véritables représentants, des hommes d'une tout autre espèce : certains sont des survivants et des adeptes de révolutions du passé et, ne comprenant pas le mouvement présent, gardent cependant une grande influence sur le peuple, soit par leur honnêteté et leur courage reconnus, soit par la simple force de la tradition ; d'autres sont de simples braillards qui, à force de répéter depuis des années le même chapelet de déclamations stéréotypées contre le gouvernement en place se sont arrogés la réputation

¹⁵⁰ Cf. MARX, *la Guerre civile en France*, in *Werke*, t. 17, pp. 347-349, 355-359, 334-335.

de révolutionnaires de la plus belle eau. Après le 18 mars aussi, certains d'entre eux firent leur apparition et jouèrent même parfois des rôles de premier plan. Dans la mesure de leur pouvoir, ils entravèrent l'action réelle de la classe ouvrière, comme ils avaient entravé le plein essor de toute révolution antérieure. Ils constituent un mal inévitable ; avec le temps, on s'en débarrasse – mais c'est justement ce temps qui a manqué à la Commune.

Un changement miraculeux s'opéra : sous la Commune de Paris plus la moindre trace des débauches du Second Empire. Paris avait cessé d'être le rendez-vous des propriétaires fonciers britanniques, des Irlandais par procuration ¹⁵¹, des ex-négriers et des affairistes d'Amérique, des ex-propriétaires de serfs russes et des boyards valaques. Plus de cadavres à la morgue, plus d'effractions nocturnes, pour ainsi dire pas de vols ; en fait, pour la première fois depuis les journées de Février 1848, les rues étaient sûres – et cela sans aucune espèce de police : « Nous n'entendons plus parler, disait un membre de la Commune, d'assassinats, de vols, ni d'agressions. C'est à croire que la police a emporté avec elle à Versailles toute sa clientèle et amis de toujours ». Les cocottes avaient reniflé la trace qui les ramenait à leurs protecteurs qui avaient fait faux bond, les hommes de la famille, de la religion et, par-dessus tout, de la Propriété. A leur place, les vraies femmes de Paris refirent surface, héroïques, nobles et dévouées comme les femmes de l'antiquité. Ce Paris qui travaillait, qui pensait, qui combattait et qui versa son sang en oubliant presque, tout à couvrir une société nouvelle, les cannibales qui étaient à ses portes – radieux dans l'enthousiasme de son initiative historique !... Paris était toute vérité, Versailles tout mensonge ¹⁵² - et ce mensonge était exhalé par la bouche de ce nain de Thiers...

¹⁵¹ Marx fait allusion ici aux grands propriétaires fonciers qui ne mettaient jamais les pieds sur leurs terres et dilapidaient la rente hors du pays.

¹⁵² Cette formule gigantesque a été maintes fois galvaudée par des faussaires à l'affût de paroles vibrantes, mais creuses. Ce que Marx dit et répète tout au long de son *Adresse*, c'est que la plus grande mesure de la Commune, ce fut d'avoir suscité sa propre existence – dans la lutte, le sang, les larmes et même le sacrifice de la vie de ses protagonistes intrépides. Il ne s'agissait pas d'une œuvre volontariste et arbitraire, mais déterminée : « Ce qui importe, ce n'est pas ce que tel ou tel prolétaire, voire le prolétariat tout entier, se figure comme but aux différents moments. Ce qui importe, c'est ce qu'il est et ce qu'il doit faire historiquement, conformément à sa nature : son but et son action historiques lui sont tracés de manière tangible et irrévocable dans sa situation d'existence comme dans toute l'organisation de l'actuelle société bourgeoise » (*la Sainte Famille*, in *Werke*, t. 2, p. 38). Sa vérité est donc absolue, et son adversaire est foncièrement menteur – comme il y a deux mille ans : Qui

La civilisation et la justice de l'ordre bourgeois apparaissent sous leur jour sinistre chaque fois que les esclaves de cet ordre se soulèvent contre leurs maîtres. Alors cette civilisation et cette justice se démasquent comme la sauvagerie sans masque et la vengeance sans loi... L'héroïque esprit de sacrifice avec lequel la population de Paris – hommes, femmes et enfants – combattit pendant huit jours après l'entrée des Versaillais reflètent la grandeur de leur cause, comme les sinistres exploits de la soldatesque reflètent l'esprit inné de la Civilisation dont ils sont les mercenaires et les défenseurs...

Il faut trouver un parallèle à la conduite de Thiers et de ses chiens assoiffés de sang, il nous faut remonter aux temps de Sylla et des deux triumvirats de Rome : même carnage en masse exécuté de sang-froid ; même indifférence dans le massacre pour les différences d'âge ou de sexe ; mêmes tortures systématiques des prisonniers ; mêmes bannissements, mais cette fois d'une classe entière ; même chasse sauvage aux chefs qui se cachent et même anxiété qu'un seul puisse parvenir à s'échapper ; mêmes dénonciations d'ennemis politiques et privés ; même froideur dans le massacre de gens totalement étrangers à la lutte. Il n'y a que cette seule différence : les Romains n'avaient pas encore de mitrailleuses pour liquider en bloc les proscrits – et ils n'avaient pas « la loi à la main », ni sur les lèvres le cri de « civilisation »...

n'est pas pour moi est contre moi, et doit être traité par le feu et le sang, et voué aux enfers (Luc 12,49).

L'histoire s'est ionisée, selon l'expression d'Engels – et la direction du tir de l'artillerie ne peut pas se tromper. Chaque molécule humaine s'oriente nécessairement, automatiquement et n'a pas le mal de « choisir » sa position. C'est le passage de la violence potentielle en violence cinétique dans la révolution « qui est un fait physique comme les bouleversements géologiques qui ont créés les couches terrestres successives » (allusion aux formes de production de la société qui se succèdent dans le cours de l'humanité),

C'est la fin de la pathologie sociale du peuple où bourgeois et prolétaires s'entrelacent dans des positions contre-nature qui éveillent l'idée stupide du libre arbitre de l'homme. L'histoire ne connaît plus que deux directions, deux forces qui se heurtent et il n'y a qu'une alternative à la tragédie en cours : ou bien le passé, et la mort triomphe, ou bien le futur, et la vie l'emporte.

Le mouvement est déterminé, l'enjeu dépasse la génération présente, et la cause est juste en une évidence si fulgurante qu'elle conquiert les individus sans leur demander leur approbation : ils sacrifient leur vie et leurs intérêts immédiats à l'avenir de l'humanité, de l'espèce : c'est la mort de la cellule-individu, et la naissance de l'homme social qui s'identifie à toute l'espèce. L'humanité sort du marais de la préhistoire, du sous-bestial Moi en concurrence avec les autres, de la guerre de tous contre tous pour d'illusoires intérêts personnels.

Dans chacun de ses sanglants triomphes sur les combattants d'avant-garde et pleins d'abnégation d'une société nouvelle et meilleure, cette civilisation scélérate, fondée sur l'asservissement du travail, étouffe les cris de ses victimes sous un flot de calomnies, qu'un écho répercute de par le monde. Le clair Paris ouvrier de la Commune est soudain changé en un royaume des Enfers par les soins des bouchers de l'« ordre ». Et que prouve cette abjecte métamorphose à l'entendement bourgeois de tous les pays ? Eh bien, que la Commune a conspiré contre la civilisation ¹⁵³ !...

Dans l'acte de son héroïque holocauste, le Paris des ouvriers a été léché par les flammes des immeubles et des palais incendiés. Dès lors que ses patrons dépècent le corps vivant du prolétariat, ils ne doivent plus compter rentrer triomphalement dans l'architecture intacte de leurs demeures ¹⁵⁴. Le gouvernement de Versailles crie « Incendiaires ! », et souffle cette consigne à tous ses agents qui la colportent jusqu'au dernier des hameaux : Donner la chasse à ses ennemis en leur imputant d'être des professionnels de l'incendie. La bourgeoisie du monde entier qui contemple avec satisfaction le massacre en masse *après* la bataille, est convulsée d'horreur devant la profanation de la brique et du mortier ! Or, quand les gouvernements donnent licence à leur soldatesque de « tuer, brûler et détruire » est-ce là autorisation d'incendier ? Quand les troupes britanniques mettaient délibérément le feu au Capitole de Washington et au palais d'été de l'empereur de Chine, était-ce là acte d'incendiaires ?...

Dans la guerre, le feu est une arme aussi légitime qu'une autre. On bombarde les édifices tenus par l'ennemi pour y mettre le feu. Si leurs défenseurs doivent battre retraite, ils les incendient eux-mêmes pour empêcher les assaillants de s'y

¹⁵³ En effet, la Commune n'a-t-elle pas détruit les superstructures politiques, administratives, idéologiques et culturelles de l'infâme société capitaliste, c'est-à-dire sa civilisation ? La grande tâche de la révolution est de faire remplir les tâches de direction, de gestion, d'administration, de justice, de police par les producteurs eux-mêmes afin que ceux-ci puissent s'appropriier aussi collectivement des produits intellectuels et artistiques de leur travail.

¹⁵⁴ Les bourgeois ont montré, au cours des révolutions et des guerres impérialistes (près de 100 villes de plus de cent mille habitants ont été détruites par le feu et le fer de 1940 à 1945), qu'ils ne reculaient pas devant l'incendie comme moyen de faire plier genoux à l'adversaire, même si c'était au prix de l'anéantissement de trésors « culturels » irremplaçables – ce qui ne les empêche de frémir au moindre « attentat » contre leurs sacro-saintes propriétés ou personnes. C'est à quoi, Engels répondait comme il convient à des cannibales et de boutefeux avérés – et ce, dès 1848 : « Si les ouvriers avaient usé des mêmes moyens de violence que la bourgeoisie et ses valets commandés par Cavaignac, Paris serait en ruines, mais ils auraient triomphé » (cf. *le 25 juin*, trad. fr. in *Ecrits militaires*, p. 214).

installer. Etre incendiés a toujours été le sort fatal de tous les édifices situés sur la ligne du front de toutes les armées régulières du monde. Or, ce n'est plus vrai dans la seule guerre juste de l'histoire, celle que mènent les exploités contre leurs oppresseurs ! La Commune a employé le feu comme strict moyen de défense. Elle l'a employé pour fermer aux troupes de Versailles ces longues avenues toutes droites qu'Hausmann avait intentionnellement construites de manière à être ouvertes au feu de l'artillerie. Elle l'a employé pour couvrir sa retraite, tandis que les Versaillais, dans leur avance, employaient leurs obus qui détruisaient au moins autant de bâtiments que le feu de la Commune. En fait, la Commune savait que ses adversaires, s'ils n'avaient aucun souci de la vie du peuple de Paris, étaient grandement préoccupés de leurs immeubles...

Venons-en à l'exécution par la Commune des 64 otages, dont l'archevêque de Paris. La bourgeoisie et son armée en juin 1848 avaient rétabli cette coutume qui avait depuis longtemps disparu de la pratique des guerres : exécuter des prisonniers désarmés. Cette coutume brutale a été appliquée depuis lors sporadiquement dans la répression de tous les soulèvements populaires en Europe et en Inde, ce qui démontre qu'elle constitue bien un véritable « progrès de la civilisation » ! Au reste, les Prussiens avaient rétabli l'usage de la prise d'otages, des innocents qui répondaient au prix de leur vie des actes des autres. Comme nous l'avons vu, lorsqu'au début des combats Thiers remit en vigueur la pratique inhumaine de fusiller les communards prisonniers, la Commune fut dans l'obligation pour protéger leurs vies de recourir à la pratique des Prussiens de prendre des otages. La vie de ces otages avait déjà été mise en jeu plusieurs fois du fait des exécutions continuelles de prisonniers par les Versaillais. Comment leur vie eût-elle pu être épargnée plus longtemps après le carnage par lequel les prétoriens de Mac-Mahon célébrèrent leur entrée dans Paris ? La dernière garantie contre la férocité sans scrupules des gouvernements bourgeois – la prise d'otages – devait-elle elle-même n'être qu'un faux semblant ¹⁵⁵ ? Le véritable meurtrier de l'archevêque Darboy, c'est Thiers. À maintes reprises, la Commune avait offert d'échanger l'archevêque et je ne sais combien de prêtres par-dessus le marché, contre le seul Blanqui, alors aux mains de Thiers. Celui-ci refusa obstinément. Il savait qu'en

¹⁵⁵ La bourgeoisie prend tous les jours des otages et les fourre dans ses prisons, bagnes et autres camps de concentration. Pour elle, c'est une institution, une nécessité pour son existence, alors que pour les révolutionnaires ce n'est qu'un moyen de combat.

échangeant Blanqui il donnerait une direction à la Commune, alors que, sous la forme de cadavre, l'archevêque servirait au mieux son dessein.

Mais considérons ce qu'a fait l'autre camp. Thiers ouvrit sa seconde campagne contre Paris au commencement d'avril. La première colonne de prisonniers parisiens amenée à Versailles fut l'objet d'atrocités révoltantes... les soldats de ligne capturés furent froidement exécutés ; notre courageux ami, le général Duval, le fondeur de fer, fut fusillé sans autre forme de procès... Avec la vanité suffisante d'un gnome parlementaire, admis à jouer les Tamerlan, il dénia aux rebelles à Sa Petiteesse toutes les garanties de la guerre entre civilisés et jusqu'au droit de neutralité pour les ambulances. Rien de plus horrible que ce singe, déjà pressenti par Voltaire, admis pour un moment à donner libre cours à ses instincts de tigre.

Par son décret du 7 avril, la Commune avait ordonné des mesures de représailles et déclarait qu'elle estimait de son devoir « de protéger Paris contre les actes de cannibales des bandits de Versailles, en rendant œil pour œil et dent pour dent », Thiers n'arrêta pas pour autant le traitement féroce des prisonniers... Mais Thiers et ses généraux décebriseurs ¹⁵⁶ se rendirent bientôt compte que même leurs espions de la gendarmerie capturés dans Paris sous le déguisement de la Garde nationale et les sergents de police pris avec des bombes incendiaires sur eux, étaient épargnés, à peine se furent-ils avisés que le décret de la Commune sur les représailles n'était qu'une menace creuse, que les exécutions en masse de prisonniers furent reprises et poursuivies sans interruption jusqu'à la fin.

Thiers a agi comme au temps du moyen-âge : le chevalier peut user de n'importe quelle espèce d'arme contre le plébéien, mais ce dernier ne doit même pas oser se défendre ¹⁵⁷.

¹⁵⁶ Généraux ayant participé au coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte en décembre 1851.

¹⁵⁷ Cf. MARX, *Première Ebauche...*, in *Werke*, t. 17, p. 570.

Si Marx note ici que la Commune a commis une erreur – parmi d'autres – ce n'est pas pour la « critiquer », car tout marxiste sait que son épopée aussi bien que ses faiblesses étaient déterminées. C'était pour tirer des leçons pour une tentative qui s'effectuerait dans des conditions de maturité plus grande où les conditions matérielles seraient réunies pour éviter ces mêmes erreurs.

Engels ironisait déjà sur ceux qui cherchaient les erreurs dans des faits contingents. Après chaque défaite, disait Engels, il faut « faire un travail des plus utiles : l'analyse des

Après le second soulèvement du parti de l'Ordre, le peuple de Paris n'opéra pas la moindre des représailles. Le Comité central commit même la lourde erreur, en dépit des conseils de ses membres les plus énergiques, de ne pas marcher aussitôt sur Versailles, où – après la fuite de l'amiral Saisset et l'effondrement ridicule de la Garde nationale de l'Ordre – la confusion était à son comble, car aucune force n'avait encore été organisée pour soutenir une résistance.

causes qui rendirent inéluctables aussi bien le récent soulèvement que sa défaite, causes qu'il ne faut pas rechercher dans les efforts, talents, erreurs ou trahisons accidentels de quelques-uns des chefs, mais dans les conditions sociales générales de vie de chacune des nations ébranlées par la crise » (*Révolution et contre-révolution en Allemagne*, 25-10-1851).

Si tout est déterminé, à quoi bon agir ? Poser la question en ces termes ne veut rien dire, car si l'on est déterminé à agir, on ne peut s'empêcher d'agir. Le mieux dans ces conditions, c'est alors d'agir en ayant conscience, car selon le mot de Spinoza : « Plus nous avons d'idées inadéquates, plus nous sommes en proie aux souffrances, et plus nous avons d'idées adéquates, plus nous agissons » (*l'Ethique*, Ed. 10/18, p. 147).

Enseignements politiques et militaires

Ce que l'on peut trouver à redire sur le comportement du Comité central et des ouvriers parisiens envers ces « hommes d'ordre » depuis le 18 mars jusqu'à la fin, c'est un excès de modération qui confine à la faiblesse ¹⁵⁸.

Le Comité central était si peu sûr de sa victoire qu'il accepta avec empressement la médiation des maires et des députés de Paris. ¹⁵⁹ C'est l'entêtement de Thiers qui lui accorda un répit de un ou deux jours, et il se rendit alors compte de sa force. Innombrables fautes des révolutionnaires. Au lieu de mettre les agents de police hors d'État de nuire, on leur ouvrit les portes ; ils allèrent à Versailles, où ils furent accueillis comme des sauveurs. De même laissa-t-on partir le 43^e régiment de ligne. On renvoya dans leurs foyers tous les soldats qui avaient fraternisé avec le peuple. On permit à la réaction de s'organiser en plein centre de Paris. On laissa tranquille Versailles, et pourtant Tridon, Jaclard, Varlin, Vaillant voulaient qu'on allât aussitôt y déloger les royalistes... Favre et Thiers firent de pressantes démarches auprès des autorités prussiennes en vue d'obtenir leur concours... en vue de l'écrasement de l'insurrection à Paris. Trochu et Clément Thomas s'employèrent constamment à entraver toutes les tentatives d'armer et d'organiser la Garde nationale. La marche sur Versailles fut décidée, préparée et entreprise par le Comité central, à l'insu de la Commune et même en opposition directe avec sa volonté nettement manifestée. *Bergeret...* au lieu de faire sauter le pont de Neuilly que les Fédérés ne pouvaient garder à cause du mont Valérien et des batteries établies à Courbevoie, laissa les royalistes s'en emparer, s'y retrancher puissamment et s'assurer par là une voie de communication avec Paris.

¹⁵⁸ Cf. MARX, *Seconde Ebauche*, in *Werke*, t. 17, p. 588.

¹⁵⁹ Cf. MARX, *Première Ebauche...*, in *Werke*, t. 17, p. 567-568.

Il semble que les Parisiens soient en train de succomber ¹⁶⁰. C'est de leur faute, mais une faute qui provient en fait de leur trop grande honnêteté. Le Comité Central et plus tard la Commune laissèrent le temps au méchant avorton Thiers de concentrer les forces ennemies. 1. Ils furent assez insensés pour ne pas vouloir déclencher la *guerre civile* – comme si Thiers ne l'avait pas déjà commencée lorsqu'il essaya par la force de désarmer Paris, et comme si l'Assemblée, convoquée seulement pour décider de la guerre ou de la paix avec la Prusse, n'avait pas aussitôt déclaré la guerre à la République ! 2. Pour ne pas laisser planer sur eux le doute d'avoir usurpé le pouvoir, ils perdirent un temps précieux pour préparer l'élection de la Commune, qui lui coûta beaucoup de temps, alors qu'il eût fallu foncer directement sur Versailles après la défaite des réactionnaires à Paris ¹⁶¹.

L'indulgence du Comité central et la magnanimité des ouvriers en armes – si étrangement divergentes des habitudes du « Parti de l'Ordre » - firent que celui-ci les interpréta à tort comme des symptômes d'une faible volonté ¹⁶². C'est ce qui

¹⁶⁰ Cf. Marx à W. Liebknecht, 6-4-1871. Le 12 du même mois, Marx répètera, à peu de choses près, la même chose à L. Kugelmann, en notant que le Comité central, plus concentré et centralisé, donc plus capable de décision, abandonna trop rapidement le pouvoir à la Commune où siégeait des éléments moins énergiques et plus hétérogènes.

¹⁶¹ Dans l'Adresse sur *la Guerre civile en France*, Marx note à ce sujet : « Au lieu de marcher aussitôt sur Versailles, alors entièrement sans défense, pour mettre fin aux complots de Thiers et de ses ruraux, on permit au parti de l'Ordre de tester sa force aux urnes le 26 mars, lors de l'élection de la Commune. Ce jour-là, dans les mairies de Paris, ses membres échangeaient de mielleuses paroles de réconciliation avec leurs trop généreux vainqueurs, en grommelant du fond du cœur de les exterminer le moment venu » (*Werke*, t. 17, p. 333). Il est naïf, voire criminel (dès lors que l'on sait par une longue et douloureuse expérience quel est le péril mortel que constitue ce que Marx appelle le « crétinisme parlementaire ») de consulter les masses au sein desquelles prédominent les petits-bourgeois, pour constituer ce qui doit être l'organisme dirigeant de la révolution. La direction tient son mandat de son programme, de sa volonté, de son activité révolutionnaire. C'est évidemment le parti communiste de classe. Le fait qu'il existe et se place depuis longtemps à l'avant-garde de la lutte contre la bourgeoisie est le gage le meilleur pour la victoire : cf. MARX-ENGELS, *le Parti de classe*, t. 1^{er}, p. 57 : « C'est de nous seuls que nous tenons notre mission de représentants du parti prolétarien, qui est contresignée par la haine exclusive et générale que nous vouent toutes les fractions de l'ancien monde ». (Marx à Engels, 18-5-1859).

¹⁶² Cf. MARX, *la Guerre civile en France*, in *Werke*, t. 17, p. 332-333.

Dans une lutte aussi féroce que celle qui s'ouvre avec une véritable révolution dans laquelle la bourgeoisie n'hésite pas une seule minute à recourir à tous les moyens de répression, c'est faire preuve de complaisance, voire de connivence avec l'ennemi que de le laisser s'organiser librement, sous des prétextes de liberté d'expression, en plein cœur de la citadelle assiégée par l'ennemi. Les révolutionnaires doivent s'armer d'autant plus contre de telles faiblesses, qu'ils n'ont pas – comme les classes dirigeantes – le réflexe automatique de sévir contre les trublions de l'ordre révolutionnaire.

suscita leur projet imbécile d'essayer, sous le couvert d'une démonstration sans armes, ce que Vinoy n'avait pas réussi avec ses canons et ses mitrailleuses. C'est ainsi que le 22 mars, un cortège séditieux de messieurs du « beau monde » quitta les quartiers chics avec dans ses rangs tous les « petits crevés » et à sa tête les familiers notoires de l'Empire. Ils prétextèrent lâchement d'une manifestation pacifique, mais portaient en cachette des armes d'assassins à gages. Toute la bande se forma en ordre de marche, maltraita et désarma les sentinelles et les patrouilles de la Garde nationale qu'elle trouva sur son chemin et, débouchant de la rue de la Paix sur la place Vendôme aux cris de « A bas le Comité central » A bas les assassins ! Vive l'Assemblée nationale ! », elle tenta de forcer les postes de garde en faction et d'enlever par surprise le quartier général de la garde nationale, qu'ils protégeaient. En réponse à ses coups de pistolets, le général de la garde nationale fit les sommations d'usage, et comme elles se montraient sans effet il commanda le feu. Il suffit d'une seule salve pour disperser, en une fuite éperdue, les stupides freluquets qui espéraient que la simple exhibition de leur « honorable société » aurait le même effet sur la révolution de Paris que les trompettes de Josué sur les murs de Jéricho. Les fuyards laissèrent derrière eux deux gardes nationaux assassinés, neuf grièvement blessés (parmi lesquels un membre du Comité central), et tout le théâtre de leurs exploits jonché de revolvers, de poignards et de cannes à épée, comme pour démontrer le caractère « pacifique » de leur manifestation « sans armes ». Quand, le 13 juin 1849, la garde nationale de Paris avait fait une manifestation véritablement pacifique pour protester contre l'attaque de brigands contre Rome par les troupes françaises, Changarnier, alors général du parti de l'Ordre, fut acclamé par l'Assemblée nationale, et particulièrement par M. Thiers, comme le sauveur de la société, pour avoir lâché ses troupes contre ces hommes sans armes, avec l'ordre de les abattre et de les sabrer, et de les fouler sous les pieds de leurs chevaux. Paris, alors, fut mis en État de siège ; Dufaure fit voter en toute hâte par l'Assemblée de nouvelles lois de répression. De nouvelles arrestations, de nouvelles proscriptions, une nouvelle Terreur s'instaurèrent. Mais les « les classes inférieures » réagissent autrement s'ils ont à affronter une pareille situation. Le Comité central de 1871 laissa courir tout simplement les héros de la « manifestation pacifique » de sorte que deux jours après seulement ils furent en État de se rassembler sous les ordres de l'amiral Saisset pour cette manifestation armée, que couronna le fameux sauve-qui-peut à Versailles.

Si la Commune avait remporté la victoire au début de novembre 1870 à Paris (à un moment où elle était déjà instaurée dans les grandes villes du pays), elle aurait sûrement trouvé un écho et se serait étendue à toute la France ¹⁶³. Non seulement elle aurait arraché la défense des mains des traîtres et lui aurait insufflé l'enthousiasme, comme le démontre l'héroïque guerre que Paris mène actuellement, mais encore elle aurait changé complètement la nature de la guerre. Ce serait devenu la guerre de la France républicaine qui aurait arboré le drapeau de la révolution sociale du XIXe siècle contre la Prusse, ce porte-drapeau de la conquête et de la contre-révolution. Au lieu d'envoyer les vieux intrigants élimés dans toutes les cours d'Europe pour y mendier un soutien, elle aurait électrisé les masses productrices du Vieux et du Nouveau Monde. En escamotant la Commune le 31 Octobre, les Jules Favre et Cie ont assuré la capitulation de la France devant la Prusse et ont entamé l'actuelle guerre civile.

Révolution et autorité

Quant à la Commune, que n'a-t-elle écouté mes avertissements ! J'ai conseillé à ses membres de fortifier le côté nord des hauteurs de Montmartre (le côté prussien), alors qu'il en était encore temps. Je leur ai dit à l'avance qu'ils risquaient

¹⁶³ Cf. MARX, *Première Ebauche*, in *Werke*, t.17, p. 536. Cette première leçon que Marx a tirée des tragiques événements de 1870-1871 ne doit en aucun cas être tournée contre les héroïques et audacieux Communards.

Ce que Marx entend dire, c'est qu'il peut y avoir une date plus favorable au déclenchement et au succès de la révolution que le jour où elle éclate *spontanément*. Mais, il faut évidemment, pour la déceler, un parti qui ait une formidable expérience historique et révolutionnaire, sans parler de ce qu'il lui faut une énergie comme celle que Lénine, par exemple, déploya, comme chef du Parti bolchévique, en octobre 1917. Le rôle du Parti est fondamental sur ce plan, car le phénomène physique de la révolution devient alors un fait *su et compris*, donc d'une efficacité multipliée.

Une autre stratégie était donc possible que celle qui fut suivie par le prolétariat sous la pression d'événements où ses ennemis de classe eurent l'initiative et donc jouirent d'un avantage certain, les masses ne déclenchant finalement la lutte qu'en position défensive. La condition d'une stratégie *offensive* et victorieuse de la part du prolétariat réside justement dans l'influence d'un parti formel suffisamment fort et capable d'anticiper et d'inscrire la lutte en cours dans le cadre international des forces en présence.

Marx lui-même était d'avis qu'une autre voie que celle de la Commune – à savoir le renversement du tsarisme et la révolution russe – eût été « préférable »... si on l'avait consulté : cf. MARX-ENGELS, *la Commune de 1871*, p. 14, 53, 130 et les notes 39 et 121.

autrement d'être pris dans une souricière. En outre, je les ai mis en garde contre Pyat, Grousset et Vésinier ¹⁶⁴. Enfin, je leur ai demandé d'envoyer aussitôt à Londres les papiers compromettants pour les membres de la Défense nationale pour pouvoir, grâce à ce moyen, tenir quelque peu en échec la férocité des ennemis de la Commune. Bref, tout cela eût pu faire échouer en partie le plan des Versaillais. Si ceux-ci avaient trouvé ces documents, ils n'auraient pas publié les faux qu'ils ont fabriqués ¹⁶⁵.

Je ne connais pas d'affaire plus autoritaire qu'une révolution ¹⁶⁶, et quand on impose sa volonté aux autres avec des bombes et des fusils comme cela se fait dans toutes les révolutions, il me semble que l'on fasse preuve d'autorité. *Ce fut le manque de centralisation et d'autorité qui a coûté la vie à la Commune de Paris.*

Faites ce que vous voulez de l'autorité etc. après la victoire, mais pour la lutte nous devons réunir toutes nos forces en un seul faisceau et les concentrer sur le même point d'attaque. Enfin, quand j'entends parler de l'autorité et de la centralisation comme de deux choses condamnables dans toutes les circonstances possibles, il me semble que ceux qui parlent ainsi, ou bien ne savent pas ce qu'est une révolution, ou bien ne sont des révolutionnaires qu'en paroles.

À nous autres Allemands, on nous reproche notre mysticisme ; mais nous n'atteignons pas – et de loin – à celui qu'on vient de voir (chez les anarchistes) ¹⁶⁷. L'Internationale, embryon d'une société future, dont seraient exclus les fusillades de Versailles, les cours martiales, les armées permanentes, la

¹⁶⁴ Cf. Marx à E.S. Beesly, 12-6-1871.

L'expérience d'un parti qui lutte de longues années avant la révolution et connaît parfaitement bien le terrain miné par la bourgeoisie de toutes sortes d'engins infernaux, est mis à profit ici par Marx pour prévenir la Commune contre différents aventuriers ou mouchards : cf. MARX-ENGELS, *la Commune de 1871*, p. 127, sur l'exclusion de Tolain (qui, en tant que député élu par les ouvriers, siégeait à Versailles avec l'ennemi) ; p. 300, note 108 ; p. 301, note 112, contre Pyat et ses intrigues pour évincer des instances de la Commune des membres du Conseil général de l'Internationale, p. 310-311, notes 142 et 148.

¹⁶⁵ Dans la même lettre (cf. *la Commune de 1871*, p. 133), Marx note, à propos de l'accord secret entre Bismarck et Favre contre la Commune, qu'il utilisait de la même manière des documents confidentiels qu'il pouvait détenir.

¹⁶⁶ Cf. Engels à C. Terzaghi, 13-1-1872.

¹⁶⁷ Cf. ENGELS, *le Congrès de Sonvilier et l'Internationale*, 1-1-1872, trad. fr. in : MARX-ENGELS, *le Parti de classe*, t. III, p. 52-59.

fusillades de Versailles, les cours martiales, les armées permanentes, la censure du courrier, le procès criminel de Brunswick (faits aux dirigeants sociaux-démocrates qui s'étaient opposé à la guerre contre la France. N.d.Tr.) ! Nous défendons aujourd'hui notre peau par tous les moyens ; le prolétariat, lui, devrait s'organiser non pas d'après les nécessités de la lutte qui lui est imposée chaque jour, à chaque heure, mais d'après la conception confuse que certains esprits chimériques se font d'une société de l'avenir !... En lieu et place de notre Comité Exécutif, nous aurions un simple bureau de Statistique et de correspondance qui ne saurait comment venir à bout des sections autonomes, autonomes au point qu'elles n'auraient jamais à reconnaître l'autorité dirigeante, née de leur propre consentement ! Car elles manqueraient, ce faisant, à leur premier devoir ; être avant tout un embryon de la société future ¹⁶⁸. Pas question de rassembler des forces, pas question d'action en commun ! Si, dans une section quelconque, la minorité s'adaptait à la majorité, elle commettrait là un crime contre les principes de la liberté et endosserait un principe conduisant à l'autorité et à la dictature ! Si le policier Stieber et les siens, si tout le Cabinet noir, si l'ensemble des officiers prussiens entraient sur ordre dans l'organisation du parti afin de le ruiner, le comité – ou mieux le bureau de statistique et de correspondance – ne devrait surtout pas défendre son existence, car ce serait instituer un type d'organisation hiérarchique et autoritaire ! Et surtout pas de sections disciplinées ! Surtout pas de discipline de parti, pas de concentration des forces sur un objectif, surtout pas d'armes de combat ! Qu'en serait-il autrement de l'embryon de société future ? Bref, où en arriverions-nous avec cette organisation nouvelle ? A l'organisation lâche et soumise des premiers chrétiens, celle des esclaves qui acceptaient et remerciaient pour chaque coup de pied reçu, et n'obtinrent la victoire de leur religion qu'après trois siècles de bassesses – une méthode révolutionnaire qu'en vérité le prolétariat n'imitera pas !

¹⁶⁸ Dans la réfutation de cette tentative anarchiste d'opposer le but final aux moyens nécessaires à sa réalisation (autorité, centralisation, dictature...), Engels ne s'en prend pas du tout au caractère *communiste*, au sens anti-individualiste que cela comporte, du parti. Il s'en prend à ceux qui ne luttent pas, voir démobilisent les forces qui se rebellent contre l'odieuse société de classe actuelle. Car le communisme est un véritable moteur de la lutte contre les conditions infâmes du mercantilisme, de l'argent, des intérêts privés. C'est lui qui fait prendre le fouet ou le fusil pour mettre fin à Mammon, car le communisme se ferait complice des ignobles exploités d'aujourd'hui s'il ne poussait pas à la violence, mais au quiétisme, sous prétexte de fraternité, de solidarité, etc. qui sont encore à réaliser.

En Italie, où les anarchistes du camp des scissionnistes mènent grand tapage actuellement, l'un d'eux, Crescio, de Plaisance, a envoyé son nouveau journal *l'Avvenire Sociale* à Garibaldi, sur qui ces messieurs ont constamment des vues, comme s'il était l'un des leurs ¹⁶⁹. Le journal abondait en vociférations contre ce qu'ils appellent le « principe autoritaire », lequel est, selon eux, la racine de tout le mal. A quoi Garibaldi a répondu :

« Cher Crescio ! Un cordial merci, etc. Vous voulez dans votre journal faire la guerre au mensonge et à la servitude, c'est un excellent programme. Mais je pense que la lutte menée contre le principe de l'autorité est une de ces erreurs de l'Internationale qui empêchent ses succès. *La Commune de Paris a été battue parce qu'il n'y avait à Paris aucun pouvoir d'autorité, et rien que l'anarchie.* »

Le vieux combattant de la liberté qui, rien qu'en 1860, a fait plus que tous les anarchistes ont jamais tenté de faire, tous tant qu'ils sont, connaît le prix de la discipline, d'autant plus qu'il a toujours eu à discipliner ses forces de combat, et cela sans dressage abrutissant, sans menace de passer par les armes, comme le fait la clique militaire officielle, mais directement face à l'ennemi.

La pratique de la vie réelle et l'oppression politique que les gouvernements en place font subir aux ouvriers – à des fins politiques aussi bien que sociales – contraignent les ouvriers à faire de la politique, qu'ils le veuillent ou non ¹⁷⁰. Leur prêcher l'abstention politique signifierait les pousser dans les bras de la politique bourgeoise. Plus que jamais *après la Commune de Paris, qui a mis à l'ordre du jour l'action politique du prolétariat*, l'abstention politique est tout à fait impossible.

Nous voulons abolir les classes. Par quel moyen y parviendrons-nous ? Par la domination politique du prolétariat. Or, maintenant tout le monde est d'accord sur ce point (au congrès), et voilà qu'on nous demande de ne pas nous mêler de politique ! Tous les abstentionnistes se nomment des révolutionnaires, et même des révolutionnaires par excellence. Mais la révolution n'est-elle pas l'acte suprême

¹⁶⁹ Cf. ENGELS, *Dans l'Internationale*, in *Der Volksstaat* du 2-7-1873, trad. fr. in Marx, Engels, Lénine : *Sur l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme*, Ed. du Progrès, 1973, p.134.

¹⁷⁰ Cf. ENGELS, *Sur l'action politique de la classe ouvrière*, 21-9-1871. Trad. fr. in *la Commune de 1871*, p. 210-211.

en matière politique ? Or, qui veut la fin veut les moyens – l'action politique qui prépare la révolution, éduque les ouvriers, et sans elle le prolétariat sera toujours frustré et dupé le lendemain de la bataille par les Favre et Pyat. Cependant, la politique qu'il faut faire doit être celle du prolétariat : le parti ouvrier ne doit pas être à la queue de quelque parti bourgeois que ce soit, mais doit toujours se constituer en parti autonome ayant sa propre politique et poursuivant son propre but ¹⁷¹.

En France, cette abstention coupable a permis aux Favre, Trochu, Picard et autres de s'emparer du pouvoir le 4 septembre ¹⁷². Le 18 mars, cette même abstention permit à un Comité dictatorial – le Comité central – composé en majeure partie de bonapartistes et d'intrigants, de s'établir à Paris et de perdre sciemment, dans l'inaction, les premiers jours de la révolution, alors qu'il aurait dû les consacrer à son affermissement. En France, le mouvement a échoué parce qu'il n'avait pas été assez préparé.

La grande erreur des Allemands, c'est de se représenter la révolution comme quelque chose qui se règle en une nuit ¹⁷³. En fait, c'est un processus de développement des masses dans des conditions accélérées, processus s'étendant sur des

¹⁷¹ Il saute aux yeux que – pour Marx-Engels, comme pour Lénine - c'est le parti communiste qui doit diriger l'Etat de la dictature du prolétariat. Qu'il n'y ait pas deux partis de la classe ouvrière au pouvoir, c'est évident. Comment procéder autrement à des changements fondamentaux et radicaux ? La question plus difficile, c'est le rapport entre ce parti (ou mieux : l'Internationale) et l'Etat local et contingent (transitoire). L'Etat, violence concentrée (« une trique »), se distingue du Parti communiste qui anticipe la société communiste et survit à l'Etat qui dépérit : c'est alors seulement que communisme signifiera directement absence de violence d'une classe sur l'autre, absence d'exploitation de l'homme par l'homme, solidarité et communauté humaines.

¹⁷² Cf. MARX, *Notes d'un discours sur l'action politique de la classe ouvrière à la Conférence de Londres*, 20-9-1871. Il ressort de ce compte rendu du discours de Marx que ce sont les tendances antipolitiques du proudhonisme qui paralysèrent les ouvriers parisiens au cours de la Commune. Il est clair que pour Marx, la direction de l'action de classe doit revenir au Parti, et que le nier revient à abandonner le sort de la révolution aux mains d'organes improvisés, peu sûrs, voire infiltrés d'agents ennemis. C'est pourquoi la Commune élue le 26 mars ne fit pas mieux que le Comité central de la Garde nationale (cf. note 148 in *la Commune de 1871*, p. 311). Cet antipolitisme n'empêcha d'ailleurs ni Proudhon, ni Tolain de siéger dans des assemblées bourgeoises. Le paradoxe n'est qu'apparent : ces antipolitiques se réservent le monopole de la politique et le dénie aux masses – ce qui suppose l'adoption du point de vue politique des partis bourgeois comme le notait Engels.

¹⁷³ Cf. Engels à Bernstein, 17-8-1883.

années. Chacune des révolutions qui s'est faite en une nuit (1830) s'est bornée à éliminer une réaction d'emblée sans espoir ou a conduit directement au contraire de ce qu'elle s'efforçait de réaliser (cf. 1848 en France).

La défaite privera de nouveau les ouvriers pour longtemps de leurs chefs, ce qui est un malheur qu'il ne faut pas sous-estimer ¹⁷⁴. Il me semble que, pour l'instant, le prolétariat a plus besoin de s'éduquer que de lutter les armes à la main. Attribuer l'échec à tel ou tel fait du hasard, n'est-ce pas tomber dans l'erreur reprochée avec tant de vigueur aux petits-bourgeois dans les premières pages du *Dix-huit Brumaire* ?

L'embarras dans lequel se trouve un gouvernement subitement formé à la suite d'une victoire populaire n'a rien de spécifiquement « socialiste » ¹⁷⁵. Au contraire. Les politiciens bourgeois victorieux se sentent aussitôt gênés par leur « victoire » ; quant aux socialistes, ils peuvent au moins intervenir sans se gêner et vous pouvez être sûr d'une chose : un gouvernement socialiste n'arriverait jamais au pouvoir si les conditions n'étaient pas développées au point qu'il puisse avant toute chose prendre les mesures nécessaires pour intimider la masse des bourgeois, de sorte qu'il conquiert ce dont il a le plus besoin : du temps pour une action durable.

Vous me renverrez peut-être à la Commune de Paris ? Mais, abstraction faite de ce qu'il s'agissait d'un simple soulèvement d'une ville dans des conditions exceptionnelles, la majorité de la Commune n'était pas socialiste, et ne pouvait pas l'être. Avec une faible dose de bons sens, elle aurait pu néanmoins obtenir avec Versailles un compromis utile à toute la masse du peuple, seule chose qu'il était possible d'atteindre à ce moment-là : en mettant simplement la main sur la Banque de France, elle aurait pu effrayer les Versaillais et mettre fin à leurs fanfaronnades ¹⁷⁶.

¹⁷⁴ Cf. Marx à Kugelmann, 15-4-1871.

¹⁷⁵ Cf. Engels à F. Domela Nieuwenhuis, 22-2-1881.

¹⁷⁶ Le « compromis utile » dont Marx parle ici n'est pas de nature politique, par exemple, un moyen terme impossible à réaliser – entre gouvernement (ou dictature) de la bourgeoisie et gouvernement (ou dictature) du prolétariat. Comme il ressort de la citation suivante – tou-

Les membres de la Commune étaient divisés en une majorité, les blanquistes qui prédominaient déjà dans le Comité central de la Garde nationale, et une minorité, membres de la 1^{ère} Internationale qui se composaient pour la plupart de socialistes proudhoniens ¹⁷⁷. En gros, les blanquistes n'étaient alors socialistes que par instinct révolutionnaire, prolétarien ; quelques-uns seulement étaient parvenus à une certaine clarté de principes, grâce à Vaillant qui connaissait le socialisme scientifique allemand. C'est ce qui explique qu'au plan économique la Commune ait omis de prendre mainte mesure que, selon notre conception, elle aurait dû prendre. Le plus difficile à saisir est certainement le saint respect avec lequel on s'arrêta devant les portes de la Banque de France. C'était aussi une grave faute politique. La Banque de France aux mains de la Commune – cela valait plus que dix mille otages. Cela signifiait que toute la bourgeoisie française eût fait pression sur le gouvernement de Versailles dans l'intérêt de la paix avec la Commune.

Mais le plus merveilleux encore, c'est le nombre de choses justes qui furent tout de même faites par la Commune composée de blanquistes et de proudhoniens. Naturellement les proudhoniens étaient au premier chef responsables des décrets économiques de la Commune, de leurs côtés glorieux ou peu glorieux, comme les blanquistes le furent de ses actes et de ses carences politiques. Or, dans les deux cas, l'ironie de l'histoire a voulu – comme c'est courant quand des doctrinaires arrivent au pouvoir – que les uns et les autres fissent le contraire de ce que leur prescrivait leur doctrine d'école... C'est aussi pourquoi la Commune fut le tombeau de l'école proudhonienne du socialisme. Cette école a aujourd'hui disparu des milieux ouvriers français, et c'est maintenant la théorie de Marx qui y règne sans conteste ¹⁷⁸.

jours sur l'or de la Banque de France –, Marx pensait trouver par ce moyen un compromis après la défaite, afin d'éviter le massacre des ouvriers révolutionnaires qui saigna à blanc le prolétariat français au point de l'empêcher de reprendre avant longtemps l'initiative d'une révolution.

¹⁷⁷ Cf. ENGELS, Introduction de 1891 à *la Guerre civile en France*, in *Werke*, t. 17, p. 622.

¹⁷⁸ Le communisme étant la dynamique même de la société vers la subversion de l'économie de classe et le collectivisme, la Commune, qui exprimait par essence ce mouvement d'émancipation humaine, apporta naturellement la « confirmation » du socialisme scientifique de Marx. En triomphant à Paris, il contraignait les « doctrinaires » à faire le contraire de ce que leur dictaient leurs « théories ». Les meilleurs partisans du blanquisme et du proudhonisme se haussèrent donc du niveau de l'instinct révolutionnaire à celui du « mouvement communiste su et compris ». On voit ici que la diffusion de la théorie et

En France, c'est maintenant seulement que se dessine un nouvel essor de notre parti ¹⁷⁹. Les gens y sont toujours encore sous le coup de l'écrasement de la Commune, dont ils auront à souffrir longtemps encore. Si la Commune a eu un effet énorme sur l'Europe, elle a rejeté le prolétariat français en arrière. « Avoir gardé pendant trois mois le pouvoir – et à Paris par-dessus le marché – et ne pas avoir fait sortir le monde de ses gongs, mais s'être ruiné par sa propre incapacité (et c'est de ce côté tout à fait unilatéral que l'on saisit les choses de nos jours) voilà qui démontre que le parti n'était pas encore viable ». C'est ainsi que parlent en général ceux qui ne comprennent pas que la Commune fut à la fois le tombeau du *vieux* socialisme spécifiquement français et le berceau du nouveau communisme international, pour la France elle-même. Les victoires des ouvriers allemands aideront de nouveau ce dernier à se remettre en selle ¹⁸⁰

La chute de la Commune de Paris mit l'Internationale dans une situation impossible ¹⁸¹. Elle était poussée au premier plan de l'histoire européenne au moment où toute possibilité d'action pratique couronnée de succès lui était partout enlevée. Les événements qui l'avaient élevée au rang de septième grande puissance, lui interdisaient en même temps de mobiliser ses forces combattantes et de les mettre en action sous peine de défaite inévitable et de refoulement du mouvement ouvrier pour des dizaines d'années. En outre, de différents côtés, des éléments se mettaient en avant, cherchant à exploiter à des fins de vanité personnelle ou de pure ambition le renom si soudainement accru de l'Association, sans compréhension de la véritable situation de l'Internationale ou sans égards pour elle. Il fallait

l'élargissement de l'influence du parti n'ont rien à voir avec un quelconque illuminisme (propre à la révolution bourgeoise) ou pédagogisme (qui pousse irrésistiblement à émousser les armes révolutionnaires sous prétexte de les rendre plus accessibles).

¹⁷⁹ Cf. Engels à A. Bebel, 29-10-1884.

¹⁸⁰ Engels manie ici de façon magistrale la dialectique de l'internationalisme prolétarien : le communisme moderne du mouvement et parti des ouvriers de France est né de l'épopée gigantesque de la conquête du pouvoir par le prolétariat parisien, avec la Commune. Battu en France, ce mouvement ressurgit dans le parti ouvrier d'Allemagne, etc. dont l'aide fraternelle remet sur pied le mouvement communiste dans cette France soumise au joug de la dictature des Thiers et autres assassins de la Commune. Cf. MARX-ENGELS, *le Mouvement ouvrier français*, PCM, 1974, t. 2, p. 23-80.

¹⁸¹ Cf. ENGELS, *Karl Marx*, mi-juin 1877, in MARX-ENGELS, *Oeuvres choisies*, t. III, Ed. du Progrès.

prendre une décision héroïque, ce fut à nouveau Marx qui la prit et la fit triompher au congrès de La Haye. Par une résolution solennelle, l'Internationale déclina toute responsabilité pour les menées des bakouninistes, qui formaient le centre de ces éléments bornés et louches ; puis, vu l'impossibilité, devant la réaction générale, de satisfaire aux exigences plus élevées qui lui étaient assignées et de maintenir sa pleine activité autrement que par une série de sacrifices qui auraient fatalement saigné à blanc le mouvement ouvrier – étant donnée cette situation – l'Internationale se retira provisoirement de la scène, en transférant son conseil général en Amérique. La suite des événements a prouvé combien cette décision, alors et depuis souvent critiquée, était juste. D'une part, on coupait court à toute tentative de se livrer au nom de l'Internationale à des putschs inutiles ; d'autre part, la continuation de rapports prouva que la conscience de la communauté d'intérêts et de la solidarité du prolétariat de tous les pays, éveillée par l'Internationale, sait s'imposer aussi sans l'existence d'une association internationale formelle dont les liens étaient pour le moment devenus une chaîne.

Organisation militaire de l'État du travail

La *Commune* – c'est la réappropriation du pouvoir d'État par la société dont il devient la force vivante, au lieu d'être la force qui s'assujettit et opprime cette même société ¹⁸². C'est sa prise en mains par les masses populaires elles-mêmes qui substituent leur propre force à la force organisée pour les opprimer. La Commune c'est la forme politique de leur émancipation sociale ; elle substitue à la violence artificielle de la société au service de leurs exploitants qui les oppriment,

¹⁸² Cf. MARX, *Première Ebauche*, in *Werke*, t. 17, p. 543, 541-542, 543-544, 537.

La Commune, première forme de la dictature organisée du prolétariat, est d'abord le contre-État opposé aux classes dominantes exploiteuses, puis l'État capable de s'éteindre. Marx en explique ici clairement la dialectique : anti-État au sens où elle opprime les classes dominantes, non-État au sens où elle est une force qui permet aux masses de s'exprimer et de faire valoir leurs intérêts contre le Capital qui les étouffe : c'est l'arme suprême de leur émancipation. « La forme d'organisation de la Commune aurait restitué au corps social toutes les forces jusqu'alors sucées par l'État parasite qui se nourrit sur la société et en entrave le libre mouvement. Par ce seul fait, elle eût amorcé la régénération de la France » (puis de toute l'Europe, et du monde), cf. *Adresse*, in *Werke*, t. 17, p. 341).

Dans un cas, l'État opprimait, dans l'autre, il permet de balayer les entraves qui paralysent l'épanouissement de l'humanité. Il y a toujours État, mais tout est déjà changé – à l'échelle historique, sinon dans l'immédiat.

leur propre violence qui s'oppose à leurs ennemis et s'organise contre eux. Cette forme était simple comme toutes les grandes choses...

En conséquence, ce ne fut pas une révolution contre telle ou telle forme de l'État, légitimiste, constitutionnelle, républicaine ou impériale : ce fut une révolution contre l'État lui-même, cet avorton supranaturel de la société ; ce fut la reprise en main par le peuple et pour le peuple de sa propre vie sociale. Ce ne fut pas une révolution pour transférer ce pouvoir d'une fraction des classes dominantes à une autre, mais une révolution pour mettre en pièces cet horrible appareil même de la domination de classe. Ce ne fut pas un de ces combats de nains entre la forme exécutive et la forme parlementaire de la domination de classe, mais une révolte contre ces deux formes confondues, la forme parlementaire n'étant jamais qu'un appendice trompeur de l'Exécutif. Le Second Empire avait été la forme achevée d'un État usurpé. La Commune fut son exacte négation et, donc, le début de la révolution sociale du XIXe siècle. En conséquence, quel que soit son destin à Paris, elle fera le tour du monde...

La première mesure de la Commune fut de remplacer l'armée par la garde nationale. Elle prenait ainsi le contre-pied de toutes les révolutions du passé, où l'on a toujours laissé échapper le temps indispensable à l'enchaînement successif de toutes les révolutions historiques le jour même où le peuple triomphait, quand il rendait ses armes victorieuses pour permettre qu'on les retourne contre lui : « Pour la première fois depuis le 4 septembre, la république est affranchie du *gouvernement de ses ennemis*... elle donne à la cité une milice nationale qui défend les citoyens contre le pouvoir et le gouvernement, *au lieu d'une armée permanente qui défend le gouvernement contre les citoyens* » (cf. *Proclamation du Comité central*, 22 mars).

Il suffit au peuple d'organiser cette milice à l'échelle nationale pour en finir avec les armées permanentes. C'est la première *condition* économique *sine qua non* de toutes les améliorations sociales ¹⁸³. Elle élimine d'un seul coup cette

¹⁸³ Dans le *Capital I (Werke, t. 23, p. 779)* Marx explique : «La violence aide à l'accouchement de toute vieille société grosse d'une nouvelle. En ce sens, la violence est un *agent économique* ». La suppression brutale de l'armée permanente et son remplacement par une autre violence concentrée – celle des prolétaires en armes – est capable, pour le marxisme révolutionnaire, d'être à l'origine de changements fondamentaux de structures et de rapports sociaux qui ont des effets jusque dans la vie quotidienne des producteurs. En somme, les bouleversements révolutionnaires sont dus à des mutations brusques en des points déterminés,

source d'impôts et de dettes d'État ainsi que les constants abus du gouvernement usurpé par les classes dominantes – qu'il s'agisse de la forme ordinaire sous lesquelles règnent les classes dominantes, ou d'un aventurier prétendant sauver toutes les classes. C'était en même temps la garantie la plus sûre contre l'agression étrangère, et cela rendait pratiquement impossible dans tous les autres États le coûteux appareil militaire ¹⁸⁴. C'était, en outre, supprimer l'impôt du sang pour les paysans qui n'étaient plus dès lors la source la plus riche de toutes les impositions d'État et de toutes les dettes publiques. Cette mesure faisait déjà de la Commune une *chance pour les paysans*, le premier mot de leur émancipation...

Le soulèvement de tout ce qu'il y avait de sain à Paris contre le gouvernement de la défense, ne date pas du 18 mars, bien qu'il ait remporté ce jour-là sa première victoire contre la conspiration ; il date du 31 janvier qui était en fait le jour de la capitulation. La Garde nationale – c'est-à-dire tous les Parisiens en âge de porter les armes – s'est organisée et a effectivement gouverné Paris à partir de ce jour-là, indépendamment du gouvernement des usurpateurs et capitulards, installés par la grâce de Bismarck.

Depuis ce moment-là, la Garde nationale organisa la résistance (contre le gouvernement des usurpateurs) ¹⁸⁵. Sur 260 bataillons, 215 depuis les soldats aux officiers – ont constitué un Comité Central. Chaque compagnie a choisi un délégué, les délégués ont formé des sous-comités d'arrondissement ou de quartier, qui ont élu ensuite le Comité Central.

Sur les vingt arrondissements, cinq seulement n'ont pas élu de délégués. Lorsque l'Assemblée nationale se transporta à Versailles, le gouvernement tenta

où il s'agit d'appliquer le levier pour que se lève un monde nouveau. La pratique actuelle du gouvernement, dont le centre est le ministère des finances, apparaît en comparaison dans toute sa stérilité : chaque mesure doit être financée et, le plus souvent, en permanence si l'on veut atteindre un résultat quelconque. Avec de tels moyens, on ne peut évidemment changer en quoi que ce soit le sort des larges masses – le fort Knox n'y suffirait pas !

¹⁸⁴ Marx dévoile ici le « secret » de l'efficacité suprême de l'art militaire du prolétariat révolutionnaire qui s'exprime en premier lieu dans le défaitisme qui désagrège l'appareil militaire adverse et le rend inopérant en face de la révolution. Le principe en est qu'en sabotant le militarisme dans son pays, celui où s'effectue la révolution, on sabote en même temps le militarisme adverse. La politique militaire du prolétariat parvenu au pouvoir dans un pays, si elle vise naturellement à la défense de la révolution victorieuse, continue d'appliquer la méthode qui consiste à agir sur les arrières des pays bourgeois, en y stimulant l'activité révolutionnaire des masses.

¹⁸⁵ Cf. ENGELS, Exposé sur la révolution du 18 mars à la réunion du Conseil général de la 1^{ère} Internationale du 21-3-1871, trad. fr. in MARX-ENGELS, *la Commune de Paris*, p. 118-120.

de nettoyer Paris des révolutionnaires et de leur enlever les canons... Lorsque la Garde nationale s'aperçut du tour que prenait l'affaire, elle se mit en devoir de reconquérir les canons, et les soldats se mirent à fraterniser avec le peuple. A présent, la ville est aux mains du peuple ; les troupes qui ne sont pas passées du côté du peuple se sont repliées sur Versailles, et l'Assemblée nationale ne sait plus ce qu'il faut entreprendre.

Aucun des hommes du Comité Central n'est célèbre ; il n'y a pas parmi eux de Félix Pyat et individus de son espèce, mais ses hommes sont bien connus de la classe ouvrière. Quatre membres de l'Internationale font partie du Comité. Le lendemain, ce fut l'élection de la Commune. La résolution la plus importante qu'il adopta déclarait que les préliminaires de paix seraient respectés.

Sur la base existante de son organisation militaire, Paris constitua une fédération politique conformément à un plan très simple ¹⁸⁶. C'était la combinaison de toute la Garde nationale, unie en toutes ses parties par les délégués de chaque compagnie, désignant à leur tour les délégués de bataillons qui, à leur tour, désignaient les délégués généraux, les généraux de légions, dont le rôle était de représenter un arrondissement et de coopérer avec les délégués des 19 autres arrondissements de Paris. Ces 20 délégués, élus à la majorité par les bataillons de la Garde nationale, composaient le Comité central qui, le 18 mars, prit l'initiative de la plus grande révolution de notre siècle.

¹⁸⁶ Cf. MARX, *Première Ebauche*, in *Werke*, t. 17, p. 538.

Ce schéma d'organisation de la dictature du prolétariat est tout à fait classique. Des conseils ont surgi chez les soldats au temps de Charles Ier d'Angleterre, dans les districts et sections de Paris en 1793, en Allemagne en 1849, durant la Commune, en Russie de 1917, en Allemagne de 1918, etc. Sur cette base militaire d'une force de classe organisée, on passe ensuite à la force de classe politiquement, c'est-à-dire territorialement, organisée. C'est à ce niveau, et non à celui des entreprises, dont le réseau copie strictement l'organisation du mode de production capitaliste et la mutilante division du travail, que l'Etat trouve une base politique à l'échelle de tout le pays. Quant aux syndicats ou conseils ouvriers, s'ils sont révolutionnaires, ils peuvent se charger de la gestion et de la transformation de l'économie de classe en production associée de la communauté entière. Cependant, ce fut une faute grave, une véritable régression, que de confiner la base du parti, les cellules politiques, dans les entreprises au lieu des quartiers, avec la tristement célèbre « bolchévisation » des années 1925 due à Staline.

Pour dire les choses tout simplement, la Commune représentait la destruction préalable du vieil appareil gouvernemental dans ses sièges centraux, à Paris et dans les autres grandes villes de France, et son remplacement par un véritable autogouvernement qui, à Paris et dans les grandes villes, places-fortes sociales de la classe ouvrière, fût le gouvernement de la classe ouvrière ¹⁸⁷. A la faveur du siège, Paris se trouva débarrassé de l'armée qui avait été remplacée par une Garde nationale constituée principalement par des ouvriers de Paris. Ce n'est que grâce à cet État de choses que le soulèvement du 18 mars était devenu possible. Il s'agit ensuite de transformer ce fait en institution, en substituant à l'armée qui défendait le gouvernement contre le peuple la Garde nationale des grandes villes, c'est-à-dire le peuple armé contre l'usurpation gouvernementale.

La Commune n'est pas encore le mouvement social de la classe ouvrière, ni la régénération générale de l'humanité, mais seulement le moyen organisé de son action ¹⁸⁸. La Commune ne supprime pas la lutte de classes par lesquelles la classe ouvrière s'efforce d'abolir toutes les classes, et en conséquence, toute domination de classe – ce qu'elle peut réaliser parce qu'elle ne défend pas un intérêt particulier, mais représente l'émancipation du travail qui est la condition fondamentale et naturelle de toute vie individuelle et sociale, que seules l'usurpation, la fraude et les duperies artificieuses permettent à une minorité de confisquer à la majorité. La Commune prépare le terrain rationnel où cette lutte de classe peut passer par ses différentes phases de la façon la plus organique et la plus humaine. Elle peut être le point de départ de réactions violentes et de révolutions tout aussi violentes. Elle commence l'émancipation du travail – son grand but – en balayant l'État avec ses parasites et son œuvre improductive et malfaisante... Les catastrophes qu'elle pourrait éventuellement subir, les rébellions sporadiques des anciens esclavagistes, interrompraient certes momentanément l'œuvre de progrès pacifique, mais ne feraient qu'accélérer encore le mouvement, en armant le bras de la révolution sociale ¹⁸⁹.

¹⁸⁷ Cf. MARX, *Seconde Ebauche*, in *Werke*, t. 17, p. 595.

¹⁸⁸ Cf. MARX, *Première Ebauche*, in *Werke*, t. 17, p. 545-546.

¹⁸⁹ C'est dans l'expérience des luttes antérieures du prolétariat que Marx a tiré cette leçon hardie : les réactions brutales et la répression des classes dominantes ne font que radicaliser et pousser encore plus en avant le prolétariat, loin d'en entraver l'action. « Toute la révolu-

Conquête et destruction de l'État

Au contraire des classes dominantes et de leurs diverses fractions rivales, le prolétariat ne peut, après la victoire, se contenter de prendre l'appareil d'État existant en sa possession et de le faire fonctionner tel quel pour son propre compte ¹⁹⁰. La première condition pour se maintenir au pouvoir, c'est qu'il change la machinerie d'État et détruise cet instrument de domination de classe. Le corps même de la société est enserré comme par un boa constrictor : le gigantesque appareil gouvernemental déploie partout les mailles de l'armée permanente, d'une bureaucratie hiérarchisée, d'une police complaisante, d'un clergé docile et d'une magistrature servile. Il fut forgé au temps de la monarchie absolue pour servir d'arme à la société bourgeoise naissante dans sa lutte pour se libérer du féodalisme... Le prolétariat ne pouvait utiliser l'instrument politique de son asservissement comme moyen politique de son émancipation...

Les cycles des formes politiques ne sont que l'expression politique des changements réels que subit la société.

Pour parer à ce qui arrivait inévitablement dans tous les régimes antérieurs, à savoir que l'État et ses fonctionnaires, de serviteurs de la société, se muent en maîtres de celle-ci, la Commune employa deux remèdes infailibles. ¹⁹¹ En premier lieu, elle soumit tous les postes de l'administration, de la justice et de l'enseignement à l'élection sur la base du suffrage universel de tous ceux qui se trouvaient concernés par la fonction en question, et à la révocation à tout moment

tion française a ainsi été dominée par la guerre entreprise contre elle par la Coalition : toutes ses pulsations en dépendent. Lorsque l'armée de la Coalition pénètre en France, la tension prédomine, le cœur bat violemment, c'est la crise révolutionnaire. Dès lors qu'elle recule, il y a relâchement, le cœur bat moins vite, les éléments réactionnaires se pressent sur l'avant-scène, et les plébéiens – les débuts du prolétariat ultérieur – dont l'énergie a sauvé la révolution, sont ramenés à la raison et à l'ordre » (Engels à Fr. Adler, 4-12-1889, trad. fr. in *Ecrits militaires*, Ed. de l'Herne, p. 114).

¹⁹⁰ Cf. *Deuxième Ebauche*, in *Werke*, t. 17, p. 591-592, 599.

Nous renvoyons le lecteur, pour l'importante problématique de l'Etat sous la dictature du prolétariat, à MARX-ENGELS, *la Commune de 1871*, Ed. 10/18, p. 216-217 et au chapitre concernant *la question de l'Etat*, p. 245-262.

¹⁹¹ Cf. ENGELS, Préface de 1891 à *la Lutte de classes en France*, in *Werke*, t. 17, p. 624-625.

par ces mêmes intéressés. En second lieu, elle ne rétribua tous les services – des plus bas aux plus élevés – que par le salaire que touchaient les autres ouvriers. Le salaire le plus élevé qu'elle eût jamais payé était de 6000 francs. Elle mit de la sorte le holà à la chasse aux postes et à l'arrivisme sans parler de ce que les délégués aux corps représentatifs étaient liés en outre par des mandats impératifs.

La Commune devait être constituée par les conseillers municipaux des différents arrondissements (comme Paris en a été l'initiateur et le modèle, ce sera notre référence) élus au suffrage de tous les citoyens, responsables et révocables à tout moment ¹⁹². La majorité de ce corps était évidemment composée d'ouvriers ou de représentants reconnus de la classe ouvrière. La Commune ne devait pas être une assemblée parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois. Au lieu d'être des créatures du gouvernement central, les agents de police devaient être dépouillés de leurs attributs politiques et devaient, comme les fonctionnaires de toutes les autres branches de l'administration, être nommés par la Commune et rester toujours révocables par elle. Tous les fonctionnaires, comme les membres de la Commune, devaient accomplir leur tâche pour des salaires d'ouvriers. Les juges devaient également être élus, révocables et responsables. Les privilèges acquis et les indemnités de représentations des hauts dignitaires de l'État disparurent en même temps que ces hauts dignitaires eux-mêmes. Dans toutes les questions de la vie sociale, l'initiative devait revenir à la Commune. En un mot, toutes les fonctions publiques, même les rares fonctions qui auraient relevé d'un gouvernement central, devaient être effectuées par des agents communaux et placées donc sous la direction de la Commune. C'est, entre autres, une absurdité de dire que les fonctions centrales – non pas celles qui s'exercent autoritairement sur le peuple, mais celles qui dérivent des besoins généraux et ordinaires de la vie d'un pays – ne pourraient plus être assurées ¹⁹³. En fait, ces fonctions doivent être pri-

¹⁹² Cf. MARX, *Deuxième Ebauche*, in *Werke*, t. 17, p. 596-597.

Ce même passage se retrouve, dans une version moins élaborée, dans l'Adresse du Conseil général. En revanche, celle-ci aborde la question de l'indépendance (fallacieuse) de la magistrature. Nous la mettons ici à sa place entre parenthèses, afin que le texte soit le plus complet possible.

¹⁹³ Marx répond ici à une objection que lui ont opposée des centaines et des centaines de fois les anarchistes qui voulaient voir dans la Commune l'abolition de tout Etat et la fédération de libres municipalités, ces communes glorieuses, mais surannées du moyen-âge... La Commune a été centralisée, et le centralisme sera maintenu dans la société communiste la

ses en charge, bien que les fonctionnaires eux-mêmes ne puissent plus – comme dans le vieil appareil gouvernemental – s'élever au-dessus de la société réelle, et elles le seront par des *agents communaux* qui les exécuteront donc sous un contrôle véritable. La fonction publique devait cesser d'être une propriété personnelle, conférée par un gouvernement central à ses larbins.

L'élimination de l'armée permanente et de la police gouvernementale devait briser les instruments matériels de l'oppression. En dissolvant tout ce qui établissait matériellement les Eglises en tant que corps possédants, en interdisant l'instruction religieuse dans toutes les écoles publiques, tandis que l'on instituait l'enseignement gratuit ; en renvoyant les curés à une paisible vie privée alimentée par les aumônes des fidèles ; en libérant tous les établissements scolaires du contrôle et de la tyrannie du gouvernement, on brisait la force spirituelle de l'oppression ¹⁹⁴. Du même coup, la science ne devenait pas seulement accessible à tous, mais elle était encore libérée des chaînes que lui posaient brutalement le gouvernement et des préjugés de classe.

plus développée, ne serait-ce que pour lier entre elles les communautés de 3 à 4.000 habitants qui auront dépassé l'antagonisme entre ville et campagne, industrie et agriculture. Il importe de le répéter afin d'éviter que l'on croie que le centralisme est propre à la forme Etat, alors qu'il exprime le besoin de continuité de la société humaine dans l'espace. Ce serait, en outre, oublier le Parti, dont le centralisme correspond à la continuité de la lutte prolétarienne dans le temps et aussi à l'échelle internationale (voir *le Principe démocratique*, Ed. Programma communiste, p. 22, sur les termes de centralisme organique pour désigner l'organisation du parti).

¹⁹⁴ Marx ne cesse d'insister sur le fait que les premières mesures de la Commune ne sont pas *socialistes*, puisque le capitalisme lui-même peut les réaliser, et de fait les a réalisées et souvent même au-delà. Elles ne le sont que par leur but, leur orientation. Selon la formule d'Engels dans *l'Introduction de 1891*, « elle décréta des réformes que la bourgeoisie républicaine avait omis de prendre par lâcheté » et « encore ces mesures n'eurent-elles qu'un début d'application dans les conditions d'une ville assiégée » (*Werke*, t. 17, p. 620).

Où est donc la différence ? C'est que *les* mesures prises tournent complètement le dos à l'évolution des sociétés de classe qui aggravent de plus en plus la condition du travailleur au profit des classes dominantes et du capital. Leur orientation est socialiste puisqu'elles tendent de plus en plus à l'avantage des producteurs, qu'elles ne vont pas dans le sens son abâtissement, de sa mutilation, de sa parcellarisation, de son individualisation, de sa fragmentation croissants, mais de son développement de plus en plus vaste et complet.

Marx suit ici le schéma historique – et donc la genèse – de l'oppression qu'il s'agit de déraciner complètement. Dans la base économique, l'exploitation et le despotisme prennent leur source. Elles se prolongent dans les superstructures de contrainte politique, juridique et administrative de l'Etat et culminent dans les superstructures idéologiques et religieuses de contrainte que sont les écoles, les Eglises, les mass-médias contrôlés par l'argent ET les gouvernements. Cf. MARX-ENGELS, *la Critique de l'Éducation...*, PCM.

(Les fonctionnaires de la justice devaient être dépouillés de toute feinte apparence d'indépendance qui n'avait servi qu'à dissimuler leur servilité abjecte à tous les gouvernements successifs auxquels, à tour de rôle, ils avaient prêté serment de fidélité pour leur être infidèles ensuite. A l'instar des autres fonctionnaires publics, les magistrats et les juges doivent être élus, responsables et révocables.)

Les impôts municipaux devaient être décidés et perçus par la Commune. Les impôts en vue des buts généraux de l'État devaient être perçus par les fonctionnaires communaux et utilisées par la Commune elle-même dans l'intérêt général, leur utilisation pour des œuvres collectives devant être contrôlée par la Commune elle-même.

En somme, l'instrument d'oppression du gouvernement et la force dominante de la société devaient être brisés par l'élimination de leurs organes purement répressifs. Dès lors qu'il s'agit de fonctions légitimes, elles devaient être exercées, non pas par un organisme situé au-dessus de la société, mais par des agents responsables de cette société même.

Le projet de programme de Gotha veut substituer le libre État populaire à l'État libre ¹⁹⁵. Du point de vue grammatical, un État libre est celui qui est libre vis-à-vis de ses citoyens, autrement dit un État à gouvernement despotique. Il faudrait laisser tomber un tel bavardage sur l'État, *surtout après la Commune qui n'était plus un État au sens propre*. L'État populaire, les anarchistes nous l'ont assez jeté à la tête, bien que l'ouvrage de Marx dont Proudhon et ensuite le *Manifeste* disent expressément *qu'avec l'instauration du régime socialiste l'État se dissout de lui-même et finit par disparaître*.

L'« État » n'étant qu'une institution transitoire, dont on se sert dans la lutte durant la révolution pour réprimer de force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler de « libre État populaire ». En effet, si le prolétariat a besoin de l'État, ce n'est pas pour instaurer la liberté, mais pour réprimer ses adversaires, et sitôt qu'il pourra être question de liberté, l'État aura cessé d'exister en tant que tel. En conséquence, nous proposerions de mettre partout à la place du mot

¹⁹⁵ Cf. Engels à Bebel, du 16 au 18-3-1875.

Dans *l'Etat et la révolution*, Lénine a consacré tout un chapitre au commentaire de ce fragment de lettre : chap. IV, § 3.

« État » le mot « communauté » (Gemeinwesen), excellent vieux mot allemand répondant fort bien au mot français « Commune ».

La Commune de Paris, devait, évidemment servir de modèle à tous les grands centres industriels de France ¹⁹⁶. Le régime de la Commune une fois établi à Paris et dans les centres secondaires, l'ancien gouvernement centralisé aurait, en province aussi, dû faire place *au gouvernement des producteurs par eux-mêmes*. Dans une brève esquisse d'organisation nationale que la Commune n'eut pas le temps de développer, il est dit expressément que la Commune devait être la forme politique qui engloberait jusqu'aux plus petits hameaux de campagne et que, dans les districts ruraux, la milice populaire à temps de service extrêmement court devait se substituer à l'armée permanente. Les communes rurales de chaque district devaient administrer leurs affaires communes par une assemblée de délégués au chef-lieu, et ces assemblées régionales devaient à leur tour renvoyer des mandataires à la délégation nationale à Paris, chaque délégué devant être à tout moment révocable, lié qu'il est par le *mandat impératif* de ses commettants.

Les fonctions, peu nombreuses, mais importantes, qui restaient encore au gouvernement central, ne devaient pas être supprimées, comme on l'a dit fausement et de propos délibéré, mais devaient être assurées par des Communaux, c'est-à-dire des agents strictement responsables. L'unité de la nation ne devait pas être brisée, mais au contraire organisée par la Constitution communale ; elle devait devenir une réalité par la destruction du pouvoir d'État qui prétendait être l'incarnation de cette unité, indépendamment de la nation et au-dessus d'elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire. S'il fallait élaguer les organes purement répressifs de l'ancien pouvoir gouvernemental, il suffisait d'arracher ses fonctions légitimes à une autorité qui avait usurpé la prééminence sur la société elle-même pour les remettre à des agents de la société, responsables ¹⁹⁷. Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre des

¹⁹⁶ Cf. MARX, *la Guerre civile en France*, in *Werke*, t. 17, p. 339-340.

¹⁹⁷ On pourrait définir le communisme comme la société où aucun de ses membres n'aura à faire de *requête* pour avoir des sous ou un avantage quelconque, pour occuper un poste ou faire carrière, pour promouvoir des entreprises et affaires équivoques du même genre, etc.

Pour y parvenir, il faudra avant tout éliminer la pléthore des bureaucrates de l'Etat qui représente une pieuvre des plus coûteuses formée par des millions de travailleurs improductifs qui sont de *véritables exploités de la société*. Si Marx explique ici que certaines fonc-

classes dominantes devait représenter et fouler aux pieds le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple, constitué en communes, comme le suffrage individuel sert à tout employeur en quête d'ouvriers et de personnel de direction pour son affaire. C'est un fait bien connu que les entreprises, comme les individus, en matière d'affaires véritables, savent généralement mettre l'homme qu'il faut pour un poste et, s'ils commettent une fois une erreur, ils savent la redresser promptement. Mais par ailleurs, rien ne pouvait être plus étranger à l'esprit de la Commune que de remplacer le suffrage universel par une investiture hiérarchisée ¹⁹⁸.

La république n'est possible que si elle est ouvertement sociale

Cette guerre civile a dissipé les dernières illusions sur la « République », de même que l'Empire a ruiné l'illusion du « suffrage universel » inorganisé entre

tions utiles seront exécutées centralement, c'est après avoir souligné vigoureusement que l'extinction de l'Etat, une fois que les formes de l'échange et de la monnaie auront disparu, s'effectuera lorsqu'il n'existera plus aucune hiérarchie de scribouillards en tous genres.

Dès ses premiers pas, la Commune prit des mesures en ce sens, et, en outre, comprit que l'Etat se justifiait essentiellement, tant qu'existaient des classes, comme organe d'oppression de l'une sur l'autre.

¹⁹⁸ En somme, le cadavre parlementaire devait être définitivement liquidé par la Commune : « Quant au parlementarisme, il avait été tué par ses propres ouailles et par l'Empire. La seule chose que la classe ouvrière avait à faire, c'était de ne pas le ressusciter » (*Seconde Ebauche*, in *Werke*, t. 17, p. 595). La révolution de 1871 reprenait le travail au point précis où celle de 1848 l'avait arrêté ; c'est sur cette continuité du mouvement réel que repose la *prévision* marxiste de la révolution future, comme s'il s'agissait d'un fait déjà accompli.

C'est ainsi que vingt ans à l'avance, dès le coup d'Etat de Bonaparte, Marx avait pu annoncer sûrement la victoire de la Commune : « Si le renversement de la république parlementaire contient en germe *la victoire de la révolution prolétarienne*, son premier résultat tangible n'en fut que *la victoire de Bonaparte sur le Parlement, du pouvoir exécutif sur le pouvoir législatif, de la violence sans phrase sur la violence de la phrase*. Au Parlement, la nation élevait sa volonté générale à la hauteur d'une loi, c'est-à-dire qu'elle faisait de la loi de la classe dominante sa volonté générale. Devant le pouvoir exécutif, elle abdique toute volonté propre et se soumet aux ordres d'une volonté étrangère, l'autorité... Mais la révolution va jusqu'au fond des choses. Elle ne traverse encore que le purgatoire. Elle mène son affaire avec méthode. Jusqu'au 2 décembre 1851, elle n'avait accompli que la moitié de ses préparatifs, et maintenant elle accomplit l'autre moitié. Elle perfectionne d'abord le pouvoir parlementaire, pour pouvoir le renverser ensuite. Ce but une fois atteint, elle perfectionne *le pouvoir exécutif*, le réduit à sa plus simple expression, l'isole, dirige contre lui tous les reproches pour pouvoir *concentrer sur lui toutes ses forces de destruction*, et, quand elle aura accompli la seconde moitié de son travail de préparation, l'Europe sautera de sa place et jubilera : Bien creusé, vieille taupe ! » (cf. *le 18 Brumaire...*, Ed. Sociales, 1969, p. 124). Et l'*Adresse* de 1871 reprend en écho : « L'antithèse directe de l'Empire fut la Commune ».

les mains du flic et du curé ¹⁹⁹. Tous les éléments sains de France reconnaissent que la seule république possible, dans ce pays et en Europe, est une « République sociale », c'est-à-dire une république qui arrache le pouvoir d'État à la classe des capitalistes et des grands propriétaires fonciers pour lui substituer la Commune, qui reconnaît ouvertement l' « émancipation sociale » comme le *but* principal de la république, et assure ainsi cette révolution sociale par l'organisation communale.

Toute autre république ne peut être que la terreur *anonyme* de toutes les fractions monarchistes – légitimistes, orléanistes et bonapartistes unis – qui mène en dernière instance à l'avènement d'un Empire quelconque ; elle ne peut être que la terreur *anonyme* de la domination de classe qui, une fois son sale travail accompli, finira toujours par un Empire...

Il n'y a rien de nouveau dans le fait que les ouvriers parisiens aient pris l'initiative de la présente révolution et supportent avec un esprit de sacrifice héroïque le choc de cette bataille. C'est la caractéristique première de toutes les révolutions qui ont éclaté en France ! Ce n'est donc qu'une répétition du passé ! Ce que cette révolution a en commun avec toutes celles qui l'ont précédée, c'est que la révolution soit faite *au nom et dans l'intérêt* déclaré des masses populaires, c'est-à-dire des masses productrices. Le trait nouveau, c'est que le peuple, après un premier soulèvement, n'a pas déposé les armes et n'a pas remis son pouvoir aux mains des saltimbanques républicains des classes dirigeantes ; c'est que, en instaurant la *Commune*, il a pris dans ses propres mains la direction effective de sa révolution et a trouvé en même temps, en cas de victoire, le moyen de la maintenir entre les mains du peuple lui-même ²⁰⁰, en remplaçant la machine d'État,

¹⁹⁹ Cf. MARX, *Première Ebauche*, in *Werke*, t. 17, p. 554, 556.

Sur le plan politique, la lutte menée par les Communards a fini par mener la révolution à la formule binaire : ou dictature du prolétariat, ou dictature de la bourgeoisie. Mais au plan social, la situation était loin d'être aussi avancée et la forme de la dictature prolétarienne devait encore être celle de la République démocratique (en bon marxisme, ce mot - comme celui de « populaire » - signifie qu'on a à faire à plusieurs classes).

²⁰⁰ Dans les conditions d'imaturité de la société française d'alors, la révolution communale eût dû, pour une longue période encore, porter le fardeau du *peuple*. Il n'était pas encore question de transformer tous les producteurs en purs et simples salariés, prolétaires productifs : la société de petite production mercantile (artisans, boutiquiers, paysans parcellaires qui formaient l'écrasante majorité de la population) ne pouvait être haussée d'un coup à la grande production associée et combinée. Le *peuple* restait une réalité écrasante *eu égard à la classe ouvrière* de l'industrie et de l'agriculture. Cependant, avant de le prendre en charge, la Commune en avait écarté les « exploités » - les propriétaires fonciers et les capita-

l'appareil gouvernemental des classes dominantes, par son propre appareil gouvernemental. C'est en quoi consiste son indicible crime : des ouvriers empiétant sur le privilège gouvernemental des 10.000 individus du haut, et proclamant leur volonté de briser la base économique de ce despotisme de classe qui, pour ses propres fins, manipulait le pouvoir d'État organisé de la société. C'est ce qui a mis les classes respectables d'Europe et d'Amérique au paroxysme de la fureur, ce qui explique leurs cris d'abomination, leur dénonciation du sacrilège, leurs appels sauvages à régler les comptes au peuple, les insultes triviales et les calomnies lancées du haut de leurs tribunes parlementaires et des arrière-cuisines de leur presse stipendiée !

La plus grande mesure de la Commune, c'est qu'elle ait donné naissance à elle-même, qu'elle œuvre et agit dans des circonstances d'une difficulté inouïe. Le drapeau rouge, hissé par la Commune de Paris, ne flotte en réalité que sur le gouvernement ouvrier de Paris. Celui-ci a proclamé, clairement et consciemment, que son but était l'émancipation du Travail et la transformation de la société. Toutefois, le caractère « social » de cette république ne réside pratiquement que dans le fait que ce sont les ouvriers qui dirigent la Commune de Paris. Quant à leurs mesures, elles doivent, par la force des choses mêmes et par leur nature, se limiter essentiellement à la défense militaire de Paris et à son ravitaillement !

Alliance avec la paysannerie : conquête de la démocratie

Avant même l'instauration de la Commune, le Comité Central avait déclaré dans son *Journal Officiel* : « La majeure partie de l'indemnité de guerre doit être payée par les responsables de la guerre » ²⁰¹. C'est là ce qui constitue la grande

listes – et n'avait accordé de droits qu'aux « travailleurs » et aux exploités. Le prolétariat de Paris ne pouvait exercer qu'une « dictature démocratique »... au travers de compromis, notamment avec la paysannerie des campagnes, tant pour la gagner à lui que pour coexister avec elle, tout le temps où la révolution restait enfermée, par la force des choses, dans la sphère nationale et n'avait pas gagné d'autres pays développés de sorte que le prolétariat de ces pays se joignait au premier pour substituer sa force et son poids au fragile équilibre du peuple et mettre plus rapidement un terme à la dictature démocratique, en en supprimant le qualificatif démocratique.

²⁰¹ Cf. MARX, *Première Ebauche*, in *Werke*, t. 17, p. 549.

« conspiration contre la civilisation », ce que les hommes de l'Ordre redoutent le plus. C'est la question la plus pratique qui soit : Si la Commune triomphe, les responsables de la guerre devront payer l'indemnité de guerre ; si Versailles l'emporte, la masse des producteurs qui ont déjà payé de leur sang, de leur ruine et de leur contribution personnelle, devront payer encore, et les hauts dignitaires de la finance parviendront même à tirer profit de la transaction. C'est l'issue de la guerre civile qui décidera du paiement de l'indemnité de guerre ²⁰². Dans cette

La supériorité de la méthode d'analyse marxiste, parce qu'elle est scientifique et non description impartiale des événements, éclate ici où elle aborde la question... paysanne de la Commune de Paris. En fait, cette question fut décisive pour le sort de celle-ci, et Marx montre ici qu'elle fut aussi au centre des raisons qui poussèrent à l'érection de la Commune – avec l'affaire des *indemnités de guerre* qui explique la collusion des classes dirigeantes franco-prussiennes contre la masse de la population du pays qui venait d'être battu dans la guerre impérialiste. Avec la question paysanne, Marx aborde le problème de la *forme encore nationale* de la Commune qui pose celui de la *conquête de la démocratie*.

La Commune réalise ici la phase décrite dans le *Manifeste* de 1848, à savoir que « la première mesure de la révolution ouvrière sera la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie ». Il faut évidemment entendre démocratie au sens fort du terme, *la dictature du grand nombre*. Mais cette conquête ne correspond qu'à un stade politique transitoire de la lutte pour l'abolition de toutes les classes, de tout Etat, et donc de toute forme politique : « La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible ; cette liberté fictive est le pire asservissement. Il en va de même de l'égalité politique : c'est pourquoi il faut réduire en pièces la démocratie aussi bien que n'importe quelle forme de gouvernement » (ENGELS, *Progrès de la réforme sociale sur le continent*, 4-11-1843, trad. fr. in *Ecrits militaires*, p. 119).

Cette critique acerbe se fait évidemment à partir du niveau supérieur qui oppose la société communiste aux sociétés de classe, dont la dictature du prolétariat sera la dernière phase. En se plaçant du point de vue des principes finaux, Marx, Engels et Lénine (cf. *l'Etat et la Révolution*, chap. sur *Engels et la suppression de la démocratie*) sont antidémocrates, puisqu'ils appartiennent, en tant que communistes « au parti dont le but final est la suppression de tout Etat et, par conséquent, de la démocratie ».

Dans la *Situation de l'Angleterre, la Constitution anglaise* d'octobre 1844, in *Vorwärts*, Engels déclare nettement : « L'égalité démocratique est une chimère : la lutte des pauvres contre les riches ne peut donc être menée jusqu'à son terme ultime sur le terrain de la démocratie ou de la politique en général [c'est la raison pour laquelle les anti-communistes s'accrochent toujours à cette ultime bouée de sauvetage de leurs derniers privilèges. N.d.Tr.]. Cette phase n'est qu'un point de transition, c'est le dernier moyen purement politique que l'on puisse employer, car, aussitôt après, il faut que se développe un élément nouveau, un principe dépassant tout élément politique : celui du socialisme ». Il est évident que la Commune de Paris ne faisait que préparer le terrain qui débouchait sur le communisme. Elle impliquait encore une sévère lutte de classe sur le plan politique et militaire et donc un Etat et la fameuse démocratie.

²⁰² Ce passage donne l'explication économique de la lutte des classes qui culmine dans la révolution : *l'impérialisme est l'antichambre du socialisme*. La révolution éclate à partir des luttes impérialistes culminant dans les guerres de carnage des bourgeoisies qui s'entredéchirent pour s'arracher les richesses, les zones d'influence, les marchés etc. parce que le mode de distribution bourgeois est déjà devenu trop étroit eu égard au développement fantastique des forces productives ; bref, pour éviter les destructions périodiques de richesses et de forces de travail, il faut passer à une forme de production supérieure.

question vitale, la Commune représente non seulement les intérêts de la classe ouvrière, mais encore ceux de la petite bourgeoisie et même ceux de toute la classe moyenne, à l'exception des riches capitalistes, les gros propriétaires fonciers et leurs parasites d'État. La Commune représente avant tout les intérêts de la paysannerie française, car c'est sur elle que sera levée la majeure partie des impôts de guerre, si Thiers et ses « ruraux » sont vainqueurs. Et il y a des gens assez stupides pour faire écho au cri des « ruraux » selon lesquels les grands propriétaires fonciers « représentent le paysan » qui, dans la naïveté de son âme, serait excessivement impatient de payer les milliards de l'indemnité de guerre, à la place de ces bons « propriétaires fonciers » qui lui ont déjà fait payer l'indemnité de la Révolution : le fameux milliard des émigrés ²⁰³.

La Commune eut parfaitement raison de dire aux paysans : « Notre victoire est votre seule espérance » ²⁰⁴. De tous les mensonges fabriqués à Versailles et repris par l'écho des plus célèbres plumitifs d'Europe à un sou la ligne, l'un des plus énormes fut que les ruraux de l'Assemblée nationale représentaient la paysannerie française ²⁰⁵. Qu'on imagine l'amour du paysan français pour les hommes auxquels après 1815 il avait dû payer l'indemnité d'un milliard ! Aux yeux du paysan français, la simple existence d'un propriétaire foncier constitue déjà, en soi, un empiètement sur ses conquêtes de 1789. En 1848, la bourgeoisie

De fait, la lutte pour l'unité allemande de Bismarck (que cherchait à tout prix à contrecarrer l'impérialisme de Napoléon III qui visait la rive gauche du Rhin) aboutissait à créer un rival pour l'hégémonique Angleterre ; l'impérialisme germanique naissant pilla son concurrent français, en lui enlevant la région sidérurgique par excellence et l'énorme capital de 5 milliards de francs pour accélérer son développement capitaliste. La complicité de la bourgeoisie française et de la prussienne se lit encore à ce niveau : ce seront les classes laborieuses qui feront les frais de l'opération, les capitalistes et propriétaires fonciers français touchant leur commission dans l'ignoble affaire. L'unité nationale bourgeoise déjà rompue par l'existence de classes antagoniques, se révélait non seulement une illusion, mais encore un leurre destiné à tromper les masses. Le seul ennemi qui restait était le capital désormais international, malgré ses rivalités interimpérialistes.

²⁰³ Après la chute de Napoléon Ier, le gouvernement réactionnaire de Charles X résolut de dédommager les émigrés pour les biens mis sous séquestre durant les années de la révolution. La fine fleur de l'aristocratie de cour et les gros propriétaires fonciers touchèrent la majeure partie de l'indemnité d'un milliard de francs payés sous forme de rente à 3%.

²⁰⁴ Cf. MARX, *la Guerre civile en France*, in : *Werke*, t. 17, p. 344-345.

²⁰⁵ Sans consultation des « volontés » et des « intelligences », c'est-à-dire en dehors de tout mécanisme électoral, Marx affirme que la Commune représentait l'« écrasante majorité » de la population de France, parce qu'elle se battait pour faire prévaloir ses intérêts.

avait grevé sa parcelle de l'impôt additionnel de 45 centimes par franc – prétendument au nom de la révolution ²⁰⁶, alors qu'à présent elle avait fomenté une guerre civile contre la révolution pour faire passer sur les épaules du paysan la charge première des cinq milliards d'indemnité à payer aux Prussiens. La Commune, en revanche, dans l'une de ses premières proclamations, déclarait que les véritables instigateurs de la guerre auraient aussi à en payer les frais.

La Commune aurait libéré le paysan de l'impôt du sang, de la conscription ; elle lui aurait donné un gouvernement à bon marché, aurait mué ses sangsues actuelles – notaire, avocat, huissier et autres vampires judiciaires – en agents communaux salariés, élus par lui et responsables devant lui. Elle l'aurait libéré de la tyrannie du garde-champêtre, du gendarme et du préfet ; elle aurait substitué à l'abêtissement du curé l'instruction par le maître d'école. Etant avant tout un homme de calcul, le paysan français aurait trouvé tout à fait raisonnable que le traitement du curé, au lieu d'être extorqué par le percepteur, ne dépendît que du geste spontané dû à l'instinct religieux des paroissiens.

Tels étaient les grands bienfaits immédiats auxquels le règne de la Commune – et lui seul – ouvrait la perspective au paysan français. Il est donc tout à fait superflu de s'étendre ici sur les problèmes concrets plus complexes, mais vitaux, que la Commune seule était capable, voire obligée, de résoudre en faveur du paysan – la dette hypothécaire qui pesait comme un cauchemar sur son lopin de terre, le prolétariat rural qui augmentait de jour en jour, et son expropriation de cette parcelle qui s'opérait à une allure de plus en plus rapide à la suite de l'essor de l'agriculture moderne et de la concurrence du mode d'exploitation capitaliste...

Le paysan était bonapartiste parce que la grande Révolution, avec tous les bienfaits qu'il en avait tirés, s'incarnait pour lui en Napoléon. Le Second Empire, qui par sa nature même était foncièrement hostile aux ruraux, dissipa rapidement cette illusion et ce préjugé issu du passé. Dans ces conditions, comment aurait-il pu résister à l'appel de la Commune aux intérêts vitaux et aux besoins pressants de la paysannerie ?...

²⁰⁶ Afin de semer la discorde entre prolétaire et paysan, le Gouvernement provisoire avait instauré en 1848 une taxe de 45 centimes par franc. Il motivait cet impôt par la nécessité de pourvoir à l'alimentation des ouvriers. Cet impôt poussa les paysans dans les bras des ennemis de la révolution et de la République.

D'où la hâte anxieuse des ruraux de dresser autour de Paris un blocus de police comme pour arrêter la propagation de la peste bovine.

La haine du paysan français se concentre sur les « ruraux », les châtelains, les bénéficiaires de l'indemnité du milliard, ainsi que sur le capitaliste de la ville, déguisé en propriétaire foncier, dont les empiètements sur les droits paysans ne s'étendirent jamais aussi vite que sous le Second Empire, sous l'effet des interventions artificielles de l'État, et des causes naturelles du développement de l'agriculture moderne ²⁰⁷. Les « ruraux » – et c'était en fait leur appréhension principale – savaient que trois mois de libre circulation entre le Paris de la Commune et la province seraient le signal du soulèvement général contre eux de la paysannerie et de la Commune. D'où leur haine farouche de la Commune ! Ce qu'ils redoutent encore plus que l'émancipation du prolétariat urbain, c'est l'émancipation de la paysannerie. Les paysans ne tarderaient pas à saluer les prolétaires des villes comme leur guide et frère aîné.

Certes, il existe en France, comme dans la plupart des pays du continent, un profond antagonisme entre les producteurs urbains et ruraux, entre le prolétariat industriel et la paysannerie. Ce à quoi aspire le prolétariat – et c'est la base matérielle de son mouvement – c'est l'organisation du travail à une vaste échelle, même si c'est fait à l'heure actuelle de façon despotique, et c'est la centralisation des moyens de production, même s'ils le sont aujourd'hui entre les mains des monopoles qui les utilisent non seulement comme instruments de production, mais encore comme moyens d'exploitation et d'asservissement du producteur. La tâche du prolétariat est de transformer l'actuel caractère capitaliste de ce travail organisé et de ces instruments de travail centralisés, de faire de ces instruments de domination de classe et d'exploitation de classe des formes de travail libre et associé et des moyens sociaux de la production. Par ailleurs, le travail du paysan est isolé, et ses moyens de production sont parcellaires et dispersés. C'est sur ces différences économiques que repose la superstructure de toute une conception du monde politiquement et socialement différente. Or cette forme de propriété paysanne a depuis longtemps dépassé sa phase classique, où elle correspondait à une réalité, un mode de production et une forme de propriété, qui répondait aux besoins éco-

²⁰⁷ Cf. MARX, *Première Ebauche*, in *Werke*, t. 17, p. 551-552.

nomiques de la société et plaçait les producteurs ruraux eux-mêmes dans des conditions de vie normales. Elle est désormais tombée dans sa phase de déclin. D'abord, un vaste prolétariat rural en est issu, et ses intérêts sont identiques à ceux des ouvriers salariés des villes. Ensuite, le mode de production lui-même a été dépassé par les progrès de l'agronomie moderne. Enfin, la propriété paysanne elle-même n'est plus que nominale : elle laisse au paysan l'illusion de la propriété, alors qu'il est exproprié du fruit de son travail ²⁰⁸. La concurrence du grand fermier, la conscription, le fisc, l'usure des créanciers hypothécaires de la ville et les innombrables larcins du système judiciaire qui l'enserme de toutes parts, l'ont abaissé au niveau du rayât hindou. De la sorte, l'expropriation – et même son expropriation nominale – sa transformation en prolétaire rural est une réalité de tous les jours. En conséquence, ce qui sépare le paysan du prolétaire ne sont plus ses intérêts réels, mais ses préjugés illusoire.

La Commune – comme nous l'avons montré – est le seul pouvoir qui puisse lui accorder des avantages immédiats considérables, en dépit des conditions économiques défavorables où elle se trouve elle-même. C'est la seule forme de gouvernement qui puisse assurer la conversion des présents rapports économiques du paysan, la seule qui puisse le sauver de l'expropriation par le propriétaire foncier, tout en le libérant de l'oppression de la peine et de la misère, auxquels il est condamné pour préserver l'apparence de sa propriété. C'est la seule qui puisse

²⁰⁸ Le producteur parcellaire, propriétaire de son moyen de travail – la terre pour le petit paysan, la boutique pour l'épicier, etc. et les instruments de travail pour l'artisan – change de statut sous le capitalisme par rapport à celui qu'il avait sous le féodalisme, lorsqu'il était organisé en corporation, avec les privilèges et le monopole de métier (lettres de franchise). Affranchi désormais des liens collectifs de métier, il évolue vers le salariat, en aliénant le produit de son travail dans la mesure où il le vend pour pouvoir vivre. La transition se fit grâce au mécanisme mercantile : le produit de son travail, puis sa force de travail, devient marchandise et s'aliène. Il porte d'abord sur le marché le produit ; sa force de travail, restant encore intimement liée à son instrument de travail, n'est pas encore affectée par la forme mercantile. Dans ces conditions, le producteur parcellaire touche toutes les heures de travail incorporées à sa marchandise, alors que le salarié ne reçoit que les heures payées, son capitaliste s'appropriant les heures non payées (surtravail). Cependant, les rapports économiques poussent de plus en plus le producteur parcellaire à vendre aussi sa force de travail. Etant en concurrence sur le marché avec le travail plus productif des entreprises capitalistes, le travailleur parcellaire voit baisser de façon dramatique la valeur de son produit – au point qu'il ne touche plus qu'un prix dérisoire pour ses heures de travail, et il se trouve ainsi exproprié pratiquement de la plus grande partie du produit de son travail, rejoignant par ce biais la situation de l'ouvrier salarié dès lors qu'il est réduit au minimum vital par l'essor du capitalisme : pour vivre moins mal, il va à la ville pour occuper un travail salarié, à moins qu'il s'accroche désespérément à la fiction de sa propriété juridique, vidée de tout contenu économique.

transformer sa propriété nominale de la terre en propriété effective du fruit de son travail, la seule qui soit en mesure de combiner pour lui les bienfaits de l'agronomie, qui sont dictés par les besoins sociaux mais dont l'action hostile se fait sentir à lui tous les jours un peu plus dans les conditions actuelles, avec le maintien de son État de producteur réellement indépendant ²⁰⁹. Comme il pourrait tirer un avantage immédiat de la République de la Commune, il aurait tôt fait d'avoir confiance en elle.

La révolution communale représente toutes les classes de la société qui ne vivent pas du travail d'autrui ²¹⁰

Nous avons vu que le prolétariat parisien lutte dans l'intérêt du paysan français, tandis que Versailles se bat contre lui. Ce que les « ruraux » redoutent le plus, c'est que Paris puisse se faire entendre des paysans et ne soit plus séparé d'eux par le blocus. La raison profonde de leur guerre contre Paris, c'est leur ef-

²⁰⁹ Pour bien comprendre Marx, il faut souligner qu'il ne s'agit en aucune façon de *mesures socialistes au plan économique*. Nous en sommes seulement à un stade préliminaire : la *conquête de tout le pays* à la nouvelle direction politique de la Commune, voire la survie de la dictature du prolétariat dans une seule ville. Les mesures économiques proposées ne visent donc pas à la transformation socialiste du mode de production, elles cherchent à *préparer* la domination de la révolution dans le pays. Dans une telle période, il faut commencer, pour des raisons *politiques et militaires*, à conclure un pacte d'unité entre prolétariat urbain et paysannerie, pacte qu'il faut respecter. Les rapports ainsi noués ne peuvent encore se hausser à la hauteur d'une dictature de l'État ouvrier sur les campagnes. Il s'agit de canaliser vers les ruraux les moyens de persuasion d'une démocratie interne commune (une espèce de pacte de... non dictature) qui est indiscutablement d'essence démocratico-bourgeoise, dont il faudra longtemps pour se libérer. En fait, il faut attendre la rescousse du prolétariat des autres pays, lorsque la révolution les aura gagnés, surtout dans le cas où la révolution a triomphé d'abord dans un pays encore faiblement développé du point de vue économique (la France d'alors, par rapport à l'Angleterre ; la Russie de 1917, par rapport à l'Europe occidentale ; etc.).

En somme, il faut imprimer à la révolution *politique* une vitesse *maxima d'évolution de la forme-État* vers une dictature totale dans l'espace ou bien sur toutes les classes possédantes au moyen d'une tolérance démocratique vis-à-vis de la paysannerie et de la petite bourgeoisie, tandis que la vitesse d'évolution des rapports de production et de l'économie sociale reste *minime*. Observons toutefois que les concessions décrites ici sont proches du maximum de ce que le prolétariat peut promettre sans remettre en cause le pivot de son programme agraire, la nationalisation du sol (comme mesure juridique). En ce qui concerne les mesures plus avancées que pourra prendre ultérieurement le pouvoir prolétarien vis-à-vis des paysans, voir ci-dessous (partie III) le chapitre consacré au *Programme de transition dans l'agriculture*.

²¹⁰ Cf. MARX, *Première Ebauche*, in *Werke*, t. 17, 553-554.

fort pour maintenir les paysans dans leur asservissement et les traiter, comme par le passé, en matière *taillable à merci et miséricorde*.

Pour la première fois dans l'histoire, la petite et moyenne bourgeoisie a ouvertement rallié la révolution ouvrière, et proclamé qu'elle était le seul moyen de la sauver en même temps que la France. Elle forme, aux côtés des ouvriers, la grande masse de la Garde nationale ; elle siège à leurs côtés à la Commune, et son *Union républicaine* joue en leur faveur un rôle de médiation.

Les principales mesures de la Commune ont été prises pour sauver la classe moyenne, la classe des débiteurs de Paris s'étant dressée contre la classe des créanciers. Au moment de l'insurrection de Juin (1848), la classe moyenne s'était groupée, contre le prolétariat, sous l'enseigne de la classe capitaliste, de ses généraux et de ses parasites d'État ²¹¹. Elle en fut punie dès le 19 septembre 1848 par le rejet des *concordats à l'amiable*. Il s'avéra tout de suite que la victoire remportée sur l'insurrection de Juin était aussi le triomphe du créancier, du riche capitaliste, sur ce débiteur qu'est la classe moyenne. Il exigea impitoyablement sa livre de chair ²¹². Le 13 juin 1849, la Garde nationale de ces classes moyennes fut désarmée et sabrée par l'armée de la bourgeoisie. Sous l'Empire, à la suite de la dilapidation des ressources de l'État, dont s'engraissait le riche capitaliste, ces classes moyennes furent livrées au pillage des agioteurs, des rois du chemin de fer, des sociétés d'escrocs du *Crédit mobilier*, etc., et expropriées par les capitalistes associés (sociétés par actions). Diminuées politiquement et abusées dans leurs intérêts économiques, elles furent moralement révoltées par les orgies de ce régime. Les infamies de la guerre leur portèrent un dernier coup et éveillèrent leurs sentiments nationaux. Face aux désastres accumulés sur la France par les hostilités, face à la crise de l'effondrement national et de la ruine financière, cette classe moyenne sentit que ce n'est pas la classe dissolue de ceux qui veulent être les négriers de la France, mais que ce ne sont que les aspirations viriles et la puissance herculéenne de la classe ouvrière qui peuvent apporter le salut.

²¹¹ « Les petits bourgeois reconnurent avec effroi qu'ils s'étaient livrés sans résistance aux mains de leurs créanciers en battant les ouvriers » (*les Luites de classes en France*. 1848-1850, Edit. Sociales, 1948, p. 51-52).

²¹² Allusion au personnage de Shakespeare, l'usurier Shylock, qui exige pour paiement de sa créance une livre de chair de son débiteur, cf. *le Marchand de Venise*, acte IV, scène I.

Elle sentit que seule la classe ouvrière peut l'émanciper du règne clérical, faire de la science, non plus un instrument de domination de classe, mais une force populaire, faire des savants eux-mêmes non plus des proxénètes des préjugés de classe, des parasites d'État à l'affût des bonnes places et des alliés du Capital, mais des libres agents de la pensée ! La science ne peut jouer son rôle véritable que dans la République du Travail ²¹³...

²¹³ Si Marx observe un sens « national » dans l'Etat d'esprit de la petite et moyenne bourgeoisie, c'est pour trouver avec elle un compromis permettant à la révolution communale de gagner à elle ces fractions importantes de la population du pays de la dictature du prolétariat. Du même coup, la révolution conquerrait la base scientifique et technologique pour sa future transition au mode supérieur du communisme.

On notera que, dans ce compromis, c'est la petite et moyenne bourgeoisie qui reconnaît la direction hégémonique du prolétariat industriel dans la société nouvelle.

Les mesures de la Commune

I/ Mesures pour la classe ouvrière **214**

Suppression du travail de nuit des ouvriers boulangers (20 avril)

Abolition dans les entreprises publiques et privées de *la juridiction privée* usurpée par les patrons de fabrique, *industriels* grands et petits qui sont à la fois juges et exécutants, gagnants et parties dans les litiges, puisqu'ils se sont forgé un *code pénal à eux*, leur permettant *de spolier les ouvriers de leurs salaires par le moyen d'amendes, de retenues infligées pour les pénaliser*, etc. Des peines sont prévues contre les patrons qui enfreignent cette loi. Les amendes et retenues extorquées depuis le 18 mars doivent être remboursées aux ouvriers (27 avril). *Suspension* de la vente des objets déposés au mont-de-piété (29 mars).

Un grand nombre d'ateliers et de manufactures ont été fermés à Paris, leurs propriétaires ayant pris la fuite. C'est la vieille méthode des capitalistes industriels qui s'estiment justifiés – « de par l'action spontanée des lois de l'économie politique », non seulement de tirer profit du travail comme si c'était la raison d'être même du travail, mais de l'arrêter complètement et de jeter les ouvriers sur le

214 Cf. MARX, Première Ebauche, in *Werke*, t. 17, p. 528-534.

Dans le rapport de forces donné alors, la Commune devait prendre des mesures plus nombreuses et avantageuses pour les classes moyennes que pour le prolétariat ouvrier lui-même.

Ce n'est pas seulement qu'avant comme après la conquête du pouvoir, le prolétariat est prolétariat, c'est-à-dire travaille encore dans les usines et touche une rémunération pour sa force de travail, en donnant sa plus-value à la société, c'est-à-dire ne voit pas changer *du jour au lendemain* sa dure condition, d'autant que la guerre civile ou la guerre tout court n'a pas amélioré l'appareil de production, même s'il est organisé en « coopérative de production ouvrière ». C'est essentiellement pour des raisons de lutte de classes, pour avoir un allié dans la lutte contre la bourgeoisie nationale et internationale, que la Commune favorise en premier lieu la classe moyenne et la paysannerie, avec lesquelles le prolétariat conclut une alliance, basée sur des compromis plus économiques que politiques, afin d'assurer à la révolution une base nationale, en attendant l'extension de la révolution à d'autres pays qui amènera à la rescousse les ouvriers de nouvelles nations.

En somme, au plan économique, le socialisme est encore bien lointain : à l'alliance avec les classes moyennes et les paysans, devait succéder celle avec le prolétariat européen. La situation était la même en Russie, en 1920, où Lénine prévoyait, dans la plus mauvaise des hypothèses, « vingt ans de bons rapports avec les paysans ».

pavé – à provoquer une crise artificielle toutes les fois qu’une révolution triomphe et menace l’ « ordre » de leur « système ».

La Commune a, de façon très judicieuse, nommé une commission communale qui – en collaboration avec les délégués choisis par les différents corps de métiers – est chargée de recenser les ateliers abandonnés et d’en dresser la statistique ²¹⁵. Elle étudiera la façon de transférer les ateliers et manufactures à des sociétés coopératives ouvrières, avec d’éventuelles indemnités pour les déserteurs capitalistes (16 avril).

« La Commune de Paris, considérant qu’une quantité d’ateliers ont été abandonnés par ceux qui les dirigeaient, afin d’échapper aux obligations civiques et sans tenir compte des intérêts des travailleurs ; considérant que, par suite de ce lâche abandon, de nombreux travaux essentiels à la vie communale se trouvent interrompus, l’existence des travailleurs compromise, décrète : les Chambres syndicales ouvrières sont convoquées à l’effet d’instituer une commission d’enquête ayant pour but : 1/ De dresser une statistique des ateliers abandonnés, ainsi qu’un inventaire exact de l’État dans lequel ils se trouvent et des instruments de travail qu’ils renferment ²¹⁶. 2/ De présenter un rapport établissant les conditions prati-

²¹⁵ Le programme économique de la Commune est extrêmement bas, parce que même la volonté révolutionnaire ne peut violer les conditions déterminées par le faible développement des forces productives et les conditions ruineuses de la guerre impérialiste et de la guerre civile. Néanmoins la dynamique révolutionnaire est portée au plus haut potentiel.

²¹⁶ Nous avons inséré ici, dans le texte de Marx, le décret de la Commune auquel il fait allusion.

Lorsque les capitalistes, en réaction à la conquête du pouvoir par le prolétariat, ont abandonné précipitamment leurs entreprises – trop précipitamment pour les intérêts économiques immédiats de la population et de la Commune déjà en proie à des difficultés trop lourdes –, il faut faire porter tous les efforts sur *l’organisation du recensement et du contrôle*. En effet, si la Commune eût voulu poursuivre l’expropriation du capital au même rythme, elle eût connu rapidement une défaite, car il est clair que le travail d’organisation du recensement et du contrôle ouvrier est déjà en retard sur la tâche visant *directement* à « exproprier les expropriateurs ». Or, le recensement et le contrôle permettent, seuls, d’organiser la production déjà « expropriée » : il faut donc rattraper le temps perdu à ce niveau, pour gagner *toute* la « campagne » contre le capital.

Remplissant la fonction de direction et de prévision du parti à la tête de l’Internationale, Marx avait établi dès 1867 un formulaire extrêmement étendu et détaillé – une statistique ouvrière et industrielle de l’appareil économique de production des pays d’Europe occidentale et des Etats-Unis, – en vue de déterminer les ressources dont pourrait disposer le prolétariat s’il s’emparait du pouvoir ou, plus modestement, mais non moins fondamentalement, pour asseoir ses revendications syndicales : cf. MARX-ENGELS, *le Syndicalisme*, PCM, 1972, t. 2, p. 181-190.

Dans le même esprit, Engels écrivait du 24 au 26-10-1891 à Bebel que « dans les 8 à 10 ans qui viennent, la social-démocratie recrutera assez de jeunes techniciens, de méde-

ques de la prompte mise en exploitation de ces ateliers non plus par les déserteurs qui les ont abandonnés, mais par l'association coopérative des travailleurs qui y étaient employés. 3/ D'élaborer un projet de constitution de ces sociétés coopératives ouvrières. 4/ De constituer un jury arbitral qui devra statuer au retour desdits patrons sur les conditions de la cession définitive des ateliers aux sociétés ouvrières et sur la quotité de l'indemnité qu'auront à payer les sociétés aux patrons. Cette commission d'enquête devra adresser son rapport à la Commission du Travail et de l'Échange, qui sera tenue de présenter à la Commune dans le plus bref délai le projet de décret donnant satisfaction aux intérêts de la Commune et des travailleurs. Paris, le 16 avril 1871. »

La Commune a donné ordre aux mairies de ne faire aucune distinction entre les femmes dites illégitimes, les mères et les veuves de gardes nationaux, en ce qui concerne l'indemnité de 75 centimes. La Commune a libéré de leur esclavage dégradant les filles publiques, réservées jusqu'ici aux « hommes de l'Ordre » de Paris, mais maintenues personnellement asservies pour leur propre « sécurité » sous l'autorité arbitraire de la police. Mais en même temps elle a balayé le terrain sur lequel fleurissait la prostitution, ainsi que les hommes qui la font fleurir. Quant aux prostituées de haut vol – les cocottes –, elles étaient, bien sûr, sous le règne de l'Ordre, non pas les esclaves, mais les patronnes de la police et des gouvernants.

La Commune a évidemment manqué de temps pour réorganiser l'instruction (éducation) publique. Mais en écartant l'élément religieux et clérical, elle a pris l'initiative de l'émancipation intellectuelle du peuple. Le 28 avril elle a nommé une Commission pour organiser l'enseignement primaire et professionnel. Elle a ordonné que tous les instruments de travail scolaire, tels que livres, cartes, papier, etc., soient distribués gratuitement par les instituteurs qui les reçoivent à leur tour des mairies dont ils relèvent. Aucun instituteur n'a le droit, sous aucun prétexte, de demander à ses élèves le paiement de ces instruments de travail scolaire (28 avril).

cins, de juristes et d'instituteurs pour permettre au Parti de faire gérer, au nom de la nation, par des militants, les fabriques et les grands domaines. De la sorte, notre prise du pouvoir s'effectuera tout à fait comme un processus naturel et se déroulera sans à-coups. En revanche, si nous arrivons trop tôt au pouvoir à la suite d'une guerre, les techniciens seront nos ennemis jurés, et ils nous duperont et trahiront chaque fois qu'ils le pourront. Nous devons alors exercer la terreur à leur encontre, et ils nous duperont tout de même ».

Monts-de-piété : toute reconnaissance, antérieure au 25 avril 1871, portant engagement d'effets d'habillement, de meubles, de linge, de livres, d'objets de literie et d'instruments de travail au-dessous de 20 francs pourra être dégagée gratuitement à partir du 12 mai courant.

2/ Mesures en faveur de la classe ouvrière, et plus encore en faveur des classes moyennes

Remise totale du loyer des trois derniers termes jusqu'en avril. Quiconque a payé l'un de ces trois termes est autorisé à déduire cette somme des paiements futurs. La même loi s'applique aux locations en garni. Aucun congé donné par le propriétaire n'est valable pour les trois mois à venir (29 mars).

Échéances (paiement des traites venues à échéance, et leur expiration) : suspension de toutes poursuites pour échéances (12 avril).

Tous les effets de commerce de cette sorte doivent être remboursés par termes étalés sur deux ans à partir du 15 juillet prochain, sans que cette dette porte intérêts. Le montant total des sommes dues est réparti en douze coupures égales, payables par trimestre (à dater du 15 juillet). Ces paiements partiels ne peuvent faire l'objet de poursuites judiciaires que s'ils sont arrivés à échéance (16 avril). La banqueroute de la plupart des commerçants respectables de Paris a été entraînée par les lois de Dufaure sur les baux et les effets de commerce.

Les notaires, huissiers, commissaires-priseurs, greffiers et autres officiers judiciaires qui tiraient jusqu'à présent une fortune de leurs fonctions, furent transformés en agents de la Commune et reçurent d'elle un salaire fixe comme les autres travailleurs.

Comme les professeurs de l'École de médecine s'étaient enfuis, la Commune nomma une Commission en vue de fonder des universités libres qui ne soient plus des parasites d'État ; elle a donné aux étudiants qui avaient passé leurs examens, les moyens de pratiquer indépendamment de leur titre de docteur. Le titre sera conféré par la Faculté.

Comme les juges du *Tribunal civil de la Seine*, pourtant toujours prêts comme les autres magistrats, à exercer leur fonction sous n'importe quel gouvernement de

classe, avaient pris la fuite, la Commune a nommé un avocat pour régler les affaires les plus urgentes jusqu'à la réorganisation des tribunaux sur la base du suffrage universel ²¹⁷ (26 avril).

²¹⁷ Toute manifestation du parti au pouvoir renferme, dans des proportions variables, deux éléments indissociables : un élément scientifique d'appréciation sur lequel sont greffées les *possibilités* d'action immédiates et concrètes, et un élément d'agitation qui, *après* la conquête du pouvoir, doit aller nécessairement plus loin, et poser des revendications plus hautes, même si leur réalisation est plus lointaine, car il s'agit d' « éduquer » les masses, les tirer de leur passivité, en leur indiquant le but à atteindre. Même quand on passe du programme de parti au décret de l'Etat ouvrier, ce caractère d'agitation ne peut disparaître totalement, car il est de première importance dans les phases actives et fécondes de l'histoire. Dans certains cas, c'est la part de l'agitation qui doit même l'emporter : une thèse d'économie politique élaborée pour guider l'action du parti peut être moins radicale qu'un décret à promulguer, celui-ci devant non seulement assurer certaines réalisations pratiques, mais encore parler aux masses, les éveiller et les préparer aux tâches des phases ultérieures – surtout si l'on s'adresse aux couches les plus profondes et naguère les plus exploitées du prolétariat, celles qui sont potentiellement les plus révolutionnaires, mais aussi les plus difficiles à mettre en mouvement. Il faut comprendre cette dualité pour saisir le sens des mesures prises par la Commune révolutionnaire.

3/ Mesures générales

Abolition de la conscription. Tout homme valide doit servir (Garde nationale) dans la présente guerre. Cette mesure est excellente pour se débarrasser de tous les traîtres et de tous les lâches qui se cachent à Paris (29 mars).

Suppression des jeux de hasard (2 avril).

Séparation de l'Eglise et de l'État ; suppression du budget du culte ; tous les domaines de l'Eglise sont déclarés propriété nationale (3 avril).

Une enquête ouverte à la suite d'informations privées apprit à la Commune qu'outre l'ancienne guillotine, le « gouvernement de l'ordre » en avait ordonné la fabrication d'une nouvelle, plus expéditive et portable, qu'il avait payée d'avance. Elle fit brûler publiquement l'une aussi bien que l'autre le 6 avril. Les journaux versaillais – et à leur suite la presse de l'Ordre du monde entier – ont présenté ces faits comme suit : le peuple de Paris avait brûlé ces guillotines pour manifester contre les mœurs sanguinaires de la Commune ! Tous les prisonniers politiques ont été libérés après la révolution du 18 mars. Cependant la Commune savait que, sous le *régime de Louis Bonaparte* et de son digne successeur, le gouvernement de la défense, un grand nombre de personnes avaient été incarcérés comme suspects politiques, sans aucun motif d'inculpation. C'est pourquoi elle chargea l'un de ses membres – Proto – de faire une enquête qui aboutit à la libération de 150 personnes qui, en prison depuis six mois, n'avaient encore subi aucun interrogatoire judiciaire : beaucoup d'entre elles, déjà arrêtées sous Bonaparte, étaient depuis un an en prison sans motif d'inculpation ni interrogatoire judiciaire (9 avril). Ce fait, caractéristique des membres du gouvernement de la défense, les mit hors d'eux. Ils affirmèrent que la Commune avait libéré tous les criminels. Or, qui a libéré des criminels notoires ? Le faussaire Jules Favre. Dès son arrivée au pouvoir, il fit libérer Pic et Taillefer, condamnés pour vol et pour faux dans l'affaire de *l'Etendard*. L'un de ces filous, Taillefer, ayant eu le front de retourner à Paris, a réintégré la résidence qui lui convenait. Mais ce n'est pas tout. Le gouvernement de Versailles a libéré des maisons centrales de toute la France des voleurs notoires à la condition qu'ils s'engagent dans l'armée de Thiers !

Décret sur la démolition de la colonne de la place Vendôme, « monument de barbarie, symbole de force brutale et de fausse gloire, affirmation du militarisme et négation du droit international » (12 avril).

Validation de *l'élection de Frankel* (membre allemand de l'*Internationale*) à la Commune « considérant que le drapeau de la Commune est celui de la République universelle et que les étrangers peuvent y siéger » (4 avril). Par la suite, Frankel fut élu membre de l'Exécutif de la Commune (21 avril).

Le 15 avril, le *Journal Officiel* a commencé à publier les délibérations des séances de la Commune.

Décret de Pascal Grousset en vue de protéger les étrangers contre les réquisitions. Jamais aucun gouvernement à Paris n'a été aussi courtois envers les étrangers (27 avril).

Abolition des serments politiques et professionnels (27 avril).

Destruction du monument dit « *Chapelle expiatoire de Louis XVI* », « insulte permanente à la première Révolution et protestation perpétuelle de la réaction contre la justice du peuple », rue d'Anjou-Sainte Thérèse, œuvre de la Chambre introuvable de 1816 (7 mai).

Programme économique de la Commune

En fait, la Commune ne prétendait pas à l'infailibilité – ce que font sans exception tous les gouvernements anciens qui la précédèrent. Elle publiait tous ses actes et ses paroles, elle mettait le public au courant de ses imperfections ²¹⁸...

Les mesures financières de la Commune, remarquables par leur sagacité et leur modération, ne pouvaient être que celles qui sont compatibles avec les conditions d'une ville assiégée. Eu égard aux vols prodigieux commis aux dépens de la ville de Paris par les grandes sociétés financières et les entrepreneurs de travaux publics sous l'égide de Haussmann, la Commune aurait été infiniment plus justi-

²¹⁸ Cf. MARX, *la Guerre civile en France*, in *Werke*, t. 17, p. 348, 347, 341-342.

fiée de confisquer leur propriété que Napoléon III ne l'avait été de confisquer celles de la dynastie d'Orléans. Les Hohenzollern et les oligarques anglais qui, les uns et les autres, avaient tiré une bonne partie de leurs biens du pillage de l'Eglise, furent bien sûr très choqués par la Commune qui, elle, ne dégaugea que 8 000 francs de la sécularisation...

La bourgeoisie française des villes de province vit dans la Commune une tentative de restaurer le règne auquel cette classe avait soumis les campagnes sous Louis-Philippe et qui, sous Louis-Napoléon, avait été évincé par le prétendu règne de la campagne sur la ville. En fait, la Constitution communale aurait placé les producteurs ruraux sous la direction intellectuelle des chefs-lieux des départements et leur aurait assuré là, chez les ouvriers des villes, les garants naturels de leurs intérêts. La simple existence de la Commune englobait comme quelque chose d'évident la liberté municipale locale, mais celle-ci n'avait plus désormais à former contrepoids à l'oppression de l'État, désormais éliminée. Il ne pouvait venir qu'à l'esprit d'un Bismarck que la Commune de Paris pût aspirer à cette caricature de l'ancienne organisation municipale de la France de 1791 qu'est l'actuel régime municipal prussien, qui rabaisse l'administration des villes à n'être que des rouages subordonnés à la machine policière de l'État prussien...

La Commune a réalisé ce mot d'ordre illusoire de toutes les révolutions bourgeoises, à savoir un gouvernement à bon marché, en détruisant les deux grandes sources de dépenses, l'armée et le fonctionnarisme d'État. Sa simple existence impliquait déjà la non-existence de la monarchie qui – en Europe du moins – est une charge normale et un masque indispensable de la domination de classe. Elle fournissait à la république la base d'institutions véritablement démocratiques. Mais, ni ce « gouvernement à bon marché », ni cette « véritable République » n'étaient son but dernier : ils n'étaient guère que ses corollaires...

C'était une forme politique susceptible des plus grandes évolutions, alors que toutes les formes de gouvernement avaient jusque là réprimé toutes les évolutions. Son véritable secret, le voici : c'était un *gouvernement de la classe ouvrière*, le produit de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du Travail.

En dehors de cela, la Constitution communale eût été une impossibilité et un leurre. La domination politique du producteur ne peut admettre la perpétuation de son esclavage social. La Commune devait donc servir de levier pour extirper les bases économiques sur lesquelles se fonde l'existence des classes, donc, la domination de classe. Une fois le travail émancipé, tout homme devient un travailleur – et le travail productif cesse d'être l'attribut d'une classe...

La Commune, s'exclament-ils (les apologistes du capital et de l'esclavagisme salarié), entend abolir la propriété, cette base de la Civilisation ! Oui, messieurs, la Commune entendait abolir cette propriété de classe qui fait du travail du plus grand nombre la richesse de quelques-uns. Elle visait l'expropriation des expropriateurs. Elle voulait faire de la propriété individuelle une réalité, en transformant les moyens de production la terre et le capital – aujourd'hui essentiellement moyens d'asservissement et d'exploitation du travail – en simples instruments d'un travail libre et associé²¹⁹. Mais, c'est du communisme, c'est l'« impossible » communisme ! Eh quoi, ceux des membres des classes dominantes qui sont assez intelligents pour comprendre qu'il est impossible de perpétuer l'actuel système – et ils sont nombreux – sont devenus les apôtres indécents et bruyants de la production coopérative. Or, si l'on veut que la production coopérative ne soit pas un leurre et un piège, qu'elle soit en mesure d'évincer le système capitaliste et que l'ensemble des associations coopératives puisse régler la production nationale selon un plan commun, en la prenant sous leur propre direction et en mettant fin à l'anarchie constante et aux convulsions périodiques qui sont le destin inéluctable de la production capitalistes- que serait-ce, messieurs, sinon du communisme, du très « possible » communisme ?

²¹⁹ Marx aborde ici la question la plus difficile qui soit aux esprits qui sont immergés dans la mentalité millénaire des sociétés de la propriété privée, en expliquant que la propriété personnelle à laquelle ils aspirent sera réalisée pour tous uniquement dans la société de propriété collective, car nul ne sera alors privé des biens (de tous) dans lesquels chacun puisera selon ses besoins (et non selon ses caprices et l'arbitraire déréglé des malades de la propriété privée d'aujourd'hui). Chacun ne peut être assuré de disposer des moyens de sa vie que si nul n'en est privé. En ce sens, Marx dit que la propriété individuelle sera devenue une réalité, parce que tout sera mis en commun, nul n'ayant plus la possibilité de priver les autres d'un bout de terre, etc. Sa formule n'implique pas de diviser la terre en autant de milliards d'individus qu'il en existe, car ce serait rétablir la fatale propriété privée qui précisément doit être abolie. Lorsque le travail collectif aura de nouveau créé cette abondance qui régnait dans les heureuses îles de communisme primitif du Pacifique Sud, on aura extirpé le réflexe de la propriété (privée), parce qu'il n'aura pas de raison d'être s'il n'y a aucun besoin de prendre à l'autre ce qu'on a déjà, ni de voler ce qui est à la disposition de tous.

En 1871, même à Paris, ce centre de l'artisanat d'art, la grande industrie avait tellement cessé d'être une exception, que le décret de loin le plus important de la Commune prévoyait l'organisation de la grande industrie et même de la manufacture qui devait non seulement reposer sur l'association des travailleurs dans chaque fabrique, mais encore réunir toutes ces associations dans une grande fédération ; bref, une organisation qui, comme Marx le dit très justement dans *la Guerre civile* devait, en opposition directe à la doctrine de Proudhon, aboutir finalement au communisme ²²⁰.

Seule la classe ouvrière pouvait lancer la formule de la Commune, cette aspiration des temps modernes, et en entreprendre la réalisation dans la lutte²²¹... Elle dissipa la mystification selon laquelle l'administration et le gouvernement politique seraient des mystères, des fonctions transcendantes déterminées à être confiées seulement aux mains d'une caste exercée de parasites d'État, de syco-phantes grassement payés et de prébendiers. Les doctes accapareurs des postes haut placés pompent l'intelligence des masses pour la tourner contre elles en mettant en mouvement les fonctionnaires du bas de la hiérarchie. En balayant systématiquement la hiérarchie politique et en substituant aux maîtres altiers du peuple des agents toujours révocables, la Commune remplaçait une responsabilité illusoire par une responsabilité réelle, en les faisant agir constamment sous contrôle public. Ces agents furent payés comme les ouvriers qualifiés, 12 livres par mois, le

²²⁰ Cf. ENGELS, Introduction à l'édition de 1891 de *la Guerre civile en France*, in *Werke*, t. 17, p. 623.

Engels fait ici une vigoureuse mise au point. Le socialisme nie l'autonomie de l'entreprise, reliée au marché et disposant de comptes particuliers à partir desquels se lit l'indispensable profit, faute duquel elle perd toute raison d'être, puisqu'au lieu de gagner de l'argent elle en perd.

Engels, pour montrer le sens de l'évolution vers le communisme, abandonne d'emblée les questions de marché, d'argent, de rentabilité, de profit et de concurrence, notions imprégnées du mercantilisme le plus sordide, pour passer à l'économie du Travail qui associe les Travailleurs en une unité de plus en plus vaste, jusqu'à englober toute l'humanité en communauté et en solidarité actives. Diriger les entreprises, ce n'est pas du socialisme. Le socialisme, c'est parvenir à une production sans entreprise, tâche... qui implique que les producteurs associés dominent consciemment une seule et même production sans division de groupes professionnels et de classes.

²²¹ Cf. MARX, *Première Ebauche*, in *Werke*, t. 17, p. 542, 544-545, 542, 546-547.

salaire le plus élevé ne dépassant pas 240 livres par an ²²². Or, ce salaire – selon une haute autorité scientifique, le professeur Huxley – est à peine supérieur au cinquième de ce dont jouit un employé du Conseil de l’Instruction publique de Londres. Toute la comédie des secrets d’État et de l’outrecuidance d’État fut balayée par une Commune qui, composée surtout de simples ouvriers, organisa la défense de Paris, fit la guerre aux sbires de Bonaparte, assura le ravitaillement de cette ville immense, en remplissant toutes les fonctions réparties jusqu’alors entre gouvernement, police et préfecture ; en faisant son travail publiquement, simplement, dans les conditions les plus difficiles et les plus complexes – et tout cela pour quelques livres, comme Milton pour son chef-d’œuvre du *Paradis perdu*. La Commune agit au grand jour, sans prétendre à l’infaillibilité, sans se dissimuler derrière une bureaucratie paperassière, n’ayant pas honte de reconnaître ses erreurs et les corrigeant. Elle a mené de front toutes les fonctions, militaires, administratives, politiques, en en faisant des *fonctions véritablement ouvrières*, au lieu qu’elles fussent des attributs secrets d’une caste spécialisée. Elle maintint l’ordre révolutionnaire au milieu des troubles de la guerre civile, en prenant des mesures de régénération universelles ²²³...

La Commune marque le début de l’*émancipation du travail* – son grand but. En abolissant les tâches improductives et nocives des parasites d’État, elle assèche, d’une part, la source d’une dilapidation gigantesque d’une portion considérable du revenu national sacrifiée pour nourrir le monstre Étatique, et accomplit, d’autre part, la tâche réelle de l’administration locale et nationale pour des salaires

²²² La Commune qui se proposait l’abolition de l’Etat, des classes et donc du marché, de l’argent et du salariat, n’était-elle pas en contradiction avec elle-même, en proclamant que tous les *salaires* versés le seraient au niveau de la rémunération ouvrière ? Drôle d’abolition du salariat par la généralisation du salaire relativement bas de l’ouvrier ! En fait, cette mesure d’uniformisation des salaires est un premier pas vers l’abolition de l’odieux système salarial qui rémunère le travail à des taux extrêmement variables en intéressant la force de travail à une spécialisation, une intensification et une particularisation qui, dans le système mercantile, s’exacerbe de plus en plus. Mettre un seul prix sur la force si diverse du travail, c’est s’attaquer pratiquement au prix et au caractère mercantile de la force de travail.

²²³ Les formules de la Commune ont fait le tour du monde et se transmettent d’une génération à l’autre, soulevant l’enthousiasme : suppression de l’exploitation de l’homme par l’homme ; qui ne travaille pas ne mange pas ; salaire égal pour tous. Les révolutionnaires savent qu’on ne pourra jamais enfermer dans une déclaration de Droits et de Principes juridiques (notions tout autres que les principes théoriques du parti qui s’appuient sur la science) le contenu de la révolution communiste destructrice de la forme capitaliste moderne et régénératrice de l’humanité.

d'ouvriers. Elle commence donc par une immense économie dans l'œuvre économique aussi bien que politique de révolutionnement...

La classe ouvrière sait qu'elle doit passer par de multiples phases de la lutte des classes. Elle sait que la transformation économique est œuvre de longue haleine, que les conditions de l'esclavage du travail ne sont supplantées que progressivement par les conditions du travail libre et associé, qu'il ne s'agit pas de modifier seulement la distribution, mais encore d'organiser une forme nouvelle de la production, ou mieux de libérer les formes sociales de production telles qu'elles existent déjà au sein du travail engendré et organisé par l'industrie actuelle, en les dépouillant des entraves de l'oppression, de leurs caractéristiques actuelles de classe, et enfin qu'il faut élaborer une coordination harmonieuse de ces formes au plan national et international.

La classe ouvrière sait que cette œuvre de régénération sera sans cesse freinée et ralentie par la résistance des intérêts établis et des égoïsmes de classe. Elle sait que l'actuelle « action spontanée des lois naturelles du capital et de la propriété foncière » ne peut être évincée que par l'« action spontanée des lois de l'économie sociale du travail libre et associé » au cours d'un long procès de développement de conditions nouvelles, de même que dans le passé ont été évincées l'« action spontanée des lois économiques du servage »²²⁴. Mais la classe ouvrière sait aussi qu'elle peut d'ores et déjà avancer à grands pas grâce à la forme

²²⁴ Les révolutions naissent de ce que les forces productives engendrées par la *forme* (capital ou salariat, par exemple) de production qu'elles détruisent sont trop larges pour les contenir : il en était ainsi du communisme primitif, de la société esclavagiste, puis de la société du servage, et enfin de la société capitaliste. Au reste, toute vie a horreur des formes bornées, arrêtées, sclérosées dans lesquelles se fixe la propriété, l'avoir : elle est devenir. Tout ce qui se fige mérite de mourir, et meurt.

A chaque fois, l'ancienne forme de production suscite en son sein la forme qui la supplantera, et Marx de préciser : « le développement des forces productives dissout ces formes de société, et cette dissolution elle-même est un développement des forces productives humaines » (*Grundrisse*, t. 2 bis, p. 33). Tout le mécanisme de la formation du communisme au sein de la base économique du capital suggère irrésistiblement que la société communiste ne se construit pas : elle désagrège les rapports capitalistes trop étroits. Cette genèse du communisme dans les entrailles mêmes du capitalisme en dissolution sera thème du second volume des écrits de Marx-Engels sur *la Société communiste*.

Voir par ailleurs : *la Succession des formes de production et de société dans la théorie marxiste*, in *Fil du Temps*, n° 9, pour ce qui est du mécanisme (économique et social) du passage d'une forme de production à l'autre. En ce qui concerne les stratégies politiques et militaires des révolutions successives de l'humanité, cf. *le Marxisme et la question militaire*, in *Fil du Temps*, n° 10 et 11.

communale d'organisation politique et que c'est le moment de commencer ce mouvement pour elle-même et pour l'humanité.

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

III. TRANSITION ÉCONOMIQUE
À LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

Nos conceptions sur les différences entre la future société non capitaliste et la société d'aujourd'hui sont des déductions exactes à partir de faits historiques et des processus de développement. Or, dès qu'elles ne sont pas présentées en liaison étroite avec ces faits et ce devenir, elles n'ont plus aucune valeur théorique et pratique.

Engels à Edward R. Pease, 27-01-1886.

[Retour à la table des matières](#)

III. TRANSITION ÉCONOMIQUE À LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

Préliminaire

Succession chronologique des mesures de transition

[Retour à la table des matières](#)

Engels écrivait que le problème des mesures de transition est « le plus difficile qui soit », parce qu'il s'agit de greffer sur la réalité économique d'une société d'exploitation une dynamique révolutionnaire elle-même encore contradictoire, où les mesures limitées se nient elles-mêmes au cours du développement et en appellent d'autres plus avancées²²⁵. On ne peut donc, pour aucune révolution, les programmer à l'avance, puisqu'elles dépendent exactement des besoins au niveau atteint dans le moment où il faut les appliquer. En 1891, par exemple, « toute création de trust nouveau les change, et les points d'attaque doivent être totalement déplacés de décennie en décennie » (Engels à C. Schmidt, 1-07-1891).

²²⁵ Les mesures de transition sont une contradiction dans les termes, et les adversaires ou faux amis du marxisme ont beau jeu d'en relever les incohérences et les inconséquences du point de vue de leur logique formelle – ce qui prouve simplement que la critique des armes est indispensable, face à la mauvaise foi qui prétend ramener le mouvement dialectique de la vie à un schéma où tout se tient logiquement sans jamais se contredire, au contraire. Ainsi, par exemple, la *dictature du prolétariat* est une mesure qui doit aboutir à sa complète négation, ou mieux encore abolition, puisqu'elle n'a de sens que pour autant qu'elle tend à transformer le prolétaire en libre producteur associé, puis en homme social. Il en est de même pour la *démocratie* : il est facile de l'opposer logiquement à la dictature qu'elle implique pourtant, puisque démocratie signifie autorité dictatoriale du peuple. Mais ce serait encore brouiller la question, puisque chez Marx la *conquête de la démocratie* est synonyme de l'érection de la dictature du prolétariat, dont le but ultime est l'abolition de la démocratie, parce que celle-ci implique toujours un conflit de classe, l'oppression de la « minorité » par une majorité, donc la machine d'Etat et les superstructures de contrainte politiques. Dans le marxisme, les notions contradictoires d'Etat, de démocratie, de dictature, etc. sont ramenées à leur contenu matériel de moyens utiles en vue d'un but bien précis qui les dépasse totalement pour finalement les éliminer.

Comme l'art de l'insurrection est l'art d'appliquer les principes politiques dans un rapport de forces militaire donné en vue de conquérir le pouvoir, les mesures de transition sont l'art d'appliquer les lois de la dynamique économique vers le communisme (le cas échéant, à partir du niveau capitaliste le plus bas) à des rapports de production en crise profonde.

C'est manifestement de la dialectique de l'abolition du capital par son propre mouvement – comme elle s'exprime, par exemple, dans la dynamique des sociétés par actions, le crédit et les coopératives de production ouvrières, c'est-à-dire dans l'expérience économique de la réalité de la société moderne – que Marx a déduit la notion de mesure de transition au socialisme. Ces interventions despotiques conscientes du prolétariat feront évoluer, sous sa dictature politique, l'actuelle économie vers le communisme. Par exemple, « les sociétés par actions constituent une abolition du mode de production capitaliste qui s'effectue encore dans le cadre du mode de production lui-même, et c'est donc une contradiction s'abolissant elle-même et représentant manifestement un simple point de transition vers une forme de production nouvelle ». Les fabriques coopératives « représentent, à l'intérieur même de l'ancienne société, la première percée au travers des formes anciennes » ²²⁶.

²²⁶ Cf. MARX, le Capital II, chapitre 27, sur le rôle du crédit dans la production capitaliste, in Werke, t. 25, p.451-457.

L'analyse de la nature des superstructures a appris à Marx qu'elles étaient effectivement des *puissances économiques*, susceptibles de modifier le cours de l'économie. Dans le même livre du Capital (*l.c.* p.455), il souligne que les interventions du *crédit*, par exemple, relèvent non pas de la base économique, mais bel et bien de la superstructure ; autrement dit, le crédit lui-même est une mesure, une intervention despotique, mais bourgeoise dans les conditions actuelles : « Le capital que l'on possède réellement ou seulement dans l'idée du public, n'est plus que la base de *la superstructure du crédit* ». Ce qui change, en somme, lorsque le prolétariat dans un pays relativement arriéré utilise le crédit, à la place de la bourgeoisie, c'est que cette mesure ne tend pas à conserver le capitalisme, mais à le dépasser. C'est là toute la différence, mais elle est fondamentale.

Dans sa polémique avec Boukharine au VIII^{ème} Congrès du parti bolchévik du 18-23 mars 1919, Lénine rappelait : « Si Marx disait que la manufacture était une superstructure de la petite production de masse, l'impérialisme et le capitalisme financier sont une superstructure du vieux capitalisme » (*Œuvres*, t. 29, p.153).

En effet, la manufacture, comme l'impérialisme et la finance, est un *mode d'organisation* de la production et de la distribution du capital. Et Marx fait une distinction fondamentale entre domination *formelle* du capital sur le travail (lorsqu'au stade de la manufacture la production telle qu'elle est pratiquée à la fin du féodalisme est soumise à la *dictature* du capital, les ouvriers étant regroupés dans une manufacture, l'Etat créant lui-même de nombreuses entreprises de ce genre, cf. Colbert : l'intervention bourgeoise est alors révolutionnaire) et la domination *réelle*, où les moyens et les forces de production sont devenus adéquats au capital (division du travail poussée et machinisme). La finance et

Marx systématise deux niveaux de transition fondamentaux (dont le premier peut être réalisé par la bourgeoisie). A ces deux transitions économiques, qui impliquent toutes que le parti prolétarien soit au pouvoir, correspondent autant d'ensembles spécifiques de mesures de transition. Confondre les buts et les mesures de chacun de ces ensembles, voire ces ensembles eux-mêmes, serait tout emmêler et faire passer pour progressif ce qui est dépassé, en faisant prendre, par exemple, pour communiste une simple réforme bourgeoise.

Pour plus de clarté, nous les grouperons ici par ordre logique, qui peut être chronologique pour un pays donné, n'était l'alternance d'avances et de reculs dans la lutte avec la contre-révolution.

1. Mise en place de la base économique (pays attardés)

Dans les pays précapitalistes ou à l'aube du capitalisme, il faut encore, après la conquête du pouvoir, préparer les bases économiques du futur passage à la société communiste. La tactique dans ces pays est indirecte – et non frontale comme dans les pays développés où la bourgeoisie est au pouvoir et l'économie prête pour la transition au socialisme. Ne serait-ce que pour maintenir le pouvoir politique entre les mains des masses laborieuses, comme avant-garde extrême de la révolution mondiale, il faut y développer à un rythme accéléré un capitalisme d'État – selon l'expression de Lénine dans l'Impôt en nature, etc. En revanche, dans les pays développés, c'est l'économie mûre qui sert de levier pour prendre les mesures politiques accélérées de transition au socialisme : tout y est relativement plus simple.

Dans les pays attardés ou au début du capitalisme (par exemple, à l'époque de la guerre des Paysans, des niveleurs ou des enragés et autres babouvistes), les interventions despotiques ne pouvaient représenter qu'un pas vers le très lointain socialisme, à travers le développement de l'économie mercantile et monétaire. Ici, comme dans la Russie attardée de 1917, Lénine prévient qu'il serait trop va-

l'impérialisme sont alors un mode d'organiser et de distribuer le capital. Le capital reste le même dans sa « structure », mais engendre une superstructure sociale. Cf. pour la définition de l'impérialisme, le chapitre *la Drogue de l'impérialisme*, in MARX-ENGELS, *la Crise*, Ed. 10/18, p.233-36.

gue et trop général, voire « c'est un défaut et même une erreur », de « parler de transition au socialisme, car à ce stade initial on ne peut que faire de petits pas vers le socialisme, en passant par la grande industrie et les réformes de contenu bourgeois sous le contrôle de l'État ouvrier » ²²⁷.

En gros, les mesures de transition préconisées par le Parti communiste de 1848 pour l'Allemagne (traduites ci-dessus dans ce recueil) constituent le bloc organique des interventions despotiques à ce premier niveau économique. Les mesures du Manifeste, déjà quelque peu plus avancées, surtout par quelques pointes audacieuses, forment le pas suivant qui mène au second niveau.

Un exemple pour distinguer ce premier stade du second : l'étatisation industrielle, etc., bien qu'elle soit effectuée sous la dictature du prolétariat, n'est pas encore du socialisme au plan économique, même pas au sens de la phase inférieure du communisme, « car le socialisme n'est pas autre chose que l'étape immédiatement consécutive au monopole capitaliste d'État », comme l'explique de manière magistrale Lénine dans l'Impôt en nature ²²⁸.

Les pays attardés atteignent par cette voie le niveau de développement des pays capitalistes avancés, celui du capitalisme d'État. Les opportunistes en ont profité pour nier qu'il faille prendre le pouvoir dans un pays attardé. Nier cela, c'est escamoter la question essentielle du pouvoir, car ce pays a désormais l'avantage de disposer d'un État ouvrier qui peut s'appuyer sur les forces matérielles de la grande industrie – ce qui est essentiel dans le processus de la révolution internationale, où le prolétariat n'est pas au pouvoir « pour apporter la paix, mais la guerre » à la bourgeoisie mondiale, même s'il n'a triomphé encore qu'au maillon le plus faible. Consigner le pouvoir par principe à l'ennemi serait tourner le dos au marxisme révolutionnaire.

Rejeter cette nécessité préalable du capitalisme d'État est un acte contre le socialisme, et la soutenir est un acte pour le socialisme, car ce soutien est une lutte que le prolétariat mène malgré lui, sachant qu'il doit administrer le pouvoir sous la forme démocratique – la fameuse « dictature démocratique » de Lénine – sur une économie pour une part écrasante encore mercantile et monétaire, et donc « bourgeoise », même s'il n'y a plus de personnes physiques qui soient proprié-

²²⁷ Cf. Lénine, la 7^{ème} Conférence de Russie du POSD(b)R, in Œuvres, t. 24, p.240.

²²⁸ Cf. Lénine, Œuvres, t. 32, p.357.

taires fonciers ou capitalistes. Non seulement l'échange bourgeois entre équivalents subsiste, mais il est encore développé ²²⁹.

Les mesures de transition exposées dans le Manifeste de 1848 correspondent à un niveau économique encore faible du capitalisme. Les conditions économiques auxquelles répond le Programme de Gotha (1875) – établi pour une situation sociale non troublée par la guerre ou les dévastations en cours, puisqu'il s'agit de faire des pas en avant importants vers le socialisme en économie – sont déjà plus mûres, et Marx y considère la transition du capitalisme développé au stade inférieur, puis plein, du communisme. Dès le stade inférieur, l'échange entre équivalents ne subsiste plus que dans le rapport (toujours de contenu bourgeois) entre la force de travail fournie par le travailleur et ce qu'il reçoit pour sa consommation propre, le mercantilisme étant aboli dans tout le reste de la production et de la distribution. Le dernier vestige de l'échange entre équivalents affecte le travail, le prolétariat étant aboli le dernier – en même temps que l'État, lors du passage au stade supérieur du communisme. Lénine a ici une explication parfaitement marxiste qui étonnera 999 sur 1000 des marxistes. Comme le droit bourgeois survit encore dans ce « dernier équivalent avec le travail », l'État managé par le prolétariat reste encore en partie bourgeois ²³⁰. *Il a parfaitement raison car, tant qu'il y a encore État, il y a encore survivance de classe, donc encore des superstructures politiques de contrainte : le monstre froid va mourir, mais il n'est qu'agonisant. Cela peut sembler un paradoxe, voire un jeu de l'esprit, dit Lénine. En réalité, c'est d'une rigueur scientifique complète, car « la vie nous*

²²⁹ A première vue, la tâche économique des pays arriérés où le prolétariat est au pouvoir est impossible, puisque le parti y développe au fur et à mesure le capitalisme d'Etat qui renforce la puissance bourgeoise dans l'économie et exerce une pression toujours plus forte sur l'Etat prolétarien. Certes, la tâche est difficile, mais on sait par ailleurs que le capitalisme engendre aussi, au fur et à mesure qu'il avance, les éléments de la société communiste au sens qu'il élimine les bourgeois industriels et monétaires, les propriétaires fonciers et les petits bourgeois qu'il prolétarise, augmentant de façon continue les rangs du prolétariat révolutionnaire au pouvoir ; en somme, *le capital est à la fois procès de valorisation et de dévalorisation*, c'est-à-dire dynamique d'abolition progressive de la valeur. En tout cas, dans le processus de la révolution mondiale, en dépit de ces difficultés, un pays attardé peut attendre quelques années, sinon quelques décennies, sur la base d'une économie antagonique, puisque dictature du prolétariat signifie précisément hiatus entre Etat et conditions économiques non socialistes.

²³⁰ « Certes, le droit bourgeois, en ce qui concerne la répartition des objets de *consommation*, suppose nécessairement un *Etat bourgeois*, car le droit n'est rien sans un appareil capable de contraindre à l'observation de ses normes. Il s'ensuit qu'en régime communiste subsistent pendant un certain temps, non seulement le droit bourgeois, mais aussi l'Etat *bourgeois* – sans bourgeoisie ! » (cf. *l'Etat et la Révolution*, in *Œuvres*, t. 25, p.509).

montre à chaque pas, dans la nature et dans la société, que des vestiges du passé subsistent dans le présent. Et ce n'est pas d'une façon arbitraire que Marx a inséré dans le communisme une parcelle de « droit bourgeois » : il n'a fait que constater ce qui, économiquement ET politiquement, est inévitable dans une société issue des flancs du capitalisme » ²³¹.

2. Dans les pays développés : destruction du capitalisme

Les mesures à prendre dans les pays capitalistes pleinement développés visent essentiellement à détruire les rapports bourgeois de production et de distribution. Cela signifie qu'il faudra opérer des coupes claires dans des secteurs entiers de l'activité sociale. Il va sans dire que le secteur mercantile du commerce de gros et de détail, des banques et de la finance, etc. disparaîtront sans autre forme de procès – par définition. Ensuite, la révolution éliminera les branches d'industrie et d'activité au service du luxe stérile des classes rentières, foncières, bourgeoises et sous-bourgeoises, parce qu'elles servent non pas à l'épanouissement de l'homme, mais à réaliser l'excédent produit dans les sociétés de classe qui imposent le surtravail aux larges masses en même temps que la misère. De même, elle supprimera les industries de mort, des secteurs entiers de l'industrie lourde avec leurs techniques dégénérées qui sont appliquées jusque dans l'agriculture mercantile et monétaire, bref toutes les branches ou parties destructives, nocives et antisociales. Enfin, on mettra fin, avec « l'État bon marché » de la dictature, aux activités et frais énormes liés aux superstructures politiques, administratives, juridiques et idéologiques des sociétés de classe, et à la plus pesante et la plus parasitaire de toutes : celle de la bourgeoisie à l'époque de sa décadence.

Quelques exemples illustreront le sens de ces mesures. Pour ce qui est des ressources naturelles, le fer par exemple, le communisme développé n'aura pas besoin – est-il besoin de le dire – des 700 millions de tonnes produites par an dans le monde. Pour fixer les idées, disons qu'une fois les besoins satisfaits, il faudra à peine, d'un an à l'autre, la valeur d'une plume d'écolier de fer par habi-

²³¹ *Ibid.*, p.509.

tant. On pourra donc fermer les mines et supprimer les travaux les plus barbares, puisqu'il suffira de revivifier le fer déjà extrait ²³². *La matière n'est-elle pas, par définition, éternelle, la forme – la denrée – n'en changeant que par le travail vivant qu'on y ajoute pour la « créer » ou l'entretenir* ²³³ ? *Par ailleurs, les villes devront être éliminées et les campagnes transformées, puisque les habitations ne seront plus individuelles ni privées (c'est-à-dire appartenant à des personnes, des sociétés, des groupes, des associations ou des classes), mais collectives. Il saute aux yeux que les changements seront graduels et embrasseront sans doute des siècles, à moins qu'ils ne soient hâtés par les guerres gigantesques que conduira le capitalisme contre sa propre surproduction et contre le socialisme durant la phase de transition, c'est-à-dire par la destruction du trop lourd héritage bourgeois.*

Nous pouvons ainsi affirmer qu'en Europe occidentale, par exemple, le capitalisme était déjà assez mûr pour le socialisme au siècle dernier – ce qui aurait signifié des destructions et des pertes en vies humaines (rendues surnuméraires), en matières premières, etc. infiniment moindres pour passer au socialisme, qui est essentiellement, par rapport aux dilapidations des sociétés de classe de

²³² Si l'*animus* bourgeois de l'entreprise est la *construction* qui édifie et fonde, c'est-à-dire objective et réifie, le socialisme active, vivifie et crée. En d'autres termes, il entretient et ajoute, en faisant la liaison active entre hier, aujourd'hui et demain.

A propos de la *folle* surproduction d'acier de l'Allemagne de 1881 – 700.000 tonnes par rapport aux... 53 millions actuelles, Cf. MARX-ENGELS, *la Social-démocratie allemande*, Ed. 10/18, 1975, p.155 et note 113 p.372-373. Certes, comme le disait Engels, nous laissons aux générations à venir (qui seront moins bêtes que l'actuelle) le soin de déterminer ce qu'elles mettront dans leur marmite, mais le marxisme indique clairement, par opposition à la folle production pour la production capitaliste, que ce ne sera pas de l'acier. De telles indications donnent une vision plus claire des différences spécifiques du socialisme.

²³³ Dans la forge de Vulcain de la production capitaliste, le prolétariat ouvrier anticipe déjà dans son travail la société communiste, comme l'observe Marx : « Dans le procès de production, le travail vivant fait de l'instrument et de la matière le corps de son âme, et les éveille d'entre les morts » – et le capital amortit ensuite ce produit éphémère sur le marché. « La matière du travail se conserve sous une forme déterminée en étant transformée et soumise à la finalité du travail. Le travail est un feu vivant qui façonne la matière. Il est ce qu'il y a de périssable et de temporel en elle : c'est le façonnage de l'objet par le temps vivant » (*Grundrisse*, Ed. 10/18, tome 2, p.159 et 154). On dira que le travail de l'artisan a la même qualité. C'est vrai, mais il est individuel et lié au destin personnel, tandis que le travail coopératif, social, de l'ouvrier s'effectue à l'échelle du monde et de la nature toute entière, et peut donc relier (et vivifier) le travail de toutes les générations passées en un mode de production sans antagonisme entre les humains d'hier, d'aujourd'hui et de demain. C'est en ce sens que le communisme théorisé par Marx-Engels, porte-parole du prolétariat mondial, ne peut être que le produit de la classe ouvrière moderne, surgie sur la base du mode de production capitaliste.

l'esclavagisme au capitalisme, un système d'économie sur la base d'une productivité encore accrue, d'où possibilité de diminuer à pratiquement rien les heures de travail dans la production matérielle.

En somme, au plan économique, pour pouvoir imposer ses principes d'économie et d'efficacité plus grande en obtenant un effet utile égal, voire supérieur, le communisme devra détruire les faux frais, la surproduction aussi bien que les lois de la production bourgeoise. En effet, comme le montre la société de consommation et de bien-être, qui produit des articles sans cesse moins utiles et durables, ce sont les lois mêmes de l'économie bourgeoise qui l'obligent à accélérer frénétiquement la vitesse et la masse de sa production, afin d'amortir le capital pour le... rentabiliser au maximum.

Si l'on voulait en déduire, par opposition au capitalisme, les lois de fonctionnement de la production socialiste, il faudrait dire d'abord qu'il est faux de croire que la masse de produits (surtout de la production industrielle) devra augmenter encore sous le socialisme, sous prétexte que celui-ci est un mode de production supérieur. Outre que cette masse indique essentiellement une surproduction, donc l'exploitation, avec la richesse d'une part et la misère de l'autre, c'est-à-dire des crises et des guerres de destruction curatives, l'indice scientifique de comparaison est un taux, c'est-à-dire un rapport.

Les bourgeois, d'ailleurs, le sentent eux-mêmes, devant sans cesse augmenter la masse de leur production sous l'aiguillon fatal de la baisse du taux de profit, c'est-à-dire d'un rapport de production (cause) qualitatif, dynamique et non statique comme le froid enregistrement du produit (effet) quantitatif de la masse ²³⁴.

²³⁴ La baisse du taux de profit démontre précisément que le capital voit baisser son taux de rentabilité social moyen, donc ses indices de croissance de la production. Cela démontre qu'il est lui-même de moins en moins capable d'accroître l'efficacité du travail humain, qui n'est pas pour lui le but, subordonné qu'il est au rendement du capital, de sorte qu'il ne se pose même pas l'accroissement des forces productives comme idéal suprême. En période de crise, le capital se bloque, non parce que la production est incapable de croître encore, mais parce que la rentabilité du capital (son taux de profit) est tombée à zéro, déterminant aussi l'effondrement de la masse de ce capital.

En somme, la masse croissante de la production masque précisément la baisse tendancielle du taux de profit, donc du rendement du capital – et c'est dans la crise générale que masse et taux chutent tous deux. En période de croissance ou d'accumulation élargie du capital, la masse de la production évolue en raison inverse de son taux d'accroissement : la première augmente, tandis que le second baisse, et avec lui l'autre rapport qu'est l'efficacité du travail par rapport à la masse produite. Le capitalisme se tire de ce dilemme en mettant sans cesse des pays nouveaux dans le circuit de la production bourgeoise, ce qui freine la

Il est faux de définir le socialisme comme un système qui accumule plus et mieux que le capitalisme, autrement dit, qui aurait des indices de croissance encore supérieurs à ceux du capitalisme. Considérer le socialisme de cette façon ne serait y voir que le prolongement du capitalisme, ou mieux, le capitalisme développé qui excède toute mesure avec la surproduction démentielle. Le socialisme est tout autre chose – et c’est encore le capitalisme qui en fournit la définition par opposition, comme il se doit, puisque le communisme est l’antithèse engendrée par le mode de production contradictoire qu’est le capitalisme.

Selon l’expression de Marx, le mode de production bourgeois est le mode le plus économique pour transformer ou réaliser le travail en marchandises, qu’elles soient denrées, machines ou installations fixes. Mais c’est en même temps – et c’est là sa contradiction la plus criante que le communisme abolira en détruisant toutes les entraves bornées et odieuses du capital – le mode le plus dilapidateur de tout ce qui concerne le travail vivant, le sang, la chair et le muscle, voire les nerfs et la cervelle ²³⁵. Le secret du communisme, c’est qu’il brise la domination de classe des moyens de production sur l’homme par un double mouvement : en économisant ses forces et en les épanouissant dans toutes les directions. Et Marx, pour caractériser ce changement révolutionnaire qui renverse toutes les valeurs, a une formule d’une formidable densité dialectique : « En fait, ce n’est que l’épuisement le plus complet du développement individuel qui assure le développement ultérieur de l’homme social, universellement développé, qui, dans ces périodes de l’histoire, prélude à la naissance socialiste de l’humanité » (p.326-327).

En d’autres termes, l’humanité, après la longue période de déshumanisation et de robotisation des individus par le capital, doit passer par le nivellement égalitaire qu’évoque le programme de Gotha à propos des bons de travail, du droit égal pour tous, dernière forme bourgeoise des rapports humains, pour forger un module humain de développement à partir duquel s’effectuera, non plus la pro-

baisse du taux moyen social de profit, en permettant un accroissement de la productivité – donc pour le capital une augmentation de la plus-value – par rapport aux conditions antérieures. Mais désormais, ce mouvement touche à son terme : le capital a fait le tour du monde et industrialisé autant – et même plus, cf. inflation – que ne lui permet son mode de production inégal – et c’est la crise générale qui pousse à la guerre de destruction ou à la révolution, voire aux deux à la fois.

²³⁵ Cf. Manuscrits inédits de Zur Kritik der politischen Ökonomie.

duction pour la production, mais la production de l'homme et de ses capacités et potentialités universelles.

Considérons donc maintenant ce processus social, en le confrontant à l'effet dernier auquel tend toute révolution véritable au plan économique : faire avancer d'un bond la productivité humaine.

Ce qui augmente dans le socialisme, ce n'est pas la masse, mais l'efficacité du mode de production, la productivité, c'est-à-dire moins de déchets ou dépenses de forces humaines et de produits de la nature, pour un résultat meilleur, sinon supérieur. Cet effet s'obtient en améliorant le rapport suivant : effort humain moindre pour une production plus grande, c'est-à-dire meilleur rendement des capacités intellectuelles et pratiques plus développées, soit une intensité de vie accrue. Il ne faut donc pas confondre la masse brute produite avec le rapport entre quantité sociale obtenue et effort social appliqué à celle-ci, ni – ce qui revient au même – la masse accrue de la production annuelle, qui dépend de l'investissement (en fin de compte du taux de profit), avec le rapport qualitatif de rendement des forces productives, dont l'unité de mesure marxiste est unique : le temps.

Le moyen discriminatoire du temps

Le temps est un critère à la fois quantitatif et qualitatif qui peut être objet de science exacte. Le temps devient toujours plus riche et plus dense pour l'homme. Le capitalisme étant la base économique du socialisme, cette densité du temps est leur dénominateur commun, en même temps que leur différence spécifique. En effet, le temps a dans les deux cas un contenu opposé – réifié par le capital, vivifié et humanisé par le communisme, le premier suçant du temps ouvrier vivant toute la force et usant de la puissance des machines pour produire des denrées objectivées mortes, et le second mettant à la disposition de l'homme actif ou producteur toute la science, l'expérience et le savoir-faire accumulés par toutes les générations passées.

La société communiste développe la force productive et créatrice de l'individu qui s'approprie toutes ces conquêtes en les rendant vivantes en lui. C'est un pro-

cessus de palingénésie, c'est-à-dire de fécondation de la Nature toute entière par l'homme – la fameuse « humanisation de la nature », dont parle Marx dans ses Manuscrits de 1844. Deux mouvements historiques (qui s'épousent à la fin dans la pratique et que nous ne distinguons que par un raisonnement logique) permettent d'arriver à ce résultat grandiose : dans un premier acte de discipline, l'homme s'approprie - avec cohérence, rigueur, système et fidélité – l'expérience de toutes les générations passées, la mémoire collective, et l'apprend non pas dans les écoles mais dans le second acte de création au sein du grand laboratoire ou livre ouvert des forces vivantes de la production et de la société, cet acte étant à la fois consommation et jouissance infiniment variées, élevées, « nobles », complexes, profondes et amples, en un mot universelles ²³⁶.

Et c'est là qu'apparaît sous un jour lumineux la différence entre capitalisme, qui est production pour la production (c'est-à-dire accroissement des richesses, de la propriété privée, sans égard pour l'homme, ce qui signifie que la grande masse de l'humanité toujours plus nombreuse se paupérise sans cesse davantage) et le communisme, qui est production pour l'épanouissement de l'homme, ou mieux de tous les hommes, de la collectivité humaine toute entière ; la vie, l'existence et le développement en tous sens étant le but, et non l'avoir avec la multiplication d'objets de valeur toujours moindre. Cette perspective de l'épanouissement humain s'impose par suite de l'accroissement de la productivité du travail humain dans une société qui n'est plus, dès lors, aliénée, extérieure à l'homme parce qu'objectivée dans les choses, mais qui développe la vie humaine ou mieux l'espèce en croissance incessante.

Le socialisme n'est donc pas le système de l'industrie lourde de base à la Staline, ni celui de l'industrie légère de pointe dans la version de ses émulateurs occidentaux. Cette vision déformée est en réalité bourgeoise, romantico-utopique, et elle est née à l'aube du capitalisme, quand il s'agissait encore de préparer la base économique du socialisme. Elle relève, en effet, de l'idéologie des édificateurs, des opérateurs économiques, promoteurs et autres faiseurs de plans, qui ne

²³⁶ Nous renvoyons le lecteur aux écrits de Marx-Engels sur le processus de naissance de l'homme nouveau du communisme supérieur dans la production et la société – et non plus dans les écoles ou bêtifiantes universités bourgeoises – au moyen de la combinaison du travail manuel et du travail (et non pas enseignement) intellectuel, dans la section II sur la genèse de l'« éducation » communiste, p.133-260 du recueil de MARX-ENGELS, *la Critique de l'éducation et de l'enseignement*, PCM.

mettent jamais la main à la pâte. La Technique est l'exemple le plus frappant de cette véritable dégénérescence des capacités productives du Capital qui dissocie l'Idée (rendue vénale) du travail de l'ouvrier (ignorant et passif), ainsi que du consommateur (encore plus ignorant et passif) – d'où ce gaspillage et cet abrutissement du monde des utilisateurs de la technique (ou, en d'autres termes, le capital mort). La « science » secrète ainsi l'obscurantisme avec le fétichisme pour les objets (de la propriété) et la robotisation des activités humaines subordonnées et débilitées.

Marx-Engels tancèrent vertement l'un de ces Grands Architectes, le socialiste petit-bourgeois sentimental Kriege qui jouait à New York au faiseur de systèmes pour éclairer les masses ignares sur le socialisme : « Il est lâche et hypocrite de présenter le communisme comme un « accomplissement » ou une « réalisation », et non comme la destruction des misérables conditions existantes et des illusions qu'en a le bourgeois »²³⁷. Tous les réformistes modernes en sont stigmatisés du même coup, eux qui tiennent le socialisme pour le prolongement, par paliers et progrès successifs, du capitalisme.

Si le communisme continue d'accroître les forces productives, ce ne sera pas pour augmenter encore la production, mais pour diminuer toujours davantage l'horaire du travail et la peine attachée à la production. Si l'on a compris une chose au communisme qui s'oppose directement à la politique criminelle du capital dans sa phase de délire suprême, c'est qu'il n'accélèrera pas cette course productive qui sera, au contraire, brisée et freinée par la victoire de la révolution socialiste.

Non seulement le capitalisme a depuis longtemps construit ce qui nous suffit de base « technique » pour le socialisme, c'est-à-dire de dotation des forces productives, mais le grand problème historique n'est plus de nos jours – dans l'aire BLANCHE - d'accroître le potentiel du travail, mais de balayer les FORMES SOCIALES qui entravent la bonne distribution et organisation des forces et énergies utiles dans le monde, en interdisant l'exploitation et la dilapidation. Le capitalisme a TROP CONSTRUIT, et il vit dans l'antithèse historique : détruire ou éclater sous la pression de son trop-plein.

²³⁷ Cf. MARX-ENGELS, *Der Volkstribun von Hermann Kriege*, in MEGA 1/6, p.10.

Le capitalisme, lui-même, en introduisant les machines, a développé les moyens matériels pour diminuer drastiquement les heures de travail, mais il est incapable de le faire pour les ouvriers productifs : il ne crée le temps libre que pour la classe des bourgeois et de leurs innombrables appendices, les classes moyennes, qui stérilisent les progrès dus au TRAVAIL ²³⁸.

La rage de produire devient delirium tremens à l'âge sénile du capital et se poursuit même en pleine crise de surproduction, parce que la production bourgeoise est liée à la plus-value, apportant la plus grande confirmation à la science économique du marxisme qui a souligné que la terre est progressivement ruinée et ravagée par l'application démentielle des machines et de procédés techniques d'une efficacité diabolique, encore stimulée par la soif de l'argent que l'inflation et l'accumulation de zéros rendent aujourd'hui plus dérisoire que jamais.

En effet, la production pour la production est inhérente aux lois de l'économie capitaliste (baisse du taux de profit, concurrence, nécessité d'accroître la part relative du surtravail à tout prix, etc.). C'est cette folie de la production qui suscite la surproduction et les crises, les guerres et autres crimes de génocide, de dilapidation pour résorber les excédents, sans quoi le capital s'écroule. A la fin, cette démesure productive provoquera aussi l'effondrement du capitalisme tout entier, car pour créer tout ce surproduit il faut affamer la majeure partie de l'humanité et la dépouiller de ses ressources et matières premières afin de les jeter dans la gueule du Moloch.

La lutte pour la conquête du temps libre

La législation du travail tend vers la société communiste et l'anticipe, sous une forme certes encore aliénée (le communisme ne connaît pas les formes figées et réifiées du juridisme), mais néanmoins par une action vivante, en devenir, c'est-à-dire poussant à son développement et à son élargissement futurs, à des conquêtes nouvelles et non à la défense de celles du passé, comme le proposent les réformistes pour lesquels la société bourgeoise assure des progrès successifs,

²³⁸ Cf. MARX-ENGELS, *Critique de Malthus*, PCM, pour toute la problématique des oisifs qui l'emportent sur les actifs, les intellectuels sur les manuels, les mâles sur les femmes, les rentiers sur les productifs, les chômeurs sur ceux qui, dans le monde, trouvent du travail.

alors qu'elle ne fait qu'engloutir au fur et à mesure les conquêtes ouvrières. Ainsi, par exemple, en 8 heures de travail, le capital obtient-il bientôt – avec l'accroissement de la productivité et de l'intensité du rythme des efforts – une journée plus dense, plus féconde, en somme plus longue qu'auparavant.

L'action syndicale, qui porte essentiellement sur des revendications économiques, reflète au maximum le caractère éphémère de ces mesures dont l'intérêt collectif et historique, c'est-à-dire la continuité et la systématisation, est politique, relevant essentiellement d'une action de classe que le parti politique est le mieux à même de lancer organiquement.

La loi sur la réduction du temps de travail anticipe – non plus idéalement, mais matériellement, économiquement – les rapports sociaux de la forme de production où la communauté des producteurs détermine le procès de production selon un projet ou plan collectif. Dans son action présente, locale et partielle, elle utilise d'ores et déjà les mêmes méthodes communistes que la société collectiviste elle-même. La première conséquence de cette loi, en effet, est de séparer le temps où le prolétariat est engagé dans la production de celui où il est libre pour s'organiser en vue de conquérir les produits de son travail qui sont appropriés par les oisifs (qui ne travaillent pas dans la production immédiate) qui tiennent en main l'administration, l'État, la science, l'art, etc. que les producteurs doivent s'approprier pour pouvoir s'épanouir. Ce temps libre, ainsi aménagé, n'a rien à voir avec les phantasmes des vacances pour tous, ce vide du vide de l'inactivité passive : c'est une lutte pour de meilleures conditions de travail et de vie tant que durent les sociétés de classe.

Dans un passé moins délétère que le présent, on étalait les « vacances » d'été sur une période de trois mois, non pour faire crever d'ennui les enfants aux côtés de leurs parents allongés sur les monotones plages, mais pour les faire changer d'activité au moment des récoltes qui mobilisent de nombreux bras.

La diminution des heures de travail révèle le secret profond de la forme de production supérieure du communisme ; elle synthétise, en une formule, le programme de transition au communisme théorisé par Marx-Engels, et d'ores et déjà le mouvement réel de la société communiste. D'emblée, le programme communiste du parti de classe défend la situation future d'un temps de travail réduit afin de

servir utilement la vie – et le parti œuvre à ce résultat de l'avenir, en faisant lever sur tous les moyens politiques et économiques dont la société peut disposer.

Cette conquête, apparemment modeste et réduite à un compte matériel horaire, représente en réalité une gigantesque victoire, la plus haute possible sur la nécessité qui nous pousse tous et nous rend esclave. Même lorsque le capitalisme et les classes auront été supprimés, l'espèce humaine sera encore soumise à la nécessité imposée par les forces naturelles et la liberté – en tant qu'absolu philosophique excluant le déterminisme – restera du verbiage.

Nous proposons donc la définition suivante du capitalisme et du communisme : le premier a pour but de s'enrichir et de produire au maximum, tandis que le second a celui de diminuer l'effort de travail et d'augmenter le temps libre. Il est faux de prétendre que le capitalisme a également participé à l'avantage qui caractérise le second, et lui seul. Il n'a fait qu'augmenter la peine de l'ouvrier, et les machines ne font qu'augmenter les horaires en poussant jusqu'au travail de nuit. On cite avec horreur les journées de travail de 16 heures, et l'on vante avec complaisance la conquête « récente » des 8 heures (imposée par des générations d'ouvriers, au bout de décennies de luttes ardentes, aux bourgeois qui ne cessent depuis un siècle de les remettre en question partout dans le monde). L'idéal auquel tend le Capital est la journée de travail de 15-16 heures qui existait non pas avant, mais au début du capitalisme. Au lieu de baisser la peine de travail, il augmente le chômage et la misère. Comme Marx l'a constaté, les machines ont introduit et généralisé le travail de nuit et tiré en une heure cinquante heures et plus de la carcasse humaine. Il accapare le temps libre créé par le travail plus efficace des ouvriers productifs, pour accroître le temps libre de ses laquais qui ne participent pas à la production, mais mangent le produit d'industries de luxe, improductives, qui masquent la surproduction : ce sont les classes oisives qui ne cessent d'augmenter. Ce sont ces parasites qui annulent pour l'ouvrier productif les résultats de sa productivité accrue ²³⁹.

²³⁹ Comme le dit le socialiste « ricardien » Ravenstone, cité abondamment par Marx dans les manuscrits inédits de *Zur Kritik etc.* (l.c. p.277), la propriété et le capital n'ont en vue qu'une affaire : produire la paresse, c'est-à-dire le temps libre mort, comme le capital est mort et amortissement de tout ce qu'il touche. En ce sens encore, c'est à partir de la société communiste que l'on saisit le mieux la nature même du capital qui « n'existe pas » ou – en termes équivalents – tue le travail vivant au fur et à mesure qu'il l'absorbe.

Le résultat brillant auquel parvient le capital est le suivant : il augmente toujours plus la peine et le temps de travail des ouvriers productifs, et leur produit (temps libre y compris) va aux classes oisives. Dans la théorie capitaliste, ces classes qui mangent le produit ouvrier (réalisent le capital en consommant) sont les classes nécessaires, ce sont elles qui forment la demande et ont les revenus pour absorber la surproduction croissante. Les surnuméraires sont les ouvriers qui, lorsqu'ils produisent trop, sont jetés sur le pavé, faisant que ceux qui continuent à produire voient augmenter encore le rythme et la peine de leur travail. Le capital est même incapable de partager le travail entre ces ouvriers occupés et désoccupés, tant sa soif de surtravail est énorme ²⁴⁰.

La révolution dans les pays développés

Si les mesures économiques de la révolution s'appuieront, dans les pays développés, sur des conditions de production archi-mûres et donc favorables, la révolution elle-même sera la plus difficile qui soit, puisqu'elle devra s'attaquer à tous les obstacles accumulés par l'État bourgeois plus totalitaire que jamais et armé jusqu'aux dents, décidé à tout et sans scrupules, se défendant avec toutes les astuces successives des classes dominantes de l'histoire. Elle sera infiniment plus difficile à effectuer qu'au début du capitalisme ou dans les pays attardés – et l'histoire de l'Europe occidentale des XIXe et XXe siècles le démontre clairement.

Du point de vue politique, les mots d'ordre de préparation de la révolution doivent, en conséquence, partir d'une critique féroce de tout le mode de vie bourgeois, jusque dans ses aspects les plus quotidiens, parce que celui-ci enchaîne jour après jour les masses. Si la révolution fera s'envoler les derniers scrupules

²⁴⁰ « Le nombre d'Américains travaillant 55 heures par semaine est passé de 20,5% en 1950 à 26,9% en 1970. Durant la même période, le nombre de chômeurs est passé de 5 à 10% environ. Si l'on tient compte du temps dépensé pour se rendre au lieu de travail, du travail proprement dit et des travaux plus ou moins ménagers, ils travaillent en moyenne 10h30 par jour ; la récession aidant, nombre d'Américains ont un deuxième « job » ou font des heures supplémentaires. Même si l'on a enregistré une légère amélioration sur le plan de l'horaire de travail, celle-ci est contrebalancée du fait que le nombre de femmes mariées qui travaillent a formidablement augmenté en vingt ans, et « LE NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL FOURNI CHAQUE SEMAINE PAR UN COUPLE AMERICAIN EST PLUS ELEVE QU'AU LENDEMAIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE », cf. Witznitzer, *Trop de temps libre ?*, in *Le Monde*, en 1978.

paralysants, suggérés par les prétendues valeurs de la civilisation moderne, toutes les transformations économiques et sociales de la période de transition au socialisme les détruiront de fond en comble. Le parti doit donc axer ses mots d'ordre sur la dénonciation impitoyable de la démocratie (coexistence des classes), afin de donner au prolétariat son autonomie absolue de classe qui conditionne son opposition radicale à la société bourgeoise et aux classes qui la soutiennent. Quant au délicat problème de l'alliance avec la paysannerie, il faut préciser d'abord que les journaliers agricoles salariés font directement partie du prolétariat, et ensuite que si les paysans, muscles révolutionnaires mais égarés dans les ténèbres de préjugés millénaires, peuvent combattre, ils ne peuvent – même s'ils sont pauvres – ni savoir, ni avoir les objectifs plus élevés pour lesquels seule la classe des travailleurs, masse sans réserves, possède les organes sensitifs et intellectuels appropriés.

D'où le rôle essentiel du parti qui représente et défend le patrimoine programmatique intégral de la classe dès avant la révolution. Sa critique et sa propagande doivent dénoncer le culturalisme, véritable gangrène des partis opportunistes qui flirtent avec les intellectuels et les classes moyennes, soûls de l'idéologie des classes oisives qui se sont appropriées les prétendues sciences, arts, lettres, et ... leurs ratiocinations. Il ne doit pas se lasser de répéter cette vérité : l'instinct et l'intuition sont en raison inverse de la culture diffusée par la classe dominante au sein de ses innombrables et pitoyables écoles, et que nous admirons un prolétariat dépourvu de diplômes, de certificats d'études même élémentaires, mais détenteur du titre suprême de vérité révolutionnaire, dont la science officielle est à mille lieux.

Mais ce n'est pas tout, il faut combattre aussi l'idéologie répandue par le « communisme » devenu bourgeois de la Russie, et notamment le culte de la technique chère à l'aristocratie ouvrière qui y voit la cause de ses hauts salaires et de ses privilèges. Il faut, en effet, briser le fétiche de la technique qui n'est autre que le système de la machinerie dans lequel s'incarne le capital pour opprimer le travail vivant et pour produire la mutilante et débilante division du travail, les experts et les spécialistes aussi vides qu'inutiles. À ce stade, le parti attaque avec force les conceptions ouvriéristes et conseillistes qui célèbrent l'entreprise qu'ils veulent gérer à leur profit et dont il s'agit, au contraire, de briser progressivement les limites pour aller jusqu'au bout de la socialisation qui seule permettra

de dépasser les inégalités énormes de développement entre les pays et les continents. Localisme économique et corporativisme s'opposent directement à l'internationalisme des sans-propriété.

En somme, le prolétariat, déchaîné par le premier acte révolutionnaire, devra briser toutes les chaînes qui le reliaient aux icônes, à ces véritables forces de classe historiques qui s'appellent divinité, personnalité, liberté, propriété, culte imbécile de l'État, de la patrie, de la famille, de la maison enfin, la dernière et la plus sinistre prison que l'embrasement du communisme mondial devra déshonorer d'abord, dissoudre ensuite ²⁴¹.

*Programme révolutionnaire IMMÉDIAT
dans les pays développés*

Comme la bourgeoisie a exécuté finalement bon nombre de mesures économiques qui étaient proposées, face à sa défaillance, par les efforts révolutionnaires du prolétariat (instruction obligatoire, Banque d'État, etc.), le réformisme en déduisit qu'il était possible dans la légalité, sans heurt violent, d'appliquer toutes les revendications du Manifeste, en passant sous silence que la clé et la condition sine qua non de l'application de ces mesures dans leur totalité est la conquête violente du pouvoir par la classe ouvrière, en dépassant alors le capitalisme dans la politique d'abord et dans l'économie ensuite – comme il est de règle dans toute véritable révolution.

Aujourd'hui donc où les mesures minimales du Manifeste sont d'ores et déjà réalisées dans les pays capitalistes développés, il faut non seulement réaliser celles que la bourgeoisie est, par définition, incapable d'appliquer, mais encore introduire, par les mesures IMMÉDIATES suivantes, le stade inférieur du programme de Gotha à partir de l'actuel niveau très élevé des forces productives atteint dans ces pays.

²⁴¹ Nous renvoyons le lecteur au recueil de MARX-ENGELS, *Utopisme et communauté de l'avenir*, PCM, pour ce qui est du programme de l'abolition des différences entre ville et campagne, qui est le corollaire de l'élimination de l'antagonisme entre industrie et agriculture liées entre elles par le mercantilisme. Le résultat en sera l'édification de palais communautaires grâce auxquels seront liquidés la folie de la propriété privée des domiciles individuels, la famille et son corollaire l'État qui enserme la micro-organisation familiale, synonyme d'esclavage pour la femme et les enfants.

1. Désinvestissement des capitaux, c'est-à-dire destination d'une partie plus réduite du produit aux biens instrumentaux²⁴². Cette première mesure permettra de parer efficacement à l'éléphantiasis de la grande industrie qui inonde le monde de sa surproduction, qui ne satisfait ni une demande solvable, ni une demande de valeurs d'usage, s'agissant d'un mode dégénéré tournant sur lui-même. Cette diminution relative aura pour corollaire la seconde mesure.

2. Élévation des coûts de production pour pouvoir donner – jusqu'à la disparition du salariat, du marché et de la monnaie – des salaires plus forts pour un temps de travail inférieur. En d'autres termes, pour continuer à parler le langage de l'économie politique d'aujourd'hui, la part du capital variable sera accrue – et ce, à égalité de « productivité technique ». Cette mesure met fin à l'application bourgeoise des machines, c'est-à-dire à la phase de subordination réelle de la force de travail au capital, où celui-ci transforme de plus en plus le travail en machines, capital fixe, en mutilant l'ouvrier par une division du travail de plus en plus poussée et en ramenant sa fonction à du travail simple, accessoire.

²⁴² Il serait absurde, sinon ridicule, de prétendre – pour un sujet aussi vaste, complexe et social, traité de manière aussi manifestement collectiviste que dans le présent recueil – à la paternité individuelle d'idées nouvelles, voire d'idées tout court qui appartiendraient à une personne. Le présent texte, s'il porte le nom d'individu de Truc ou Machin, n'en est pas plus un produit personnel qu'il n'est l'œuvre de tel ou tel imprimeur qui s'appellerait Pierre ou Paul : c'est un produit social – et ce d'autant qu'il s'agit d'un travail théorique de classe, l'expression par définition impersonnelle et anonyme du socialisme moderne (Marx disait qu'il n'était pas marxiste mais communiste), qui est né du feu des luttes de classes par l'action de masses gigantesques, en un bloc invariant, dans le creuset de la révolution internationale de 1848.

Cette mise au point va pour ainsi dire de soi pour des communistes qui ont horreur de l'appropriation privée et de la manie de privatiser les œuvres collectives d'autrui, et s'efforcent dès à présent et dans les conditions actuelles, de la combattre par tous les moyens en leur pouvoir.

Le présent recueil ne formule jamais, dans l'ordre logique dicté par le développement du sujet, que des idées qui ont été exprimées par les militants d'époques révolutionnaires où la vision historique s'imposait spontanément dans le feu de la lutte. Même l'expression de ces idées n'a rien de privé, mais dépend du rapport de forces actuel qui permet, exige et impose des textes correspondant aux besoins du mouvement présent.

Pour ce qui est du *Programme immédiat* ci-dessus, il est l'œuvre anonyme du Parti Communiste Internationaliste, actif en Italie dans les années 1950 (réunion de Forli en décembre 1952). Pour le mettre en évidence, nous l'avons souligné, ce qui le distingue ainsi des commentaires qui relient une mesure à l'autre et l'ensemble au reste du recueil, encore que ces commentaires se fondent eux-mêmes, comme toujours, sur les écrits antérieurs ou postérieurs de ce parti. Nous avons néanmoins tenu, en l'occurrence, à distinguer entre les deux parce qu'il s'agit d'un texte historique, indépendant des explications qui le font comprendre aujourd'hui et le relient au programme d'hier et de demain.

C'est le début du processus qui a pour but non plus le gonflement de l'appareil productif réifié, mais le développement de la force productive du travailleur – et ce, non pas en le bourrant de denrées produites, mais en substituant son activité à toutes les fonctions remplies par les actuels laquais au service du capital dans les superstructures. En s'emparant de l'État, de la justice, de la force armée et de ce que l'on appelle aujourd'hui l'idéologie et l'art, il disposera des moyens matériels grâce auxquels la révolution, qui vient de déferler en pleine crise et effondrement du capital, libérera l'énergie et l'initiative des masses si longtemps contenues et réfrénées.

Cette mesure d'augmentation des coûts de production favorise d'emblée le capital variable pour la classe qui vient d'accéder au pouvoir. Mais s'il exclut toutes les autres classes de la sphère politique, le prolétariat les inclut progressivement dans le travail productif avec l'obligation pour tous de travailler – ce qui diminue de manière drastique les heures de travail pour tous. C'est ce qui, au fond, introduit le processus historique grâce auquel la société consacre de plus en plus au développement de l'homme, du producteur, sacrifié tout au long de l'évolution antérieure du capital. Il ne s'agit donc nullement, comme un vulgaire programme électoral de la Gauche actuelle, de créer une « demande » et un débouché nouveaux à la surproduction, mais au contraire d'un tout premier, mais décisif, abandon du principe bourgeois de la « production pour la production ». En effet, cette première mesure en vue de la « production de l'homme » (plutôt que pour l'homme) est fondée sur la suivante :

3. Réduction draconienne de la journée de travail, au moins à la moitié des heures actuelles – ce qui permettra d'absorber le chômage et les activités et professions antisociales. Cette mesure essentielle, arrachée par la révolution politique avec la conquête de l'État, permettra aux ouvriers non pas d'aller en week-end mais de s'armer pour défendre leur domination de classe et s'initier aux activités sociales occupées jusque-là par les larbins des bourgeois dans les superstructures de contrainte politiques et idéologiques qui seront transformées à la fin en administration technique de la société, en science appliquée et en arts de toutes sortes, appropriés par les producteurs eux-mêmes. En outre, l'élimination des activités et professions antisociales sera un facteur actif de la lutte contre les classes dominantes déchues et un élément d'assainissement de la vie sociale, pour

le plus grand bien des producteurs qui jouiront ainsi de l'appoint des nombreux ex-parasites pour réorienter l'économie dans le sens des productions utiles. On s'aperçoit ici aussi que le nouveau gouvernement du Parti communiste ne mènera nullement une politique des revenus qui lui permettrait d'écouler la production par une demande nouvelle, plus large. Il s'agit de l'application d'un corps de programme visant à révolutionner les rapports sociaux, c'est-à-dire à déranger au maximum l'ordre établi et à organiser le bouleversement en mettant en mouvement les masses et la société : la révolution est au pouvoir et s'en sert. On ne peut donc opposer à ces premières mesures qu'elles ne sont pas réalisables du point de vue des critères de l'économie mercantile et monétaire, puisqu'il s'agit précisément de ruiner celle-ci à brève échéance, pour passer au programme des bons de travail de Gotha, que ces mesures immédiates de gouvernement introduisent et rendent nécessaire.

4. Réduction du volume de la production avec un plan de « sous-production » qui concentre des forces productives dans les secteurs les plus nécessaires, ce qui implique un contrôle autoritaire des consommations, en combattant la mode publicitaire pour celles qui sont nocives et voluptueuses, et en abolissant de force les activités tournées vers la propagande d'une psychologie réactionnaire. La dernière propriété à abolir sera celle du salaire qui donne le droit ignoble de disposer à discrétion, de quelque façon que ce soit, de ses « propres » sous, ce qui dérive du pouvoir de l'argent. Le malheureux qui avale de l'alcool en disant : « il est à moi, je l'ai payé de mes sous », est – comme victime de la forme capital – un traître à la santé de l'espèce. Il est, par exemple typique de la propriété privée de prétendre que l'on fume parce que l'on est patron de sa personne et de sa vie, ce qui est une absurdité et une ignominie.

Le parti qui lutte pour le communisme doit aussi avoir un module de traitement de l'homme social, y compris et avant tout comme organisme physique. Ses militants ne peuvent choisir leur modèle dans la fange de la dégénérescence bourgeoise, dont ils ne doivent pas lâchement imiter les modes alimentaires et les idées, jusqu'à ce qu'on lui torde enfin le cou par le fer et le feu de la dictature.

Nous soutenons que « le niveau de vie », un autre objectif enivrant des Américains comme des Russes, ne se mesure pas quantitativement (argent que le parti-

culier a à sa disposition pour consommer) mais qualitativement (utilité non pas individuelle mais sociale de l'ensemble des consommations adoptées). La hausse du revenu pécuniaire et mercantile ne détermine pas une amélioration du régime alimentaire et physiologique de la collectivité nationale, mais une corruption et dégénérescence à tous les niveaux, surtout celui, putride, des couches des classes moyennes que l'opportunisme moscovite courtise bassement.

Nous en arrivons à l'autre thèse de principe selon laquelle ce n'est pas la personne mais la société qui choisit quels sont les biens de consommation utiles, et à la conclusion qui tape sur les nerfs de la pourriture démocratique : la révolution prolétarienne est une dictature sur la consommation (en premier lieu sur celle des travailleurs du fessier). C'est la seule voie pour désintoxiquer les serfs du Capital moderne et les libérer des stigmates de classe qu'il leur a imprimés dans la chair et dans l'esprit.

Cette régénération de la consommation implique ensuite l'humanisation et la revitalisation des instruments de production et de la nature (qui forment le capital mort). Dans les pays de capitalisme sénile et dégénéré, ces mesures briseront la tendance à amortir le capital fixe, en transmettant l'héritage accumulé en lui par les générations passées à l'activité présente qui se haussera au niveau de savoir-faire de toute l'espèce. Cependant, elle ne s'exercera pas principalement sur la production, qu'il suffira de laisser tomber à un niveau plus bas en libérant les esclaves salariés de ces galères que sont les modernes usines édifiées à coup de milliards ²⁴³. Mais elle s'efforcera avant tout de renverser la praxis de la

²⁴³ Parmi les pays développés, il convient encore de faire une distinction pour ce qui est des mesures de transition au communisme. La lutte sera plus difficile et plus longue dans certains d'entre eux, moins avancés du point de vue capitaliste, tels que l'Italie, l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, pour ne pas parler des pays de l'Europe balkanique et danubienne, voire des républiques du Centre et du Sud de l'Amérique. En fait, dans ces secteurs périphériques du capitalisme, la dictature prolétarienne devra procéder avant tout à la concentration de la petite production urbaine et rurale, qui ne saurait être éliminée par une série de dispositions légales, mais sera arrachée de haute lutte par des moyens économiques et politiques. En d'autres termes, le prolétariat organisé viendra à bout de la petite production en accélérant le processus qui finira par absorber les petites unités dans les grands monopoles d'Etat. En Italie, par exemple, cette lutte sera des plus rudes car la petite production y est très répandue – et pas seulement dans l'agriculture, on serait même tenté de dire : au contraire – ainsi que la pétaudière individualiste des classes moyennes.

La France, quant à elle, est toujours plus proche de l'Italie que de l'Angleterre : cf. la comparaison très défavorable à la France dans sa confrontation avec l'Angleterre, in MARX-ENGELS, *un Chapitre inédit du Capital*, p.288-295, pour ce qui est de l'industrie, ainsi que

consommation, en en déracinant les formes pathologiques qui sont l'héritage de l'oppression de classe, de la soi-disante satisfaction des besoins humains par l'entremise de l'argent.

« On ne consommera donc plus en tant que bête-personne, au nom de l'infâme propriété sur l'objet échangé. L'usage, la consommation se feront selon l'exigence supérieure de l'homme social, perpétuant l'espèce, et non plus comme il est de règle aujourd'hui sous l'action de drogues ²⁴⁴. »

Le particulier, le citoyen, l'individu perdra, sous la Terreur révolutionnaire, la possibilité de posséder richesses et valeurs, ce qui tuera en lui les goûts et propensions bestiaux, et perdra du même coup, en devenant une cellule du corps social éternel, tout droit de se léser lui-même, de ruiner son propre organisme animal et de s'intoxiquer en se séparant, comme une cellule isolée, de la société, car il ne lèserait pas seulement son propre corps, mais encore la société. C'est la prémisse à l'application rigoureuse de la loi de la société communiste énoncée dans le Manifeste : « le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous ». Le révolutionnaire, en tant que membre du Parti qui est l'anticipation de la société communiste, ne peut être qu'un désintoxiqué par rapport à la merde délétère de la société bourgeoise en putréfaction. C'est l'une des raisons pour lesquelles, pendant et avant la révolution, ce sont moins les masses (qui seront désintoxiquées après l'élimination de leur asservissement) qu'une minorité organisée dans le parti et nourrie du sang vivifiant de la doctrine intégrale, qui prévoit et combat le plus activement ²⁴⁵.

MARX-ENGELS, *Utopisme et Communauté de l'avenir*, p.96-101, pour ce qui est de l'agriculture.

En revanche, dans les pays capitalistes ultradéveloppés, tels que l'Allemagne, les Etats-Unis, l'Angleterre, le Japon, où le capitalisme monopoliste s'est depuis longtemps déjà transformé – de manière plus ou moins larvée – en capitalisme monopoliste d'Etat, la conquête prolétarienne du pouvoir coïncidera avec *le début de la démolition des rapports capitalistes*.

²⁴⁴ Cf. Affront et injure aux principes communistes au cours de la diatribe révélatrice entre les partis des renégats, § Travail objectivé et travail vivant, in *Il programma comunista*, n°16 et 17 de 1958.

²⁴⁵ « Une transformation radicale des hommes s'avère nécessaire pour la création massive de cette conscience communiste aussi bien que pour la réalisation du but lui-même. Or, une telle transformation ne peut s'opérer que par un mouvement pratique – une *révolution*. La révolution n'est pas seulement nécessaire parce qu'elle est le seul moyen de renverser la classe *dominante*, mais encore parce que seule une révolution permettra à la classe subversive de balayer toute la pourriture du vieux régime qui lui colle à la peau et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles » (Cf. MARX-ENGELS, *l'Idéologie allemande*, in

5. *Rupture rapide des limites de l'entreprise.* Autrefois, c'était l'étroitesse de l'entreprise qui faisait obstacle au développement technique ; aujourd'hui, c'est leur autonomie privée, même s'il s'agit d'entreprises vastes et puissantes. Hier, le développement était entravé par la propriété privée personnelle ; il l'est à nouveau aujourd'hui par la propriété privée capitaliste ²⁴⁶.

« Une fois dépassé l'aspect mercantile de la production, l'établissement local ne sera plus qu'un nœud technique du grand réseau dirigé rationnellement et avec des solutions unitaires ; l'entreprise n'aura plus de bilans d'entrées et de sorties, et ne sera donc plus une entreprise, puisque dans le même temps le producteur cessera d'être un salarié ²⁴⁷ ».

Celle-ci représente une forme aiguë de propriété privée au sein de la production sociale et empêche toute planification active, en même temps que la socialisation de la distribution des forces productives dans l'économie. Avec cette mesure, l'ouvrier se libérera des limites corporatives qui déterminent non seulement son revenu, mais un localisme étroit dans son mode de vie, d'habitation, etc. C'est un premier pas vers l'abolition du prolétariat. Comme le montre la mesure suivante, sa vie extra-professionnelle elle-même était réglée en fonction de sa

Werke, t. 3, p.70). La dure école de la guerre de classe sera, inévitablement, le point de transition à cette forme plus haute de l'homme, qui aura lutté pour s'émanciper ou bien restera esclave. Ce n'est pas là une exigence d'ordre éthique : le cours déterminé de l'évolution de la lutte des classes mettra à l'ordre du jour la guerre mondiale entre capitalisme et socialisme, qui mettra fin à la préhistoire de l'humanité.

²⁴⁶ Cf. *Éléments de l'économie marxiste*, chapitre 53, Ed. Programme Communiste :

« La petite entreprise d'hier a disparu, mais les nouvelles entreprises collectives deviennent toujours trop petites vis-à-vis des ressources de la technique et cèdent la place à de nouvelles entreprises plus perfectionnées et plus grandes. L'application de la science aux moyens techniques, dans le sens d'une liaison toujours plus grande entre les divers centres productifs, entre les diverses sphères d'activité, entre les divers pays du monde, se développe sur une échelle toujours croissante. Le machinisme, la télégraphie et la radiotélégraphie, les voies ferrées, la navigation, l'aviation, etc., rendent toujours plus techniquement nécessaire la solution des problèmes productifs à une échelle non plus nationale, mais mondiale » (le texte a été rédigé en 1929).

²⁴⁷ Cf. *Force, violence et dictature dans la lutte de classe*, chapitre V, Ed. Programme Communiste. Cette mesure distingue complètement le socialisme du capitalisme d'Etat, où les entreprises, nationalisées mais isolées du point de vue comptable, continuent d'être la source d'un système anarchique qui nécessite l'usage d'un énorme appareil étatique de dirigisme mercantile, aussi lourd que peu efficace. Voir à ce sujet : *Dialogue avec les Morts*, chap. *Une fausse cible : la bureaucratie*, Ed. Il programme Comunista, 1957 p. 137.

place dans l'entreprise et lui donnait ou bien le statut d'aristocrate ouvrier, ou bien celui de paria.

6. Abolition rapide des systèmes de sécurité et d'assurance liés à des conditions mercantiles. Le réformisme s'est évertué de lier au capital l'ouvrier (dépourvu de tout moyen de production, de toute propriété autre que ses bras, et vivant de semaine en semaine de sa paie, bref, qui n'a rien à perdre), en lui faisant miroiter qu'il a une dernière réserve sur laquelle s'appuyer : les Assurances Sociales qui le protègent contre la maladie, le chômage, et lui assurent une pension pour ses vieux jours. Il ne manquera donc – au moyen de cette assurance et épargne individuelle – jamais de rien : c'est un fonctionnaire produisant du capital – jusqu'à la crise, où ses garanties volent en éclat et où il s'aperçoit que son sort est lié à celui de la classe prolétarienne tout entière. Substitution à ce régime lié à la profession et à l'ancienneté, etc., du système (prévu par le programme de Gotha) relatif à l'alimentation sociale des non-travailleurs, pris en charge par la société selon leurs besoins physiologiques déterminés.

7. Arrêt de la construction de maisons et de lieux de travail autour des grandes villes et même des petites, en tant que point de départ vers une distribution uniforme de la population dans les campagnes. Réduction de la vitesse et du volume du trafic avec interdiction de celui qui est inutile – par exemple, les divagations le dimanche après-midi sur les routes à tourner en rond sous prétexte de prendre l'air... en le polluant.

8. Lutte décidée pour abolir les carrières et les titres, comme l'a commencée dès sa naissance la Commune de Paris ; mesures contre la spécialisation professionnelle et la division sociale du travail.

9. Mesures immédiates évidentes pour soumettre au contrôle de l'État communiste l'école, la presse, ainsi que tous les moyens de diffusion, d'information, les réseaux de spectacle et de divertissement, aujourd'hui centralement dirigés à partir de Washington.

Si ces mesures qui introduisent la phase du socialisme inférieur, théorisé par Marx dans sa Critique du programme social-démocrate de Gotha, se distinguent de celles du Manifeste, c'est que la base économique a mûri de façon complète dans les sociétés bourgeoises développées. Elle est désormais ultra-centralisée et socialisée entre les mains de quelques grosses Banques et de l'État, et donc facile à commander et à orienter en sens communiste. Le programme immédiat se base, de façon toute marxiste, sur le développement atteint par la production, et ne voit pas l'État comme dispensateur du bien-être ²⁴⁸. Dans ses toutes premières mesures, plus spécialement économiques, il révolutionne les rapports économiques dans le sens de l'hégémonie des travailleurs productifs dans la production, mais il reste encore un bouleversement essentiel à opérer avant de parvenir au plein communisme sans classes, ni argent, ni marché, ni valeur d'échange, et donc aus-

²⁴⁸ Aujourd'hui, le grand mythe de l'Etat-providence est entretenu surtout par les grandes réalisations de l'Etat russe dans le domaine de la production industrielle. Or, ce résultat n'est pas celui des plans qui ne peuvent être rationnels en régime capitaliste, mais de la jeunesse du mode de production dans un pays qui vient de faire son entrée sur la scène bourgeoise. Négation étant définition, nous opposerons les plans de production communautaire de Marx aux très modernes plans des pays capitalistes de l'Occident et à leur modèle plus ou moins reconnu – les plans quinquennaux, etc. russes. Tous ont en commun leur mercantilisme et la priorité accordée aux productions qui vont au capital (industrie lourde) en négligeant la section des moyens de subsistance pour les ouvriers (agriculture) qui manquent dans les magasins ou se font si chers au fur et à mesure, que la consommation baisse, si on la calcule en nombre de calories. Dans le socialisme, les priorités seront complètement inversées. Une autre différence encore : tandis que les plans socialistes à la Marx sont contraignants, fixés à l'avance selon les besoins des hommes (et non de la production et de sa croissance qui ne peut s'élever d'une année à l'autre que dans l'industrie) et en quantités physiques de valeurs d'usage, les plans russes font une part croissante à la valeur d'échange (argent). Plus on s'éloigne du premier plan quinquennal, plus le plan se décentralise et tend à refléter l'anarchie de la production bourgeoise, en perdant son caractère obligatoire pour assumer à la fin les caractéristiques vagues d'un contrôle post-productif de contenu plus statistique que programmatique, de sorte que le plan suivant est une prévision d'accroissement en pourcentage (fixé en fonction des vœux politiques) qui ne dispose pas des moyens de s'imposer – d'où les différences croissantes entre réalité *obtenue* et *souhaitée*. Au cours de ces derniers 20 ans, nous avons effectivement assisté à un entrelacement rectificatif de plus en plus grand entre des plans quinquennaux, décennaux, voire vingtennaux qui se complètent et ... se contredisent.

La Bourse qui, en Occident, règle les transferts nationaux et internationaux de capitaux d'une branche d'industrie à l'autre, constitue en quelque sorte l'équivalent de ces « plans quinquennaux » par rapport aux plans décennaux de l'Etat local. En Russie, l'enfer spéculatif de la Bourse est installé dans le cœur de l'Etat planificateur qui, comme le capitalisme n'est pas un simple rapport social national, doit en assumer aussi les fonctions internationales. Les actions russes se concentrent toutes dans le rouble, comme les actions américaines dans le dollar (qui fluctue dangereusement vers son déclin depuis la crise de 1970). A l'époque où le capital se fait de plus en plus cosmopolite, le grand jeu de la spéculation – autre aspect de l'anarchie de la production et de la distribution mercantiles et monétaires – se fait dans les relations entre les Etats.

si sans État : c'est de déprolétarianiser les producteurs ou le travail. Pour cela, il faut mener à terme le processus clairement amorcé dans le programme immédiat et consistant à généraliser de force la participation de tous les membres de la société à la production, car il s'agit en fin de compte d'émanciper tous les hommes sans exception, le travail productif étant le moyen de niveler puis d'abolir toutes les classes. Même si les classes dominantes, oisives, parasitaires et corrompues n'accepteront pas de bon gré cette obligation de participer au travail, afin d'en diminuer la charge pour tous et faire ainsi un pas en avant vers la transformation des prolétaires en libres producteurs associés, il n'en reste pas moins que ce serait socialement un avantage pour elles aussi de se hausser au niveau du travail en voie de s'émanciper. En fait - et c'est ce qui compte - le prolétariat restera jusqu'à sa disparition une classe qui fera du surtravail et n'en touchera qu'une partie pour lui ; il sera donc exploité.

Ces mesures pour les pays surdéveloppés ne sont pas nommément exprimées dans un programme spécifique chez Marx-Engels, mais sont impliquées dans toutes les conclusions théoriques du Capital et la définition du passage du socialisme inférieur au plein communisme. Qui plus est, ces mesures de dictature sur la consommation ont précisément pour but de modifier les rapports de distribution ou de circulation qui déterminent dans toutes les sociétés la forme de la production, l'économie productive se trouvant modelée, organisée et systématisée par le mode de répartition, et la force étant le moyen d'intervention en retour des superstructures existantes sur la base économique. C'est ce qui explique encore – répétons-le autant qu'il le faudra – pourquoi la dictature du prolétariat est au centre de la doctrine marxiste et du passage de la forme capitaliste au communisme.

De fait, il ne s'agit pas de trouver de nouvelles machines ou de travailler plus productivement, mais de le faire plus rationnellement, donc de mieux organiser la production, et cela qualitativement et non quantitativement, en ce qui concerne les pays capitalistes développés. Or, les forces productives et la production sont aujourd'hui déjà socialisées, tandis que l'appropriation privée (des individus, des groupes, des sociétés, des monopoles, de l'État bourgeois) domine sur le marché, en entraînant par retour l'anarchie dans la production avec les crises périodiques, etc. Il n'est donc pas étonnant que le communisme, qui est extension dans la distribution et la société de la socialisation déjà réalisée dans la production,

exige le révolutionnement de la consommation productive et individuelle, celle-ci déterminant en retour – à partir des besoins humains sociaux et non anarchiquement individuels – ce qui doit être produit, soit la qualité et quantité de la production.

Un exemple simple : la soif de plus-value et la baisse du taux de profit poussent le capital à une frénésie de surproduction qui impose à l'humanité les produits où la marge de bénéfice est la plus forte, les coûts de production les plus bas. Or, ces produits ne correspondent nullement aux besoins élémentaires et essentiels de l'homme, mais au marché solvable, caractérisé dans les sociétés de classe par le fait que l'argent, donc le pouvoir d'absorber la production pléthorique, se trouve concentré dans les mains d'une minorité oisive, dont les besoins de vie sont satisfaits et qui poussent à la production d'articles de luxe, inutiles, voire de drogues, etc. Ces branches, qui représentent précisément la surproduction actuelle (avec l'armement qui sert à faire la guerre pour la liquider et pour asservir encore davantage les classes productives), doivent justement être élaguées et détruites pour que l'humanité puisse produire d'abord ce qui est vital, non pas pour une fraction privilégiée d'hommes et de pays, mais pour toute l'humanité, et pour qu'elle puisse ensuite se mettre rationnellement à produire pour des besoins moins urgents, mais tout aussi indispensables à l'épanouissement de l'homme.

Lorsque les individus déterminent eux-mêmes ce qu'ils veulent consommer, donc ce qu'il faut produire, avec leur libre-choix sur le marché tant pour les bourgeois que les prolétaires, dont la marge est fort réduite, c'est l'anarchie de la production et aucun plan rationnel et commun à tous les hommes n'est possible. L'acte de la dictature sur la consommation éliminera donc le gaspillage éhonté de la production ; elle permettra du même coup un plan de désinvestissement qui mettra fin à la production pour la production et inaugurerà la production pour l'épanouissement de l'homme. Elle révolutionnera donc aussi les superstructures politiques, juridiques, idéologiques et artistiques des sociétés de classe, en empêchant les individus de se hausser en une couche privilégiée aux dépens des producteurs, en s'appropriant les moyens matériels pour leurs intérêts privés et leurs jouissances particulières. Selon la formule de Marx, il faudra changer en premier « la distribution qui est la puissance en action de la propriété privée » (Théories sur la plus-value).

Seule cette dictature, fixant un module à l'homme pour sa consommation, sa production, donc pour le développement de l'humanité, permettra dans la première phase après la conquête du pouvoir de discipliner les appétits des individus, par le rationnement et l'attribution de la ration qui satisfait les besoins primaires, étant la pénurie des temps de révolution. Une fois que les individus auront appris à se dominer, à se contrôler, donc à être maîtres d'eux-mêmes, de leur volonté, de leur esprit et de leurs projet et action, dans un sens social, ils auront cessé d'être des esclaves salariés et pourront s'asseoir à une même table surabondante pour manger ensemble comme des humains et non des bêtes fauves dans la jungle où chacun veut arracher pour lui le meilleur morceau et se repaître plus que son voisin. La soif d'accumuler aura cessé et chacun pensera à donner à l'autre avant lui-même, ce qui tuera toute concurrence et esprit mercantile de profit pour soi. Chacun trouvera son plaisir et sa jouissance dans ceux des autres, et la communauté réalisée marquera la fin de la préhistoire.

Les mesures de « moralisation » et d'assainissement de l'idéologie et de la vie quotidienne prennent tout leur sens à partir des premières mesures qui, dans ce Programme, sont posées sur la base solide d'un révolutionnement économique tendant à la prolétarianisation de tous, et qui amorce l'évolution de tous les travailleurs productifs en libres producteurs associés, puis en hommes universellement développés.

C'est alors que le travail aura perdu tout caractère de contrainte et sera devenu une libre activité, qui peut demander un terrible effort sans être pour autant repoussant – comme on le voit aujourd'hui déjà dans le sport, l'alpinisme par exemple. A ce niveau, disparaît enfin la contradiction entre production et consommation, entre travail et jouissance, entre actif et passif (chère aux grammairiens des sociétés de classe), entre singulier et pluriel (l'homme grammaticalement singulier s'étant identifié à la pluralité des hommes en devenant un homme social qui, selon l'expression de... Hegel, « sait faire tout ce que les autres font »), dès lors que la division du travail est abolie au niveau de la société et de l'individu, et que tous les humains collaborent dans le procès universel de métabolisme avec la Nature.

La puissance du marxisme éclate dans le fait que - contrairement à la myopie immédiatiste des révisionnistes et opportunistes qui veulent toujours enrichir la doctrine d'éléments nouveaux, imprévisibles selon eux parce qu'ils ne se dégage-

raient qu'à chaque phase, laissant l'évolution de la suivante dans l'obscurité complète – l'évolution vers cette pleine phase du communisme supérieur et ses caractères sont établis scientifiquement, et non plus utopiquement, à partir de la base même de la société capitaliste. Et le parti communiste, dans sa critique des odieuses conditions bourgeoises, n'anticipe pas seulement théoriquement (ou intellectuellement) les conditions du communisme supérieur, mais s'y forge encore les armes de la lutte pour renverser la dernière des sociétés de classe.

3. Du stade inférieur au stade supérieur du communisme

Il reste à résoudre dans ce passage la dernière contradiction dans les rapports des hommes entre eux et avec la production – celle qui s'exprime dans la différence entre les formules du premier stade (à savoir « qui ne travaille pas ne mange pas », ou « le travail est le seul fondement de la société ») et celle du second (« de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ») où le lien entre activité et consommation est rompu au niveau des individus, de sorte que tombe la prédominance ou la condition préalable d'un terme par rapport à l'autre, sans pour autant que soit nié l'un ou l'autre de ces termes, à présent réconciliés et confondus. En effet, dans le communisme, le temps libre sera la plus grande – la première – force productive de l'homme, puisqu'il conditionne son épanouissement. Cependant, la base en est la grande industrie capitaliste qui est une machine à réduire systématiquement le travail nécessaire de l'ouvrier, comme il ressort lumineusement du texte de Marx sur l'automatisation (reproduit ci-après). En somme, la base et la possibilité de la primauté du temps libre sur le temps de travail existe aujourd'hui déjà comme résultat dialectique et involontaire du mode de production capitaliste ²⁴⁹.

²⁴⁹ En créant une *masse toujours croissante de temps libre*, le capital renverse lui-même la base de son mode de production qui repose sur le *travail* d'autrui producteur de richesses et de plus-value : « A son second stade, le capital produit essentiellement de la plus-value relative, due au développement des forces productives de l'ouvrier. Dans sa journée de travail, cela représente UNE DIMINUTION DU TEMPS DE TRAVAIL NECESSAIRE, et dans la population, UNE DIMINUTION DE LA POPULATION OUVRIERE NECESSAIRE » (MARX, *Grundrisse*, Ed. 10/18, tome 4, p.43).

Dans l'Internationale, Marx avait en conséquence lancé le mot d'ordre d'abolition du salariat qui est une revendication actuelle dans les pays avancés. Il signifie, en somme, abolition de la dernière classe universelle qu'est le prolétariat, ce qui est la tâche centrale du stade inférieur du communisme, une fois que la bourgeoisie, les propriétaires fonciers et leurs sous-produits ont été dissous comme classes physiques, leur fonction économique ayant cessé avant même la fin du capitalisme – comme nous le verrons dans le second volume des textes de Marx-Engels sur la Société communiste.

Ce n'est pas seulement la théorie qui procède par profondes anticipations sur un futur encore lointain, mais encore l'économie et la praxis elles-mêmes – sans quoi nous serions en plein songe. Il est donc possible de lire à l'avance la dynamique des modes de production successifs, et d'orienter chaque ensemble de mesures de transition, qui correspond à un niveau donné, vers le suivant – et de le préparer activement ²⁵⁰. La société communiste est au centre des préoccupations et des luttes du prolétariat dès ses premiers balbutiements utopistes : l'instinct et l'intuition nés des conditions matérielles sont des guides plus sûrs que le raisonnement.

C'est ainsi que la critique du travail salarié a été faite bien avant qu'il ne soit possible de l'abolir au niveau économique. Les tout premiers socialistes et les utopistes ont déjà dénoncé avec force les horreurs du salariat que subissaient journallement les masses laborieuses. Parler de travail salarié, ce n'est pas faire de la philosophie en présentant le travail comme une activité humaine générale dans et sur la nature, mais cela signifie le lier à l'un des modes de production

En d'autres termes, le capital commence déjà à abolir le prolétariat lui-même, en rognant toujours plus le temps de travail nécessaire, le capital variable, par rapport au surtravail ou travail gratuit pour la société ; dans les pays développés, le capital tend à évincer le prolétariat, à déprolétarianiser si l'on peut dire, alors qu'à l'échelle mondiale il prolétarianise des masses toujours plus considérables. Ce mouvement est aussi contradictoire que le procès de valorisation et de dévalorisation, car le capital qui augmente la plus-value par rapport au travail nécessaire, en vient à éliminer le travail vivant sans lequel la plus-value elle-même disparaît. C'est sous cette forme contradictoire que le capital « révèle sa nature éminemment historique » (Marx).

²⁵⁰ Etant donné que les modes de production ne sont jamais purs dans la réalité, les mesures de transition de la dictature du prolétariat doivent tenir compte des différents stades présents au sein d'un pays. Par exemple en Russie où Lénine énumère les cinq éléments, les différents types économiques et sociaux qui coexistent en 1920 : 1/ économie patriarcale ; 2/ la petite production marchande ; 3/ le capitalisme privé ; 4/ le capitalisme d'Etat ; 5/ le socialisme. Cf. *l'Impôt en nature*, in *Œuvres*, t. 32, p. 351.

transitoires qui enserme le travail et le domine. En conséquence, le programme des communistes pour le passage de l'époque capitaliste à l'époque socialiste ne pourra jamais être celui d'une République dans laquelle les travailleurs sont l'idéal, le but en soi et dernier ; même si le travail devient une obligation, voire est militarisé, c'est pour en diminuer la peine et abolir les classes qui l'exploitent en vivant du surtravail – et ce ne sera jamais qu'une mesure transitoire d'une phase éminemment fluide qui n'est, à vrai dire qu'une république dans laquelle les propriétaires fonciers et les bourgeois industriels et monétaires sont expulsés ou prolétarisés, en attendant que le travail lui-même soit révolutionné et le prolétaire aboli.

Bref, le programme initial lui-même ne doit jamais tendre à exalter, mais à diminuer la dépense de travail – même dans la toute première phase déjà où, dans un pays attardé, le prolétariat doit accroître considérablement les forces productives en se substituant à la bourgeoisie pour ce qui aurait dû être sa tâche historique. Si le prolétariat y prend le pouvoir, ce n'est pas pour freiner l'initiative prise par les masses dans la révolution permanente en renversant les accapareurs de leur surtravail et de leur temps libre, qu'ils dilapident pour leurs loisirs, leurs arts et l'administration de l'État oppresseur. Ainsi, la conquête du pouvoir par l'acte révolutionnaire, à quelque niveau économique du développement que ce soit, amorce le processus de l'abolition de l'antinomie entre travail, d'une part, et activités politiques, administratives et idéologiques, de l'autre, en réunissant au travail manuel ses fruits « intellectuels » auparavant séparés et antagoniques. Le communisme est présent dès les premières aspirations des masses laborieuses, et il se manifeste dans toutes leurs luttes en vue de l'émancipation.

Les régimes fascistes – tous le sont aujourd'hui plus ou moins ouvertement – parlent de long en large du travail, et si la charte de Mussolini s'appelait « Charte du Travail », ce n'est pas sans raison : les exploiters vivent en effet du travail des autres. Notons en passant que jamais la classe ouvrière ne peut admettre comme conquête que le travailleur fasse partie des institutions, même sous la dictature du prolétariat dans les pays développés, puisque le prolétaire doit être progressivement aboli.

Son exigence sociale n'est pas non plus de trouver une place dans la gestion des entreprises : ce n'est pas par hasard que Lénine aurait préféré que le capita-

liste ou spécialiste payé par les ouvriers reste en place sous leur contrôle – comme le proposait aussi Engels. Car le travail n'est pas un idéal, et mettre un ouvrier à la tête d'autres ouvriers n'empêche pas que celui-ci devienne directeur ou contremaître.

L'usine non plus n'est pas le but suprême auquel tendent les conquêtes du socialisme. Si Fourier appela les usines capitalistes des bagnes mitigés, Marx, évoquant les « maisons de travail » anglaises pour pauvres, les qualifiait d'institutions de terreur, dont l'idéal se réalise dans la manufacture bourgeoise sous le nom de « Fabrique ». Tout le réformisme moderne qui vante la technique productive repose sur l'exaltation du produit du travail (qui fait l'affaire des capitalistes), et non sur les besoins vitaux du producteur.

Marx cite déjà l'exemple odieux du stakhanoviste vénal, cet individualiste bon à médailler qui « travaille tant pour lui et sa famille, que pour l'État du capital » : « A Londres, par exemple, chez les mécaniciens, l'artifice en usage est que le capitaliste choisit pour chef d'un certain nombre d'ouvriers un homme de force physique supérieure et prompt à la besogne. Il lui paie tous les trimestres ou à d'autres échéances un salaire supplémentaire – à condition qu'il fasse tout son possible pour entraîner ses collaborateurs, qui ne reçoivent que le salaire ordinaire, à rivaliser de zèle avec lui » ²⁵¹.

Dès ses premiers balbutiements, le programme de la classe ouvrière – sans doute sous la suggestion des rapports magnifiques du communisme primitif encore très proche par des survivances locales ou dans des réminiscences et coutumes communautaires chez les masses, les utopistes ou les paysans de Münzer comme du mir russe - énonce qu'il faut émanciper l'homme et non pas amender le travail. La société communiste se trouve ainsi anticipée, non pas idéalement mais concrètement par des luttes et des efforts, dans toutes les tentatives, si dispersées et inconscientes soient-elles, de l'immense classe internationale des prolétaires de toutes les branches d'activité ²⁵². Leur mot d'ordre constant est donc : diminu-

²⁵¹ Cf. MARX, *le Capital* I. Editions Sociales, tome 2, p.225.

²⁵² Le parti, en unifiant en un seul corps et en un seul programme historique toutes les luttes des travailleurs des différents secteurs de la production agricole, industrielle, etc., est en mesure d'anticiper la société communiste sans spécialités de métier, parce qu'il regroupe d'emblée tous les militants, abstraction faite de la division du travail et de leur activité économique particulière, alors que les organisations économiques, syndicats, etc., restent liées aux conditions actuelles du mode de production et ne peuvent les dépasser qu'en rejoignant

tion des heures de travail ! Assez de faire trimer les masses, de les aiguillonner avec des méthodes qui dérivent de celles que l'on appliquait aux esclaves, voire aux bêtes de somme et de boucherie, auxquelles on épargne au moins de se faire bafouer encore avec une Constitution qui déclare leurs droits sacrés et inviolables, voire transmissibles à leur descendance après qu'on les a mangées.

En somme, la société communiste du stade supérieur ouvre une évolution toute nouvelle et originale, impossible même dans la phase inférieure en l'absence de ces forces productives pléthoriques créées par la classe ouvrière : la contradiction entre temps de travail et temps libre est atroce, mais elle se résout dialectiquement à partir des bases matérielles que la préhistoire des sociétés de classe a préparées. Les mesures de transition participent de cette contradiction vivante mais sont le sûr moyen de la résoudre, à condition que le pouvoir soit solidement entre les mains du parti communiste qui œuvre plus encore dans l'intérêt des masses de demain que de celles d'aujourd'hui.

le point de vue *politique* du parti communiste. Ce parti de tous les travailleurs contre tous les exploiters, esclavagistes, féodaux aussi bien que bourgeois, anticipe de façon matérielle le communisme avec ses liens solidaires et collectivistes, malgré la diversité des formes économiques de l'esclavage des travailleurs. Le communisme opère au niveau des classes pour dissoudre toutes les différences économiques de classe, en plongeant à l'essentiel, à la racine – l'homme et ses aspirations à l'émancipation des odieuses conditions actuelles.

Ce parti, véritable moteur du Futur, s'oppose à toute vision immédiate qui voit partout des conquêtes nouvelles et des phases sans cesse dépassées dans l'histoire, la politique et l'économie, ignorant tout principe liant et contraignant, toute continuité et organicité, bref tout rapport nécessaire entre le point de départ et la ligne d'arrivée, avec ce fil qui représente la cohérence à travers les cycles de propriété, de pouvoir et d'expansion mercantile et productive que l'humanité a parcourus. En ce sens, l'œuvre du communiste Marx ne se déduit pas seulement des rapports apparents du capital au travail salarié ; comme l'histoire, qui en laisse partout des traces et anticipe déjà de façon fulgurante, il lie le communisme primitif au communisme supérieur, « notre » communisme non plus ethnique ou national mais communisme de l'espèce.

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

III. TRANSITION ÉCONOMIQUE
À LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

TEXTES DE MARX-ENGELS

[Retour à la table des matières](#)

III. TRANSITION ÉCONOMIQUE À LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

1. Abolition de l'antagonisme entre agriculture et industrie, entre campagne et ville

Tout dépendra en Allemagne de la possibilité d'une seconde édition de la guerre des paysans qui appuiera la révolution prolétarienne.

Marx à Engels, 16-04-1856.

Plus j'avance dans cette merde [l'étude de l'économie politique], plus j'en arrive à la conviction que la réforme de l'agriculture – et donc aussi des infects rapports de propriété qui en découlent – est l'alpha et l'oméga de la révolution future des conditions économiques.

Engels à Marx, 14-08-1851.

[Retour à la table des matières](#)

Marx et la nationalisation du sol

Une nouvelle organisation ouvrière va être fondée sous le titre de *Ligue de la Terre et du Travail* ²⁵³. Un conseil exécutif, composé de plus de quarante représentants bien connus des travailleurs, a été nommé pour rédiger une plate-forme de principes fondés sur les résolutions préliminaires adoptées par la conférence, en guise de programme d'action, par le moyen de laquelle un changement radical peut être effectué.

Après mûre réflexion, le Conseil s'est mis d'accord sur les points suivants :

1. Nationalisation du sol.
2. Colonisation intérieure.
3. Instruction publique, laïque, gratuite et obligatoire.
4. Abolition des banques privées d'émission. L'État seul qualifié pour émettre du papier-monnaie.
5. Institution d'un impôt direct et progressif sur la propriété, substitué à tous les autres impôts.
6. Liquidation de la dette nationale.
7. Abolition de l'armée permanente.
8. Réduction des heures de travail.
9. Suffrage universel et égal, et indemnité parlementaire ²⁵⁴.

²⁵³ Cette *Adresse* fut rédigée le 14-11-1869 par Eccarius à l'instigation de Marx qui l'a revue avant sa publication, in *Werke*, t.16, p. 568. Son programme d'agitation était destiné aux travailleurs britanniques dont il devait hâter l'indépendance de classe.

²⁵⁴ Ces revendications ne sont pas encore socialistes au sens où elles convertiraient des rapports capitalistes en communistes. Elles sont conçues non seulement dans la perspective d'un passage pacifique au socialisme (possible en Angleterre, sinon sur le continent, au stade pré-impérialiste), mais encore comme moyen direct de pousser les masses à renverser le gouvernement des classes dominantes par des revendications établies dans l'intérêt des grandes masses.

On notera que tout le programme, nettement marxiste, part de mesures touchant la terre et renferme des mesures encore démocratiques en politique et mercantiles en économie. L'intérêt spécifique de ce programme est que des mesures encore capitalistes s'imbriquent, pour les promouvoir, à des mesures déjà socialistes – par exemple, celles qui ont trait à la terre et à la réduction des heures de travail pour tous.

Le succès de nos efforts dépendra de la pression qui pourra être exercée sur les pouvoirs *existants*, et ceci requiert le nombre, l'union, l'organisation et la coordination. C'est pourquoi nous vous appelons à vous unir, à vous organiser, à coordonner vos efforts et à lancer à travers l'Irlande, l'Ecosse, le Pays de Galles et l'Angleterre, le mot d'ordre de la *terre au peuple*, l'héritier légitime des dons de la nature. Aucun ordre social ne serait rationnel s'il laissait la terre, qui est la source de la vie, sous le contrôle, l'arbitraire et les caprices de quelques particuliers. Un gouvernement élu par le peuple entier et investi de sa confiance est le seul pouvoir qui puisse mettre en valeur la terre pour le bien de la communauté entière.

Exigez que l'État récupère les terres vacantes, comme un commencement de sa *nationalisation*, pour y établir les chômeurs. Ne permettez plus qu'une seule acre de terrain communal soit enclose pour servir les intérêts égoïstes de non-producteurs. Forcez le gouvernement à employer l'armée – jusqu'à sa dissolution finale – à défricher, drainer et niveler les terres incultes afin de les mettre en valeur, au lieu de créer des camps dont le but est la destruction de la vie. Si les champs verdoyants et les potagers sont incompatibles avec le noble sport de la chasse, les chasseurs n'ont qu'à émigrer...

Rien sinon une série de réformes radicales du genre de celles indiquées dans notre programme ne vous tirera jamais de cet abîme de détresse dans lequel vous êtes actuellement plongés. La difficulté peut être surmontée par l'unité de but et d'action. Nous sommes le nombre, nos adversaires sont peu nombreux. Ainsi, travailleurs, hommes et femmes, de toutes croyances et de toutes professions, revendiquez vos droits d'une seule voix, ralliez-vous et unissez vos forces sous la bannière de la *Ligue de la Terre et du Travail*, pour conquérir votre propre émancipation !

Il n'est venu à l'idée d'aucun de ces ânes de demander à des braillards de Libéraux si, en Allemagne, à côté de la petite propriété paysanne il n'existe pas aussi la grande propriété foncière qui constitue la base des survivances d'économie féodale, et s'il ne fallait pas l'éliminer durant la révolution, ne serait-ce que pour en finir avec l'actuel régime d'État, et si cela peut s'effectuer à la manière suran-

née de 1789 ²⁵⁵. Mais non. Ces bourriques croient aux dires du Souabe Mayer, pour lequel la question agraire n'a un intérêt pratique que pour ce qui est de la grande propriété foncière qu'en Angleterre !

Il faut considérer comme effet du congrès de l'A.I.T. de Bâle la formation de la *Land and Labour League* (au reste suscitée directement par le Conseil général), grâce à quoi le parti ouvrier s'est complètement séparé de la bourgeoisie: la *nationalisation de la terre* en a été le point de départ.

La propriété de la terre, source originelle de toute richesse, est devenue le grand problème dont la solution déterminera l'avenir de la classe ouvrière... ²⁵⁶

Ce dont nous avons besoin, c'est d'une production allant sans cesse croissant. Cette exigence ne peut être satisfaite s'il est permis à quelques individus de régler cette production selon leur fantaisie ou leurs intérêts privés, ou d'épuiser les forces de la terre par ignorance ou incurie. Toutes les méthodes modernes, telles que l'irrigation, le drainage, le labourage à la vapeur, les traitements chimiques, etc.,

²⁵⁵ Cf. Marx à Engels, 30-10-1869.

De fait, l'histoire n'a pas répété, à l'échelle nationale, la voie française de la révolution bourgeoise, à savoir la parcellarisation de la grande propriété féodale avec la création d'une petite paysannerie vouée à un long et douloureux procès de paupérisation. Cette voie petite-bourgeoise radicale s'oppose directement aux conceptions agraires du parti prolétarien : « Comme dans la première Révolution française, les petits bourgeois remettront en libre propriété aux paysans les domaines féodaux ; cela signifie laisser subsister le prolétariat rural et former une classe paysanne petite-bourgeoise, qui devra parcourir le même cycle de paupérisation et d'endettement, où le paysan français se trouve encore à l'heure actuelle.

Les ouvriers doivent contrecarrer ce plan dans l'intérêt du prolétariat rural et dans leur propre intérêt. Ils doivent exiger que la propriété féodale confisquée reste domaine d'Etat pour servir à constituer des colonies ouvrières que le prolétariat rural groupé en associations travaille avec tous les avantages de la grande culture. Par ce moyen, le principe de la propriété en commun pourra acquérir d'emblée une base solide au milieu des rapports de propriété bourgeois chancelants. De même que les démocrates font alliance avec les cultivateurs, de même les ouvriers doivent faire alliance avec le prolétariat rural » (Cf. MARX-ENGELS, *Adresse du Comité Central de la Ligue des communistes*, mars 1850, in *Werke*, t. 7, p.246-54).

²⁵⁶ Cf. MARX, *A propos de la Nationalisation de la terre*, 15-06-1872, in *Werke*, t. 18, p.59-62.

Ce texte se rattache aux discussions engagées dès 1869 au sein du Conseil Général de la 1^{ère} Internationale sur les résolutions du Congrès de Bruxelles (1868). Comme l'avait affirmé au Congrès l'ami de Marx – de Paepe – le but final de l'abolition de la propriété privée du sol devait être atteint au moyen d'une mesure de transition, la nationalisation : « Le sol devrait devenir propriété de la nation, du moins TRANSITOIREMENT, c'est-à-dire jusqu'à ce que, par la fédération des peuples ou par la disparition des nationalités, il devienne propriété de l'humanité » (*Procès-verbaux : le Conseil Général de la 1^{ère} Internationale*, 1868-70, Ed. de Moscou, p.100-101).

doivent se frayer en masse leur chemin dans l'agriculture. Or, les connaissances scientifiques que nous avons acquises, les moyens techniques que nous maîtrisons pour cultiver la terre, tels que les machines, etc., ne pourront être appliqués avec fruit que si l'on cultive la terre à grande échelle...

Les besoins toujours croissants de la population d'une part, et l'augmentation constante du prix des produits agricoles d'autre part, apportent la preuve irréfutable que la nationalisation du sol est devenue une « nécessité sociale ²⁵⁷ ».

La production agricole cessera sa régression due aux ingérences individuelles, quand la culture du sol se réalisera sous le contrôle, aux frais et au profit de la nation.

Lors de la discussion (au Conseil Général), des conceptions différentes sur la nationalisation de la terre se sont fait jour. On cite souvent le cas de la France. Or, sa *propriété paysanne* est bien plus éloignée de la nationalisation de la terre que celle de l'Angleterre avec son économie de grande propriété foncière. Certes, en France la terre est accessible à tous ceux qui peuvent l'acheter, mais cette possibilité a conduit précisément au morcellement de la terre en petites parcelles cultivées par des gens qui ne disposent que de moyens dérisoires et dépendent essentiellement de leur propre travail musculaire et de celui de leur famille. Cette forme de propriété foncière, avec sa culture de surfaces éparses, non seulement exclut

²⁵⁷ Dans sa lettre du 30-06-1881 à Sorge, Marx rappelle que « cette revendication figurait déjà parmi les mesures de transition contenues dans le *Manifeste du Parti communiste* de 1848. Cette conception, à l'origine, appartient aux économistes bourgeois. Sans parler d'une revendication analogue à la fin du XVIIIe siècle, elle a été préconisée par les premiers disciples *radicaux* de Ricardo, aussitôt après sa mort... Nous-mêmes, comme je l'ai déjà rappelé, nous avons repris cette appropriation de la rente foncière par l'Etat parmi les NOMBREUSES AUTRES *mesures de transition* qui – ainsi que le *Manifeste* l'observe – sont encore et doivent être contradictoires en elles-mêmes.

Mais, faire de ce vœu des économistes bourgeois radicaux d'Angleterre une *panacée socialiste*, faire de ce procédé la solution des antagonismes contenus dans le mode de production actuel, c'est ce qui a été proposé seulement par Colins. Tous ces « socialistes », depuis Colins, ont ceci de commun qu'ils laissent subsister le *travail salarié*, et donc la production *capitaliste*, en se leurrant ou en leurrant le monde par la promesse qu'il suffit de transformer la rente foncière en impôt payé à l'Etat pour que toutes les tares de la production capitaliste disparaissent d'elles-mêmes. Tout cela n'est qu'une tentative teintée de socialisme pour sauver la domination capitaliste et, en fait, pour la fonder à nouveau sur une base encore plus large que l'actuelle ».

La conclusion qu'il faut tirer de ce jugement sans appel de Marx, c'est que les mesures de transition ne sont révolutionnaires que si elles en suscitent de nouvelles, plus radicales encore.

toute utilisation de moyens agricoles modernes, mais encore fait du paysan un ennemi acharné de tout progrès social, et surtout de la nationalisation de la terre.

Enchaîné à ce sol, auquel il est obligé de consacrer toute son énergie et sa vie pour obtenir un rendement médiocre ; contraint de céder la majeure partie de ses produits à l'État sous forme d'impôts, à la clique des gens de loi sous forme de frais judiciaires, et à l'usurier, sous forme d'intérêts ; ignorant totalement l'évolution sociale extérieure à son étroit champ d'activité, il s'accroche cependant avec une passion aveugle à son lopin de terre et à son titre de propriété purement nominal. C'est la raison pour laquelle le paysan français s'est trouvé jeté dans la plus funeste opposition à la classe des travailleurs de l'industrie. Du fait que ces formes de la propriété agraire sont l'obstacle majeur à la « nationalisation de la terre », ce n'est certes pas de la France que nous pouvons, dans l'état actuel, attendre la solution de ce grand problème.

Nationaliser la terre, sous un gouvernement bourgeois, pour l'affermier par petites parcelles à des travailleurs isolés ou à leurs associations ne ferait que déchaîner une concurrence effrénée et accroître encore la « rente », en donnant aux détenteurs du sol des possibilités nouvelles de vivre aux dépens des producteurs.

L'un de mes amis disait au Congrès international de Bruxelles, en 1868 : « La petite propriété foncière est condamnée par le verdict de la science et la grande propriété, par la justice. Il n'y a donc qu'une alternative : la terre doit devenir, soit la propriété d'associations agricoles, soit la propriété de l'ensemble de la nation. L'avenir décidera de cette question. »

Je dis au contraire : le mouvement même de la société décidera que le sol ne peut être que propriété nationale. Transférer la terre à des travailleurs agricoles associés, ce serait livrer toute la société à une seule classe particulière de producteurs ²⁵⁸.

²⁵⁸ Marx n'admet donc qu'une seule sorte de propriété de la terre : elle est nationale, et non de groupe ou d'associations de producteurs eux-mêmes – même si la gestion de l'exploitation peut rester transitoirement entre les mains de telles associations. Le marxisme combat tout corporatisme, tout ouvriérisme, toute théorie gestionnaire d'une branche d'activité de l'humanité par les producteurs, même s'ils sont associés.

Le simple terme de propriété nationale dépasse déjà la propriété d'éléments, groupes, catégories, couches ou classes sociaux particuliers, qu'il s'agisse d'entreprises, catégories syndicales ou professionnelles. Il n'est pas limité par le temps, bien qu'il le soit encore dans l'espace en attendant l'extinction des nationalités dans le plein communisme. Nation vient étymologiquement de naître et englobe la succession des générations vivantes, passées et

La nationalisation de la terre opérera une transformation complète des rapports entre le travail et le capital, et elle éliminera finalement toute la production capitaliste, dans l'industrie aussi bien que dans l'agriculture. C'est alors seulement que les différences et les privilèges de classe commenceront à disparaître, en même temps que la base économique sur laquelle ils reposent - et la société se transformera alors en une seule association de « producteurs ». Vivre du travail d'autrui ne sera plus qu'un rapport du passé ! Il n'y aura plus alors ni gouvernement ni État en opposition à la société !

L'agriculture, les mines, les fabriques, bref toutes les branches de la production seront progressivement organisées de la manière la plus efficace. La *centralisation nationale des moyens de production* servira de point de départ naturel d'une société composée d'associations libres et égales de producteurs, qui régleront consciemment leur activité selon un plan rationnel commun. Tel est le but englobant les intérêts de l'humanité entière vers lequel tend le gigantesque mouvement de l'économie de ce siècle.

En nous plaçant du point de vue d'une formation sociale économiquement supérieure, la propriété privée de certains individus sur le globe terrestre paraîtra aussi absurde que la propriété d'un homme sur un autre homme ²⁵⁹. Une société entière elle-même, une nation, ou même toutes les sociétés existantes prises en même temps, ne sont pas les propriétaires de la terre. Elles n'en sont que les possesseurs, les usufruitiers, et il leur faut la transmettre aux générations futures après l'avoir améliorée en *bons pères de famille*.

dans une certaine mesure futures. Or pour nous, le vrai sujet de l'activité sociale doit être plus vaste même que la société où vivent les hommes de la seule génération présente. En ce sens, le terme de nation exprime, mieux que celui d'Etat, le dépassement vers l'espèce humaine qui outrepassse toute idéologie bourgeoise de pouvoir et de souveraineté juridico-politique, propre aux démocrates.

Par ailleurs, le concept de classe – et de parti de classe – suffit à réfuter l'affirmation que l'Etat représente tous les citoyens vivants.

²⁵⁹ Cf. Marx, *le Capital* III, chapitre 46, in *Werke* t. 23, p. 784.

Nous voyons dans ce court extrait que la nationalisation constitue le dernier type de propriété du sol, une forme transitoire vers l'élimination de tout genre de propriété, tant des moyens de production que des produits du travail, dans la société communiste intégrale.

Programme de transition dans l'agriculture

Ma proposition tendant à créer des coopératives de production sur les domaines de l'État est tout à fait correcte au plan des principes ²⁶⁰. Au reste, il est tout à fait exact que nous ne devons faire que des propositions qui soient *réalisables* si nous recherchons quelque chose de positif. Néanmoins, il n'est pas nécessaire que nos propositions soient réalisables par le gouvernement existant. Je dirais plus encore : si nous proposons des mesures – comme celle des coopératives - qui sont susceptibles de renverser la production capitaliste, alors ce ne doivent être que des mesures effectivement réalisables, bien que *le gouvernement existant soit tout à fait incapable de les réaliser...*

C'est une mesure que nous devons absolument proposer tant que subsiste la grande propriété foncière, bien que ce soit une mesure que nous devons réaliser nous-mêmes *lorsque nous serons au pouvoir*. Il s'agit de transférer – d'abord en affermage – les grands domaines aux coopératives gérant la terre elle-même sous la direction de l'État, de sorte que l'État reste propriétaire de la terre ²⁶¹...

Ma proposition tend à substituer la production coopérative à celle qui existe. *Il faut donner aux coopératives la terre qui, autrement, serait exploitée de manière capitaliste.*

Marx et moi n'avons jamais douté que – pour passer à l'économie pleinement communiste – la gestion coopérative à une grande échelle constituait une étape intermédiaire. Or, il faudra en prévoir l'organisation de sorte que la société – donc tout d'abord l'État – conserve la propriété des moyens de production afin que les intérêts particuliers des coopératives ne puissent pas se consolider vis-à-vis de la société dans son ensemble.

²⁶⁰ Cf. Engels à Bebel, 20-01-1886.

²⁶¹ On voit ici que le marxisme impose de distinguer soigneusement entre propriété et gestion économique des moyens de production. D'autre part, la formule « étatique » d'Engels ne contredit pas, en fait, celle de la *nationalisation* du sol utilisée par Marx dans le texte précédent : il pense évidemment à la nue propriété transférée à l'Etat *transitoire* de la dictature du prolétariat, afin d'éviter que la terre ne redevienne la propriété d'une classe de producteurs au détriment des autres, et c'est là l'essentiel. La formule de la nationalisation souligne cependant mieux le passage ultérieur des moyens de production à la société.

Quelle est donc notre position en face des petits paysans ? Et comment devons-nous agir à leur égard le jour où le pouvoir sera entre nos mains ²⁶² ?

Premièrement, la formule du programme ouvrier français est absolument juste : nous prévoyons la disparition inéluctable du petit paysan, mais nous ne sommes pas appelés à hâter cette disparition par nos interventions.

Et deuxièmement, il est tout aussi évident que, lorsque nous aurons conquis le pouvoir, nous ne pourrons songer à exproprier par la force les petits paysans (que ce soit avec ou sans indemnité), comme nous serons obligés de le faire pour les grands propriétaires fonciers ²⁶³.

²⁶² Cf. Engels, *la Question paysanne en France et en Allemagne*, novembre 1894, « Die Neue Zeit », n°10, in *Werke*, t. 22, p. 499, 504, 491, 495.

Il faudrait, au fond, tout un recueil sur les questions de transition dans l'agriculture qui constitue pour le marxisme la branche d'activité fondamentale de toute l'économie, puisque c'est elle qui règle l'alimentation, l'habitation et l'habillement des hommes, et conditionne donc leur reproduction. En outre, avec l'agriculture se pose la question éminemment politique de l'occupation de la terre et de la répartition des hommes dans le monde.

Dans la première phase – nationale – de la révolution, la question paysanne est la clé de la victoire, surtout dans un pays arriéré où les ruraux constituent la grande masse de la population et le muscle de la révolution. Les mesures de transition de la Commune et celles qu'Engels propose ici avantagent plus les alliés petit-bourgeois du prolétariat que celui-ci même, car les ouvriers paient par de lourdes concessions économiques les avantages politiques qu'ils reçoivent en échange *pour le bien de tous ceux qui travaillent*.

Le paysan lui-même ne forme pas une classe et n'a pas une vision historique. Son drame est là : il est lié au capital et à la bourgeoisie par sa propriété et le poids du passé, et il trouve son avantage économique dans le socialisme avec le prolétariat, mais cet avantage exige une vision et un effort qui vont au-delà de l'immédiat – ce qui ne lui vient qu'aux moments de crises sociales, quand il a perdu ses illusions de propriété.

Dans le programme agraire d'Engels, la paysannerie voit son sort considérablement amélioré par rapport à ce qu'il était sous le capitalisme, où le paysan est malmené par le fisc, les banques, les marchands de gros et autres vampires usuriers qui risquent à chaque revers des conditions climatiques de l'exproprier, puisque le paysan individuel ne possède pratiquement aucune marge de réserve pour faire front aux calamités naturelles et sociales qui s'abattent sur lui. L'un des avantages majeurs que le socialisme offre aux paysans, c'est la coopération dans un cadre toujours plus large qui permet 1/ d'éviter la prolétarianisation du paysan, c'est-à-dire sa ruine et son envoi en usine et dans les faubourgs ouvriers ; 2/ sa promotion sociale croissante en l'englobant dans des unités de production croissantes, villageoises, puis cantonales, départementales et enfin nationales et sociales, où il rejoint à la fin un niveau combinant activités industrielles, scientifiques et agricoles, en ayant surmonté la division du travail et l'antagonisme entre campagne et ville, entre travail manuel et intellectuel.

²⁶³ C'est dans le domaine agraire que l'on s'aperçoit le plus clairement que les mesures de transition vers le socialisme sont de caractère essentiellement éphémères, insuffisantes et intenable par elles-mêmes, mais au contraire se dépassant elles-mêmes et en appelant d'autres. Elles ont pour but non pas de prolétarianiser le petit paysan, mais de balayer devant lui les obstacles économiques, politiques et sociaux qui circonscrivent sa vision et son

Notre tâche vis-à-vis du petit paysan consiste d'abord à hausser son exploitation et sa possession individuelles au niveau de la coopérative ²⁶⁴ – non par la force, mais en l'y amenant par des exemples et en lui offrant le concours et les ressources de la société. Et ici les moyens ne nous manquent pas pour faire entrevoir au petit paysan des avantages auxquels il est dès aujourd'hui manifestement sensible. Il y a presque vingt ans, les socialistes danois qui, dans tout le pays, ne possèdent qu'une seule vraie ville – Copenhague – de sorte qu'en dehors de celle-ci ils sont réduits à la propagande parmi les paysans, ont élaboré de tels projets. Les paysans d'un village ou d'une paroisse – et il y a bon nombre de grandes fermes isolées au Danemark – devaient réunir toutes leurs terres en un seul grand domaine pour la cultiver à compte commun et partager les produits en proportion

champ d'activité à la parcelle étroite de sa terre et l'empêchent d'évoluer lui-même et de participer à la vie et à l'œuvre commune de l'humanité.

En somme, si le point de départ est diamétralement opposé à celui des prolétaires, le point d'arrivée est le même pour tous. Et ce sont ceux qui sont les plus attardés qui en tirent les avantages les plus grands. Le programme agraire montre clairement – et c'est là où il apparaît fondamental – que le socialisme ne sera pas une société de robots qui développe encore plus l'industrie et les villes, le Monstre mécanique tentaculaire. Dans la catastrophe qu'est la crise économique, avec ses guerres et ses révolutions, le prolétariat sera contraint de partir essentiellement de la section qui l'intéresse au premier chef, celle d'où il tire ses moyens de subsistance et où il incorporera au fur et à mesure les acquis de la science et de la technique. C'est hors des villes, à la campagne, que s'opérera le mouvement vers le socialisme qui est « réconciliation de l'humanité avec la nature et, du même coup, avec elle-même ».

²⁶⁴ La mesure de transition proposée ici par Engels ne contredit pas la formule de la *nationalisation du sol* de Marx dans le texte précédent : « Ma proposition tendant à créer des coopératives de production sur les domaines de l'Etat est tout à fait correcte au plan des principes. Au reste, il est tout à fait exact que nous ne devons faire que des propositions qui soient *réalisables* si nous recherchons quelque chose de positif. Néanmoins, il n'est pas nécessaire que nos propositions soient réalisables par le gouvernement existant. Je dirais plus encore : si nous proposons des mesures – comme celle des coopératives – qui sont susceptibles de renverser la production capitaliste, alors ce ne doivent être que des mesures effectivement réalisables, bien que *le gouvernement existant soit tout à fait incapable de les réaliser...* »

C'est une mesure que nous devons absolument proposer tant que subsiste la grande propriété foncière, bien que ce soit une mesure que nous devons réaliser nous-mêmes *lorsque nous serons au pouvoir*. Il s'agit de transférer – d'abord en affermage – les grands domaines aux coopératives gérant la terre elle-même sous la direction de l'Etat, de sorte que l'Etat reste propriétaire de la terre...

Marx et moi n'avons jamais douté que – pour passer à l'économie pleinement communiste – la gestion coopérative à une grande échelle constituait une étape intermédiaire. Or, il faudra en prévoir l'organisation de sorte que la société – donc tout d'abord l'Etat – conserve la propriété des moyens de production afin que les intérêts particuliers des coopératives ne puissent pas se consolider vis-à-vis de la société dans son ensemble » (Engels à Bebel, 20-01-1886).

des terres versées, de l'argent avancé et du travail fourni. Au Danemark, la petite propriété ne joue pourtant qu'un rôle accessoire.

Si nous appliquons cette idée à un pays où règne la propriété parcellaire, nous constaterons qu'en réunissant les lopins et en cultivant ces grandes surfaces suivant les méthodes de la grande culture, une partie de la main-d'œuvre jusqu'alors employée deviendra superflue. C'est précisément dans cette économie de travail que réside l'un des avantages les plus importants de la grande culture. Cette main-d'œuvre pourra être employée de deux façons : ou bien on mettra à la disposition de la coopérative paysanne d'autres terres prises sur de grands domaines voisins ; ou bien on leur fournira les moyens d'adjoindre – autant que possible et de préférence pour leur propre usage – une activité industrielle. Dans les deux cas, on les hausse à une situation économique supérieure et on assure en même temps à l'administration dirigeant la société en général l'influence nécessaire pour faire passer progressivement la coopérative paysanne à une forme supérieure afin de mettre les droits et les devoirs – tant de la coopérative dans son ensemble que de ses membres en particulier – sur le même plan que ceux des autres branches de la grande communauté.

Les mesures dans leur détail nous seront dictées selon les conditions de chaque cas et les circonstances dans lesquelles nous aurons pris le pouvoir. Ainsi, serons-nous peut-être en mesure d'offrir encore d'autres avantages à ces coopératives : reprise par la Banque nationale de la dette hypothécaire générale avec une forte réduction du taux de l'intérêt ; avances de fonds publics pour instaurer une grande exploitation. Ces avances ne consisteront pas nécessairement ou de préférence en argent, mais en produits utiles : machines, engrais, etc. Les avantages peuvent être très divers.

Ce qui importe dans tout cela, c'est de bien faire comprendre au paysan que nous ne pouvons sauver et préserver la possession de leur maison et de leur champ qu'en la convertissant en possession et exploitation coopérative. N'est-ce pas précisément l'exploitation parcellaire dictée par la possession individuelle qui entraîne la ruine des paysans ? S'ils s'accrochent à leur parcelle individuelle, ils seront inéluctablement chassés de leur terre et de leur ferme, car la grande exploitation capitaliste ne peut manquer d'évincer leur mode de production suranné. Voilà comment se présentent les choses dans la réalité – et c'est là où nous intervenons pour offrir aux paysans la possibilité d'instaurer eux-mêmes la grande

exploitation, non en compte capitaliste mais pour leur propre compte commun. Ne serait-il donc pas possible de faire comprendre aux paysans que c'est là leur propre intérêt, que c'est l'unique voie de leur salut ?...

Nous nous plaçons résolument aux côtés du petit paysan – et nous ferons tout ce qui est possible pour rendre son sort plus tolérable, pour lui faciliter la transition à la coopérative, s'il s'y résout, voire pour lui laisser un temps prolongé de réflexion au milieu de sa parcelle s'il n'arrive pas à se décider tout de suite.

Nous agissons de la sorte d'abord parce que nous considérons le paysan travaillant lui-même sa parcelle comme étant virtuellement des nôtres, et ensuite dans l'intérêt même du Parti : plus grand sera le nombre de paysans auxquels nous éviterons la chute effective dans le prolétariat, que nous pourrons gagner à notre cause tant qu'ils sont paysans, plus le révolutionnement de la société sera rapide et facile ²⁶⁵.

²⁶⁵ Aujourd'hui que le capitalisme sénile a dégénéré, la transition est plus difficile dans l'agriculture, non seulement parce que les ouvriers salariés et la main-d'œuvre en général en sont chassés, mais encore parce que la mécanisation capitaliste ruine la terre : « Dans l'agriculture, l'effet de l'évincement des travailleurs par les machines est encore plus aigu. Le paysan est remplacé par le journalier, la petite manufacture domestique est détruite dans les campagnes, les antagonismes s'aggravent entre ville et campagne. Le travailleur des champs est éparpillé et affaibli, tandis que les ouvriers des villes sont concentrés – d'où le salaire des journaliers agricoles abaissé au minimum.

En même temps, le sol est pillé. Le couronnement du mode de production capitaliste, c'est qu'il sape la source de toute richesse : la terre et l'ouvrier » (Engels, recension du *Capital*, in *Werke*, t. 16, p.287).

L'agriculture sur de grandes surfaces a néanmoins constitué, au début et au milieu du capitalisme, un facteur progressif, parce que la petite agriculture parcellaire, avec ses limitations étroites, n'eût jamais permis de développer la mécanisation, les procédés technologiques, chimiques et physiques modernes, qui permettent indubitablement de nourrir plus rationnellement l'humanité. Cependant, ici encore nous ne retenons comme progrès que le fait d'avoir évincé un *surplus* de population de la terre, et d'avoir augmenté les forces productives *du travail*, et non des machines qui, de nos jours, détruisent le plus souvent davantage qu'elles n'apportent. Il est évident que dès lors que trois ou quatre personnes cultivent à eux seuls une centaine d'hectares, voire plus, la terre ne peut être que saccagée, et l'on constate que « le petit agriculteur est généralement le plus productif. Une étude menée en Argentine, au Brésil, en Colombie, en Equateur et au Guatemala a montré que les petits agriculteurs produisent trois à quatre fois plus par hectare que les grands. En Thaïlande, des terrains de 0,8 à 1,6 hectares produisent au moins 60% plus de riz que des fermes de 56 hectares ou plus. De même, aux Etats-Unis. Pendant deux années seulement, sur les 14 ans de la période de 1960 à 1973, le revenu net agricole à l'hectare a été plus élevé pour les grandes exploitations que pour les entreprises familiales... Les petits agriculteurs ensemencent plus serré que ne le ferait une machine, ils effectuent complètement les mélanges et les rotations des récoltes, ils choisissent une combinaison de cultures et de bétail à forte densité de main-d'œuvre et, surtout, ils tirent le maximum de leurs ressources limitées. » (Fr.M.Lappe et J.Collins, *les Huit mythes de la faim* in *Cérès* n°58, p.26)

Il n'est absolument pas de notre intérêt d'attendre pour cette transformation que la production capitaliste se soit développée partout jusque dans ses dernières conséquences, que le dernier petit artisan, que le dernier petit paysan soient devenus les victimes de la grande entreprise capitaliste. Du point de vue de l'économie capitaliste, les sacrifices matériels que l'on peut faire sur ce plan dans l'intérêt des paysans à l'aide de fonds publics ne peuvent paraître que comme de l'argent jeté par la fenêtre, mais ils sont cependant un excellent placement, car ils économisent un montant dix fois supérieur des frais de réorganisation de la société. Nous pouvons donc agir très libéralement en ce sens avec les paysans. Ce n'est pas le lieu ici d'entrer dans les détails, de faire des propositions précises dans cette voie : il ne peut s'agir ici que de principes généraux.

En conséquence, nous ne pouvons rendre pire service et au Parti et aux petits paysans que de faire des déclarations éveillant même l'impression que nous avons l'intention de maintenir de façon durable la propriété parcellaire. Cela reviendrait à barrer directement la route à la libération des paysans, et à rabaisser le Parti au niveau de l'antisémitisme tapageur. Tout au contraire, notre Parti a le devoir d'expliquer sans trêve ni repos aux paysans que leur situation est sans espoir tant que dominera le capitalisme et qu'il est absolument impossible de préserver la propriété de leur parcelle en tant que telle. En effet, il est certain que la grande production capitaliste submergera leur petite exploitation impuissante et surannée, comme le chemin de fer passe sur la brouette. Si nous agissons de la sorte, nous agirons dans le sens de l'inévitable développement économique – et celui-ci rendra les têtes réceptives à nos paroles ²⁶⁶...

Cela ne veut pas dire que le communisme reviendra à la petite exploitation agricole, mais qu'il combinera les avantages d'une agriculture sans limites de propriété à celle de l'agriculture humaine au travail de qualité, c'est-à-dire au haut niveau démographique atteint de travail vivant intensif qui utilise toutes les ressources utiles de la science et du savoir-faire - en parvenant même à transmettre aux générations futures une terre améliorée.

²⁶⁶ La petite propriété foncière suscite l'illusion que son propriétaire est dieu et maître sur sa parcelle, et ce rapport se prolonge par-delà les générations. Il semble s'apparenter au privilège des seigneurs, des propriétaires fonciers et des fabricants, la propriété restant attachée à la personne du chef de famille dont « on héritera après la mort ». Son sort est pourtant pitoyable, comme Zola l'a déjà montré.

Dans le *18 Brumaire*, Marx explique que la petite propriété foncière engendre non seulement de graves difficultés *économiques* pour le paysan parcellaire, mais encore le despotisme et le totalitarisme *politiques* d'un Etat centralisé. La liberté parcellaire suscite directement le despotisme administratif : « La petite propriété parcellaire, par sa nature même, sert de base à une bureaucratie toute-puissante et omniprésente. Elle crée sur toute la

Venons-en maintenant aux *paysans plus gros*. Nous trouvons dans cette catégorie – essentiellement par suite d'héritages, mais aussi d'endettements ou de ventes forcées de terres - tout un échantillonnage de formes intermédiaires qui vont du paysan parcellaire au gros paysan possédant son ancienne tenure et quelquefois davantage encore. Quand le *paysan moyen* habite parmi les paysans parcellaires, il n'y a guère de différence entre ses intérêts, ses opinions et les leurs, car il sait de par sa propre expérience que nombre de ses semblables ont sombré dans la masse des petits paysans. Mais il en va tout autrement là où prédominent le moyen et gros paysan, là où l'exploitation requiert en général le concours de valets de ferme et de servantes. Un parti ouvrier se doit évidemment de prendre fait et cause en premier lieu pour les salariés, c'est-à-dire pour *les valets, les filles de ferme et les journaliers*. En conséquence, il s'interdit tout naturellement de faire aux paysans des promesses qui impliquent la persistance de l'exploitation salariée des ouvriers. Or, aussi longtemps que les paysans gros et moyens subsistent en tant que tels, ils ne peuvent se passer de salariés. C'est pourquoi, s'il est simplement stupide de notre part de promettre aux paysans parcellaires de continuer à les laisser végéter en tant que petits paysans, cela confine directement à la *trahison* que de promettre la même chose aux *paysans moyens et gros* ²⁶⁷.

surface du pays l'égalité des rapports et des personnes et, par conséquent, la possibilité pour un Centre suprême d'exercer une action uniforme sur tous les points de cette masse égale. Elle anéantit les couches aristocratiques, placées comme intermédiaires entre la masse du peuple et ce pouvoir central. Elle appelle donc, de toutes parts, l'intervention directe du pouvoir d'Etat central et l'ingérence des organes directs de celui-ci » (MARX-ENGELS, *Œuvres choisies*, t. 1, éditions du Progrès, 1970, p.502).

²⁶⁷ Dans sa lettre à Fr. A. Sorge, Engels rappelle les circonstances concrètes qui expliquent les concessions excessives que faisaient les partis ouvriers allemand et français à la paysannerie : « Sur le continent, au fur et à mesure des succès, on voit augmenter l'envie de succès plus grands encore – et attraper les paysans devient, au sens littéral du terme, une mode. D'abord, les Français déclarent à Nantes, par la bouche de Lafargue, non seulement ce que je leur avais écrit, à savoir que nous n'avions pas vocation d'accélérer la ruine des petits paysans en intervenant directement, mais ils sont allés encore plus loin en déclarant qu'il faut protéger directement les petits paysans contre le fisc, et même les usuriers et grands propriétaires fonciers. Or, nous ne pouvons pas accepter cela, parce que c'est premièrement une bêtise, et deuxièmement une impossibilité » (10-11-1894).

A Lafargue, Engels écrivait le 22-08-1894 : « En général, les conceptions des deux partis ouvriers (allemand et français) sont les mêmes, à cela près que vous, les révolutionnaires intransigeants d'antan, vous penchez maintenant un peu plus vers l'opportunisme que les Allemands, qui n'appuieront probablement aucune mesure pouvant servir à maintenir ou à préserver la petite propriété paysanne face à l'action dissolvante du capitalisme. De l'autre côté, on sera d'accord avec vous que ce n'est pas notre tâche d'accélérer ou de forcer cette action dissolvante, et que l'important, c'est le regroupement des petits propriétaires en associations coopératives agricoles en vue d'une culture en commun et en grand ».

Nous pouvons de nouveau établir ici un parallèle avec les artisans des villes. Certes, ils ont été le plus souvent plus vite ruinés encore que les paysans, mais il en reste toujours qui emploient non seulement des apprentis, mais encore des ouvriers ou qui font faire à leurs apprentis un travail d'ouvrier. Ceux des petits patrons qui veulent éternellement rester patrons peuvent bien aller chez les antisémites jusqu'à ce qu'ils soient arrivés à la conviction qu'il n'y a pas non plus pour eux de salut de ce côté-là. Les autres qui ont reconnu l'inévitabilité de leur disparition viennent à nos côtés, mais sont prêts aussi à partager à l'avenir le sort qui attend tous les autres ouvriers. Il n'en va pas autrement des paysans grands ou moyens. Il va de soi que leurs valets, leurs servantes et leurs journaliers nous intéressent plus qu'eux-mêmes. Si ces paysans nous demandent de leur garantir le maintien de leur exploitation, nous ne pouvons rien faire pour eux. Leur place est chez les antisémites, les ligues paysannes et autres partis de ce genre qui se font un plaisir de leur promettre tout ce qu'ils veulent sans rien tenir.

Au plan économique, nous avons la certitude que les paysans moyens ou grands succomberont inmanquablement à la concurrence que leur font les grands entrepreneurs capitalistes et les producteurs de blé bon marché d'outre-mer – comme en témoignent l'endettement croissant et le déclin évident de toute cette couche de paysans. Nous ne pouvons rien opposer à ce déclin, si ce n'est proposer la réunion des biens en entreprises coopératives qui élimineront de plus en plus le salariat. Celles-ci pourront progressivement introduire l'évolution en branches aux mêmes droits et aux mêmes devoirs de la *grande coopérative nationale de production* ²⁶⁸.

Sur l'importance décisive de la question paysanne, sur l'évolution des partis ouvriers du siècle dernier – et leur faillite ultérieure – cf. MARX-ENGELS, *la Social-démocratie allemande*, Ed. 10/18, 1975, chapitre *Violence et question paysanne*, p.301-339.

²⁶⁸ Certains contradicteurs de Marx lui ont opposé que ses thèses sur l'expropriation, la concentration et la centralisation croissante du capital étaient niées par la survie massive dans l'agriculture de la petite et moyenne propriété gérée par la famille, et la diminution du nombre de journaliers agricoles dans les pays développés. Or, la thèse de Marx est précisément inverse. Ces phénomènes ne se vérifient que dans l'industrie qui les contrecarre dans l'agriculture, car le secteur prédominant du capitalisme est la production industrielle qui ne pousse au progrès de l'agriculture que pour autant qu'il la dépouille de matières premières, de forces de travail, de moyens de subsistance, etc. Or, cela ne peut donner une solution à la question agraire ; l'agriculture elle-même, si elle profite des progrès techniques, ne le fait pas à sa manière mais est industrialisée, mécanisée, chimisée, amortie et autres barbarismes tout autres que linguistiques. Tant que le mercantilisme et l'argent domineront la société et régleront les échanges entre les secteurs de la production, le déséquilibre entre ville et campagne ne fera que s'exaspérer : même la nationalisation de la terre serait incapable de ré-

Si ces paysans admettent que la ruine de leur mode de production actuel est inévitable et s'ils en tirent les conséquences nécessaires, ils viendront vers nous, et ce sera à nous de leur faciliter – autant que cela nous sera possible – la transition au mode de production nouveau. Sinon, il faudra les abandonner à leur sort – et nous, nous devons nous adresser à leurs salariés qui entendront nos appels. Il est probable que là aussi nous pourrions éviter une expropriation par la voie brutale et, pour le reste, nous pouvons compter sur le développement économique pour ouvrir à la raison ces têtes un peu plus dures.

Les choses ne seront d'une simplicité parfaite qu'en ce qui concerne la *grande propriété foncière*. Il s'agit là d'une entreprise capitaliste sans fard, et il n'y a pas lieu d'avoir à son encontre des scrupules quelconques. Nous y trouvons une masse de prolétaires agricoles – ce qui rend très clair notre devoir. Dès que notre Parti tiendra les rênes du pouvoir, il aura tout bonnement à exproprier les grands propriétaires fonciers, tout comme les grands industriels. Que cette expropriation se fasse avec ou sans indemnité, c'est ce qui ne dépend pas tant de nous mais des conditions dans lesquelles nous parviendrons au pouvoir – et surtout de la position que prendront messieurs les grands propriétaires eux-mêmes. Nous ne considérons pas qu'une indemnité soit en toute occurrence inadmissible. Je ne sais combien de fois Marx m'a dit qu'à son avis nous résoudreions cette question à moindre frais si nous pouvions acheter toute cette bande ²⁶⁹ ! Mais cela ne nous intéresse pas ici.

soudre la question, car elle continuerait de laisser subsister la rente pour ne l'attribuer qu'à l'Etat. La nationalisation de la terre ne peut être appliquée, comme mesure de transition éphémère à l'échelle historique, que par le socialisme qui *fondra en un seul creuset tout l'appareil productif*, en détruisant l'éparpillement et l'autonomie des entreprises – ce qui est le seul moyen de socialiser toutes les branches de l'économie, d'abolir l'antagonisme entre le développement industriel et agricole. Dans un pays arriéré, les mesures de transition ne peuvent que se fixer ce but lointain, en s'efforçant de rendre par la nationalisation les évolutions contraires un peu moins antagoniques. Mais cela ne suffit pourtant pas à empêcher le drame du ciseau des prix avec la lutte de classes dans les campagnes.

En somme, le capitalisme explosera précisément parce que s'il parvient à faire progresser presque à l'infini les forces productives dans l'industrie, il n'arrive qu'à ruiner toujours davantage la terre et à nourrir plus mal l'ensemble de l'humanité. Et ce n'est pas la survie de la petite et moyenne propriété qui permet de pallier à ces maux – elles sont le témoignage vivant de cet échec.

²⁶⁹ Ainsi, indemniserions-nous avec plaisir messieurs les propriétaires fonciers et capitalistes pour leur propriété (patrimoine) de la terre et des moyens de production, sachant que le chiffre d'affaires réalisé avec ce « capital » est vingt fois supérieur en moins d'une génération. Mais c'est précisément pour cela qu'ils ne l'accepteront pas, ou qu'ils feront mine de le *vouloir* quand la révolution aura déjà pris le pouvoir en main par la violence. Le révolu-

Les grands domaines ainsi rendus à la collectivité devraient être remis aux ouvriers agricoles qui d'ores et déjà les cultivent : ils s'organiseraient en coopératives en vue de leur utilisation sous le contrôle de la collectivité. Nous n'avons pas encore à déterminer aujourd'hui les modalités précises sous lesquelles cela s'opérera.

En tout cas, la transformation de l'entreprise de capitaliste en sociale est ici entièrement préparée et peut être réalisée du jour au lendemain, exactement comme dans les fabriques de M. Krupp ou de M. de Stumm, par exemple. Or, l'exemple de ces coopératives agricoles démontrerait même aux derniers paysans parcellaires encore hésitants, et peut-être aussi à maints gros paysans, combien est avantageuse la grande exploitation coopérative.

Dans ce cas, nous pouvons donc faire entrevoir aux prolétaires agricoles une perspective au moins aussi brillante qu'à ceux de l'industrie. Et ce n'est donc qu'une question de temps – et même de temps très court – que de conquérir les ouvriers agricoles de la Prusse orientale. Or, quand nous aurons gagné les ouvriers agricoles de l'Est de l'Elbe, le vent tournera complètement dans toute l'Allemagne, puisque le demi servage de fait des ouvriers agricoles de l'Est de l'Elbe est le principal fondement du régime des hobereaux prussiens, et avec lui de l'hégémonie spécifique de la Prusse en Allemagne...

Voyons un peu les considérants du programme du Parti ouvrier français, et d'abord la phrase qui dit que la liberté des producteurs implique la possession des moyens de production ²⁷⁰. Disons tout de suite qu'il faut préciser que celle-ci

tionnaire le plus radical ne craint donc pas de faire la proposition suivante : « Vous autres bourgeois jouisseurs, allez donc dans une île de rêve avec vos lèche-culs (qui ne manquent pas) et vous ferez la fête à nos frais, jusqu'à ce qu'à l'instar des classes aristocratiques vous cessiez vous-mêmes de vous reproduire ! »

²⁷⁰ Cette dernière précision d'Engels permet d'éviter une erreur grave, mais hélas fort répandue, à savoir que chaque producteur devrait entrer en possession de ses propres moyens de production, dont la terre, ce qui nous ramènerait à la parcellarisation totale de la terre et à la revendication de tout le produit du travail à chaque travailleur, comme le voulaient Proudhon et Lassalle, en somme à l'égalitarisme diffus et propriétaire des anarchistes, soit au nivellement et non à l'abolition des classes. C'est ce qu'Engels précisait à Carlo Cafiero, le 28-07-1871 : « Il n'y a pas un homme au Conseil général de l'A.I.T. qui ne soit pas pour l'abolition des *classes sociales*, et il n'existe pas un seul document du Conseil général qui ne soit pas en accord avec cela. Nous devons nous affranchir des propriétaires fonciers et des capitalistes, en leur substituant les classes, alliées, des ouvriers de l'industrie et de l'agriculture et en les poussant à s'emparer de tous les moyens de production : terre, outillage, machines, matières premières et moyens leur permettant de subsister durant le temps

n'est possible que sous deux formes : ou bien comme propriété individuelle, mais cette forme n'a jamais ni nulle part été générale pour tous les producteurs et le progrès industriel la rend de plus en plus impossible ; ou bien comme propriété collective, dont les conditions matérielles et intellectuelles ont d'ores et déjà été créées par le développement même de la société capitaliste. C'est dire qu'il faut conquérir par la lutte la propriété COLLECTIVE des moyens de production en mettant en œuvre tous les moyens à la disposition du prolétariat.

Il faut donc revendiquer ici la possession collective des moyens de production comme seul but essentiel de notre lutte. Le terrain y est préparé non seulement dans l'industrie, mais encore dans l'agriculture. Le programme lui-même admet que la propriété individuelle ne s'est jamais ni nulle part étendue à tous les producteurs. C'est justement pour cette raison et parce qu'au surplus le progrès de l'industrie la fait disparaître que le socialisme n'a pas intérêt à la maintenir, mais à la voir disparaître. En effet, là où elle existe et dans la mesure où elle existe, elle rend la propriété commune impossible.

La possession des moyens de production par les producteurs isolés ne confère plus de nos jours à ceux-ci une véritable liberté. L'artisanat est déjà ruiné dans les villes ; dans les grands centres comme Londres, il a même déjà complètement disparu, remplacé par la grande industrie, le système du travail en commandite et les misérables parasites qui vivent de la banqueroute des autres. Le petit paysan qui cultive à son compte n'a ni la possession assurée de son lopin, ni la liberté. Tout comme sa maison, sa cour, ses quelques champs, il appartient à l'usurier ; son existence est moins assurée que celle du prolétaire salarié qui peut avoir par-ci par-là des journées de tranquillité, ce qui n'arrive jamais au paysan esclave des dettes. Supprimez l'article 2102 du Code civil sur les saisies, garantisiez par la loi une réserve insaisissable d'instruments aratoires, de bétail, etc., vous ne pourrez le garantir d'une situation où il sera contraint de vendre « librement » son bétail, de se vendre corps et âme à l'usurier et d'être content d'acheter ainsi un quart d'heure de grâce. Votre tentative de protéger le petit paysan dans sa propriété privée ne protège pas sa liberté, mais simplement la forme particulière de sa servitude ; elle prolonge une situation dans laquelle il ne peut ni vivre ni mourir. La référence du premier paragraphe [qui dit que « les producteurs ne sauraient être

nécessaire à la production. C'est ainsi que l'on doit abolir l'inégalité. Et pour mener cette œuvre à son terme, nous avons besoin du pouvoir politique du prolétariat ».

libres qu'autant qu'ils sont en possession des moyens de production »] de votre programme est donc ici tout à fait déplacée.

D'après l'exposé des motifs, le moyen de production, à savoir le sol, se trouverait actuellement en France possédé encore à titre individuel par les producteurs eux-mêmes dans bien des régions, et le rôle du socialisme ne serait pas de séparer la propriété du travail, mais au contraire de réunir dans les mêmes mains ces deux facteurs de toute production.

Nous avons déjà fait remarquer que, sous cet aspect général, ce n'est aucunement le rôle du socialisme ; bien au contraire, sa tâche consiste à remettre les moyens de production aux producteurs *à titre collectif*. Si nous perdons cela de vue, la formule selon laquelle le socialisme ne doit pas séparer la propriété du travail nous conduit à l'erreur suivante : croire que le socialisme est appelé à transformer l'actuelle propriété illusoire du petit paysan en propriété véritable, c'est-à-dire à transformer le petit métayer en un propriétaire et le propriétaire endetté en un propriétaire désendetté. Ce n'est pas du tout de cette façon que le socialisme est intéressé à ce que la fausse apparence de la propriété paysanne disparaisse...

Comme il est facile et agréable de se laisser aller dès que l'on s'est mis soi-même sur une pente glissante ! Or, si les paysans allemands grands et moyens venaient prier les socialistes français d'intercéder en leur faveur auprès du Comité directeur du Parti socialiste allemand pour que le parti les protège lorsqu'ils exploitent leurs journaliers et leurs domestiques, en invoquant « l'exploitation dont ils sont eux-mêmes victimes » de la part des usuriers, des percepteurs, des spéculateurs en blé et des marchands de bestiaux – que leur répondraient-ils ? Et qui empêchera que nos grands propriétaires fonciers ne leur envoie aussi le comte Kanitz ²⁷¹ (lequel d'ailleurs a déposé un projet analogue au leur, tendant à la nationalisation de l'importation des céréales) pour leur demander que les socialistes les protègent quand ils exploitent les ouvriers agricoles, en se fondant sur « l'exploitation dont ils sont eux-mêmes victimes » de la part des spéculateurs de la Bourse, de la rente ou des céréales ?...

²⁷¹ Représentant des grands propriétaires fonciers au Reichstag.

Je nie carrément que le Parti ouvrier d'un quelconque pays doive admettre dans ses rangs, outre les prolétaires ruraux et les petits agriculteurs, les paysans gros ou moyens ou encore les fermiers des grands domaines, les éleveurs de bétails et les autres capitalistes qui font valoir le sol national. J'admets que tous, ils considèrent la féodalité terrienne comme leur ennemi commun, que nous soyons en accord avec eux dans certaines questions, que nous combattons à leurs côtés pendant un certain temps pour des buts définis. Cependant, si nous pouvons admettre dans notre Parti des individus de toute classe de la société, nous ne pouvons tolérer des GROUPES D'INTERETS capitalistes, pas plus moyens paysans que moyens bourgeois ²⁷².

Les *ouvriers agricoles salariés* forment la classe la plus nombreuse partout dans les campagnes où la grande et moyenne propriété foncière prédomine ²⁷³. Il en est ainsi dans toute l'Allemagne du Nord et de l'Est – et c'est là que les *ouvriers industriels des villes trouvent leur allié naturel le plus nombreux*. Le grand propriétaire foncier ou le grand fermier a les mêmes rapports avec l'ouvrier agricole que le capitaliste avec l'ouvrier industriel. Les mêmes mesures qui aident l'un doivent aider l'autre. Les ouvriers industriels ne peuvent s'émanciper qu'en transformant le capital des bourgeois – c'est-à-dire les matières premières, les machines et les outils, les moyens de subsistance, indispensables à la production – en propriété de la société, soit en leur propriété utilisée par eux en commun. De même les ouvriers agricoles ne peuvent être délivrés de leur abominable misère que si, avant tout, l'objet principal de leur travail – la terre – est arrachée à la pro-

²⁷² Le Parti ouvrier, anticipant l'évolution vers le communisme qui correspond à l'intérêt de tout homme et qui *peut* donc être l'aspiration de l'homme de n'importe quelle classe, peut accueillir dans ses rangs des transfuges de toute classe dès lors qu'ils veulent lutter pour réaliser le but communiste. En revanche, le Parti ne peut accepter d'admettre des groupes d'individus représentant des intérêts économiques séparés, particuliers, qui impliquent la propriété de groupes, d'entreprises ou d'associations de producteurs privant le reste de l'humanité de l'accès à l'objet de cette propriété.

Engels ne sous-estime pas les difficultés que pose l'afflux de petits paysans dans le parti prolétarien : « Leur adhésion est la preuve que le prolétariat est devenu en fait la classe dirigeante. Mais, comme ils viennent avec des idées et des vœux petit-bourgeois et paysans, il ne faut pas oublier que le prolétariat compromettrait inconsidérément son rôle de direction historique s'il faisait des concessions à ces idées et vœux » (Engels à Bebel, 24-11-1879).

²⁷³ Cf. Engels, *Préface* à la seconde édition de *la Guerre des Paysans* (1874), in *Werke*, t. 16, p.399-400.

priété privée des grands paysans et des seigneurs féodaux plus gros encore, pour être transformée en propriété sociale et cultivée en compte commun par les coopératives d'ouvriers agricoles. Et nous retrouvons ici la célèbre résolution du congrès ouvrier international de Bâle ²⁷⁴ qui proclame que la société a intérêt à transformer la propriété foncière en propriété collective, nationale. Cette résolution a été prise surtout pour les pays où existe la grande propriété foncière et, partant, l'exploitation de vastes domaines avec un seul maître et de nombreux salariés. Or, cette situation prédomine toujours dans l'ensemble en Allemagne – et c'est pourquoi la résolution en question était *particulièrement appropriée pour l'Allemagne*, outre l'Angleterre ²⁷⁵.

Le prolétariat des champs, les salariés agricoles constituent la classe où se recrutent, dans leur grande masse, les armées des souverains. C'est la classe qui, en vertu du suffrage universel, envoie maintenant au Parlement toute cette foule de féodaux et de hobereaux; mais c'est aussi la classe qui est la plus proche des ou-

²⁷⁴ Les délégués du Conseil général dirigé par Marx firent approuver au Congrès de Bâle du 10 septembre 1869 la résolution suivante relative à la propriété foncière :

« 1. La société a le *droit d'abolir* la propriété privée du sol et de la convertir en propriété collective ;
2. C'est une *nécessité* d'abolir la propriété privée du sol et de la convertir en propriété collective. »

Le mot même de *propriété* ne se conçoit qu'avec l'épithète *privée*, et peu importe aux communistes ou collectivistes que cette propriété privée soit de personnes, de groupes ou de classe, etc. puisque ce caractère privatif exclut tout le reste de l'humanité du droit de disposer de cet objet de propriété, sinon en donnant quelque chose en échange – ce qui réintroduit le mercantilisme. Pour la propriété de la terre, la chose est plus évidente du fait que sa caractéristique est la *clôture* qui cerne le domaine (mot qui donne aussi bien domo, la maison, que domination) qu'on ne traverse pas sans le consentement du propriétaire. En somme, propriété privée signifie que le non-propriétaire est privé de la faculté d'y entrer. Or, toute la démonstration de Marx-Engels dans les textes reproduits ci-dessus est précisément de mettre en lumière la thèse communiste suivante : quel que soit le sujet du droit de propriété, personne privée ou personne morale collective, le caractère de *privation* survit pour tous les autres humains.

Toute la difficulté pour ce qui concerne les mesures de transition vers le socialisme, c'est-à-dire l'abolition de toute propriété (privée), c'est de bien saisir que l'on n'y parvient qu'en haussant la propriété privée des personnes à un niveau d'entités sociales (État, nation, etc.) pour aboutir à son abolition finale dans le communisme supérieur. Toutes ces formes de propriété supérieures aux précédentes ne sont après tout que des points de passage, l'important étant dans le mouvement et non dans ces points fixes.

²⁷⁵ Pour ce qui concerne la France où la petite propriété parcellaire du sol prévalait alors encore largement, Engels avait proposé des mesures de transition concrètes : cf. supra, extraits de la *Question paysanne en France et en Allemagne*.

vriers industriels des villes, qui partage avec eux les mêmes conditions d'existence, qui est dans une misère plus profonde même que la leur. Cette classe est impuissante parce qu'elle est émiettée et dispersée; mais le gouvernement et l'aristocratie en connaissent si bien la force cachée qu'ils laissent à dessein dépérir les écoles afin qu'elle reste ignorante ²⁷⁶. La tâche la plus urgente et la première du mouvement ouvrier allemand est de rendre cette classe vivante et de l'entraîner dans le mouvement. Le jour où la masse des ouvriers agricoles aura compris ses propres intérêts, un gouvernement réactionnaire, féodal, bureaucratique, ou bourgeois sera impossible en Allemagne.

²⁷⁶ Cette vieille ficelle, bien connue des classes dominantes d'hier et d'aujourd'hui, est pour le moins à courte vue et double tranchant. On peut lire dans un texte de 1921 du Parti communiste d'Italie sur *la Question agraire*, à propos de ces prolétaires agricoles : « Leurs conditions de vie loin des grands centres les ont rendus moins perméables à la culture que les masses urbaines; or, c'est justement ce qui les rend plus combattifs et plus enthousiastes dans les actions de classe, et certaines formes de dégénérescence qui frappent, dans ces grands centres, le système du salariat, les ont moins atteints. Rien n'entache leur figure modèle de soldats de l'avant-garde révolutionnaire». Cf. *La Question agraire*, série d'articles parus en juin-juillet 1921 dans *Il Comunista* de Milan. Trad. fr. in *le Fil du Temps* n° 2, p. 67-73.

III. TRANSITION ÉCONOMIQUE À LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

2. Vers l'abolition des classes

Éloge funèbre du capitalisme

[Retour à la table des matières](#)

Ce qui est de la plus-value pour le capital est, pour l'ouvrier, du surtravail au-delà de ses besoins immédiats, nécessaires à le faire vivre en tant qu'ouvrier. Le grand rôle historique du capital est de *produire ce surtravail*, temps superflu du point de vue de la simple valeur d'usage, de la simple subsistance ²⁷⁷.

Le capital a accompli sa fonction historique lorsque, d'une part, les besoins sont assez développés pour que le surtravail, en sus de ce qui est nécessaire, soit devenu lui-même un besoin général et découle des besoins de l'individu lui-même ; et d'autre part, que le zèle au travail, imposé par la sévère discipline du capital aux générations successives, soit devenu le bien commun de l'humanité nouvelle²⁷⁸ ; enfin, que les forces productives du travail, dont le capital accélère le progrès à coups de fouet dans sa frénésie d'enrichissement sans limite et dans les conditions qu'il pouvait seul réaliser, soient développées au point que la ri-

²⁷⁷ Cf. MARX, *Grundrisse*, Ed. 10/18, tome 2, p.108-109.

²⁷⁸ En somme, le procès de socialisation de l'homme qui commence avec le capitalisme, une fois dissous les rapports de production parcellaires où l'individu est libre, égal et autonome, est essentiellement discipliné par la dictature de classe. Ici aussi, Marx reconnaît les mérites historiques du capital bien qu'il dénonce l'aggravation de l'exploitation du producteur, du fait qu'une classe vit aux dépens du travail de l'autre.

La société communiste implique un degré élevé de maîtrise de l'homme par lui-même, puisqu'il remplacera la dictature de l'argent et des besoins urgents nés de l'absence de réserves, qui pousse le pauvre à se soumettre lui-même aux conditions autoritaires du capital, par la libre association des producteurs qui devront donc faire preuve d'un sens social élevé, développé d'ailleurs au cours des épreuves de la transition au socialisme.

chasse générale exige : 1/ que la société tout entière se fixe un temps de travail moindre ; 2/ que l'humanité travailleuse ait instauré un procès scientifique en vue de sa reproduction sans cesse croissante, dans une plénitude toujours plus grande. Autrement dit : l'homme ne fera plus les travaux que les machines, etc. peuvent faire à sa place.

Le capital et le travail ont un rapport semblable à celui de l'argent et de la marchandise : l'un est la forme générale de la richesse, l'autre est uniquement la substance pourvoyant à la consommation immédiate. Dans sa course éperdue à la forme générale de la richesse, le capital pousse le travail au-delà des limites de ses besoins naturels et crée de la sorte les éléments matériels pour le développement d'une individualité riche, aussi universelle dans sa production que dans sa consommation, et dont le travail n'apparaît plus comme travail, mais comme plein développement de l'activité : sous sa forme immédiate, la nécessité naturelle y a disparu, parce qu'à la place du besoin naturel a surgi le besoin produit historiquement. C'est pourquoi, le *capital est productif*, autrement dit, il est *un rapport essentiel au développement des forces productives sociales*. Mais il cesse de l'être à partir du moment où le développement de ces forces productives trouve une barrière dans le capital lui-même ²⁷⁹.

²⁷⁹ Ce passage tire les conclusions de la victoire écrasante du capital fixe sur le travail vivant. Désormais le monstre froid a éliminé la base économique de toutes les classes. Tout le progrès antérieur est condensé dans l'anonyme et impersonnel capital fixe qu'il s'agit de dissoudre afin que l'homme reconquière les résultats technologiques des générations passées.

Le moyen en est simple : il faut détruire le mercantilisme qui organise le capital sur la base de l'entreprise autonome qui exploite à son profit le travail du passé et du présent sur la base d'une division du travail surannée et aux dépens des forces productives vivantes. Du même coup s'effondre tout le réseau aliéné des entreprises privées qui enserme le capital fixe, cependant que le travail vivant, émancipé par la conquête du pouvoir politique, retrouve libre accès et initiative dans le procès de travail désormais universalisé au profit de l'épanouissement de l'homme.

Vers l'élimination du travail salarié

Dans la mesure où la période de rotation est déterminée par la longueur de la période de travail, elle est déterminée – toutes choses égales d'ailleurs – par la nature matérielle du procès de production : elle ne l'est donc pas par le caractère social spécifique de celui-ci. ²⁸⁰ Cependant, en système de production capitaliste, des opérations assez étendues et d'assez longue durée entraînent des avances de capital-argent plus importantes, pour un temps plus long. Dans de telles sphères la production dépend donc des limites dans lesquelles le capitaliste individuel dispose de capital-argent. Cette barrière est enfoncée grâce au crédit et au système d'association qui va de pair avec lui, par exemple les sociétés par actions. Des perturbations sur le marché de l'argent paralyseront en conséquence de telles affaires, tandis que de leur côté celles-ci provoqueront à leur tour des perturbations sur le marché de l'argent.

Sur la base d'une production socialisée, il y a lieu de déterminer à quelle échelle ces opérations, qui pour un temps assez long prélèvent force de travail et moyens de production sans fournir pendant ce temps d'effet utile sous forme de produit, pourront être exécutées sans nuire aux branches de production qui ne se bornent pas, d'une façon continue ou plusieurs fois par an, à prélever de la force de travail et des moyens de production, mais fournissent aussi des subsistances et des moyens de production.

Tant dans la production socialisée que dans la production capitaliste, les ouvriers des secteurs à périodes de travail relativement courtes ne prélèveront des produits, sans fournir d'autres produits en retour, que pour des temps relativement courts ; par contre, dans les branches à longue période de travail, ils prélèveront continuellement des produits pour un temps assez long, avant de restituer quelque chose. Ce fait découle des conditions matérielles de chaque procès de travail, et non de la forme sociale de celui-ci. Dans la production socialisée, le capital monétaire est éliminé. La société elle-même répartira alors la force de travail et les

²⁸⁰ Cf. MARX, *le Capital* II, in *Werke*, t. 24, p.357-358.

moyens de production entre les diverses branches d'activité ²⁸¹. Les producteurs pourraient, le cas échéant, recevoir des bons leur permettant de prélever sur les réserves de consommation de la société des quantités correspondant à leur temps de travail. Mais ces bons ne seraient pas de l'argent, puisqu'ils ne circulent pas ²⁸².

Supposons d'abord que l'on réduise le salaire à son fondement général, à savoir à la fraction du propre produit du travail qui entre dans la consommation in-

²⁸¹ C'est du mécanisme même de la production socialisée que Marx tire maintenant ses déductions sur l'abolition progressive du salariat et donc de la classe prolétarienne elle-même. Le pouvoir étant entre les mains du prolétariat dans un pays développé, toute la production va à la collectivité : les bons de travail valables pour très peu de temps correspondent aux besoins courants du travailleur, tandis que la société transfère les richesses, moyens de production, matières premières, etc. vers les diverses branches d'industrie sans plus tenir compte de leur valeur d'échange monétaire.

Avec l'élimination de l'argent, ont pris fin les rapports de production à l'échelle sociale qui engendraient les classes des bourgeois industriels et financiers, des propriétaires fonciers et des petits bourgeois : tout le monde est obligé de travailler productivement pour vivre. Dès lors, le travail lui-même est en partie émancipé, la *valeur-travail* étant d'emblée remplacée DANS LA PRODUCTION par le *travail-utilité*. En effet, même si un article n'est pas rentable au sens où l'entend le capital – avec sa frénésie des coûts de production les plus bas possibles qui le pousse à remplacer la laine, trop chère, par du coton, puis du nylon, etc. – il sera produit si les forces productives le permettent, même s'il faut plus de travail pour le produire : il est utile. Les bons de travail ne sont plus de l'argent : le principe d'équivalence qui y prévaut s'effectue dans la distribution et la consommation limitée aux besoins personnels du travailleur. Son abolition est déjà en bonne voie : elle est irréversible. Sa raison d'être est que les forces productives ne créent pas encore assez d'abondance et qu'il faut contingerer encore un dernier secteur économique. Un simple développement de la production en aura donc raison.

²⁸² Les bons de travail ne rémunèrent plus que les travailleurs individuels dans le secteur des produits finis de la *consommation* directe. Déjà une grande partie des besoins humains est couverte sans égard à la contribution au travail (subsistance des vieux, des enfants, des malades, soins de santé, école, transports en commun, etc.) et cette sphère de la consommation gratuite s'élargit sans cesse à des articles nouveaux, réduisant de plus en plus la sphère d'emploi des bons de travail eux-mêmes.

Or, dès que la société détermine la production selon les besoins et les utilités, d'abord les plus fondamentaux et les plus universels, puis de plus en plus subtils et tournés vers l'épanouissement de l'homme, cette production elle-même peut être planifiée rigoureusement, sans que des articles fondamentaux soient négligés ni que le luxe et le clinquant passent au premier plan parce qu'ils vont aux classes dont les revenus sont les plus élevés. Le consommateur ne déterminera plus d'après ses caprices ou sa fantaisie les produits dont il a besoin : la valeur d'usage lui sera attribuée dans les conditions les meilleures – et il s'occupera de choses plus graves. Le grand résultat de l'abolition de la monnaie, avec l'assignation des produits utiles dans un premier temps, est que la société n'a plus à passer par l'intermédiaire arbitraire de l'argent et de son corollaire le marché « libre » (pour les privilégiés) : elle est dès lors en mesure de faire un plan de production en fonction des utilités qu'elle est en mesure de produire.

dividuelle de l'ouvrier ²⁸³. On débarrassera d'abord cette part de ses entraves capitalistes pour l'étendre au volume de la consommation permis, d'un côté par les forces productives existantes d'une société (c'est-à-dire la force productive sociale de son propre travail en tant que travail véritablement social), et exigé, de l'autre, par le plein épanouissement de l'individu ; ensuite, on ramènera le surtravail et le surproduit à la quantité exigée, dans les conditions données de la production de la société, d'une part pour constituer un fonds d'assurance et de réserve, d'autre part pour étendre continuellement la reproduction selon le degré déterminé par les besoins sociaux ; et enfin, on englobera, premièrement dans le travail nécessaire et deuxièmement dans le surtravail, la quantité de travail que les membres valides de la société doivent, en toute occurrence, accomplir pour les membres qui ne peuvent pas encore ou ne peuvent plus travailler – bref, on dépouillera le salaire aussi bien que la plus-value, le travail nécessaire aussi bien que le surtravail, de leur caractère spécifiquement capitaliste, de sorte que ces formes disparaîtront du même coup et qu'il ne subsistera plus que leurs fondements communs à tous les modes sociaux de production : le travail.

²⁸³ Cf. MARX, *le Capital* III, section VII, chapitre 50, in *Werke*, t. 25, p.883.

Ce passage est remarquable, parce qu'il condense en quelques points le mode économique pour abolir les classes, en deux temps : 1/ ramener tous les revenus à celui du travail, en supprimant donc le profit, la rente, etc. et les classes qui en vivent ; 2/ dépouiller le travail de son caractère salarial, en entamant de la sorte l'abolition du prolétariat lui-même.

Extrait des longues et minutieuses études économiques du *Capital*, il révèle de manière éclatante l'intention de Marx : en tirer le programme de transition à la société communiste – et de fait, cette page représente la synthèse de son exposé de la *Critique du Programme de Gotha*.

III. TRANSITION ÉCONOMIQUE À LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

3. Critique du programme de Gotha

Stades du communisme inférieur et supérieur

I 284

1. « *Le travail est la source de toute richesse et de toute culture, et comme le travail utile n'est possible que dans et par la société, le fruit du travail appartient intégralement, en vertu d'un droit égal, à tous les membres de la société* ».

PREMIERE PARTIE DU PARAGRAPHE : « *Le travail est la source de toute richesse et de toute culture* ».

Le travail *n'est pas la source* de toute richesse. La nature est tout autant la source des valeurs d'usage (et c'est bien de cela qu'est constituée la richesse matérielle !) que le travail, qui n'est d'ailleurs que l'expression d'une force naturelle – de la force de travail humaine.

La phrase ci-dessus se trouve dans tous les abécédaires, et elle n'est correcte qu'à condition d'*entendre* que le travail opère en liaison étroite avec ses objets et ses moyens. Toutefois, un programme socialiste ne saurait permettre à cette phraséologie bourgeoise de passer sous silence les conditions qui, seules, peuvent lui

284 Cf. MARX, Gloses marginales au Programme du Parti ouvrier allemand, 1875, in Werke, t. 19, p.15-32.

Dans ce texte, Marx part des thèses erronées des partisans de Lassalle pour leur opposer la vision communiste du socialisme scientifique. En dépit de son caractère polémique, qui complique un peu l'exposé du passage au stade supérieur du communisme, le lecteur suivra le fil du raisonnement. Cette manière de procéder en *niant pour définir* permet de distinguer la position de Marx de toutes les falsifications ou banalisations qui ont cours depuis un siècle et n'ont fait que s'aggraver.

donner un sens. Ce n'est que pour autant que l'homme se conduit d'emblée en propriétaire vis-à-vis de la nature, cette source première de tous les moyens et matériaux de travail, et la traite comme lui appartenant que son travail devient source de valeurs d'usage, donc aussi de la richesse²⁸⁵. Les bourgeois ont de bonnes raisons pour attribuer au travail cette *puissance de création surnaturelle* ; car c'est précisément quand le travail est soumis aux exigences de la nature que l'homme dépouillé de toute autre propriété que sa force de travail sera nécessairement, dans toutes les sociétés et civilisations, l'esclave d'autres hommes qui se sont rendus *propriétaires des conditions objectives du travail*. Il ne peut travailler - et vivre par conséquent - qu'avec leur permission.

Maintenant, si nous prenons la phrase telle quelle, ou plutôt boiteuse comme elle est, on devrait normalement en attendre la conclusion suivante:

« Comme le travail est la source de toute richesse, personne dans la société ne peut s'approprier une richesse qui ne soit un produit du travail. Si donc il ne travaille pas lui-même, il vit du travail d'autrui et, sa culture, il se l'approprie aux dépens du travail d'autrui ».

Au lieu de cela, à la première phrase on en ajoute une seconde au moyen de la copulative : « et comme », et c'est d'elle – et non de l'autre – qu'on tire la conclusion.

DEUXIÈME PARTIE DU PARAGRAPHE: « *Le travail utile n'est possible que dans et par la société* ».

²⁸⁵ Ce que désigne le terme bourgeois de *richesse* est un ensemble d'objets d'usage, de choses utiles à la consommation et à la vie de l'homme. La nature en produit également sans intervention de travail humain : l'une comme l'autre sera, dans le communisme, une *force naturelle*. La source des biens n'est, aujourd'hui, ni Dieu, ni la puissance créatrice des génies !

Il serait faux de laisser croire que si les partisans du capitalisme sont des fétichistes du capital, nous nous réduirions à nous faire les apôtres du fétiche travail. L'essentiel, dit Marx, est toujours de poser le rapport social tel qu'il se présente dans l'actuelle société capitaliste. Ravalez alors, en laissant finalement tomber les *vérités universelles*, le stupide couplet : « le travail est source de toute richesse et civilisation », et apprenez par cœur les thèses *irréfutables*. La première : « Dans la mesure où le travail se développe socialement et devient ainsi source de richesse et de civilisation, se développent *pauvreté et désolation* du côté des travailleurs ; *richesse et civilisation* du côté de ceux qui ne travaillent pas ».

Respirez et apprenez la seconde : « C'est dans la société capitaliste moderne que sont finalement données les conditions *qui permettent et obligent les travailleurs à briser cette malédiction sociale* ».

D'après la première phrase, le travail était la source de toute richesse et de toute culture, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de société sans travail. Et voilà qu'on nous dit au contraire qu'aucun travail « utile » n'est pas possible sans la société.

On aurait pu dire, tout aussi bien, que c'est dans la société seulement que le travail inutile, voire socialement nuisible, peut devenir une branche d'industrie, que c'est dans la société seulement que l'on peut vivre de l'oisiveté – en un mot, on aurait pu recopier tout J.-J. Rousseau.

Mais qu'est-ce qu'un travail « utile » ? Ce ne peut être que le travail qui produit l'effet utile recherché. Un sauvage - et l'homme est un sauvage dès qu'il a cessé d'être un singe - qui abat une bête avec une pierre, qui récolte des fruits, etc. accomplit un travail « utile ».

TROISIÈMEMENT ET CONCLUSION : « *Et comme le travail UTILE n'est possible que dans et par la société, le fruit du travail appartient intégralement, en vertu d'un droit égal, à tous les membres de la société* ».

Belle conclusion ! Si le travail utile n'est possible que dans et par la société, le fruit du travail appartient à la société, et il ne revient rien de plus au travailleur individuel que ce qui n'est pas indispensable au maintien de la société, « condition » même du travail.

En fait, cette proposition a chaque fois été défendue par les champions *de l'ordre social établi*. Viennent d'abord les prétentions du gouvernement et de ses appendices, car le gouvernement est l'organe social qui maintient l'ordre social; viennent ensuite les prétentions des diverses sortes de propriété privée, qui sont les fondements de la société, etc. On le voit, on peut tourner et retourner ces phrases creuses comme on veut ²⁸⁶.

La première et la seconde partie ont un lien logique à condition que l'on dise :

²⁸⁶ Non seulement le socialisme abolira la liberté de pouvoir disposer du fruit de son propre travail, mais il devra le faire car, dans la mesure où cette liberté existerait, l'espèce humaine – avec le nombre d'ores et déjà atteint, avec l'actuel niveau de ses exigences, même strictement physiques – ne pourrait pas survivre.

C'est là que se trouve la profonde divergence entre la conception de Marx et les banalités de Proudhon, de Lassalle et de tant d'autres qui appellent socialisme la conquête par le travailleur du fruit de son propre travail, alors que – si l'on nous passe la formulation paradoxale – le socialisme consiste en la *perte* de celui-ci.

« Le travail n'est la source de la richesse et de la culture que s'il est un travail social », ou - ce qui est la même chose - « dans et par la société ».

Cette proposition est incontestablement correcte, car le travail isolé (en supposant réalisées ses conditions matérielles), s'il peut créer des valeurs d'usage, ne saurait créer ni richesse ni culture.

Mais cette autre proposition est non moins incontestable:

« À mesure que le travail devient social et, par suite, source de richesse et de culture, se développent pauvreté et dénuement chez les travailleurs, et richesse et culture chez les non-travailleurs ».

Telle est la loi de toute l'histoire jusqu'à nos jours. Au lieu d'écrire des lieux communs sur *le* « travail » et *la* « société », il eut mieux valu démontrer avec précision comment, dans l'actuelle société capitaliste, les conditions matérielles, etc. ont été enfin créées, qui mettent les ouvriers en état de briser cette malédiction sociale et les obligent à le faire.

Mais, en fait, tout ce paragraphe, aussi manqué au point de vue du style que du fond, n'est là que pour que l'on puisse inscrire bien en vue sur le drapeau du Parti, comme mot d'ordre, la formule de Lassalle du « produit intégral du travail ». Je reviendrai plus loin sur le « produit du travail », le « droit égal », etc., puisque tout cela revient encore sous une forme à peine différente ²⁸⁷.

2. « *Dans la société actuelle, les moyens de travail sont le monopole de la classe des capitalistes. La dépendance qui en résulte pour la classe ouvrière est la cause de la misère et de la servitude sous toutes ses formes* ».

Cette thèse, empruntée aux statuts de l'Internationale, est fautive sous cette forme « améliorée ».

²⁸⁷ La doctrine marxiste ne s'inscrit pas dans le « droit », c'est la théorie du droit qui s'inscrit en elle et n'en forme qu'un simple chapitre. Si toutefois il fallait donner une formule juridique de l'économie socialiste, elle devrait se libeller comme suit : la société est immédiatement propriétaire de tout produit du travail fourni par chacun de ses composants, qui n'a aucun droit sur ce qu'il a produit.

Mais, si l'on voulait rendre cette formule dans sa vérité simple et nue, on la mettrait dans cette équation : *jouissance gratuite et perpétuelle égale pleine propriété*.

Dans la société actuelle, les moyens de travail sont le monopole des propriétaires fonciers (le monopole de la propriété foncière est même la base du monopole du capital) et des capitalistes. Les statuts de l'Internationale, dans la phrase en question, ne nomment ni l'une ni l'autre classe de monopoleurs. Ils parlent de « *monopole des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie* ». L'addition de « sources de la vie » montre assez clairement que la terre est comprise dans les moyens de travail.

On a introduit cette rectification parce que Lassalle, pour des raisons aujourd'hui connues, attaquait *uniquement* la classe capitaliste, et non les propriétaires fonciers. En Angleterre, le plus souvent, le capitaliste n'est même pas le propriétaire du sol sur lequel est édiflée sa fabrique.

3. « *L'émancipation du travail exige que les instruments du travail soient élevés à la propriété commune de la société et que tout le travail soit réglementé au moyen de coopératives avec partage équitable des fruits du travail* ».

« Élever les instruments de travail à la propriété commune », c'est ce que doit signifier sans doute leur « transformation en propriété commune » ? Enfin, passons.

Qu'est-ce que l'on entend par « fruit du travail » ? Le produit créé par le travail ou sa valeur ? Et dans cette dernière hypothèse, la valeur totale du produit ou seulement la fraction de valeur que le travail a nouvellement ajoutée à celle des moyens de production consommés ?

Le « fruit du travail » est une notion vague qui tenait lieu, chez Lassalle, de conception économique bien établie.

Qu'est-ce qu'une « distribution équitable » ?

Les bourgeois ne prétendent-ils pas que la distribution actuelle est « équitable » ? Et, en effet, n'est-elle pas la seule distribution « équitable » sur la base du mode de production actuel ? Les rapports économiques sont-ils réglés par des concepts juridiques ou, à l'inverse, les rapports juridiques ne découlent-ils pas des rapports économiques ? Les socialistes sectaires n'ont-ils pas, eux aussi, les conceptions les plus diverses sur cette distribution « équitable » ?

Pour savoir ce qu'il faut entendre, en l'occurrence, par l'expression « distribution équitable », nous devons comparer le premier paragraphe avec celui-ci. On préconise au paragraphe 3 une société où « les instruments de travail sont propriété commune et où tout le travail est réglementé par le moyen de coopératives », alors que le premier paragraphe nous donne à entendre que le « fruit du travail appartient intégralement, en vertu d'un droit égal, à tous les membres de la société ».

« À tous les membres de la société » ? Même à ceux qui ne travaillent pas ? Que devient alors « le fruit intégral du travail » ? – Aux seuls membres de la communauté qui travaillent ? Que devient alors le « droit égal » pour tous les membres de la société ?

Mais, « tous les membres de la société » et « droit égal » ne sont manifestement que de simples phrases, dont voici le vrai sens : dans cette société communiste, chaque travailleur doit recevoir le « fruit intégral de son travail » à la mode de Lassalle.

Si nous prenons d'abord les mots « fruits du travail » au sens de « produit du travail », le fruit du travail coopératif est alors tout le *produit de la société*.

Or, il faut en retrancher :

Premièrement : un fonds destiné au remplacement des moyens de production usés.

Deuxièmement : une fraction supplémentaire pour accroître la production.

Troisièmement : un fonds de réserve ou d'assurance contre les accidents, les perturbations dues aux phénomènes naturels, etc.

Ces déductions sur le « fruit intégral du travail » sont une nécessité économique ; leur volume se détermine en fonction des moyens et des forces existants, et partiellement d'après le calcul des probabilités – mais en aucune façon sur la base de l'équité ²⁸⁸.

²⁸⁸ Aux brillantes formules du *Manifeste* sur le travail vivant et le travail mort, il faut ajouter celle de « travail à naître ». Le capitalisme est la forme où quelques détenteurs de travail mort (capital constant) disposent du *travail vivant* (capital variable), et fixent arbitrairement les *conditions de son emploi*, en prélevant une part en vue des investissements pour « conserver et accroître le travail mort » et « assurer le travail à naître ». Or, le mode de production socialiste devra satisfaire aussi à cette double exigence.

Reste l'autre partie du produit total, celle qui est destinée à la consommation.

Avant de procéder à sa répartition entre les individus, il faut encore en déduire :

Premièrement : les frais généraux d'administration qui sont indépendants de la production.

D'emblée, cette fraction se trouvera considérablement réduite par rapport à la société actuelle ; et elle diminuera à mesure que se développera la société nouvelle ²⁸⁹.

Deuxièmement : le fonds destiné à la satisfaction collective des besoins, tels qu'écoles, hygiène publique, etc.

D'emblée, cette fraction augmentera considérablement en comparaison de ce qu'elle est dans la société actuelle, et elle s'accroîtra à mesure que se développera la société nouvelle ²⁹⁰.

En premier lieu, il faudra soustraire ce qu'il faut pour reconstituer ou remplacer le moyen de production consommé : *dette payée au « travail mort »*. Les installations, outillages innombrables gratuits, issus des efforts et trouvailles inventives « de tous les morts » qui nous permettent d'économiser autant de travail qu'ils renferment, à égalité de produit et de consommation. Ils s'usent, et doivent être conservés en étant rénovés : les économistes classiques, aussi lugubres que nous, définissent cela comme dépense d'amortissement.

En second lieu, la part qu'il faut ajouter pour élargir la production. C'est là une *dette envers « le travail de demain »*. Non seulement le nombre des hommes, donc des travailleurs, augmente continuellement, mais les ressources nouvelles forment des besoins nouveaux. En temps et langue capitalistes, cela s'appelle dédier une partie des revenus à des investissements croissants du capital, à l'achat de nouveaux biens instrumentaux. La mesure de la part de la société sera prise même en temps socialistes – toujours à charge du travail actuel.

En troisième lieu : fonds de réserve et d'assurance contre les catastrophes, dommages pour événements naturels, etc. C'est une *dette du travail vivant à l'égard du « travail vivant »* - et l'économiste courant l'appelle *prime* contre les *risques*.

Marx évoque ensuite les dépenses « publiques » d'aujourd'hui : administration générale, assistance à ceux qui sont hors d'état de travailler ; en somme, tout ce qu'on fait aujourd'hui avec les impôts, les taxes et autres charges et retenues.

Une fois tout cela déduit, il reste au travailleur ce dont il aura besoin pour ses consommations personnelles et on le prélèvera sur le fonds social (et nous en arrivons avec ceci au fameux passage sur les deux stades du socialisme) – d'abord en mesure du temps de travail fourni, puis à son gré (plaisir). Mais arrêtons-nous ici.

²⁸⁹ Cette part diminuera en fonction de l'élimination du gaspillage dû notamment aux activités et frais des superstructures de l'Etat, etc. qui absorbent au moins la moitié des forces productives des sociétés développées actuelles. En d'autres termes, l'Etat s'éteindra progressivement.

²⁹⁰ Cette part croissante est destinée à la collectivisation des besoins humains – et non comme aujourd'hui à leur privatisation – en vue de permettre le plein développement de l'individu.

Troisièmement : le fonds destiné à ceux qui sont dans l'incapacité de travailler, etc., bref pour ce qu'on appelle aujourd'hui, dans le langage officiel, l'assistance publique ²⁹¹.

A présent, et à présent seulement, nous arrivons à la seule « distribution » envisagée d'une manière bornée dans ce programme d'inspiration lassalléenne, à savoir la fraction des moyens de consommation distribuée entre les producteurs individuels de la société coopérative.

Insensiblement, le « produit intégral du travail » s'est transformé en « produit partiel » - encore que sa partie retirée au producteur en sa qualité d'individu privé, il la retrouve directement ou indirectement, en sa qualité de membre de la société.

Déjà, on a vu se volatiliser la formule du « fruit intégral du travail » et voilà le tour de la formule du « fruit du travail » en général.

²⁹¹ En socialisant la réserve collective, la société socialiste élimine l'angoissant problème des sociétés de classe privatistes, où chaque individu doit pourvoir avec ses seuls moyens aux revers de fortune, accidents qui peuvent le frapper – les banques épongeant les bénéfices sur ces réserves en argent. La société communiste s'organise en vue de faire de la *réserve sociale* une *garantie individuelle* pour tous, mais sans cet énorme gaspillage de l'actuelle société qui spéculé sur la vie et la mort des individus. Elle fait payer, par exemple, deux fois le prix d'une voiture quand l'automobiliste la prend à crédit – selon ses convenances et ses possibilités personnelles -, aboutissant à cette énormité que les banques touchent pratiquement, de ce seul fait et sans rien faire d'utile, autant que toute la production automobile.

Pour éviter ces abus, il n'est qu'un moyen : la réserve sociale n'appartient à personne, et n'est pas non plus divisée en autant de fractions que d'individus – comme c'était le cas avant le capitalisme -, mais elle se distribue selon les besoins physiques en fonction de la valeur d'usage.

L'accumulation capitaliste, par contre, loin d'être une réserve, une garantie pour les individus, est régie par la loi de la paupérisation croissante, par l'augmentation incessante des prolétaires et des « *sans-réserves* ». Telle est la première des deux lois principales établies par Marx dans *le Capital*.

La seconde loi véritable, exposée dans les Livres II et III, est celle de la *reproduction du capital*, connexe à celle de la diminution du taux de profit : une partie du produit, donc du travail, doit être mise en réserve par le capitalisme pour reproduire les « biens du capital » des économistes, c'est-à-dire les machines usagées, etc. Les lois de Marx sur le mode de répartition de la production humaine entre biens de consommation immédiate et investissements instrumentaux tendent à prouver que, tant que resteront sur pied l'*échange mercantile* et le *système du salariat*, le capitalisme se heurtera à des crises et des révolutions.

Même le régime communiste opérera un prélèvement *social* sur le travail *individuel* en vue de la conservation des installations, des services publics, etc. Mais il n'aura pas le caractère d'une exploitation, parce qu'il ne sera pas effectué par la voie mercantile. Pour la même raison également, la mise en réserve sociale déterminera un équilibre stable dans le rapport entre produits à consommer et produits à destiner aux « instruments » de la production ultérieure, et non plus la série de bouleversements qu'elle provoque en régime capitaliste.

Dans la société coopérative, basée sur la propriété collective des moyens de production, les producteurs n'échangent pas leurs produits; de même, le travail incorporé dans des produits n'apparaît pas ici *comme valeur* de ces produits, comme une qualité matérielle qu'ils possèdent, puisque – contrairement à ce qui se passait dans la société capitaliste – les travaux individuels n'existent plus désormais au moyen d'un détour, mais directement comme partie intégrante du travail social. Le terme : « fruit du travail », déjà contestable aujourd'hui en raison de son ambiguïté, perd ainsi toute signification ²⁹².

Cependant, la société communiste que nous considérons ici n'est pas celle qui *s'est développée* sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, celle qui vient d'émerger *de la société capitaliste*; c'est donc une société qui, à tous égards, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle vient de naître. En conséquence, le producteur individuel reçoit – toutes déductions opérées – exactement ce qu'il lui a donné. Ce qu'il lui a donné, c'est son *quantum* individuel de travail. Par exemple, la journée sociale de travail se compose de la somme des heures de travail individuel et le temps de travail individuel de chaque producteur est la portion de la journée de travail qu'il a fournie, la part qu'il y a prise. Il reçoit de la société un bon certifiant qu'il a fourni telle somme de travail (après déduction du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des *réserves sociales* exactement autant d'objets de consommation que lui a coûté son travail ²⁹³. Le même *quantum* de travail qu'il a donné à la société sous une forme, il le reçoit en retour sous une autre.

²⁹² Si, dans le socialisme, il y a une accumulation, elle ne portera que sur des objets matériels utiles aux besoins humains ; ils n'auront pas besoin d'apparaître alternativement comme monnaie, ni non plus de subir l'application d'un « monétomètre » pour les mesurer et les comparer selon un « équivalent général ». Ils ne seront donc plus des *marchandises* et ne seront plus définis que par leur mesure quantitative, physique et par leur nature qualitative, ce que l'on exprime chez les économistes – et aussi chez Marx dans un but d'exposition – par *valeur d'usage*.

On peut établir d'ores et déjà que les rythmes de l'« accumulation » dans le socialisme, mesurés à partir de quantités matérielles comme les tonnes d'acier ou les kilowatts d'énergie, seront lents et à peine supérieurs au rythme d'accroissement de la population. Eu égard aux sociétés capitalistes mûres, la planification rationnelle de la consommation en quantité et en qualité ainsi que l'abolition de l'énorme masse des consommations antisociales (de la cigarette aux porte-avions) déterminera une longue période de baisse des indices de la production et donc – si l'on reprend la terminologie actuelle – un désinvestissement et une désaccumulation.

²⁹³ Ce bon est la SEULE équivalence qui subsiste transitoirement et concerne le prolétaire, le travailleur. Combien de temps le bon est-il valable? Sa grande caractéristique est qu'il n'est

Manifestement, il règne ici le même principe que celui qui règle l'échange des marchandises, pour autant qu'il est échange entre équivalents. Cependant, le fond et la forme sont changés, parce que, dans les conditions nouvelles, nul ne peut fournir autre chose que son travail et, par ailleurs, rien ne peut entrer dans la propriété de l'individu que les moyens de consommation personnels ²⁹⁴. En ce qui concerne la distribution de ceux-ci entre les producteurs pris individuellement, le principe directeur est le même que pour l'échange de marchandises équivalentes : une même quantité de travail sous une forme s'échange contre une même *quantité de travail sous une autre forme*.

Le *droit égal* est donc ici, en principe, toujours le *droit bourgeois*, bien que le principe n'y soit plus aux prises avec la pratique, car l'échange entre équivalents n'existe dans le système mercantile qu'en moyenne, et non dans chaque cas particulier ²⁹⁵.

pas, comme la monnaie, équivalent général; il n sert qu'à la *consommation*, n'étant ni accumulable, ni même thésaurisable. Il dure ce que met le pain à moisir, le beurre à rancir; supposons, pour en rester à ce schéma symbolique, qu'on lui donne la validité d'une semaine. Cela obligera d'avoir confiance dans le ravitaillement public, et non dans les réserves privées – et c'est un pas gigantesque vers le communisme qui est un système social, et non privé de garantie.

²⁹⁴ Pourquoi Marx utilise-t-il encore le terme de *propriété* pour désigner la disposition sur les moyens de consommation personnels? Dans *le Manifeste*, on lit en effet : « Le salarié *s'approprie* par son activité le strict nécessaire pour vivre et se reproduire. Nous ne voulons en aucune façon abolir cette appropriation *personnelle* du produit du travail qui sert au maintien de la *vie immédiate*, d'autant que cette appropriation *ne laisse pas de revenu permettant de dominer le travail d'autrui* ». Or, c'est ce passage qui est exploité pour raconter que le socialisme sauvegarde la propriété individuelle des biens de consommation, dont il n'interdit pas l'appropriation durant ce bref laps de temps qui s'écoule entre la prestation de la force de travail et la consommation de la nourriture qui la reproduit. Or, toute mise de côté, toute « épargne », dépasse les limites de cette forme d'appropriation et représente une concession à la position opposée, à savoir l'accumulation de revenus qui permettent de dominer le travail d'autrui.

Scientifiquement parlant, on ne peut utiliser les termes de *propriété* et d'*appropriation* qu'à propos de ce second rapport, où des ressources sont mises en réserve pour « dominer le travail d'autrui » (et ce rapport n'existe plus dans la société socialiste) ; et l'on parlera de « disposition » par le travailleur de ce qu'il lui faut pour pourvoir à sa consommation « immédiate », dans le sens où les biens de consommation ne sont pas mis en réserve, mais servent à couvrir en un temps extrêmement bref toute la gamme de ses besoins.

Cf. *Struttura economica e sociale della Russia d'oggi*, chapitre : La propriété personnelle.

²⁹⁵ Il en est ainsi parce que l'on a supprimé l'argent, cet intermédiaire qui fixe le prix *unitaire* moyen de marché, qui peut fluctuer au-dessus du coût de production réel et permet donc tous les surprofits, rentes, etc., avec la spéculation, l'escroquerie et la duperie. C'est donc la *valeur d'usage* immédiate – et non la valeur d'échange intermédiaire – qui fixe le montant du bon de travail qui, en ce sens encore, n'est plus de l'argent, mais un premier pas vers

En dépit de ce progrès, ce *droit égal* reste toujours marqué par une entrave bourgeoise. Le droit des producteurs est *proportionnel* au travail qu'ils fournissent; l'égalité consiste en ce que le travail sert de *mesure égale pour tous* ²⁹⁶.

Or, un individu est physiquement ou intellectuellement supérieur à l'autre, et il fournit donc en un même temps plus de travail ou peut travailler plus de temps. Le travail, pour servir de mesure, doit se mesurer d'après la durée ou l'intensité, sinon il cesserait d'être un étalon. Ce *droit égal* est un droit *inégal* pour un travail inégal. Il ne reconnaît aucune distinction de classe, puisque tout homme n'est qu'un travailleur comme tous les autres, mais il reconnaît tacitement comme privilège naturel le talent inégal des individus et, par suite, l'inégalité de leur capacité de rendement. *C'est donc, dans son contenu, un droit de l'inégalité – comme tout droit.* Par sa nature, le droit ne peut consister que dans l'emploi d'une seule et même mesure; mais les individus inégaux (et ils ne seraient pas distincts, s'ils n'étaient pas inégaux) ne peuvent être mesurés d'après un étalon commun qu'autant qu'on les considère d'un même point de vue, qu'on ne les saisit que sous un angle unique et *déterminé* ; par exemple, dans le cas présent, *exclusivement en tant que travailleurs* et rien d'autre, en faisant abstraction de tout le reste. En outre : tel ouvrier est marié, tel autre non ; l'un a plus d'enfants que l'autre, etc. A travail égal et par conséquent, à participation égale au fonds social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc. Pour éviter toutes ces discordances, le droit devrait être non pas égal, mais inégal.

Mais ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle émerge de la société capitaliste, après un long et douloureux

l'abolition de la valeur d'échange dans le dernier secteur où subsiste encore le droit bourgeois de l'équivalence, dont Marx fera aussitôt la critique lors du passage du socialisme inférieur au plein communisme.

²⁹⁶ En ce sens, le premier stade nivelle les individus en supprimant les différences de classe avec l'obligation pour tous de travailler dans la production, en vivant de son travail – et non plus de celui d'autrui. Il régnera donc, dans le stade inférieur du socialisme, des droits (qui seront une copie du droit bourgeois), toujours éphémères, en tant que simple expédient de la gestion sociale. Mais ce seront des droits de classe, liés à la présence *dans l'Etat* d'une seule classe, c'est-à-dire des prolétaires sans nulle réserve, privés d'un morceau quelconque de propriété et de capital, à l'exclusion donc des petits possesseurs et producteurs, même si ces derniers peuvent tomber sous l'expression générique de travailleurs et même, dans la société capitaliste, d'exploités, puisque chaque petit gérant économique y est exploité par ceux du dessus – comme le petit capitaliste l'est par le grand.

enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que la formation économique de la société et le développement culturel qui en dépend.

Dans une phase supérieure de la société communiste, lorsqu'auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail corporel ²⁹⁷; lorsque le travail sera devenu non seulement le moyen de vivre, mais encore le premier besoin de la vie ; lorsqu'avec l'épanouissement universel des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi, et que toutes les sources de la richesse communautaire jailliront avec abondance – alors seulement on pourra dépasser définitivement l'étroit horizon du droit bourgeois, et la société pourra inscrire sur ses drapeaux : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! » ²⁹⁸

Je me suis particulièrement étendu sur le « fruit intégral du travail », ainsi que sur le « droit égal » et la « distribution équitable », afin de montrer combien criminelle est l'entreprise de ceux qui, d'une part, veulent imposer derechef à notre Parti, comme des dogmes, des conceptions qui ont pu avoir un sens à une certaine époque, mais ne sont plus aujourd'hui qu'un fatras de formules surannées, et d'autre part, dénaturent la conception réaliste inculquée au prix de si grands efforts au Parti, mais aujourd'hui bien enracinée en lui, et cela à l'aide des fariboles d'une idéologie juridique ou autre, si familières aux démocrates et socialistes français.

Abstraction faite de ce qui vient d'être dit, on a tort de faire si grand cas de ce qu'on appelle la *distribution*, et de mettre principalement l'accent sur elle.

À tout moment, la répartition des moyens de consommation n'est que la conséquence de la distribution des moyens de production. Or, c'est cette dernière qui caractérise le mode de production lui-même. Le mode de production capitalis-

²⁹⁷ C'est toujours du bon marxisme que de ne pas donner la primauté à la partie mentale et au jeu du cerveau sur le travail physique considéré dans sa base matérielle. Cette vieille invective contre la Raison-Opinion rejoint – même sous forme d'intuition primaire – le concept révolutionnaire selon lequel on doit exiger du militant communiste la force du muscle qui frappe, avant l'orientation de la pensée et de la « conscience » – comme le grand marxiste Lénine le démontre magistralement dans *Que faire ?*

²⁹⁸ Dans le communisme, non mercantile, il sera possible à la société de faire une « merveilleuse affaire » en disant chaque matin quand la planète a fait un tour sur elle-même : que celui qui le veut annonce qu'aujourd'hui il n'ajoutera rien au produit social. Je l'accepte, comme j'accepte l'ouvrage de celui qui voudra apporter un labeur décuplé. Les deux siégeront au même titre à la table commune. C'est seulement alors que nous aurons fini d'entendre de tous côtés les odes nauséabondes à l'idole contrefaite de la Liberté.

te, par exemple, repose sur le fait que les conditions matérielles de la production se trouvent entre les mains des non-travailleurs, sous la forme de la propriété capitaliste et de la propriété foncière, tandis que la masse ne possède que les conditions personnelles de production : la force de travail. Une fois les éléments de la production répartis de la sorte, la répartition actuelle des moyens de consommation en résulte d'elle-même. Dès lors que les conditions matérielles de la production sont la propriété collective des travailleurs eux-mêmes, il en découle une répartition des moyens de consommation différente de celle d'aujourd'hui. Le socialisme vulgaire (et à sa suite une partie de la démocratie) a repris des économistes bourgeois l'habitude de considérer et de traiter la distribution indépendamment du mode de production, et donc de présenter le socialisme essentiellement comme une affaire de distribution. Puisque le rapport réel a été mis en évidence depuis longtemps – pourquoi revenir en arrière ?

4. « *L'émancipation du travail doit être l'œuvre de la classe des travailleurs, en face de laquelle toutes les autres classes ne forment qu'une MASSE REACTIONNAIRE* ».

La première strophe est tirée du Préambule des statuts de l'Internationale, mais on l'a « améliorée ». On y lisait : « L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »; tandis qu'ici c'est la « classe des travailleurs » qui doit affranchir - quoi ? Le « travail ». Comprenne qui pourra.

En guise de compensation, l'antistrophe est une citation lassalléenne de la plus belle eau : « (La classe des travailleurs) en face de laquelle toutes les autres classes ne forment qu'une masse réactionnaire ».

Dans le *Manifeste communiste*, il est dit : « De toutes les classes qui, aujourd'hui, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est *une classe vraiment révolutionnaire*. Les autres classes périclitent et disparaissent avec la grande industrie; le prolétariat, lui, en est le produit le plus authentique. » La bourgeoisie y est conçue comme une classe révolutionnaire, - comme véhicule de la grande industrie – face aux féodaux et aux classes moyennes résolus à défendre toutes leurs positions sociales, qui sont le produit d'un mode de production périmé. Féodaux

et classes moyennes ne forment donc pas *avec la bourgeoisie* une seule et même masse réactionnaire ²⁹⁹.

D'autre part, le prolétariat est révolutionnaire vis-à-vis de la bourgeoisie parce que, issu lui-même de la grande industrie, il tend à dépouiller la production de son caractère capitaliste que la bourgeoisie cherche, elle, à perpétuer. Mais le *Manifeste* ajoute cependant que «les classes moyennes... deviennent révolutionnaires au moment précis où elles tombent dans le prolétariat».

De ce point de vue encore, c'est donc une absurdité de dire que les couches moyennes «forment une même masse réactionnaire», avec la bourgeoisie et les féodaux par-dessus le marché, face à la classe ouvrière.

Est-ce qu'aux dernières élections, on est allé crier aux artisans, aux petits industriels, etc., et aux *paysans* : «En face de nous, vous n'êtes – avec la bourgeoisie et les féodaux – qu'une masse réactionnaire» ?

Lassalle savait par cœur le *Manifeste communiste*, de même que ses fidèles connaissent les saints écrits dont il est l'auteur. S'il le falsifiait aussi grossièrement, ce n'était que pour masquer son alliance avec les adversaires absolutistes et féodaux contre la bourgeoisie.

Dans le paragraphe ci-dessus, sa sentence est d'ailleurs tout à fait tirée par les cheveux et sans aucun rapport avec la citation tronquée des Statuts de l'Internationale. Ce que nous avons ici, c'est tout bonnement une impertinence qui, en réalité, n'est pas faite pour déplaire à Monsieur Bismarck. C'est une de ces gamineries où excelle notre grossier Marat berlinois.

²⁹⁹ Le *Manifeste* chanta un hymne à la gloire de la bourgeoisie mondiale pour avoir effacé dans les immenses masses salariées - projetées dans le tourbillon et le fracas des usines et du grondement des machines – les instincts millénaires que leur avaient imprimés les vestiges traditionnels des limitations personnelles, religieuses, familiales, domestiques, mercantiles, propres aux pouilleuses économies vaincues et pulvérisées.

C'est la seule classe prolétarienne, déjà présente dans cette société capitaliste, qui a un intérêt à l'abolition de la société divisée en classes, et c'est seulement cette classe (comme le marxisme le découvrit) qui peut aspirer à la capacité de lutter pour cette fin, et en avoir en son sein une connaissance et une vision.

A propos de la formule de la «masse réactionnaire», voir Engels dans sa lettre à Kautsky du 14-10-1891, traduction française in MARX-ENGELS, *la Social-démocratie allemande*, p.290.

5. « *La classe ouvrière œuvre à sa libération tout d'abord dans le cadre de l'État national actuel, consciente de ce que le résultat nécessaire de ses efforts, communs aux ouvriers de tous les pays civilisés, sera la fraternité internationale des peuples* ».

Contrairement au *Manifeste communiste* et à tout le socialisme antérieur, Lassalle concevait le mouvement ouvrier du point de vue le plus étroitement national. Or, l'actuel programme le suit sur ce terrain – et ce après l'action de l'Internationale !

Il est tout à fait évident que – ne fût-ce que pour être en mesure de lutter – la classe ouvrière doit s'organiser dans sa propre maison en tant que *classe*, et que son propre pays est le théâtre immédiat de sa lutte. C'est dans cette mesure que sa lutte de classe est nationale, « du point de vue de sa forme » comme le dit le *Manifeste communiste*, mais non de son contenu. Mais le « cadre de l'État national actuel », par exemple de l'Empire allemand, se situe à son tour, économiquement, « dans le cadre » du marché mondial, et politiquement « dans le cadre » du système des États³⁰⁰. Le premier marchand venu sait que le commerce allemand est aussi commerce extérieur, et la grandeur de M. Bismarck réside précisément dans une certaine politique *internationale*.

Or, à quoi le Parti ouvrier allemand réduit-il son internationalisme ? A la conscience que le résultat de ses efforts « sera la fraternité internationale des peuples » – phrase empruntée à la bourgeoise *Ligue de la liberté et de la paix*, que l'on voudrait faire passer pour un équivalent de la fraternité internationale des classes ouvrières dans leur lutte commune contre les classes dominantes et leurs gouvernements. Pas un mot donc des *fonctions internationales* de la classe ouvrière-

³⁰⁰ Les deux phénomènes historiques – lutte de la nation pour son indépendance, puis lutte de la classe ouvrière pour le socialisme – se succèdent dans le temps, et, même si l'on reconnaît que le premier phénomène est une *cause*, ou l'une des causes, du second, il n'empêche que les idées et les tendances de l'un sont antagoniques à celles de l'autre, et qu'à partir du jour où la lutte sociale oppose entre elles les classes, l'idée nationale n'est plus qu'une arme de défense pour la classe dominante contre les forces révolutionnaires.

Il importe de ne pas confondre la position programmatique internationaliste du prolétariat communiste et la nature formellement nationale de quelques étapes de sa lutte. Il engage la lutte pour le pouvoir sous une forme nationale, car il tend à abattre l'État de sa propre bourgeoisie. Durant un certain temps après la conquête du pouvoir prolétarien, la dictature peut rester limitée à un territoire national. Mais cela n'enlève rien à l'opposition historique essentielle entre la bourgeoisie, qui vise à constituer des nations bourgeoises et les présente comme des nations « en général » (de même que la solidarité nationale), et le but du prolétariat qui est une société internationale.

re allemande ! Et l'on voudrait, dans ces conditions, qu'elle puisse contrer sa propre bourgeoisie, qui fraternise déjà contre elle avec les bourgeois de tous les autres pays, et déjouer la politique de conjuration internationale de Bismarck !

En fait, la profession de foi internationaliste du programme *est encore infiniment au-dessous* de celle du parti libre-échangiste. Celui-ci prétend, lui aussi, que le résultat final de ses efforts sera la « fraternité internationale des peuples ». Mais lui, il fait au moins quelque chose pour internationaliser le commerce, et il ne se contente pas d'avoir conscience... que tous les peuples font du commerce chez eux.

L'action internationale des classes ouvrières ne dépend en aucune façon de l'existence de *l'Association internationale des travailleurs*. Celle-ci n'a été qu'une première tentative pour doter cette action d'un organe central. Par l'impulsion qu'elle a donnée, cette tentative a eu des effets durables, mais elle ne pouvait survivre longtemps dans sa *première forme historique*, après la chute de la Commune de Paris.

La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* était parfaitement fondée à proclamer, à la satisfaction de son maître, Bismarck, que dans son nouveau programme le Parti ouvrier allemand a abjuré l'internationalisme.

II

« Partant de ces principes, le Parti ouvrier allemand milite, par tous les moyens légaux, pour l'ÉTAT LIBRE et pour la société socialiste ; pour l'abolition du système des salaires avec la LOI D'AIRAIN des salaires ; pour l'abolition de l'exploitation sous toutes ses formes avec l'élimination de toute inégalité sociale et politique ».

Je reviendrai plus tard sur l'État « libre ».

Ainsi, à l'avenir, le Parti ouvrier allemand devra croire en la « loi d'airain » de Lassalle ³⁰¹ ! Pour qu'elle ne soit pas oubliée, on raconte des inepties sur

³⁰¹ Dès le 1^{er} Livre du *Capital*, Marx décline formellement toute responsabilité dans l'élucubration lassalléenne de la loi *d'airain* du salaire : il décrit le salaire de l'ouvrier

«l'abolition du système salarié (il faudrait dire système du salariat) grâce à la loi d'airain des salaires ». Si j'abolis le salariat, j'abolis naturellement en même temps ses lois, qu'elles soient d'« airain » ou d'éponge. Mais la lutte de Lassalle contre le travail salarié gravite presque exclusivement autour de cette prétendue loi. Pour bien montrer, par conséquent, que la secte de Lassalle a vaincu, il faut que le « système salarié » soit aboli « avec la loi d'airain des salaires », et non pas sans elle !

De la loi « d'airain des salaires », rien, comme on sait, n'appartient à Lassalle, si ce n'est le mot « d'airain »... emprunté aux « grandes et éternelles lois d'airain » de Goethe. Le mot *d'airain* est le signe auquel se reconnaissent les croyants orthodoxes. Mais si j'admets la loi avec l'estampille de Lassalle et, par suite, dans son esprit, il faut également que j'en accepte le fondement. Et quel fondement ? Comme Lange le montrait peu après la mort de Lassalle, c'est la théorie malthusienne de la population (prêchée par Lange lui-même). Mais si cette théorie est correcte, *je ne puis pas abolir* la loi, même si j'abolis cent fois le travail salarié, parce que cette loi ne régit pas seulement le système du salariat, mais *tout* système social. C'est précisément en se basant là-dessus que les économistes ont démontré depuis cinquante ans et davantage que le socialisme ne peut supprimer la misère *qui a son fondement dans la nature* ; au contraire, il ne peut que la *généraliser*, la répartir simultanément sur toute la surface de la société ³⁰² !

Mais le principal n'est pas là. *Abstraction faite* de la fausse version lassalléenne de cette loi, voici ce qui est vraiment révoltant dans ce recul :

Depuis la mort de Lassalle, la conception scientifique suivante a fait des progrès dans *notre* Parti : le salaire n'est pas ce qu'il *paraît* être, à savoir la *valeur* (ou le prix) *du travail*, mais seulement une forme masquée de la *valeur* (ou du prix) *de la force de travail*. Ainsi, la vieille conception bourgeoise du salaire, et en même temps toute la critique dirigée contre elle étaient-elles une fois pour toutes balayées ; et il était clairement établi que le travailleur salarié n'est autorisé à travailler pour assurer sa propre existence, c'est-à-dire vivre, qu'autant qu'il travaille gratuitement un certain temps pour le capitaliste (et donc aussi pour tous ceux qui

comme une fonction à plusieurs *variables* : il est donc élastique, et tout autre chose que d'airain.

³⁰² Voir : MARX-ENGELS, Critique de Malthus, 1^e partie : La critique du principe de la population de Malthus, PCM.

l'aident à consommer la plus-value); que tout le système capitaliste de production vise à prolonger ce travail gratuit par l'extension de la journée de travail et par le développement de la productivité, c'est-à-dire par une plus grande tension de la force de travail, etc.; que le système du travail salarié est donc un système d'esclavage et, à vrai dire, un esclavage d'autant plus dur que se développent les forces productives sociales du travail, quel que soit le salaire, bon ou mauvais, que reçoit l'ouvrier. Et maintenant que cette conception pénètre de plus en plus notre Parti, on revient aux dogmes lassalléens, alors qu'on devrait savoir que Lassalle *ne savait pas* ce qu'est le salaire et qu'à la suite des économistes bourgeois, il prenait l'apparence pour la chose elle-même.

C'est comme si, parmi les esclaves en révolte, qui auraient enfin pénétré le secret de l'esclavage, un esclave empêtré dans des conceptions surannées inscrivait au programme de la rébellion : l'esclavage doit être aboli parce que, dans le système esclavagiste, l'entretien des esclaves ne saurait dépasser un certain niveau très bas.

Que les représentants de notre Parti aient pu commettre un attentat aussi monstrueux contre la conception répandue dans la masse du Parti, ce simple fait montre à lui seul avec quelle légèreté criminelle, avec quelle absence de scrupules, ils ont élaboré ce programme de compromis !

Au lieu de la vague formule redondante qui termine le paragraphe : « élimination de toute inégalité sociale et politique », il fallait dire : avec la suppression des différences de classes, s'évanouit aussi toute espèce d'inégalité sociale et politique qui découle de ces différences.

III

« Pour préparer la voie à la solution de la question sociale, le Parti ouvrier allemand réclame l'établissement de coopératives de production avec l'aide de l'État, sous le contrôle démocratique du peuple des travailleurs. Les coopératives de production doivent être suscitées dans l'industrie et dans l'agriculture en assez grand nombre pour que l'organisation socialiste de toutes les activités en résulte ».

Après la « loi d'airain du salaire » de Lassalle, la panacée du prophète. La voie est dignement « préparée ». A la place de la lutte des classes existante apparaît la formule de journaliste : la « *question sociale* », dont on prépare la « solution ». Au lieu de découler du processus de transformation révolutionnaire de la société, « l'organisation socialiste de toutes les activités résulte » de « l'aide de l'État », de l'aide que l'État apporte aux coopératives de production que *lui-même* (et non le travailleur) a « *suscitées* ». Voilà qui est digne de l'imagination de Lassalle qui croyait que l'on peut construire une société nouvelle grâce à des subventions de l'État, exactement comme on construit un nouveau chemin de fer !

Par un reste de pudeur, on place « l'aide de l'État » sous le contrôle démocratique du peuple « travailleur ».

Tout d'abord, le « peuple travailleur », en Allemagne, est composé en majorité de paysans et non de prolétaires.

Ensuite, « démocratique » se dit en allemand « *volksherrschaftlich* » (par le pouvoir populaire). Mais alors que signifie « contrôle par le pouvoir populaire du peuple travailleur » ? Et précisément pour un peuple travailleur qui, par les revendications qu'il adresse à l'État, de la sorte, proclame en toute conscience qu'il n'est pas au pouvoir, et qu'il n'est pas même mûr pour le pouvoir !

Il est superflu de faire ici la critique de la recette que prescrivait Buchez sous Louis-Philippe *en opposition* aux socialistes français et que les ouvriers réactionnaires de *l'Atelier* reprirent à leur compte. Aussi bien, le plus scandaleux n'est-il pas que l'on ait inscrit au programme cette panacée particulière, mais que l'on fasse un recul général de la position et de l'action de classe à celle d'une secte.

Si les ouvriers veulent instaurer les conditions de la production communautaire à l'échelle de la société et, tout d'abord chez eux, à l'échelle nationale, cela ne signifie qu'une chose : les ouvriers œuvrent à renverser les conditions de production actuelles ³⁰³. Cela n'a rien à voir avec la création de sociétés coopératives actuelles, qui n'ont de valeur qu'autant qu'elles sont des créations autonomes des travailleurs et ne sont protégées ni par le gouvernement, ni par les bourgeois.

³⁰³ Le socialisme dans la production des produits manufacturés signifiera alors la disparition des limites entre les entreprises à profit et l'organisation en un mécanisme unique de toute la production du monde connu. La collaboration que le capitalisme a haussée *de l'individu aux masses* coopérant dans les usines, passera alors de ces masses à la société entière.

IV

J'arrive maintenant à la partie démocratique.

A.- « *Libre fondement de l'État* ».

Tout d'abord, conformément à l'article II, le Parti ouvrier allemand milite pour l'instauration de l'« État libre ».

Que veut dire : État libre ?

Le but des travailleurs, qui se sont dégagés de la mentalité bornée de sujets soumis, n'est nullement de rendre l'État libre. Dans l'Empire allemand, l'« État » est presque aussi « libre » qu'en Russie. La liberté consiste à transformer l'État, organisme érigé au-dessus de la société, en un organe entièrement subordonné à la société, et même aujourd'hui les formes de l'État sont plus ou moins libres dans la mesure où elles limitent la « liberté de l'État » ³⁰⁴.

Le Parti ouvrier allemand – du moins s'il fait sien ce programme – montre que les idées socialistes ne l'ont même pas effleuré; au lieu de considérer la société actuelle (et cela vaut pour toute société future) comme le *fondement* de l'État actuel (ou futur pour la société future), on traite au contraire l'État comme une entité

³⁰⁴ Avant la lutte finale et la victoire, l'idéologie révolutionnaire bourgeoise présentait son futur État postféodal non point comme un État de classe, mais comme l'ÉTAT POPULAIRE fondé sur l'abolition de toutes les inégalités devant la loi, qui – à l'en croire – devait suffire à assurer la liberté et l'égalité de tous les membres de la société.

Le marxisme est contre l'État *en général* et contre l'État *bourgeois en particulier*. Dans son programme historique, la société est sans classes et sans État. Mais le marxisme prévoit que l'État sera un instrument révolutionnaire transitoire pour détruire justement la classe dominante en présence, après que la révolution en aura détruit l'État actuel.

Le marxisme conduit la lutte contre l'État bourgeois qui sera renversé seulement par la violence. Mais au cours des stades historiques précédents, le marxisme prévoit l'utilisation de ce même État pour détruire l'État féodal et, dans des secteurs donnés, pour frapper les détenteurs de capitaux privés avec ses dégraisantes nationalisations. Il prévoit donc l'entrée dans certains organes de l'État bourgeois (au début, progressif, du capitalisme); d'abord à des fins « stimulantes », puis pour « saboter », et enfin à un moment déterminé il doit prévoir qu'il faut lâcher ce terrain pour passer sur celui de l'insurrection et la prise de tout le pouvoir. La position vis-à-vis de l'État n'est ni anarchiste, ni réformiste.

indépendante, qui possède ses propres *fondements intellectuels et moraux*, ses propres libertés ³⁰⁵.

Enfin et surtout, quel monstrueux abus le programme ne fait-il pas des expressions « *État actuel* », « *société actuelle* » et quelle confusion plus monstrueuse encore, n'introduit-il pas au sujet de l'État, à qui il adresse ses revendications !

La « société actuelle », c'est la société capitaliste qui existe dans tous les pays civilisés, plus ou moins libérés des vestiges du moyen âge, plus ou moins modifiée par le développement historique particulier à chaque pays, plus ou moins évoluée. En revanche, l'« État actuel » change avec la frontière de chaque pays. Dans l'Empire prusso-allemand, il est autre qu'en Suisse, en Angleterre autre qu'aux États-Unis. L'« État actuel » est donc une fiction.

Cependant, les différents États des différents pays civilisés, en dépit de la multiplicité de leurs formes, ont tous ceci de commun : leur terrain, c'est la société bourgeoise moderne, avec un capitalisme plus ou moins développé. Ils ont donc certains caractères essentiels en commun. C'est en ce sens que l'on peut parler d'« État actuel » par opposition à l'avenir, quand le terrain où il s'enracine, la société bourgeoise, aura cessé d'exister.

³⁰⁵ L'Etat ne subsiste qu'avec les classes, et ce pour deux raisons essentielles : 1/ c'est un instrument *politique* de coercition, utile et indispensable dans la phase de transition pour réprimer les retours conservateurs des forces capitalistes de l'intérieur et de l'extérieur ainsi que des forces ennemies constituées par la tradition ancrée dans chaque couche sociale, et le prolétariat lui-même ; 2/ l'Etat s'ingère dans l'*économie* tant qu'il y a des antagonismes de classes et que l'une d'elles seulement représente toute la société contre les autres. Mais l'Etat n'en demeure pas moins une superstructure : il ne fait qu'enregistrer, interdire ou permettre, et chaque entreprise conserve sa pleine et entière autonomie de comptes, faisant faillite quand le bilan est négatif, contrairement à l'Etat qui secrète alors l'inflation ou dévalue la monnaie. Ce n'est donc pas un opérateur économique, un facteur de la production, car en tant que tel il serait indispensable partout et toujours. Un simple exemple pour l'illustrer : l'Etat n'a rien à investir par lui-même, il n'enlève ici que pour mettre là. Néanmoins, au début du capitalisme et à la fin, rien ne s'investit sans que l'État ne l'enregistre. Rien de nouveau donc : Colbert anticipe le capitalisme d'État, parce qu'il n'est pas de meilleur collecteur de fonds que la superstructure de force qu'est l'Etat. Le culte de l'État est toujours démocratico-totalitaire, parce qu'il est une force qui représente la société (et masque la domination d'une seule classe) : le petit bourgeois en est *fasciné* car il ne voit que son individu et l'Etat ; le marxiste n'y voit qu'un instrument de force transitoire.

On remarque qu'ici Marx ne parle jamais de l'appropriation par l'Etat de tous les moyens de production, etc. Le socialisme ne transfère pas à l'Etat le sang et les peines des ouvriers accumulés par la bourgeoisie. Il ne s'approprie (nationalise) que le cadre non prolétarien de la société rurale (nationalisation de la terre), et ce, contre le bestial populisme ou municipalisme individualiste. Comment cet État pourrait-il autrement s'éteindre ?

Dès lors, la question se pose : quelle transformation la forme-État subira-t-elle dans la société communiste ? En d'autres termes : quelles fonctions sociales y subsisteront, qui seront analogues aux fonctions actuelles de l'État ?

Cette question réclame une réponse qui ne peut être que scientifique, et ce n'est pas en accouplant de mille manières le mot peuple avec le mot État qu'on fera avancer le problème d'un pouce.

Entre la société capitaliste et la société communiste, se situe la période de transformation révolutionnaire de l'une en l'autre. A cette période correspond évidemment une phase de transition politique, où l'État ne saurait être autre chose que la *dictature révolutionnaire du prolétariat*.

Or, le programme ne se réfère ni à cette dictature ni à la forme-État future de la société communiste ³⁰⁶.

Ses revendications politiques ne contiennent rien de plus que la vieille litanie démocratique qui court le monde : suffrage universel, législation directe, justice populaire, milice du peuple, etc. Elles sont simplement l'écho du Parti populaire bourgeois, de la Ligue de la paix et de la liberté. Rien de plus que des revendications qui, pour autant qu'elles ne sont pas surfaites par une imagination débordante, ont déjà été réalisées. Seulement, l'État qui possède déjà ces institutions, ce n'est pas à l'intérieur de l'Empire allemand qu'on le trouve, mais en Suisse, aux

³⁰⁶ Dans la lutte contre le régime actuel, l'Etat prolétarien futur n'est nullement conçu comme la réalisation fixe et stable d'un ensemble de règles des rapports sociaux, déduites d'une recherche idéale sur la nature de l'homme et la société. Au cours de son existence, l'Etat ouvrier évoluera incessamment jusqu'à sa dissolution finale, au fur et à mesure que l'organisation sociale se transformera, dans un long procès, de système social de contrainte sur les hommes (ce qu'elle a toujours été depuis la préhistoire) en un réseau unitaire et scientifiquement construit d'administration des choses et des forces naturelles.

En somme, l'organisation sociale, l'association humaine, changera radicalement avec les modifications de la technique et des forces de production, et la nature de l'homme se modifiera tout aussi profondément, en s'éloignant toujours davantage de la bête de somme et de l'esclave qu'il était. C'est une absurdité de penser que la révolution communiste proclamera une constitution codifiée et permanente : pareille revendication ne peut figurer dans son programme. Techniquement, il conviendra d'adopter des règles écrites qui n'auront toutefois rien d'intangible, mais garderont un caractère « instrumental » et transitoire en laissant de côté les facéties sur l'éthique sociale et le droit naturel.

Les communistes n'ont donc pas de constitutions codifiées à proposer. Ils ont à abattre tout un monde de mensonges et de constitutions cristallisées dans le droit et dans la force de la classe dominante. Ils savent que seul un appareil révolutionnaire et totalitaire de force et de pouvoir, sans exclusion d'aucun moyen, pourra empêcher que les infâmes résidus d'une époque de barbarie ressurgissent, et qu'affamé de vengeance et de servitude, le monstre du privilège social relève la tête, lançant pour la millième fois le cri menteur de LIBERTE !

États-Unis, etc. Ce genre d'« État de l'avenir », c'est un État existant, encore qu'il existe hors du « cadre » de l'Empire allemand.

Cependant, on a oublié une chose. Le Parti ouvrier allemand déclare explicitement qu'il agit au sein de l'« État national actuel », donc de *son propre État*, l'empire prusso-allemand, sinon ses revendications seraient en majeure partie absurdes, car on ne revendique que ce qu'on n'a pas. Dès lors, le Parti ne devrait pas oublier l'essentiel, à savoir : toutes ces belles petites choses impliquent la reconnaissance de ce qu'on appelle la souveraineté du peuple, et ne sont donc à leur place que dans une *République démocratique*.

Puisqu'on n'ose pas - et c'est sagesse, car les circonstances commandent prudence - réclamer la République démocratique, comme le faisaient, sous Louis-Philippe et Louis-Napoléon, les ouvriers français dans leurs programmes, il ne fallait pas non plus recourir à cette supercherie, qui n'est ni « honnête » ni « digne » : réclamer des choses qui n'ont de sens que dans une République démocratique, à un État qui n'est rien d'autre qu'un despotisme militaire bureaucratiquement charpenté, placé sous la protection de la police, enjolivé de fioritures parlementaires avec des touches de féodalisme et qui subit déjà l'influence de la bourgeoisie ; qui plus est, on ose assurer cet État que l'on veut lui imposer de pareilles choses « par des moyens légaux » !

Même la démocratie vulgaire, qui voit dans la République démocratique le millénium et qui ne soupçonne pas que c'est précisément sous cette forme ultime de l'État de la société bourgeoise que se livrera la suprême bataille entre les classes, cette démocratie est encore à cent coudées au-dessus d'un semblable démocratisme, confiné dans les limites de ce qui est permis par la police et prohibé par la logique.

Par « État » on entend, en réalité, la machine gouvernementale, c'est-à-dire l'État en tant qu'il forme par suite de la division du travail un organisme spécial, séparé de la société, ce qui ressort déjà de ces mots : « Le Parti ouvrier allemand revendique *comme base économique de l'État* un impôt unique et progressif sur le revenu, etc. ». Les impôts sont la base économique de la machine gouvernementale et de rien d'autre. Dans l'État de l'avenir, tel qu'il existe en Suisse, cette revendication est pour ainsi dire satisfaite. L'impôt sur le revenu suppose les diverses sources de revenus des différentes classes sociales, et par conséquent la société

capitaliste ³⁰⁷. Il n'y a donc rien de surprenant si les *financial reformers* de Liverpool - des bourgeois ayant à leur tête le frère de Gladstone - formulent la même revendication que le Programme.

B. - *Le Parti ouvrier allemand réclame comme base intellectuelle et morale de l'État :*

1. *Éducation élémentaire et égale pour tous du peuple, assurée par l'État. Obligation scolaire pour tous, instruction gratuite.*

Éducation au peuple, la même pour tous ? Qu'est-ce qu'on entend par ces mots ? Croit-on que, dans la société actuelle (et l'on n'a à faire qu'à elle), l'éducation puisse être *la même* pour toutes les classes ? Ou bien prétend-on forcer les classes supérieures à ne recevoir que l'enseignement restreint de l'école primaire,

³⁰⁷ Dans l'économie socialiste, il ne peut être question d'impôts payés en monnaie. L'administration, disposant à un moment donné de tout bien produit, retient dans la distribution la partie qui correspond aux services généraux et laisse le reste à la consommation individuelle quotidienne ; ceci est le schéma marxiste.

Mais même une économie complètement *étatisée*, tout en restant monétaire, pourrait fonctionner sans impôts. Si le centre étatique fait rentrer dans son budget et sa caisse tous les « profits » des entreprises étatisées, et si les entreprises agricoles et la terre sont elles aussi nationalisées (hypothèse de Ricardo), l'État peut alors retirer de ce mouvement monétaire les sommes nécessaires aux dépenses pour les services publics généraux.

Si l'impôt en monnaie subsiste et s'accroît sans cesse sous le capitalisme, c'est que l'étatisation totale (qui, pour Marx, est une « phase » instable liée essentiellement aux périodes révolutionnaires et de crises sociales) non seulement n'est pas atteinte, mais va en se relâchant.

Toutes les informations sur la Russie parvenues depuis 1953 vont dans ce sens. En Russie, nous avons un secteur de capitalisme d'État ainsi qu'un secteur mixte de capitalisme d'État et privé, et dans ce mélange c'est la dose du premier qui va en diminuant : non seulement ce n'est pas le résultat d'un processus de révolution socialiste, mais cela n'améliore même pas les conditions pour cette révolution. (Cf. *Struttura...*, chapitres 105 à 111, où se trouve l'analyse du caractère de classe du système d'impôt qui va de plus en plus à l'avantage de la population agricole et aux dépens de la population industrielle.)

Afin d'imposer le prolétaire, l'État traite le salaire comme un revenu monétaire, alors que le salaire ne rémunère que la force de travail en lui attribuant des moyens de subsistance, pour maintenir une réserve de force de travail dans sa reproduction physiologique à l'usage du capital. Ainsi donc, l'ouvrier paie des impôts indirects sur sa consommation et des impôts directs sur son « revenu », alors qu'il n'encaisse que ce qu'il lui faut pour sa subsistance. Or, ceci s'effectue deux, trois fois dans tout le système si l'on ajoute l'effet cumulatif de tous les impôts. Toute la richesse produite dans la société vient du travail de l'ouvrier, et la même chose vaut pour les impôts qu'encaisse l'État, etc. Les entrepreneurs comme les artisans, commerçants, etc., paient quant à eux avec l'argent d'autrui. Ainsi, lorsqu'un ouvrier fait réparer un carreau, les taxes de l'artisan sont déduites de son salaire.

seul compatible avec la situation économique non seulement des travailleurs salariés, mais encore des paysans ?

« Obligation scolaire pour tous. Instruction gratuite ». La première existe même en Allemagne, la seconde en Suisse et aux États-Unis pour les écoles primaires. Si, dans certains États de ce dernier pays, certains établissements d'enseignement supérieur sont également « gratuits », cela signifie seulement qu'en fait les frais d'éducation des classes supérieures sont payés par les recettes générales de l'impôt. Soit dit en passant, il en va de même de l'« administration gratuite de la justice », réclamée sous A.5. La justice pénale est partout gratuite ; la justice civile concerne presque uniquement des litiges de propriété et touche donc, presque uniquement, les classes possédantes. Voudrait-on qu'elles soutiennent leurs procès aux frais du trésor public ?

Le paragraphe relatif aux écoles aurait dû tout au moins exiger la combinaison des écoles techniques (théoriques et pratiques) et des écoles primaires.

Absolument à rejeter, est une « éducation du peuple par l'État ». Déterminer par une loi générale les ressources des écoles primaires, la qualification du personnel enseignant, les disciplines enseignées, etc., et - comme cela se passe aux États-Unis - faire surveiller par des inspecteurs d'État, l'exécution des prescriptions légales, voilà qui est tout à fait autre chose que de faire de l'État l'éducateur du peuple ! Qui plus est : il faut refuser au même titre au gouvernement et à l'Eglise toute influence sur l'école. Surtout, oui surtout, dans l'Empire prusso-allemand (et qu'on ne nous parle pas de ce creux subterfuge qu'est l'« État de l'avenir » : nous avons vu ce qu'il en est), c'est au contraire l'État qui a besoin d'une très rude éducation par le peuple ³⁰⁸.

D'ailleurs, en dépit de tout son cliquetis démocratique, tout le programme est d'un bout à l'autre infecté par la servile croyance de la secte lassalléenne en l'État ou - ce qui ne vaut guère mieux - par la croyance miraculeuse en la démocratie : plus exactement, c'est un compromis entre ces deux espèces de foi au miracle, également éloignées du socialisme.

« *Liberté de la science* », dit un paragraphe de la Constitution prussienne. A quoi bon en parler ici ?

³⁰⁸ Cf. MARX-ENGELS, Critique de l'éducation et de l'enseignement, PCM, p.86-90.

« *Liberté de conscience !* » A-t-on voulu, en ce temps de *Kulturkampf*, rappeler au libéralisme ses vieux slogans ? On ne pouvait le faire que sous cette forme : « Chacun doit pouvoir satisfaire ses besoins religieux aussi bien que corporels, sans que la police y fourre le nez ». Mais le Parti ouvrier devait à cette occasion exprimer sa conviction que la « liberté de conscience » bourgeoise n'est rien de plus que la tolérance de toutes les sortes possibles de *liberté de conscience religieuse*, et que pour sa part il s'efforce de libérer les consciences de la hantise religieuse ³⁰⁹. Mais on préfère ne pas dépasser le niveau « bourgeois ».

Me voici à la fin, car l'appendice du programme n'en constitue pas une partie caractéristique. Aussi puis-je être très bref.

2. « Journée normale de travail ».

Dans aucun autre pays, le Parti ouvrier ne s'est borné à une revendication aussi vague ; il a toujours précisé la longueur de la journée de travail, telle qu'il la tient pour normale dans les circonstances données.

³⁰⁹ Cette indifférence vis-à-vis du sentiment religieux des masses est une grave erreur, parce qu'elle laisse intacte dans l'esprit des ouvriers le substrat sur lequel se base le prêtre dans ses appels pour les ramener au troupeau, alors qu'il est évident que nous devons au contraire combattre ce sentiment, parce qu'il est un moyen dont se sert la classe dominante pour justifier son ordre contre les humbles en recourant à l'intervention d'une volonté surnaturelle. Quoi qu'on dise sur le communisme du Christ, il est certain pour nous que toute croyance au monde de l'*au-delà* est un moyen puissant pour endormir la lutte de classe qui vise à résoudre les problèmes de ce monde.

Si le prolétaire révolutionnaire est au-delà de la religion, il est en fait aussi au-delà de l'athéisme.

« On peut même dire de l'ouvrier social-démocrate allemand que l'athéisme a fait son temps pour lui ; ce terme purement négatif ne peut pas s'appliquer à eux, qui ne sont plus en opposition théorique, mais seulement pratique à la croyance en Dieu : ils en ont tout simplement *fini avec Dieu* ; ils vivent et pensent dans le monde réel et par conséquent, ils sont matérialistes. » Cf. Engels, *Littérature de réfugiés ; II. Programme des réfugiés blanquistes de la Commune*, in *Werke*, t. 18, p. 531-532 et Engels, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, chap. *Mouvements ouvriers*, in *Werke*, t. 2, p. 453.

L'athéisme bourgeois – ou ce qu'il en reste, la bourgeoisie ayant tourné le dos à sa propre idéologie révolutionnaire antiféodale - est devenu purement conservateur et n'a rien de commun avec la critique communiste qui dérive quant à elle du fait que « toute religion n'est que le reflet fantastique, dans le cerveau des hommes, des puissances extérieures qui dominant leur existence quotidienne » (cf. *l'Antidühring*), la tâche du communisme étant justement d'abattre la dernière de ces puissances, le capital. Le reflet religieux disparaîtra alors pour de bon. Les diverses religions établies ne se trompent pas en voyant dans le communisme leur véritable ennemi mortel.

3. « *Limitation du travail des femmes et interdiction du travail des enfants* ».

La réglementation de la journée de travail doit impliquer déjà la limitation du travail des femmes, pour autant qu'elle concerne la durée, les pauses, etc., de la journée de travail; sinon elle ne peut que signifier l'exclusion des femmes des branches d'industrie qui sont particulièrement préjudiciables à leur santé où contraires à la morale pour le sexe féminin. Si c'est ce qu'on pensait, il fallait le dire.

« *Interdiction du travail des enfants !* ». Il était absolument indispensable ici d'indiquer la limite d'âge.

Une *interdiction générale* du travail des enfants est incompatible avec l'existence de la grande industrie; elle n'est donc qu'un vœu pieux et stérile.

Sa mise en vigueur - si elle était possible - serait réactionnaire, car grâce à une stricte réglementation du temps de travail selon l'âge et à d'autres mesures de protection en faveur des enfants, la combinaison précoce du travail productif et de l'instruction est un des plus puissants moyens de transformation de la société actuelle.

4. « *Surveillance par l'État du travail dans les fabriques, les ateliers et l'industrie domestique* ».

S'agissant de l'État prusso-allemand, il fallait absolument demander que les inspecteurs ne soient révocables que par une décision des tribunaux; que tout ouvrier puisse les attaquer en justice pour manquement à leurs devoirs; qu'ils soient membres du corps médical.

5. « *Réglementation du travail dans les prisons* ».

Revendication mesquine dans un programme ouvrier général. En tout cas, il fallait dire clairement qu'on n'entendait pas que les criminels de droit commun, par crainte de leur concurrence, soient traités comme du bétail et qu'on ne désirait pas les priver de leur seul moyen d'amendement, le travail productif. C'est bien le moins qu'on dût attendre de socialistes.

6. « *Une loi efficace sur la responsabilité* ».

Il fallait dire ce qu'on entend par « efficace » en parlant de cette loi sur la responsabilité en matière de législation du travail.

Remarquons en passant qu'à propos de la journée normale du travail, on a négligé la partie de la législation des fabriques qui concerne les règlements sur l'hygiène et les mesures de prévention contre les risques, etc. La loi sur la responsabilité n'entre en application que lorsque ces prescriptions sont violées.

Bref, cet appendice se distingue, lui-aussi, par le laisser-aller de sa rédaction.

Dixi et salvavi animam meam (J'ai parlé, mon âme est sauvée).